LA FRANCE DES CINQ PARTIES DU MONDE

L'APPEL DES COLONIES

Au cours des études qui précèdent, nous avons poursuivi notre examen des différentes colonies françaises au double point de vue historique et économique (1). Nous sommes, en effet, de ceux qui ne veulent pas « faire table rase du passé ». Le passé se venge toujours de ceux qui le méprisent. Si une voiture qui nous précédait est tombée dans le précipice au tournant d'une route, il ne nous déplaira pas de voir le mauvais passage annoncé par un poteau indicateur portant le mot « danger ». L'histoire ne serait-elle qu'un « musée des erreurs », il est utile de ne pas l'ignorer.

Mais, en dehors de ces enseignements d'ordre négatif, notre histoire coloniale nous donne des leçons affirmatives capables d'accroître notre énergie dans le présent et notre confiance dans l'avenir. Elle atteste en effet *qu'il y a toujours eu des Français colonisateurs*. Sans remonter aux Croisades, qui firent cependant de l'Orient méditerranéen un « empire franc » et un des empires qui ont laissé sur le sol (par les ruines impérissables de ses châteaux), dans les mœurs, dans le droit même, les plus durables traces de sa solidité et de sa grandeur, — toute l'histoire de France depuis le XVIe siècle prouve l'esprit d'entreprise de notre race.

Malgré l'effroyable consommation d'hommes que causèrent les guerres de religion, l'Atlantique fut sillonné en tous sens au XVIe siècle par les hardis navires des marins normands

(1) Voyez la *Revue*, 15 décembre 1926-15 août 1927.

et bretons, depuis les brumeux rivages de Terre-Neuve, jusqu'à la côte torride de l'Afrique occidentale, jusqu'au Brésil, dont Catherine de Médicis voulut faire un empire français, et où un Français de Provins, Villegagnon, se proclama « roi d'Amérique ». — Le XVIIe siècle fut une magnifique période d'expansion coloniale : l'Atlantique (avec les Antilles, le Canada et la côte d'Afrique) ne limite pas les grandes pensées d'un Louis XIV et d'un Colbert ; Madagascar et les Indes deviendront des pièces maîtresses de leur politique. — Au XVIIIe siècle, les navigateurs et les missionnaires français, aussitôt les Indes perdues pour nous, jettent les fondements d'une nouvelle France du Pacifique. — Au XIXe siècle enfin, un effort continu nous rend maîtres d'une des plus grandes, d'une des plus précieuses parties de l'Afrique.

Entre ces périodes de lumière, il y a de longues et douloureuses nuits. Le Canada et les Indes nous ont échappé, non pas tant à la suite de fautes commises dans nos méthodes coloniales, qu'après les revers de notre politique ou de nos armes en Europe. Et c'est là qu'apparaît le conflit tragique entre nos aspirations coloniales séculaires et les nécessités inéluctables de notre situation géographique européenne. La véritable infériorité de la France par rapport à l'Angleterre, en matière coloniale, a été la nécessité de défendre périodiquement sa frontière de l'Est, contre un voisin dont la guerre est l'industrie nationale. Quand cette frontière était solide, la France portait ses regards vers la mer : elle y naviguait, elle y combattait aussi glorieusement que personne. Quand cette frontière était menacée, quand le Germain, toujours le même depuis Tacite, venait piller et raser nos foyers, force nous était bien de nous replier sur nous-mêmes, et d'abandonner les dépendances, quand le feu s'allumait au principal logis.

Aujourd'hui, heureusement, la situation est renversée : grâce aux progrès des communications, les colonies sont pour la France, toujours enviée et détestée de l'Allemagne, un élément de force et non une cause d'affaiblissement. La dernière guerre l'a prouvé : c'est en Afrique du Nord que nous trouverons les hommes capables de tenir la frontière du Rhin en face des progrès menaçants de la natalité germanique, et c'est l'ensemble de nos colonies qui fournirait en cas de besoin les matières premières nécessaires à l'usine France pour mener à bien la

guerre industrielle, plus générale, plus tragique peut-être que la guerre des soldats.

Mais, si les hommes d'initiative n'ont jamais fait défaut à la France, ils n'ont pas toujours été soutenus à la fois par l'opinion publique et le gouvernement. Pour que l'action coloniale réussisse, elle doit réunir *à la fois* ces trois éléments de succès. Nous avons toujours eu des coloniaux, mais nous n'avons pas toujours eu une politique et une opinion coloniales. Au cours de notre étude, nous avons maintes fois constaté à quels insuccès navrants nous conduisit ce manque de cohésion entre ces trois forces essentielles qui ne sauraient obtenir de résultats décisifs si elles ne sont pas concordantes. Faut-il rappeler Madagascar au temps de Louis XIV, les Indes un peu plus tard, la question du Niger, celle du Congo, au XIXe siècle ? A quels échecs diplomatiques, à quels tristes renoncements ne nous ont pas conduits maintes fois l'ignorance, l'indifférence de l'opinion en matière coloniale.

Je ne veux faire ici le procès d'aucun régime politique, car aucun n'eut le monopole de ces erreurs. Je crois même sincèrement que le régime parlementaire peut mieux que tout autre réaliser cette alliance du gouvernement et de l'opinion sans quoi il est impossible de suivre une politique coloniale bien définie, et de seconder les hommes d'initiative qui veulent mettre en valeur les terres nouvelles. Dans un pays où l'opinion publique est aussi instruite, est aussi facile à informer que la France, il est nécessaire et possible de démontrer à cette opinion la nécessité de l'action coloniale. Lorsqu'elle en sera convaincue, elle imposera au parlement, au gouvernement qui émanent d'elle et la suivent plus qu'ils ne la dirigent, l'énergie de vouloir et d'agir. Dès que députés et ministres verront se dessiner un courant en faveur de l'action coloniale, certains même, les plus fins, n'attendront pas que ce courant les emporte : ils prendront en temps opportun l'air de le diriger, pour se targuer plus tard de leur clairvoyance.

Nous n'en sommes pas encore là ; quand le sénateur Messimy demande au ministre de l'Instruction publique d'augmenter dans les écoles la part de l'histoire et de la géographie coloniales, M. Herriot répond avec bonhomie que cette part est déjà largement suffisante. Or, comme l'a fait remarquer, d'une façon spi-

rituelle et mordante, mon collaborateur Pierre Deloncle, il résulte de la réponse même du ministre *qu'en quatre ans, de la quatrième à la première, l'Université consacre en tout et pour tout de treize à quatorze heures d'enseignement aux colonies françaises.* Pour l'enseignement primaire rien. Dans l'enseignement supérieur, quelques chaires soutenues par des fondations privées, aucune chaire d'État.

Dans ces conditions, comment pourrait-il exister une opinion coloniale en France? Il faut éveiller cette opinion chez les enfants, les forcer, par des questions obligatoires *aux examens des trois degrés d'enseignement*, à apprendre ce qu'est véritablement la France. Alors seulement, par la presse, par le cinéma, par les conférences, les expositions, il sera possible de faire germer les notions qui auront été semées dans tous les cerveaux. Depuis une trentaine d'années, notre enseignement public a subi de nombreuses réformes qui avaient la prétention de le rendre plus « moderne », plus « pratique ». Aucune de ces réformes n'a étendu la part réservée à l'histoire et à la géographie des colonies dans l'enseignement public. Est-il cependant rien de plus moderne et de plus pratique, disons le mot, de plus nécessaire que de connaître les ressources des colonies françaises et d'inspirer le désir de les mettre en valeur? Mais, les candidats pâlissent avec terreur sur les pages de leur manuel consacrées aux rêveries de Sieyès sur la constitution de l'An III et sautent, sans crainte de questions indiscrètes, celles qui sont réservées à Galliéni.

Hâtons-nous de créer une opinion coloniale, puisque nous avons aujourd'hui des coloniaux et une politique coloniale.

Nous ne reviendrons pas sur les principes de cette politique que nous avons exposés au début de notre travail comme nous paraissant les meilleurs, c'est-à-dire les mieux confirmés par l'expérience, les mieux adaptés aux résultats que nous attendons de l'avenir. Ajoutons seulement qu'il serait dangereux de vouloir établir une législation d'ensemble pour toutes nos colonies, ou donner des institutions semblables à des peuples si éloignés les uns des autres, parvenus aujourd'hui à des points si différents sur la courbe de l'évolution humaine.

Il se trouve encore peut-être des disciples de Rousseau et des grands conventionnels qui sont prêts à légiférer pour l'univers entier. Apprenons-leur, gentiment, à mettre leurs

illusions au magasin des accessoires : qu'ils aillent faire un tour à Dakar auprès des boys « conscients et organisés » qui ont essayé d'implanter là-bas les grèves, les tarifs syndicaux et autres gentillesses européennes ; qu'ils aillent anx Antilles et à la Guyane voir d'admirables pays qui meurent de la politique ; et si ces idéologues ne sont pas incurables, qu'ils nous promettent, au retour, de ne plus demander le bulletin de vote pour tous les indigènes.

Mais il ne suffit pas d'avoir une politique coloniale, acceptée, voulue à la fois par les coloniaux, l'opinion publique et le gouvernement, il est nécessaire aussi de posséder les moyens de cette politique. Notre but est simple : c'est le travail dans l'ordre et dans la paix. Il convient donc d'assurer l'ordre et la paix, il faut montrer à tous, indigènes, métropolitains, rivaux étrangers éventuels, que nous ne sommes pas installés dans nos colonies à titre précaire et temporaire, mais à titre définitif.

Toute timidité de notre part sera payée par les indigènes, aujourd'hui en insolence et peut-être demain en trahison. Tous, noirs, blancs, jaunes ne respectent que la force et la richesse. Vous connaissez le proverbe musulman : « baise la main que tu ne peux mordre ». Il ne faut pas confondre le respect avec la crainte ; le respect naît de la justice et la crainte d'un injuste abus de la force. Avant de se flatter d'obtenir l'affection et la gratitude, il faut exiger le respect : les « natives » pourraient-ils nous aimer s'ils ne nous respectaient pas ? Se faire respecter, ce n'est pas multiplier les casernes et les gendarmes, c'est construire de spacieux et commodes édifices publics, loger dignement nos fonctionnaires, leur permettre une vie décente et large, nous installer à demeure et non en camp volant. Les Anglais nous ont donné à cet égard d'excellentes leçons de méthode. Ils n'y ont rien perdu.

Avec une vigilance avisée et une fermeté constante, nous devons déjouer et punir toutes les manœuvres qui tendent à diminuer notre autorité dans nos colonies. Le communisme, doctrine de régression dont l'Europe commence à comprendre et à démasquer les tragiques mensonges, doit être combattu sévèrement aux colonies dans l'intérêt des indigènes eux-mêmes. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil sur ce qu'est devenue la Chine depuis qu'elle est tombée au pouvoir

de quelques milliers de potaches bolchévisants. Sans ordre et discipline dans nos colonies, les capitaux français bouderont les entreprises nécessaires à leur mise en valeur.

Enfin, n'oublions jamais qu'aujourd'hui de nombreux peuples, représentés ou non au Concile permanent de Genève, se croient des missions colonisatrices et n'attendent qu'une défaillance, qu'un renoncement d'une grande puissance coloniale, pour réclamer âprement son héritage. Dans ces conditions, il nous faut une armée coloniale et une marine.

Une armée coloniale ne s'improvise pas. Alors que les troupes coloniales ont fait merveille pendant la guerre sur les champs de bataille métropolitains, on a eu parfois l'étrange idée (expédition de Madagascar, campagne du Rif) de transporter aux colonies des unités constituées de l'armée métropolitaine. Celles-ci ont payé cher l'acquisition de l'expérience qui leur faisait défaut. Qu'on abaisse les barrières entre les cadres de l'armée métropolitaine et de l'armée coloniale, que l'on fasse servir par roulement, sur les théâtres d'opérations extérieures, des officiers qui sommeillent et souvent s'ignorent dans les petites garnisons françaises (comme le commandant Lyautey s'ignorait lui-même lorsqu'il fut désigné pour partir au Tonkin), voilà d'excellentes mesures. Mais il est nécessaire de maintenir et même de renforcer cette armée spéciale qui a acquis à la fois tant d'expérience et tant de gloire; d'ingénieuses dispositions prises récemment permettent aux jeunes Français métropolitains de contracter dans l'armée coloniale, à des conditions particulièment avantageuses, des engagements qui leur donneront l'occasion de « voir du pays » et de choisir sur place un emploi civil qui leur permettra d'apporter à la colonie le concours de leur activité. Sous les tropiques, il en est des troupes comme des entreprises privées : les blancs doivent fournir un très solide encadrement et un abondant matériel. Contre des hordes chinoises, ou des bandes de dissidents du Tafilalet, contre quelque émeute de rues, ce qu'il faut surtout ce sont des fortins bien pourvus de fils de fer, de mitrailleuses, d'abris bétonnés, de projecteurs, de fusées éclairantes, ce sont des escadrilles de bombardement et des chars d'assaut. Le matériel permet d'économiser les vies humaines et celles-ci sont aujourd'hui le plus cher des matériels.

Enfin, pour la sécurité de nos colonies, il faut une marine

de guerre. Le commandant Chack, avant d'écrire ces récits pleins de vie que le grand public a si justement goûtés : *Combats et batailles sur mer, On se bat sur mer, Sur les bancs de Flandre*, a publié un maître livre un peu plus technique, mais aussi passionnant, intitulé : *la Guerre des croiseurs*. Tout colonial devrait méditer les enseignements de cet ouvrage. Il montre, en effet, le rôle que peut jouer dans les mers lointaines un croiseur corsaire rapide, bien commandé et bien entraîné. De la dernière guerre navale, nous sommes portés à ne nous rappeler que les horreurs et les destructions commises par les sous-marins allemands. Oublier le rôle qu'ont joué les bâtiments de surface, serait une impardonnable négligence, qui nous conduirait peut-être à surestimer le rôle réservé aux sous-marins dans un conflit futur. En ce moment, la marine française renaît au point de vue matériel et moral. Nous avons lancé de beaux bâtiments, leurs états-majors et leurs équipages apprennent à s'en servir. Il convient de ne pas s'arrêter en si bon chemin. Aucune jalousie extérieure n'empêchera ce fait : nous sommes la deuxième puissance coloniale du monde, et tant que nous serons une nation souveraine et libre de ses actes, aucune conférence ne pourra nous empêcher d'avoir la marine de nos colonies.

Ajoutons que si des contraintes extérieures parvenaient à limiter nos armements maritimes, aucun texte ne nous empêcherait de doter nos colonies de forces aériennes véritablement efficaces contre une attaque par mer. On a, pour le prix d'un cuirassé, quelques belles batteries de côte et beaucoup d'avions jetant des torpilles dirigées.

Au reste, au point de vue international, l'avenir n'apparaît pas comme menaçant. Notre longue rivalité maritime et coloniale avec les Hollandais et les Anglais, rivalité dont nous avons cité tant d'épisodes glorieux pour tous les adversaires, s'est muée en relations très cordiales avec ces deux puissances. A l'heure actuelle, le partage des continents est terminé entre les peuples qui en poursuivirent la découverte. De ce fait, la plupart des causes de friction ont disparu.

Un des meilleurs résultats de la guerre a été de chasser d'Afrique et d'Asie les Allemands qui sont par nature les plus désagréables voisins qu'on puisse imaginer. Soyons vigilants pour déjouer toutes leurs intrigues tendant à obtenir un

mandat sur telle ou telle de leurs anciennes colonies ou même sur telle colonie que certaines puissances pourraient être disposées à leur céder. Laisser par exemple les Allemands acquérir l'Angola, s'établir à proximité du Congo belge et du Congo français serait vouloir d'un cœur léger et à bref délai une nouvelle guerre.

Si nous jetons les yeux sur la carte d'Afrique, nous ne trouvons vraiment que l'ombre d'un seul petit nuage qui puisse troubler les relations de la France avec ses anciens alliés, c'est la question d'Abyssinie et les expressions maladroites que revêtent parfois les ambitions italiennes. Nul homme d'ordre ne saurait blâmer l'Italie d'être fière du prodigieux redressement qu'elle a accompli depuis l'arrivée au pouvoir du président Mussolini. En ce faisant elle a constitué contre les plus décevantes et dangereuses doctrines politiques, contre le communisme et les partis bolchévisants, un bastion solide sur quoi peut s'appuyer la défense de la civilisation occidentale. Mais il serait à souhaiter que la légitime fierté de l'œuvre intérieure n'éveillât pas chez nos amis d'au-delà les Monts des ambitions coloniales immodérées. Leur entrée dans le cercle des grandes puissances coloniales a été trop tardive et trop difficile pour leur donner le droit de parler aussi fort dans ce cercle et de critiquer aussi haut certaines œuvres coloniales dont ils ne soupçonnent même pas la grandeur. Il y a là une faute de goût qui nous surprend chez un peuple aussi distingué et aussi fin, et dans une presse aussi disciplinée que la presse fasciste. Pourquoi ces verbiages? Avant de réclamer les colonies mises en valeur par d'autres puissances, que l'Italie commence par montrer ce qu'elle sait faire dans les siennes : les résultats qu'elle y a obtenus jusqu'ici ne méritent encore qu'une mention d'encouragement.

Mais n'attachons pas plus d'importance qu'il ne convient à quelques exagérations de langage un peu déplaisantes. Si nous jetons les yeux sur une carte, nous voyons beaucoup d'atouts dans notre jeu ; comme l'Angleterre, nous sommes bien placés aux grands carrefours du monde : en face du canal de Panama, nous avons les Antilles, à la porte de la mer Rouge, Djibouti, à l'entrée du sud de l'Océan indien, Madagascar ; l'Indochine est une position stratégique de premier ordre dans les mers de Chine, Tahiti dans le Pacifique. Grâce à ces

positions, la neutralité bienveillante de la France peut être un jour d'un grand prix pour certains peuples, pacifiques certes aujourd'hui, mais que des circonstances prévisibles peuvent transformer en belligérants.

A part le bolchévisme, aucun danger vraiment sérieux ne paraît menacer désormais les colonies françaises. Et ce péril, s'il se faisait plus redoutable, ne manquerait pas de provoquer le groupement des forces capables de lui résister. Si difficiles que soient les ententes internationales (les événements de Chine fournissent une nouvelle preuve de cette difficulté), la civilisation occidentale est encore capable de défendre ses foyers contre les réveils de la barbarie. Donc, la situation politique générale nous permet de travailler à la mise en valeur de nos colonies.

Quelle méthode choisirons-nous pour accomplir cette grande œuvre économique? L'histoire, nous l'avons vu, nous en propose plusieurs : nous avons constaté, soit sous l'ancien régime, soit de nos jours en Afrique Équatoriale, le danger des grandes compagnies à monopoles. Quant à la petite colonisation, elle n'est possible qu'en Afrique du Nord. Là, nous devons l'encourager de toutes nos forces, c'est-à-dire en faisant tout notre possible, pour attirer au Maroc, en Algérie, en Tunisie des paysans français, et aussi (en prenant toutes les précautions voulues pour que cette acclimatation réussisse) des paysans appartenant à ces nations amies et alliées de la France : Pologne, Tchécoslovaquie, où nous n'avons pas à redouter l'éclosion d'ambitions coloniales démesurées.

Dans toutes les colonies tropicales, une seule forme de colonisation est capable de donner un rendement économique rapide et massif, c'est celle qui est faite par la Société anonyme. Elle seule apporte ce qu'il faut aux régions tropicales : des capitaux et des techniciens. Elle a un objectif précis, elle exploite des concessions limitées. Elle a une durée supérieure à la vie des hommes. Elle est soumise pour sa gestion à des obligations strictes. Si notre admirable législation sur les sociétés anonymes avait existé au temps de Law, les entreprises du génial Écossais auraient sans doute réussi, toute l'histoire coloniale de la France eût été changée et Law serait rangé parmi les grands ministres, après Richelieu et Colbert.

L'outil existe donc : à quelles fins devons-nous l'employer?

Le but à atteindre nous paraît être de rattacher le plus solidement possible les colonies à la métropole, de travailler à cimenter l'unité de la France totale.

De même que jadis nos souverains Capétiens et Valois eurent pour politique de fondre les provinces diverses, les terres de leurs grands vassaux dans l'unité française, de même aujourd'hui la République doit, en respectant la variété de ses colonies lointaines, les intégrer entièrement dans notre vie nationale, au point que cette France des cinq parties du monde, innervée d'un même sang, batte d'un même rythme et d'un même cœur.

Multiplions donc tout ce qui unit et luttons contre ce qui sépare. Favorisons les liaisons d'intérêts, multiplions les liaisons matérielles. Le plus bel exemple que nous puissions donner de ces liaisons nécessaires est le Transsaharien. Lui seul permettra la mise en valeur du Soudan, où coule, inutile encore, un des plus beaux fleuves du monde, le Niger, le Nil français. Lui seul permettra aux colons algériens, riches d'argent et d'expérience, de développer dans cette vallée du Niger les grandes cultures industrielles si rares encore en Afrique occidentale française. Lui seul fera l'unité en Afrique française, la mettra plus près de la métropole qu'au XVIIIe siècle la Bretagne et la Gascogne ne l'étaient de Paris.

Tels sont la méthode à employer et le but à atteindre : il reste à établir un programme d'ensemble et à adapter le mieux possible les moyens existants aux fins que nous poursuivons.

Le premier point de ce programme doit être de préserver et de développer sur le sol de toutes ces Frances lointaines la plus belle des richesses, celle sans quoi toutes les autres seraient inexploitables et stériles, la vie humaine. Luttons contre les maladies, favorisons en France toutes les institutions, tous les laboratoires (spécialement ceux de chimie thérapeutique) qui ont engagé le combat contre tous les agents de mort. Multiplions à la colonie le nombre des médecins européens, des sages-femmes indigènes, les dispensaires, les centres de vaccination. Sauvons le plus possible d'enfants de la mortalité qui les décime. Apprenons à l'indigène à se nourrir, à se vêtir, à se loger.

Dans cette lutte pour la préservation, pour le développe-

ment de la vie, n'oublions pas les troupeaux dont le nombre pourrait être tel que les indigènes auraient à manger de la viande d'une façon normale et que la France pourrait recevoir les laines, les peaux qui sont nécessaires à ses industries. Comme les hommes, les troupeaux ont été maintes fois décimés aux colonies par des épidémies terribles et le vétérinaire doit suivre partout le médecin.

Dans l'ordre d'urgence, vient ensuite l'outillage public de la colonie. Civilisation égale transport, a dit Kipling. Il est impossible aux entreprises privées de tenter de grandes cultures industrielles, des exploitations minières, en un mot toutes les entreprises qui recueillent les richesses, ou dégagent les possibilités virtuelles d'un pays, si elles n'ont pas à leur disposition un minimum de routes, de chemins de fer, de ports pourvus d'engins de levage, de matériel de manutention.

Dans toutes nos colonies, aujourd'hui pacifiées, nous en sommes venus à cette phase de leur croissance où l'outillage public doit être activement développé. Nous sommes sortis de la période des tâtonnements et des expériences, et nous devons établir des plans de communications où les différents moyens de transport ne s'opposent pas entre eux, ne se font pas concurrence, mais se prêtent un mutuel appui. Les chemins de fer doivent être chargés des longs parcours; les routes, si coûteuses à entretenir quand elles subissent un trafic intense, ne servent que d'affluents à la voie ferrée.

A côté des voies de communication, il faut donner un large développement à l'hydraulique agricole. Dans tout pays chaud, l'eau est la grande alliée du soleil. L'union de ces deux forces donne parfois une admirable fécondité à des terres qui sous d'autres climats seraient réputées infertiles. Par l'irrigation le rendement de toutes les cultures tropicales se trouve multiplié, ainsi que la valeur des terres qui bénéficient des eaux fécondantes.

S'il appartient à l'administration de chaque colonie d'établir l'ordre d'urgence des travaux publics à y poursuivre, en tenant compte d'abord des besoins généraux de la métropole (Van Vollenhoven disait : « nous ne devons pas fournir des échantillons, mais une production massive »), et en second lieu des desiderata des colons, entre les impatiences desquels il lui est réservé de jouer le rôle d'arbitre, il semble aujourd'hui possible qu'une fois le plan de travaux établi, l'administration

fasse appel pour l'exécution et l'exploitation à la collaboration des entreprises privées. Abandonnons la vieille formule des garanties d'intérêt, et entrons résolument comme l'ont fait les Belges au Congo, dans la voie des ententes loyales entre l'administration et les particuliers, groupés en Sociétés, ceux-ci obtenant en échange de leurs travaux des concessions à proximité des lignes ou routes à construire et cédant en retour à la colonie des parts de fondateur ou des actions d'apport. Ainsi, le budget de la colonie pourrait profiter du développement général du pays sans avoir à s'imposer pour le hâter. Mais pour adopter ces méthodes administratives nouvelles, il faut que l'administration (et le Parlement qui la contrôle) rejettent la méfiance soupçonneuse dont ils ont fourni tant de preuves à l'égard des entreprises privées.

Il est temps que les promoteurs d'affaires nouvelles ou leurs agents cessent d'être contraints de prendre dans les bureaux administratifs posture de suppliants et que parlementaires et fonctionnaires renoncent devant les hommes d'action aux attitudes de grands inquisiteurs. Ces derniers se rendent-ils compte de leur ridicule dans ce rôle? Ils connaissent mal le public devant lequel ils jouent cette comédie du scrupule. L'opinion ne les prend plus pour des vierges rougissantes; si elle est moins sévère qu'autrefois pour les fonctionnaires coloniaux, c'est parce que les colons, les hommes qui par leur travail et leurs capitaux créent vraiment des richesses nouvelles, ont bien voulu dire que généralement aujourd'hui les représentants de l'administration sont à la hauteur de leur tâche. Quant aux parlementaires, ils auraient tort de mesurer aux demandes de leurs électeurs la considération dont ils sont entourés dans le pays.

Ce pays a acquis, depuis la guerre, à une dure école, le sens des réalités; il préfère ceux qui agissent à ceux qui parlent. Pour relever la France meurtrie dans sa chair, dans ses biens, dans sa terre même, il faut que tous ses fils s'intéressent à la mise en valeur de ses colonies. Là, grâce à la fécondité de la nature tropicale, aux larges espaces où l'on peut employer un outillage puissant, il est possible d'obtenir des résultats beaucoup plus rapides que sur le sol métropolitain. Investir aux colonies une partie de son épargne, c'est le moyen pour tout Français de coopérer à la grande œuvre nationale d'où dépend la renaissance de la patrie. Répétons-le encore :

pour mettre les colonies en valeur, il nous suffit de recevoir par an de la métropole quelques centaines de techniciens: ingénieurs des travaux publics, ingénieurs hydrauliciens et électriciens, ingénieurs agronomes, médecins, vétérinaires, contremaîtres et chefs d'équipe. Ces hommes dévoués et compétents, prêts à partir, sont en plus grand nombre que nous ne pouvons les utiliser, faute de capitaux pour réaliser l'énorme programme que nous devons poursuivre. Que l'épargne française donne largement son appui aux hommes qui ont fait leurs preuves, à ceux dont la réputation est établie par d'incontestables succès, à ceux qui ont l'habitude de ne patronner que des affaires saines, bien étudiées, et les progrès de nos colonies seront rapides, ils iront à pas de géant.

Mais, au-dessus des bénéfices matériels que nous devons attendre de ces progrès, il faut placer les avantages moraux que vaudra à notre pays cette reprise vigoureuse de l'action coloniale. Au sortir de guerres sanglantes, une nation est guettée par les maladies collectives de la volonté : lisez la *Confession d'un enfant du siècle*. Allons-nous verser encore dans je ne sais quel romantisme, dans je ne sais quel dégoût de la vie et de l'effort? Ce serait notre suicide comme grand peuple, et la France n'a pas le droit de s'abandonner. Son passé lui impose d'autres devoirs. Au milieu du XIXe siècle, l'Algérie nous redonna le goût de l'action ; à la fin de ce siècle et au début du XIXe, nos succès coloniaux rompirent l'envoûtement de la défaite et les clairons de nos expéditions coloniales, la gloire des Galliéni, des Lyautey, des Mangin, des Gouraud, éveillèrent en nos âmes une mentalité de vainqueurs. C'est l'exemple de ces hommes qui nous a soutenus à l'heure du péril, et qui a fait de tous les combattants français des soldats dignes de leurs chefs. Ce n'est pas au lendemain d'une victoire achetée par tant de deuils qu'il convient de laisser éteindre le flambeau. La France doit être et doit paraître une nation qui marche, qui va de l'avant sur les routes du monde, pareille à cette Victoire de Samothrace, victoire mutilée mais victoire ailée, pleine de jeunesse et de force, et penchée, frémissante, à la proue d'un vaisseau, sur l'avenir.

OCTAVE HOMBERG.

EXISTE-T-IL
UNE POÉSIE PROLÉTARIENNE?

Le parti communiste russe a déjà répondu à cette question par un oui catégorique. Il y a répondu, suivant son habitude, d'une façon péremptoire et solennelle, sous forme d'une longue résolution, paraphée par tous les membres du Comité central, comme s'il s'agissait d'un problème économique ou d'une question de propagande. Même style administratif et pédantesque, même dogmatisme intransigeant. Après avoir créé par décret la *Tchéka*, l'armée rouge et le *tchervonetz*, le Comité central a fini par étendre sa compétence aux valeurs artistiques et par appliquer aux œuvres de l'esprit les procédés de la dictature prolétarienne. *Fiat poesis!* Depuis le 1er juillet 1925, la littérature prolétarienne est officiellement reconnue; elle a sa charte de noblesse communiste et son catéchisme; elle fait partie de l'État bolchévik à l'égal de l'industrie nationalisée et des coopératives soviétiques; elle est un « instrument de classe », comme la G. P. U.

Essayons de mettre en français les clauses principales de cet oukase.

« Nous sommes entrés, proclame fièrement le Comité central, en pleine période de la révolution culturelle, — épithète chère entre toutes aux primaires de Moscou, — période où il convient de voir une étape importante du mouvement ultérieur vers l'organisation de la société communiste. La littérature nouvelle, prolétarienne et paysanne, depuis ses manifestations embryonnaires jusqu'à ses productions supérieures et idéologiquement conscientes (*sic*), caractérise le mieux les

progrès de « ce mouvement culturel des masses ouvrières »... Mais, hélas! soupire le Comité central, « la complexité du processus économique, le développement parallèle des intérêts contradictoires, la naissance d'une bourgeoisie nouvelle, l'attirance que cette bourgeoisie exerce sur les intellectuels, même sur les intellectuels de formation récente, la facilité, enfin, avec laquelle les profondeurs sociales dégagent chimiquement (*sic*) des agents au service de l'idéologie bourgeoise : tous ces facteurs ne manquent pas de se répercuter à la surface littéraire de la vie publique ».

LA LITTÉRATURE, INSTRUMENT DE CLASSE

Ces prémisses posées, — dans une langue qui, d'ailleurs, ne permet guère de bien augurer du style prolétarien, — le Comité central établit les règles principales de l'esthétique communiste :

« La lutte de classe doit continuer en littérature comme partout ailleurs. Il n'existe pas d'art neutre dans une société de classe ; il ne peut en exister ; et le devoir du prolétariat consiste à s'emparer de secteurs toujours plus nombreux sur le front idéologique. D'ores et déjà, le matérialisme dialectique commence à s'infiltrer dans les sciences biologiques et psychologiques. Les mêmes conquêtes sont promises à la littérature prolétarienne... »

Ce charabia prétentieux se réduit, en définitive, à déclencher la guerre civile en littérature pour la soumettre à la dictature du prolétariat. « La haute direction dans le domaine littéraire, affirme le Comité central, appartient à la classe ouvrière seule. Et, comme les écrivains prolétariens n'exercent pas encore une hégémonie intégrale, le parti communiste doit les aider à conquérir le droit historique à cette prédominance. »

En d'autres termes, à l'exemple du prolétariat industriel, avant-garde du « chambardement général », le bolchévisme possède une phalange de rimeurs, de romanciers, de publicistes, chargée de « soviétiser » la littérature à l'usage de la clientèle révolutionnaire. Qu'il s'agisse de politique ou d'art, on le voit, la méthode demeure rigoureusement identique. Même leur élite intellectuelle, les Soviets la créent par ordonnance administrative. En principe, un écrivain est « prolé-

tarien », aux yeux de l'autorité, s'il est rallié à l'Association des écrivains prolétariens. Dans un État qui cumule tous les pouvoirs et tous les monopoles, dans un État qui est en même temps une église, une académie de métaphysique et une école de morale, il ne pourrait, d'ailleurs, en être autrement. L'orthodoxie, en matière de politique, de religion, de philosophie et d'esthétique, est forcément une affaire de police.

Sous le nom bizarre de *Vapp*, — abréviatif de *Vserossiskaia Assosiatzia Proletarskikh Pissatelei*, — l'association pan-russe des écrivains prolétariens reproduit les traits principaux du genre. A l'instar du parti communiste, la *Vapp* a déjà ramifié un réseau touffu de succursales, de filiales et de cellules. Ces différentes centrales adoptent la lettre initiale des villes où elles siègent : il existe une *Mapp* à Moscou, une *Lapp* à Leningrad, une *Rapp* à Riazan, une *Sapp* à Saratof, une *Tapp* à Toula, une *Kapp* à Kostroma, autant de *Tchékas* littéraires dressées contre la liberté de l'esprit.

Nous n'exagérons rien. Organisation militante, la *Vapp* trempe ses plumes dans du sang ; son langage dépasse même en virulence celui du Comité central. A la suite de sa première réunion plénière, véritable conseil de guerre, tenue par des gratte-papier forcenés, elle a lancé une protestation qui restera, sans conteste, le plus monstrueux monument d'intolérance sectaire du fanatisme communiste.

« *La littérature artistique*, déclare la *Vapp*, *est un incomparable engin de combat... S'il est exact, comme Marx l'a déjà observé, que les idées directrices d'une époque sont toujours les idées de la classe dirigeante, la dictature du prolétariat est incompatible avec la domination d'une littérature non prolétarienne... Parler de collaboration pacifique avec la bourgeoisie ou de rivalité pacifique entre différentes tendances littéraires, c'est verser dans la plus sombre des utopies réactionnaires... Les idéologues qui s'attachent à l'égalité des valeurs artistiques ne songent qu'à se retrancher dans leurs positions pour bombarder la citadelle de la littérature prolétarienne. Quoi de plus logique? La littérature, dans les conditions présentes, est l'une des dernières arènes où la bourgeoisie livre sa suprême offensive contre le prolétariat...* »

La *Vapp* envisage ce duel comme une lutte à mort. A moins de remporter une victoire complète, à moins d'annihiler

l'adversaire, le prolétariat risque de perdre ses prérogatives de « classe dominante ». C'est la théorie même de la « terreur rouge » appliquée à la littérature. Après les « suppressions physiques », l'anéantissement en série des valeurs spirituelles. Telle est la crainte panique inspirée encore au bolchévisme par une bourgeoisie décimée, muselée, réduite à l'état de parias faméliques, qu'il attribue un sens contre-révolutionnaire jusqu'aux productions purement esthétiques de la classe asservie. La barbarie triomphante ne se lasse pas de reconnaître la supériorité d'une civilisation qui mord la poussière. L'unique concession à laquelle souscrive la *Vapp*, c'est la nécessité de « prendre à la littérature bourgeoise ce qu'elle contient de réellement précieux, — ses éléments progressifs ». La *Vapp*, une fois de plus, fait honneur aux traditions du léninisme : elle transpose avec la même fidélité, en excellent élève, sur le plan littéraire, les procédés de la terreur et ceux de l'expropriation ; le bolchévisme s'arroge le droit de nationaliser, pêle-mêle, les banques, les usines, les chemins de fer, les immeubles, et tous les reliquaires où, pendant des siècles, la poésie russe a entassé ses joyaux avec une prodigalité magnifique.

Mais, s'empresse d'ajouter la *Vapp*, il ne faut pas que la littérature prolétarienne s'attarde à « tirer profit des réserves accumulées sous le régime capitaliste ; il faut qu'elle dépasse d'un coup d'aile les frontières qui ont marqué l'extrême limite de l'effort bourgeois et qu'elle soumette à un malaxage énergique la « culture d'un monde périmé ». De là, le devoir de trier les auteurs sans mansuétude et d'accueillir seulement les plumes réconciliées à tout jamais avec le communisme. Tout écrivain, alors même qu'il ne serait pas un adversaire de la révolution, mais qui s'abstiendrait de la prôner, voit son œuvre mise à l'index.

Aucune circonstance atténuante n'est admise. Il faut lire, même sous la signature de Trotzky, — l'homme qui, de tous les chefs soviétiques, a pourtant poussé le plus loin l'esprit de tolérance littéraire, — les âpres jugements que porte le communisme sur les auteurs coupables d'hésiter à la lisière de la révolution. Dans le célèbre poème de Block, *les Douze*, où l'opinion européenne a salué une sorte d'épopée bolchévique, Trotzky découvre surtout un cri d'angoisse inspiré par un passé qui s'écroule. « *Les Douze*, dit-il, ne sont pas un poème révolution-

naire, mais le dernier soupir de l'art individualiste qui a tenté de frayer avec la révolution... Block n'est pas des nôtres »... La même excommunication s'abat sur Kluef malgré ses origines paysannes, malgré son lyrisme de terroir, malgré les métaphores rustiques qu'il brode en l'honneur du communisme. « Que resterait-il de Kluef, se demande Trotzky en bon marxiste, si on lui enlevait sa « paysannerie »? Rien. Kluef accepte la révolution parce que la révolution a émancipé le moujik. Sa révolution manque de dynamisme politique et de perspective historique. La république des soviets, pour lui, s'attarde à demeurer toujours la Russie : la terre promise qu'il aperçoit à travers le socialisme est un royaume de blé, d'icones reluisantes et d'izbas versicolores; c'est à peine s'il y admet le radio et l'électrification »... Il est vrai que, pour démontrer son communisme intégral, Kluef s'est appliqué, un jour, à rimer les pires blasphèmes, à verser de l'ordure à pleins seaux sur le Christ et la Vierge, mais cette bassesse n'a guère eu le mérite de porter les zoïles rouges à l'indulgence. La critique communiste a éventé la manœuvre et s'est gaussée avec mépris d'une infamie stérile.

Choisi entre mille, cet exemple laisse entrevoir l'esprit inquisitorial qui préside aux rapports de la révolution avec la littérature. Pour mériter les applaudissements du bolchévisme, il ne suffit pas d'accorder les violons à son diapason, il faut encore qu'un écrivain démontre, par la qualité de ses antécédents, par l'ardeur d'un zèle invariable, la parfaite adaptation de sa pensée intime à la sonorité communiste de ses vers ou de sa prose. La critique, sous le régime des soviets, relève de la sûreté générale et du parquet. Un membre important du Comité central, le camarade Sosnovsky, s'est même spécialisé dans le triste métier de mouchard littéraire : une loupe à la main, il cherche les traces de contre-révolution dans un livre; il file les écrivains; il dresse des fiches; il dénonce à la *Tché-ka* le moindre fragment de phrase qui lui paraît distiller un toxique capitaliste. Lorsque M. Aichenwald publia son beau volume *Poètes et Poétesses*, ouvrage où il eut l'incommensurable audace d'effeuiller quelques fleurs sur les tombes de Fet et de Toutchef, Sosnovsky se livra, dans la *Pravda*, à une crise d'épilepsie écumante : « Dictature prolétarienne, s'écria-t-il, où est ton knout? Nous devons lapider les écrivains qui coiffent les oreilles

d'âne de la réaction, qui se permettent de pratiquer l'art pour l'art. » Le communisme interdit aux poètes de s'isoler dans leur tour d'ivoire, de tourner le dos aux convulsions de la rue, de remuer des cendres et de chantonner à mi-voix. Sosnovsky lacère de ses griffes les feuillets où Sologoub, Brussof, Ivanof, Tchoulkof ont inscrit leurs rêveries délicates et leurs pieuses nostalgies. « On se console en relisant Pouchkine devant une tasse de thé, ricane-t-il; de l'énergie gaspillée, de la réaction, de la bêtise... » Pour être taxé de contre-révolutionnaire, il suffit de rester en dehors de la révolution.

En revanche, malheur à ceux qui s'aventurent à critiquer les myrmidons groupés sous la protection de la *Vapp*. A moins d'occuper, comme Sosnovsky, les échelons supérieurs de la hiérarchie bolchéviste, on est astreint à bégayer d'admiration et à balancer l'encensoir. Pour remettre au pas une publication dont l'enthousiasme lui a semblé un peu tiède, le poète Wassily Kniasef s'est borné à rappeler qu'il était membre du parti communiste. M. A. Levinsson s'est vu obligé de quitter incontinent la *Vie de l'Art*, — revue où il se permit d'égratigner les *Mystères bouffes* de Maïakovsky, — sous l'inculpation de « saper les bases du pouvoir soviétique et de compromettre la production révolutionnaire ». Et la rédaction d'un des plus grands périodiques de Moscou, *Le livre et la Révolution*, a dû se précipiter aux pieds de Demian Bedny pour effacer le souvenir de quelques lignes injurieuses à la gloire de ce barde léniniste.

Bref, la poésie prolétarienne est intangible; elle est une poésie d'État; en dehors du Parnasse rouge, il n'y a que « faiblesse de glandes lacrymales, myopie bourgeoise, aboulie d'intellectuels ». Mais si tranchante que soit cette différenciation, établie par Demian Bedny en personne, elle ne suffit guère à définir la « poésie prolétarienne ». Elle indique tout au plus qu'elle est le contraire de la poésie bourgeoise comme le régime bolchévik est le contraire du régime capitaliste.

C'est en vain que nous chercherions des précisions plus instructives dans les textes officiels : un gouvernement pourra pousser la folie des grandeurs et la démence doctrinaire au point de traiter la poésie en compartiment administratif, de lui infliger une direction bureaucratique : toute cette paperasserie sera impuissante à dégager une poétique. La *Pravda* elle-même

a fini par témoigner à cet égard d'un scepticisme contre-révolutionnaire. « Nous avons des *Vapp*, des *Mapp*, et des *Lapp*, constate ce journal en date du 18 juin 1925, nous avons des motions, des déclarations et des résolutions, mais avons-nous une littérature ? et, si nous en avons une, quelle est-elle ? »

LA BOLCHÉVISATION DU VERBE

Les inquiétudes de la *Pravda* ne sont que trop justifiées. Pas plus que le parti communiste dont elle est le département littéraire, la *Vapp* ne saurait être comparée, suivant les vœux de Lénine, à un monolithe sans fissures. De même qu'il existe au sein du « parti dirigeant » des fractions qui, toutes, se réclament du maître et s'entre-dévorent à belles dents, de même, dans les cadres de la *Vapp*, un pullulement inouï d'écoles et de pléiades se dispute le monopole de l'esthétique communiste.

En dresser un catalogue complet serait une tâche aussi fastidieuse qu'irréalisable. La poésie prolétarienne est un champ clos où s'entrechoquent les dépravations les plus échevelées, les cuistreries les plus redondantes, toutes les démences du verbe trituré, dépecé, écartelé, crucifié par des graphomanes sadiques. Qu'il nous soit permis de signaler, pour mémoire, parmi ces bourreaux de la langue, les *akméistes*, les *présentistes*, les *constructivistes*, les *symbolistes*, les *centristes*, les *bespredmetniki* — ou négateurs des sujets littéraires, — sans oublier les *nitchevoki*, peut-être les moins dangereux, puisqu'ils pratiquent le célèbre *nitchevo* en proclamant que « toute poésie est abolie ».

Au-dessus de ces hystériques de deuxième zone, nous trouvons les grands cénacles : les *Napostovtzy* qui tirent leur étymologie des termes *na postou* (fidèles au poste), et qui, sous les ordres de Vardine, s'épuisent à rythmer les versets de Karl Marx ; le groupe de la *Kouznitza* — la « forge » poétique du bolchévisme, — les *imaginistes*, enfin les *futuristes* avec leur aile extrême gauche : le *Lef* et les *ego-futuristes*. Jamais la littérature russe n'a connu plus de coteries et de chapelles que sous le régime du suprême nivellement et de la centralisation à outrance.

Devant ce spectacle, un humoriste rouge a trouvé le mot qui résume la situation : « au lieu d'avoir la poésie des fabriques, nous avons des fabriques de poésie ». Ce n'est pas

seulement une boutade. L'exubérante germination des officines littéraires correspond à la place privilégiée que détient la théorie dans toutes les entreprises du bolchévisme. Comme la révolution est issue de la dogmatique marxiste, la poésie révolutionnaire doit avoir pour condition une poétique prolétarienne. Livresque jusqu'au bout, le bolchévisme attache beaucoup plus d'importance à codifier les règles de son esthétique qu'à voir éclore une littérature spontanée : ces règles établies, la création artistique ne sera qu'un exercice d'application et de méthode; elle n'aura qu'à se conformer aux formulaires. Mais ce qui aggrave, ici, les embarras du parti communiste, c'est que Marx, trop préoccupé de révolution sociale, avait omis de promulguer les lois de l'art révolutionnaire; et de là les flottements du bolchévisme, désorienté, désemparé, en face des poétiques qui s'offrent à son choix. Habitué, aux heures de controverse et d'incertitude, à recourir à son Talmud pour y trouver la solution de toute les difficultés, il vogue sans boussole; il prend tour à tour comme pilotes futuristes, présentistes ou imaginistes, puisqu'ils sont tous prolétariens. Ajoutons que ces chapelles et ces cénacles répondent à l'idéal bolchévik de l'effort collectif, qu'ils réalisent l'idée d'ateliers intellectuels, qu'ils sont une variante d'usine, et l'on comprendra qu'à part quelques esprits supérieurs et grincheux, le parti communiste, dans son ensemble, voie sans défaveur fumer ses innombrables fabriques de poésie, chantiers des rimeurs syndiqués.

Car elles fument, ces fabriques, elles fument beaucoup plus que les hauts-fourneaux et les entreprises métallurgiques qui manquent toujours de charbon : elles répandent à gros flocons une vapeur fuligineuse et opaque, cette éternelle fumée russe, décrite déjà par Tourguenef, la fumée des parlotes et des palabres, des orgies verbales, des casuistiques alambiquées. Quelle est la marque distinctive de la poésie prolétarienne? se demandent les byzantins du marxisme et les précieuses de l'Internationale. Son essence réside-t-elle exclusivement dans des thèmes révolutionnaires? Ces thèmes, est-il permis de les habiller à la mode capitaliste, de les profaner par un style suranné?

Il faut que la Révolution brise le despotisme de l'ancienne prosodie et des rythmes périmés, il faut qu'elle s'attaque à toutes les formes désuètes où s'étranglait l'inspiration, qu'elle

les détruise sans pitié comme les moules administratifs où dépérissait la liberté. La poésie nouvelle tirera ainsi son caractère prolétarien non seulement de ses sujets révolutionnaires, mais aussi, et peut-être surtout, d'une façon révolutionnaire d'accorder la lyre et de scander les vers. Elle se différenciera de la poésie bourgeoise par un extrémisme artistique, frère de l'extrémisme politique et social. Elle bolchévisera le style, la rime, le vocabulaire, la grammaire elle-même au besoin. Tout le principe du futurisme est là, dans cette dislocation des formes classiques et dans cette chevauchée de la révolution à travers les décombres de la littérature.

Quoi d'étonnant, dès lors, si, de toutes les « fabriques de poésie », l'usine futuriste a paru, d'abord, aux yeux des Soviets, réaliser le mieux les aspirations du communisme artistique? Le futurisme n'a-t-il pas été, dans le domaine littéraire, une sorte de bolchévisme avant la lettre? Lancé à l'assaut de l'esthétique routinière, écrit le camarade Gorlof, le futurisme se trouvait en rébellion ouverte contre le régime qui avait créé cette esthétique, qui la maintenait et qui la défendait. Par sa haine du symbolisme et du mysticisme, par les audaces claironnantes de ses innovations, par les défis de son modernisme, la poésie futuriste n'a jamais cessé de s'affilier à la révolution en marche. Communiste à titre potentiel, issu d'un coup d'État poétique, d'une sorte d' « octobre » littéraire, le futurisme n'attendait que l'irruption du futurisme en politique pour en devenir la poésie officielle.

Si spécieuse que fût cette théorie, elle eut le privilège de bénéficier, pendant longtemps, de toutes les faveurs soviétiques. A peine organisé, le *Proletkult* s'est transformé en un fief du futurisme, et aujourd'hui encore — nous le verrons plus loin — l'esthétisme maladif de Lounatcharsky, protecteur attitré des beaux arts et des belles-lettres, continue toujours d'attacher les aèdes futuristes aux râteliers de la dictature prolétarienne.

Sympathies qui n'ont rien de surprenant. En pleine terreur, le premier soin de Lounatcharsky a été de créer une « section de cirque » au commissariat de l'Instruction publique et de rassembler, sous les lambris du Kremlin, une véritable Cour des miracles. Sur un pays d'affamés, sur la misère et sur le sang, la folie se contorsionne et secoue ses grelots, — une fête pendant la peste! Les paillasses se précipitent à l'odeur de la curée

bourgeoise; il en est qui arrivent aux séances du *Proletkult* dans un traîneau de carnaval attelé de dromadaires, d'autres amènent leurs chiens savants et leurs cochons dressés. Les honneurs prolétariens pleuvent sur les montreurs d'ours. Un décret fait du couple Bib-Bom les « fous de sa Majesté le Peuple », tandis que les futuristes sont sacrés chantres officiels de la « patrie communiste ». Et tout est à l'avenant. Comme pendant aux « fabriques de poésie », Lounatcharsky a inauguré une Académie du cirque, une « Fabrique des excentriques ».

La vérité, c'est que, pour cet inguérissable sadique, le cirque demeure l'art suprême, le cirque élevé au niveau d'une conception métaphysique : une déformation générale, systématique et burlesque de la vie. Dramaturge raté, les démences qu'il n'avait pas réussi à montrer en scène, il les a réalisées, toutes, en opérant sur de la matière vivante. Barnum de cauchemar, il a fait gambader, le knout à la main, comme un troupeau de singes, la science, la religion, la morale. Pourquoi se serait-il gêné davantage avec la poésie?

Les dépravations et les calembredaines du futurisme ont abouti cependant à provoquer une virulente réaction. A force de s'annexer des histrions et des jongleurs, à force de conférer à leurs pantoufleries un cachet d'orthodoxie communiste, le bolchévisme se frappait lui-même dans son prestige; il compromettait gravement la santé du prolétariat par sa promiscuité avec un dilettantisme de décadence. Il fallait donc, avant tout, démontrer que le futurisme avait falsifié sa généalogie révolutionnaire, qu'il arguait en fraude de sa noblesse prolétarienne. Ce fut l'œuvre de Trotzky, dans une série d'articles retentissants qui ont fait, plus tard, la matière d'un volume. « Le futurisme, écrit cet impitoyable matamore, est un produit de la bourgeoisie au couchant de sa carrière. La veste jaune du futuriste est la nièce du gilet rouge qu'arborait Théophile Gautier... A la suite du romantisme, la bourgeoisie n'a pas eu de peine à mettre la main sur le futurisme; en Italie, le futurisme s'est même fondu avec le fascisme... Il est vrai qu'en Russie, concède Trotzky, le futurisme a fait ses classes en préparant la révolution de février, il s'est approprié vaguement les rythmes de l'action, de l'attaque, de la destruction... Mais le futurisme s'abstenait de fréquenter les usines. Il leur préférait les cafés. Là, il était dans sa sphère : il vociférait,

abattait ses poings sur la table, se répandait en imprécations et en menaces... La révolution d'octobre a éclaté sans donner au futurisme le temps de renoncer à son bavardage puéril. »

Pour illustrer son verdict, Trotzky n'hésite pas à foncer contre la gloire de l'école futuriste, le poète Maïakovsky; il renverse cette idole boursouflée et lui arrache son auréole communiste. « Sans doute, écrit-il, Maïakovsky partage les haines révolutionnaires; mais il ne s'est pas identifié avec la révolution. » Vice initial commun à tous les poètes futuristes, tare originelle qui leur impose un effort épuisant pour camoufler cet irrémédiable divorce par des excentricités verbales à résonnances léninistes. « Maïakovsky et ses collègues, continue Trotzky, ont toujours un pied sur le Mont Blanc et l'autre sur l'Himalaya. Ils ont la prétention de tonner plus fort que le tonnerre... Chaque phrase, chaque mot tombé de leur plume tendent vers un maximum d'effet... Ils s'égosillent au risque de casser leurs cordes vocales... Ils tutoient la révolution. »

Dans cette familiarité de mauvais ton, Trotzky dénonce un véritable crime de lèse-majesté communiste. « Maïakovsky et ses congénères, dit-il, estiment que, pour parler en révolutionnaires authentiques, il est indispensable d'être grossier. » Et de fait, prétentieux et maniéré d'ordinaire à souhait, le futurisme, lorsqu'il aborde des sujets empruntés à la révolution, s'encanaille comme par enchantement. « Volons les richesses dans les poches mondiales! » s'écrie Maïakovsky dans son poème *les Cent cinquante millions*, poème où il a tenté de retracer la tragédie du peuple russe, de cent cinquante millions de moujiks. Cette pièce, comme toutes les œuvres à tendances « prolétariennes » du futurisme, décèle une absence complète d'enthousiasme et d'inspiration révolutionnaires, absence masquée tant bien que mal par des vulgarités emphatiques et des truculences artificielles. A cet égard, aux dires de Sosnovsky lui-même, le poète Asséef a fourni l'échantillon le plus monstrueux du genre dans son histoire rimée de Boudenny, le célèbre chef de la cavalerie soviétique, le Murat du bolchévisme. Les rouges y « tâtent le foie aux blancs », les soviets y « grincent de leurs dents révolutionnaires » : autant de violences débitées à froid, du bolchévisme truqué, réduit aux procédés du métier littéraire. Qu'ils s'appellent Maïakovsky, Asséef, Chiklovsky, Khlebnikof, Kroutchenych, les futuristes

se bornent à styliser le communisme, mais ils lui demeurent étrangers; ils ne sont, pour employer encore un mot de Trotzky, qu'une bohème artistique fourvoyée dans la révolution.

Voilà pourquoi, malgré la brutalité populacière de quelques accords, le futurisme n'atteint pas sa clientèle révolutionnaire. Son orchestration est trop compliquée; elle déconcerte les oreilles prolétariennes par les saccades et les soubresauts de ses rythmes, par les extravagances de son vocabulaire, par la pléthore de ses néologismes : Maïakovsky n'a-t-il pas menacé ses lecteurs de rimer bientôt des formules mathématiques? En attendant, cet écrivain s'exerce à de surprenantes vocalises :

Voici que s'élance
Des profondeurs marines
Un comité révolutionnaire aquatique.
La garde des gouttes,
Les partisans des eaux,
Grimpent
Sur la crête
De la tranchée humide
Jusqu'au ciel,
Se jettent en avant
Et retombent de nouveau.
Les vagues prêtent serment
Au Comité central panaquatique
De ne point déposer
Jusqu'à la victoire
L'épée des orages...
Et voici qu'a vaincu,
En plein équateur,
Des gouttes soviétiques
Le pouvoir illimité.

C'est ainsi que Vladimir Maïakovsky se plaît à décrire l'Océan atlantique. Voici maintenant ses impressions parisiennes :

L'eau brûle,
La terre brûle,
L'asphalte
Brûle...
On dirait que
Les lanternes répètent
La table de multiplication...
Si j'étais la colonne Vendôme,

J'aurais épousé
La place de la Concorde.

Mais voici quelque chose de plus inquiétant : la fête prolétarienne par excellence, la fête du 1er mai, Maïakovsky la traite avec plus de désinvolture encore que les pavés bourgeois de Paris. Il se borne à rimer un extrait de lexique communiste :

Peuples.
Flamme
De la liberté.
Drapeau
Rouge, etc.

Rendons toutefois cette justice à Maïakovsky : il emploie jusqu'à présent des termes russes; ses néologismes conservent toujours un certain rapport avec le langage articulé. Dans le vent de folie qui souffle à travers la poésie soviétique, ce sont là des qualités de plus en plus rares. La grammaire est déclarée « ennemie du peuple ». Asséef lui inflige des entailles qui auraient fait rougir un élève de septième. Les dictionnaires ne sont qu'une arrière-boutique d'antiquaire, au bric-à-brac inutilisable, et le bon sens lui-même qu'un triste héritage de la contre-révolution. Pour s'en convaincre, il suffit de feuilleter la collection du *Lef*, périodique autour duquel se groupe l'avant-garde du futurisme, les Kroutchenych, les Terentief, les Zdanevitch. On y trouvera des poésies en marge non seulement du patois soviétique, mais en général de toute langue humaine :

Zgara-amba
Zgara-amba
Zgara-amba
Zgara-amba
Amb.
Tronc, Lin, Jour, Ombre.
Poc. Lok. Dok. Tok.
Rtcha-Rtcha
Amb.

. . . . . .

Tzilipara
Tam-tara-tra
Tztza-tzap.

Le dadaïsme, sans doute, n'est pas un phénomène particulier à la Russie des Soviets, et partout, indépendamment des régimes politiques, une minorité de névropathes s'acharne à mettre en vers les ululements qu'ils auraient poussés sous la douche. Mais si, partout, le dadaïsme ne provoque que la pitié ou le sourire, à Moscou, malgré les protestations de Trotzky, de Sosnovsky, même de Boukharine, il tire la langue et se trémousse sous la protection officielle du Commissariat de l'Instruction publique. Lounatcharsky a suivi le futurisme dans ses migrations vers les petites maisons et les ménageries. Il lui accorde les honneurs des presses officielles et l'édite aux frais de l'État; il encourage de toutes ses forces le développement des *Komfut*, — alvéoles futuristes, — où des possédés déclament leurs onomatopées et les auditeurs, suivant l'expression consacrée, « changent les caleçons sales de leurs âmes ». En un mot, pour le grand maître de l'Université rouge, les déformations les plus pathologiques du futurisme, les pires hoquets dadaïstes, expriment l'essence de la poésie prolétarienne.

Zgara-Amba, Rtcha-Rtcha, Tzilipara, Tam-bara-tra, Tztzatzap... Telle est la suprême éclosion, la fine-fleur du lyrisme communiste, d'après le camarade Lounatcharsky. Les grands classiques, « poètes de la noblesse », « troubadours des classes possédantes », comme on se plaît à les définir dans les « manuels marxistes », — Pouchkine, Lermontof, sans parler de Nekrassof, tenaient du peuple par des racines autrement profondes que les saltimbanques dont Lounatcharsky finance les déhanchements et les gambades. Maniée par des gentilshommes, la lyre russe orchestrait les « mots de tous les jours »; pincée par des doigts moins aristocratiques, elle grince. Le paradoxe veut ainsi que la bolchévisation du style interdise en fin de compte à la poésie de réaliser des aspirations bolchéviques. Pour mériter son titre de « prolétarienne », il faut qu'elle se résigne à chanter la révolution dans une langue intelligible pour les révolutionnaires.

EFFORTS DE SYNTHÈSE

L'école imaginiste prétend répondre à cette condition fondamentale sans rien sacrifier des exigences artistiques. Elle prétend réaliser un juste équilibre entre les thèmes commu-

nistes et les exubérances d'un style ruisselant de couleur. Aux poètes de cette pléiade, la révolution ne cesse d'apparaître sous l'aspect d'un ouragan victorieux, d'un dynamisme presque cosmique, qui broie et balaye la terre, mais en même temps l'exalte et la divinise : pour traduire les clameurs de cette tragédie et la grandeur de cette apothéose, la langue doit naturellement charrier des braises et chercher ses harmonies dans le fracas des éléments déchaînés. La poésie prolétarienne doit imiter le roulement des automobiles blindées, le crépitement de la fusillade, les râles de la guerre civile. Tout ce qui touche à la révolution, de près ou de loin, prend sous la plume des imaginistes des proportions et des secousses planétaires. Le moindre atelier, entrevu par les yeux de Vassily Kazine, devient une formidable « usine céleste », qui éclipse le flamboiement de la foudre. Qu'un ouvrier, la journée de travail finie, s'achemine fourbu vers le repos du soir, un chant rouge s'élève de son âme, il monte toujours plus haut avec les briques des bâtisses en construction, les briques aussi rouges que le chant, il monte plus haut, toujours plus haut, « jusqu'au toit bleuissant du ciel ».

L'inspiration semble ici orthodoxe à souhait, les intentions s'affirment aussi prolétariennes que possible. Suivant André Bely, le chant rouge des briques rouges serait même le modèle de poésie ouvrière. Mais André Bely n'est qu'un bourgeois, au cerveau oblitéré par des préjugés caducs, et ses extases ne peuvent que compromettre un poète révolutionnaire. Pour les critiques soviétiques, le vers de Kazine est trop « endimanché », trop « affecté », trop « correct » ; le poète n'a pas réussi à descendre de son Olympe artificiel pour se mêler à l' « épaisseur des masses » bolchévisées ; son chant rouge, écrit Ossinsky, est élaboré d'après les recettes les plus usées de la routine littéraire ; ce n'est qu'un « caramel » doucereux et fade, et l'ouvrier de Kazine, — le titan qui escalade le ciel et dompte les éclairs, — un produit patenté de « confiserie intellectuelle », un révolutionnaire découpé dans du pain d'épice.

La gratitude, certes, n'est pas une vertu communiste. Porté aux nues après sa mort même par ses adversaires, Essenine, le parangon de l'imaginisme, eut à compter, pendant sa vie, avec une levée non moins véhémente de boucliers. Et pourtant, ce blanc-bec gorgé de suffisance et de vodka, ce troubadour des

lupanars moscovites, a commencé par s'adonner corps et âme à la révolution. Il a professé un bolchévisme « intégral » ; il en a tiré des applications immédiates sur le plan moral, sur le plan artistique, même sur le plan vestimentaire. N'a-t-il pas « marxisé » le smoking bourgeois par l'adjonction de souliers en veau jaune, et l'épanouissement d'une lavallière sanglante sur un plastron de couleur ? N'a-t-il pas écrit comme il a bu et comme il a vécu : une coulée d'encre épaisse, bourbeuse et chaotique, une sombre frénésie révolutionnaire, où, de place en place, éclatent les fusées d'une imagination enflammée d'alcool ?

De tous les poètes « prolétariens », Essenine seul a trouvé au communisme des antécédents épiques ; son enthousiasme primesautier l'a poussé à doter la révolution d'une Iliade en règle, un poème à la gloire de Pougatchef, « ce prédécesseur de Marx, d'Engels et de Lénine ». L'aventurier cosaque qui se fait passer pour empereur, le bandit semimongol à la tête de ses hordes barbares, s'érige dans cette œuvre inégale en émule bolchévik d'Hector, d'Énée et de Roland. Essenine, à travers les vapeurs de son éternelle ivresse, a eu l'intuition très nette des origines asiatiques de la fermentation russe :

O Asie, Asie, pays d'azur,
Saupoudrée de sel, de sable et de ciment...
Comme la lune là-bas se promène lentement à travers le ciel !
Mais en revanche, avec quelle fierté, avec quelle ardeur,
Les fleuves à crinière jaune s'y précipitent de montagne en montagne !
N'est-ce pas ainsi que s'échevèlent les bandes mongoles ?
... Depuis longtemps, depuis longtemps, j'avais la nostalgie
De me joindre à leurs tribus nomades,
Et de surgir, à la tête d'une ruée d'hommes aux pommettes étincelantes,
Tel l'ombre de Tamerlan, à la lisière de la Russie...

Voici le décor nocturne de la steppe, la steppe semi-asiatique où l'Orient communiste fermente et mobilise ses puissances des ténèbres à la suite d'un fantôme impérial.

La lune bat de ses ailes jaunes,
Elle déchiquète les buissons comme un épervier...

Et Pougatchef pérore :

Savez-vous qu'une nouvelle formidable circule à travers la plèbe
Comme une barque à la crête des libres vagues ?

Nos moujiks aiment à s'accroupir à la manière des bêtes
Et sucer cette nouvelle, comme un gros pis de vache,
... La nouvelle qu'on ne sait quel chef cruel
Conduit l'ombre morte d'un Tzar
A l'assaut de l'immensité russe...
Comme une charrue, par ci par là,
Cette nouvelle a remué la glèbe desséchée.
On entend l'angélus des émeutes.
C'est la Russie qui bouillonne...
Je veux qu'au rire des yatagans,
Elle revête de voiles ce squelette grimaçant,
Et qu'elle le lance comme un navire à travers les steppes sans eau...
Écoutez-moi bien : je-suis l'empereur Pierre...

Tout, dans ce poème, depuis le fond jusqu'à la forme, paraissait devoir flatter un régime qui avait élevé des statues aux pires aventuriers du XVIIe et du XVIIIe siècle, à Stenka Razine comme à Pougatchef : la béatification des jacqueries, la rudesse du style, la barbarie des images, la trépidation du rythme. Le poète du bolchévisme croyait avoir atteint d'un bond au rang d'un Homère prolétarien. Il s'enorgueillissait d'avoir passé quelques mois parmi les pillards caucasiens, d'avoir même pratiqué, par conscience professionnelle, les mœurs qu'il allait décrire. Mais il comptait sans ce poison d'incoercible défiance qui intoxique la révolution russe comme d'ailleurs toutes les révolutions. « Le camarade Essenine, écrit l'impitoyable Ossinsky, a confondu le pathos de l'émeute avec l'esprit révolutionnaire. » Trotzky est encore plus sévère : « La poésie d'Essenine se dissout dans la révolution au lieu de fusionner avec elle. C'est le sort réservé à tous les écrivains qui, sans être de vrais révolutionnaires, ont emboîté le pas à la révolution... La majorité de ces auteurs se compose d'intellectuels à prétentions paysannes, et l'adhésion des intellectuels à la révolution, lorsqu'elle s'appuie sur le moujik, ne manque pas de produire des possédés et des convulsionnaires. Essenine, comme Block, est un derviche-tourneur de la révolution ! »

Et les derviches-tourneurs, pour Trotzky, ne sont que des contre-révolutionnaires déguisés. « Tous ces écrivains, dit-il, s'accommodent de la révolution non pas, hélas ! parce qu'elle est une cause efficiente de progrès, mais parce qu'à certains égards elle signifie une retraite, un recul. Le moujik, on ne le

sait que trop, a tenté d'ouvrir ses bras aux bolchéviks et de repousser le communisme. Il a voulu piller l'histoire, bazarder la révolution, dépecer la ville, et puis, nanti, engraissé, tourner son arrière-train adipeux à l'État... Évidemment, concède Trotzky, l'offensive du moujik contre la ville a fait partie intégrante de la révolution, mais elle n'a pas été toute la révolution. C'est à la ville qu'appartient la direction du pays. Si nous éliminons la ville, que restera-t-il de la révolution, sinon une gestation sanglante, tumultueuse et rétrograde ? Et la révolution n'a jamais été autre chose pour Essenine... »

Ces critiques ont le mérite d'étaler au grand jour la tare originelle que les communistes purs découvrent à la racine de la poésie imaginiste : une conception trop étriquée de la révolution russe, assez étriquée même pour en déformer la portée, la nature et l'esprit, une conception paysanne à la place d'une conception prolétarienne. Une pareille poésie fait table rase de la main-d'œuvre industrielle. Au lieu de glorifier l'ascension du prolétariat vers le pouvoir, l'organisation scientifique de la société future, elle s'obstine à chanter la révolution villageoise, la plus informe, la plus sauvage et, pour tout dire, la plus réactionnaire des révolutions. Elle n'est pas une poésie de classe.

Une dernière école, une pléiade au nom prometteur et symbolique, la *Kouznitza*, — la forge, — a tenté non seulement de réaliser une synthèse, enfin complète, de l'inspiration et du style prolétarien, mais d'en établir aussi la formule.

En bons révolutionnaires, les théoriciens de la *Kouznitza* commencent par déblayer le terrain de toutes les épaves, de tous les détritus, de tous les vestiges du passé. La littérature d'hier, proclament Philiptchenko, président de la *Kouznitza*, et ses principaux satellites, — Kirilof, Liochko, Sannikof, Aikouni, Bezymensky, — dans leur déclaration de principes, la littérature d'hier est tout aussi impuissante à se rapprocher de la classe ouvrière qu'un mort est incapable de serrer la main d'un vivant. » Le futurisme : « hypertrophie de l'individualisme intellectnel », retranché dans le néant, sous les fioritures d'une verbosité éperdue. L'imaginisme : suprême convulsion de petits bourgeois qui, avant de disparaître, s'hallucinent à poursuivre des métaphores délirantes. De simple moyen, la technique est devenue le but de toute la production littéraire.

On s'épuise à souffler d'immenses poèmes, à lancer des cascades de strophes, seulement pour faire valoir des rimes inédites, pour faire sonner le grelot de nouvelles allitérations. Et, sous l'acrobatie de toutes ces formes creuses, la *Kouznitza* dénonce une physiologie exacerbée, une démence pornographique. « L'heure est venue, s'écrie-t-elle, de galvaniser un art momifié et de déployer le drapeau rouge dans le désert de la littérature. »

Les forgerons de la poésie nouvelle énoncent leur programme avec la hauteur dogmatique qui préside à toutes les encycliques bolchévistes. « L'art prolétarien doit s'épanouir en fonction de l'idéologie prolétarienne... L'art prolétarien est un prisme où convergent les rayons d'une classe, un miroir où les masses ouvrières reconnaissent leur vrai visage... Et de là notre tâche : sculpter les types de l'humanité révolutionnaire, détruire par des offensives artistiques ce qui reste des conceptions bourgeoises, mouler, enfin, dans des formes esthétiques, les conceptions du matérialisme marxiste... L'artiste prolétarien doit être le médium de sa classe... Le style, c'est la classe. »

Cet aphorisme, parodié de Buffon, trace la ligne de démarcation entre la poésie prolétarienne et la poésie bourgeoise. Identifier le style avec l'homme est une hérésie sous le régime communiste. Une république qui a socialisé les moyens de production, qui a éliminé toute trace d'individualisme de ses relations économiques, ne saurait tolérer des influences personnelles dans sa littérature : elle ne peut s'arrêter à mi-chemin dans son œuvre de socialisation; il faut qu'elle imprime au style un caractère de classe pour l'adapter aux idées et aux sentiments de classe; ce n'est qu'à ce prix que sera sauvegardée l'unité du fond et de la forme révolutionnaires.

« L'art prolétarien est un art qui englobe les trois dimensions des matériaux offerts à sa puissance créatrice : elle imprime à ces matériaux une forme précise et synthétique, une forme appropriée aux tendances de classe ; elle traduit les aspirations du prolétariat vers ses buts définitifs. Par essence, cet art est un art monumental, un art de grand style. Une classe animée d'un esprit d'universelle solidarité dans le travail, la victoire et la défaite, une classe unie par ses intimités et par ses sentiments, cette classe ne peut créer l'art qu'à son image. Sa langue aux riches sonorités, aux riches couleurs, aux riches

images, dégage la vie avec la même facilité des sombres gisements bio-zoologiques que des couches supérieures où règnent les conceptions majestueuses et les idées complexes. Par sa simplicité, par sa clarté, par sa précision, la langue de classe collabore à la puissance du grand style... »

Telle est la théorie, et si, en général, les recettes littéraires n'ont pas de valeur indépendante de leurs applications, la doctrine de la *Kouznitza*, d'un vague prétentieux et d'une grandiloquence confuse, impose, beaucoup plus que toute autre, le devoir de la confronter avec les œuvres qui en tirent leur inspiration.

La *Kouznitza* s'honore d'avoir donné au moins deux poètes acceptés par la majorité des critiques communistes comme de vrais, de grands et d'authentiques poètes prolétariens : Philiptchenko et Bezymensky. « La poésie ouvrière existe de même qu'il existe une classe ouvrière, de même qu'il existe un État ouvrier, s'écrie le camarade Iarovoy dans un article dithyrambique de la *Pravda* : si la preuve en faisait encore défaut, Philiptchenko nous l'a fournie par son recueil *l'Époque de gloire* ; le scepticisme n'est plus de saison ».

Comment douter, en effet, de l'orthodoxie d'un homme qui se recommande ainsi à ses lecteurs :

Je ne suis pas seulement Philiptchenko : je suis le prolétariat,
Je suis le tocsin audacieux d'une sainte démence...
Je suis votre chantre et je suis forgeron...

et qui, après s'être défini ainsi de la sorte, réduit l'espèce humaine au prolétariat seul :

Qui n'est pas forgeron n'est pas homme?...

Ce manque d'humilité, ce coup de « tocsin audacieux » fait trépigner d'enthousiasme le camarade Iarovoy : « le surhomme de Nietzsche est une abstraction bourgeoise ; le surhomme de Philiptchenko est une réalité vivante, » celui que l'univers entier appellera demain son seigneur et maître. » Qu'importe alors que le forgeron soit

Affamé, dévêtu, déchaussé...
Des milliers de fidèles camarades ont également faim.
La sueur, comme du mazout.

Huile brutalement
Les jours de notre vie noire.
Mais nous nous en f...

Pour justifier son optimisme, le poète fait valoir que le prolétariat a « des millions de bras, des milliards de doigts ». L'avenir lui appartient, car il est la masse cimentée par une espérance commune, la collectivité supérieure aux dieux, aux rois, aux cyclopes, aux titans.

Nous sommes la tête vivante et claire
De toutes les humanités, de tous les millénaires...
Nous sommes les pensées d'un seul front bombé,
Nous sommes les lettres de l'alphabet mondial...
Nous sommes encastrés, nous sommes tissés l'un dans l'autre...

A la suite d'une pareille extase, il ne reste plus qu'à déifier la « classe », et ce dernier pas, Philiptchenko le franchit dans la note usuelle du « matérialisme évolutionniste, dialectique et historique », en félicitant la terre d'hospitaliser le prolétariat sur son écorce et de graviter, autour du soleil, jaloux lui-même de cette bonne fortune, dans la « danse sacrée du travail ». Comme elle doit être fière, cette motte de boue, comme elle doit clamer son bonheur à la face des étoiles et des planètes ! Elle est le « monde des mondes », pétri d'un bout à l'autre par les mains humaines.

Dans la préface qu'il a écrite pour présenter au public *l'Époque de gloire*, Brussof n'a pas marchandé ses éloges au « poète forgeron » ; mais, tout en rendant hommage à son originalité, à son tempérament, à ses « intentions profondes », il n'a pu refouler un soupir discret, le regret de voir le Pindare sidérurgique abandonner les chemins lumineux de la poésie pure. Mal lui a pris. La *Pravda* a relevé brutalement cette nostalgie capitaliste : « le prolétariat n'a que faire de poésie pure ». La poésie révolutionnaire n'est pas un luxe : elle doit s'interdire, à l'égal d'une trahison communiste, de verser dans le narcissisme bourgeois. Comme les leviers et les bielles dont elle chante le glissement, comme les forges dont elle décrit les flambantes magnificences, il faut qu'elle poursuive un but utilitaire. Sa mission, en définitive, consiste à rimer de la propagande, et, comme la propagande a pour objet d' « électriser les masses », un style poétique ne sera prolétarien qu'à

la condition de pouvoir être goûté par le premier coltineur venu. Ce style sera vulgaire, de parti pris.

Le grand mérite de Philiptchenko, aux yeux du camarade Iarovoy, est d'ordre purement négatif : ce poète n'a pas démenti sa nature prolétarienne; « il n'a pas lancé vers l'azur les clochetons ajourés des cathédrales aériennes; son style évoque plutôt les blocs massifs des architectures primitives ». Aveu édifiant ! Le bolchévisme entraîne fatalement la poésie dans les cavernes.

Si, sous la plume de Philiptchenko, la poésie conserve encore, de temps en temps, un âpre accent de lyrisme original, si elle parvient encore à trouver quelque envolée héroïque aux fumées des aciéries et quelque panache à la révolution, chez d'autres, —chez Bezymensky et Demian Bedny, — l'éclipse est totale, la nuit est complète; la poésie est réduite, sans espoir de délivrance, à la condition des troglodytes. Elle n'est plus qu'un démarquage des articles de la *Pravda* et des prospectus de la IIIe Internationale. Elle n'est plus que de la prose communiste rédigée sous forme de « lignes inégales ».

Et c'est pourquoi, beaucoup plus encore que Philiptchenko, Bezymensky et Demian Bedny figurent au premier rang des rimeurs prolétariens. « Bezymensky, écrivent les *Izvestia* (24 février 1925), est *notre poète* dans la pleine acception de ces deux termes. Il est autre chose encore qu'un poète citoyen, il est un poète de classe. Il est noyé jusqu'au cou dans la politique. Ses œuvres ont pour objet les faits et gestes du parti, l'association de la jeunesse communiste, les principaux événements dont l'U. R. S. S. est le théâtre »... On ne saurait préciser avec plus de désinvolture que les mérites de la poésie prolétarienne sont en fonction du loyalisme bolchévique.

Or, en matière d'orthodoxie politique, Bezymensky peut rivaliser avec Staline, le secrétaire général du parti, et Boukharine, l'auteur de l'*Alphabet communiste*. Les *Izvestia* le félicitent chaudement d'avoir renié son père dans une poésie devenue célèbre, le *Portrait*. La seule famille que reconnaisse Bezymensky est le parti communiste. Il n'a qu'une ambition :

Rester le digne fils
De ma Maman R. K. P... » (1)

(1) Initiales de *Rousskaïa komounistcheskaïa partia* (parti communiste russe).

Il n'a qu'une religion, le culte de Lénine. Après la mort du maître, il a publié, disent les *Izvestia*, ce « poème inoubliable », que l'on ne cessera jamais de réciter dans les réunions ouvrières : « La carte de membre du parti communiste n° 224-332 », — la carte de Lenine !

Dis-moi, parti, que cherches-tu?
Une voix douloureuse me répondit :
— Une carte d'adhérent...
Mais une vague prolétarienne,
Sous les auspices de l'Internationale,
Comblera bientôt le trou béant...
Au bout de quelques mois, cent
mille cartes
Remplaceront de Lénine la
carte perdue...

Philiptchenko déifiait le prolétariat, — conception élastique puisqu'il est des prolétaires qui ne sont pas encore bolchéviks ; Bezymensky, plus sectaire, plus fidèle à l'esprit de l'Internationale, réserve la canonisation au parti communiste seul.

Le cosmos
Est dans ces termes :
Le Congrès du parti...

Ce principe posé, toutes les manifestations du parti communiste, même les plus odieuses, s'auréolent de halos stellaires.

La *Tchéka*, pour moi, est un phare...
Je suis premier à crier : hachons
les ennemis.
Toutes les balles de la *Tchéka*
sont à moi...
J'ai pris part à l'exécution
de toutes ses victimes.

La *Tchéka* est une sainte; ses tortionnaires et ses pourvoyeurs sont des héros. « A cette progéniture d'acier, à ces enfants d'octobre, » Bezymensky a consacré un volume où la jeunesse communiste montre son véritable visage : le groin d'une bête lubrique et sanguinaire.

Il faut aller
Bâtonner les Koulaks...
Je cours, j'insiste, je menace.
Je ne marche pas, je vole...
A tous les passants je crie...

Ici un juron immonde, comme seule la langue russe en possède, où l'honneur des mères est traîné dans la fange. Bezymensky trouve, d'ailleurs, un piment révolutionnaire spécial à ces éructations de moujik ivre. Les ouvrières qu'il évoque « crachent à la face de leurs enfants » des injures où elles se traitent elles-mêmes de prostituées... Et les critiques officiels d'exulter.

Que l'on imagine une bave encore plus épaisse et plus fétide, un débordement de goujaterie triomphante : on aura le style de Demian Bedny, le prince des poètes prolétariens, décoré de l'étoile du drapeau rouge et porté à l'ordre de l'armée, comme « cavalier du verbe », par rescrit du Soviet révolutionnaire de guerre. Tous les jours, ou presque, les vers de Demian Bedny s'étalent à la place d'honneur dans les quotidiens moscovites : chroniques rimées, contes, épigrammes, satires, un fatras réfractaire en général à la traduction, infesté de quolibets égrillards et de pornographie.

C'est dans la lie des casernes et des ateliers, dans le grouillement des faubourgs industriels, dans l'atmosphère incandescente des parlotes communistes, que Demian Bedny puise ses sujets et son vocabulaire. Il a pour clientèle la fleur même et l'avant-garde du bolchévisme. Prétoriens rouges, ouvriers débauchés, profiteurs de la dictature révolutionnaire, il fallait à cette tourbe un poète qui parlât son langage, une poésie ravalée au niveau de son abjection. Demian Bedny demeure l'histrion en chef, le grand amuseur public de cette démagogie sordide. Il en flatte avec maîtrise les appétits et les haines; il lui jette en pâture le *koulak*, le *nepman*, le prêtre et Dieu ; il est l'auteur de la plus abominable parodie qui fut jamais perpétrée de l'Écriture sainte, sous le titre de « Nouveau Testament par l'évangéliste Demian », un poème à la gloire de Juda :

C'est lui, et non pas Pierre ou Paul,
Qui a rendu Jésus célèbre
à travers le monde...
C'est lui, et non pas les anges,

Qui, dans un accès d'aliénation mentale,
A déplacé les pierres devant la tombe du Christ,
Et qui est devenu le véritable artisan de la résurrection...

Le succès de Demian Bedny éclaire d'une lumière définitive l'essence de la poésie prolétarienne. Par sa goguenardise grimaçante, par la crudité populacière de sa terminologie, par le cynisme de sa pensée, par sa philosophie de primaire, cet auteur n'est pas uniquement un rejeton du parti communiste : il est le double spirituel de Lénine. Si Lénine avait écrit des vers, il aurait rimaillé à la façon de Demian Bedny. Il aurait fait de la poésie un simple moyen de vulgariser et d'illustrer ses *credo* révolutionnaires. C'est donc à bon droit que le bolchévisme a comblé Demian Bedny de sa reconnaissance, de ses prébendes et de ses décorations.

AVEUX D'IMPUISSANCE

Il convient de rendre cette justice à quelques grands communistes qu'ils ont fini non seulement par constater, mais aussi par expliquer l'absence d'une vraie poésie prolétarienne. Sans crainte de se compromettre, ils ont poussé leur analyse jusqu'au cœur des raisons initiales, qui empêchent la classe victorieuse de trouver dans sa victoire matière à production artistique. Ils ont mis à nu l'impuissance du prolétariat et diagnostiqué un mal assez grave pour défier les remèdes.

« La condition fondamentale de toute littérature, de toute poésie, avoue humblement Trotzky, est un certain degré de civilisation. Or, une civilisation ne se fabrique pas dans les cornues d'un laboratoire... Elle est le produit du mariage entre une classe sociale et l' « intelligence » de cette classe. L'auteur crée le lecteur et, réciproquement, le lecteur crée l'auteur. L'épanouissement d'une littérature est subordonné à la puissance créatrice des masses populaires, et ce n'est pas en jouant au cache-cache avec le prolétariat que l'on pourra développer une civilisation qui porterait réellement sa marque d'origine. Avant de songer à une littérature socialiste, il faut donc commencer par lui fournir une base, c'est-à-dire le socialisme, ne fût-ce qu'à l'état de simple brouillon... »

Mais ce brouillon manque : tel est le terrible aveu qui échappe à la plume de Trotzky. La dictature prolétarienne

a devancé la maturité du prolétariat : la caste dirigeante, maîtresse de la sixième partie du monde, est encore réduite à épeler laborieusement les syllabes des abécédaires. Elle n'a pas eu, comme la bourgeoisie, le privilège incomparable de faire son apprentissage intellectuel malgré la domination de la « classe ennemie », alors la noblesse, et même, à certains égards, en collaboration avec elle. « Le prolétariat, déclare Trotzky, a été obligé de renverser la bourgeoisie avant d'avoir eu le temps de se mettre à l'école de la culture bourgeoise. » Aveu terrible, aveu formidable : pas un régime n'a encore osé se flageller en public avec un pareil acharnement.

Et il dira encore : « Nous avons, certes, des prolétaires de talent, mais nous n'avons pas de littérature prolétarienne. »

L'un de ces prolétaires de talent, Boris Pilniak, essayiste pénétrant et conteur robuste, a marqué au fer rouge la même tare, avec la même franchise et le même courage. « Notre État, écrit-il dans un volume *Que pensent les écrivains de leur art*, a installé des incubateurs de littérature communiste, mais les écrivains couvés de la sorte cessent d'être politiciens, sans réussir à devenir artistes... Les communistes aspirent à créer de toutes pièces une littérature, comme s'il était possible de produire cet exquis superflu de la vie par un artifice mécanique ; ils l'obtiendront un jour ou l'autre comme un don, comme un libre cadeau, à une date énigmatique, lorsque l'existence entière sera communiste : d'ici là, la littérature prolétarienne se réduira aux tracts de propagande... »

Nous voilà bien loin des proclamations claironnantes où la *Vapp* affirmait l'hégémonie artistique du prolétariat et vouait les hérétiques à l'autodafé. Après Trotzky, après Pilniak, Ossinsky a fait un pas de plus : non sans héroïsme, il se jeta à l'assaut des prétentions boursouflées et des vanités stériles. « Le prolétariat n'a pas encore donné naissance à des valeurs spirituelles qui lui permettent d'exercer une dictature littéraire, — s'écrie ce communiste patenté, ce bolchévik à toute épreuve, dans un article, que la *Pravda*, tremblante à l'idée d'en assumer la responsabilité, n'a cru pouvoir insérer qu'*à titre documentaire*. Déclarer le contraire, est un mensonge, un mensonge émollient et doucereux, un mensonge qui chloroforme le sens critique du prolétariat et lui insuffle une fausse idée de son importance, un mensonge particulièrement dan-

gereux à une période où les ouvriers et les paysans ne doivent avoir qu'un seul souci : apprendre, apprendre, apprendre. Et quant au choix de professeur, Lénine, avec sa brusquerie ordinaire, a déjà tranché ce problème d'une manière définitive : « nos vrais maîtres sont les bourgeois... »

Après avoir asséné ce coup de massue, Ossinsky s'attaque à la folie d'appliquer, sans aucun discernement, par exagération morbide du fanatisme révolutionnaire, les méthodes de lutte prolétarienne à la littérature. « Si liée que soit la littérature à la politique, elle n'est pas la même chose. Il est tout aussi stupide de prêcher la conquête du pouvoir dans le domaine littéraire que d'obliger par décret tous les citoyens soviétiques à savoir lire et écrire du jour au lendemain. On peut travailler à s'assimiler une culture ; il est interdit de l'accaparer : une offensive de cet ordre risquerait de réduire la civilisation en miettes et de fracasser les crânes des assaillants, quelle qu'en soit la dureté... Rien n'empêche évidemment le prolétariat de s'emparer des chaires, des laboratoires, des bibliothèques, mais, à moins d'exproprier en même temps la substance grise des professeurs, il se trouvera dans la situation du moujik qui aura nationalisé un piano... Que fera un moujik tant soit peu raisonnable? Il invitera un représentant de l'ancienne culture à donner des leçons de musique à sa fille. Cet exemple s'impose à tout le prolétariat... »

Il s'impose d'autant plus que le prolétariat russe, comme la fille du moujik, doit se borner pour le moment aux exercices et aux gammes. L'exécution artistique lui demeure interdite non seulement par son inexpérience technique, mais aussi par la navrante pauvreté de son inspiration. Pour trouver une muse prolétarienne, il ne suffit pas de chasser, suivant l'expression du poète Polétaef, la « muse vénale et poudrerisée des capitalistes ». Depuis près de neuf ans, la malheureuse agonise dans les caves de la *Tchéka*; sa lyre est brisée, sa voix est éteinte; mais la place qu'elle a quittée demeure toujours inoccupée. Le prolétariat n'a pas encore rencontré, sur les chemins rocailleux de sa dictature, le guide divin capable d'orchestrer son ascension vers la lumière. Malgré ses victoires et ses apothéoses, la révolution russe n'a pas créé d'hymne original à l'instar de la révolution française. Elle n'a pas trouvé un Rouget de l'Isle communiste. Elle n'a pas encore de *Marseil-*

laise, et c'est pourquoi elle n'en aura jamais. Les heures d'exaltation première et d'ivresse collective sont passées, irrévocablement. Au cœur même de ses triomphes les plus éclatants, la révolution prolétarienne s'est montrée impuissante à faire jaillir une seule note glorieuse et sincère des poitrines qu'elle électrisait. Elle n'est pas sortie des platitudes déclamatoires qui, avant de recevoir à Moscou une consécration officielle, ont traîné dans tous les faubourgs des capitales européennes. Elle a importé *l'Internationale* en bloc, avec le marxisme. Décalqué brutal d'une théorie étrangère, elle a dû entasser pêle-mêle, dans les fourgons de l'étranger, depuis ses leaders jusqu'à son orphéon : elle n'a été qu'un immense plagiat.

Comme en témoignent Bezymensky et Demian Bedny, comme en pourraient encore témoigner Kovynef et Saïanof, il faut entendre par poésie prolétarienne une poésie à l'usage exclusif de la plèbe.

C'est la seule que puisse goûter la classe élue : la poésie, tant soit peu digne de ce nom, n'a pas de clientèle. « Un ouvrier ou un moujik de Saratof, dit tristement Polétaef, se moquent de nos vers ; ils demandent de la percale et des bottes. » Courbés l'un sur la glèbe, et l'autre sur l'enclume, ces forçats socialistes n'ont ni le temps ni le désir de scander des longues et des brèves. Et si, par hasard, les besoins poétiques se font jour, le misérable niveau des salaires ne manque pas de les paralyser. La *Pravda* (31 janvier 1926) a calculé que l'ouvrier le mieux payé et le plus intellectuel, le typographe, peut consacrer au maximum, s'il est économe et sobre, 77 copecs par mois à l'éducation de ses enfants, à l'achat de livres et de journaux! Cette somme est insuffisante même à couvrir le prix de l'abonnement mensuel à la *Pravda!* Jamais le livre n'a été plus délaissé en Russie que sous un régime qui ne cesse d'avoir le mot « culture » à la bouche, qui a transformé l'État en mécène, en éditeur et en libraire. Nuit et jour, les rotatives soviétiques déversent des monceaux de papier imprimé ; la prose, la poésie, s'entassent par tonnes dans les arrière-boutiques du *Proletkult* et du *Gosizdat*, mais elles n'en sortent que pour être bazardées au poids et pour mourir sans gloire sous le martèlement du pilon. D'après les *Izvestia*, les volumes invendus, — et invendables, — qui pèsent sur le budget de l'État, atteignaient en

juin 1926 la valeur de 35 millions de roubles! Les livres s'accumulent sans preneur, tandis que la percale et les chaussures demeurent introuvables.

A moins de sombrer dans la gravelure officielle ou dans les excentricités du cubisme, quelle peut être alors la destinée des derniers poètes? Tchelaef, Kouznekzof, Michel Goldny, Sobol, Essenine, — pour ne citer que les plus célèbres, — ont déjà répondu à cette question; certains y ont même répondu au prix de leur vie et de leur talent. L'alcool ou le suicide, parfois le suicide après l'alcool : les poètes n'ont pas d'autre issue dans la première République prolétarienne. L'existence incolore et mesquine, que constate lui-même un Lounatcharsky, dégage un marasme incurable, écrase le cerveau et le cœur sous une chape de plomb. « Tous les visages se ressemblent, pleure Asséef, ils se ressemblent comme des cadavres... » Pour oublier, pour s'oublier, l'un après l'autre, les poètes se précipitent dans les bras de la Fée verte. Elle est leur dernière muse, dispensatrice de nirvanah, pourvoyeuse de néant. « Au pays des soviets, écrit Michel Golodny, c'est au cabaret que végètent les poètes et les ouvriers. » Essenine est allé plus loin : appelé à la barre du tribunal révolutionnaire pour se justifier de ses scandales et de son antisémitisme, il a entonné un hymne à la gloire de l'ivresse et de l'apache, il a détaillé avec complaisance ses débauches, pour finir dans un sanglot déchirant : « Je cherche ma conscience au fond des verres que je vide. »

Le cas d'Essenine et de Sobol entrebâillent des portes sur des profondeurs insoupçonnées. Leur vie et leur mort résument l'histoire des belles-lettres sous les auspices du marteau et de la faucille. A travers une double écume de vodka et de sang, elles permettent de toucher le fond de l'expérience moscovite. Essenine, nous l'avons vu, a pratiqué le bolchévisme en pochard révolutionnaire; mais du bolchévisme comme de l'alcool, après dix ans de licence effrénée, il n'a tiré qu'un mortel écœurement, qu'une irrémédiable nausée :

Oh! la tristesse d'avouer
Que j'ai trop peu demandé à ma jeunesse,
Que je me suis enlisé dans les fumées des gargotes...

Les derniers vers d'Essenine sont un terrible réquisitoire :

Je ne suis plus qu'un inconnu,
Je ne comprends pas la langue de mes compatriotes...
Ils n'ont plus besoin de ma poésie,
Et, qui sait? je suis peut-être inutile moi-même.

Suprême intuition avant de mourir : Essenine aperçoit soudain une désolation encore inédite de ruines, l'horreur d'une catastrophe apocalyptique :

Une troïka hallucinante a galopé à travers le pays;
Elle l'a rempli de poussière et du bruit de ses sabots;
Elle a disparu dans un sifflement d'enfer.
Mon âme! nous avons parcouru un chemin fatal...
Que s'est-il passé? Que reste-t-il de notre pauvre pays?

Et le cynique qui, au cours d'une tournée de conférences à New-York et à Berlin, traitait la Russie de « prostituée, » s'abat sur les genoux et se laboure la poitrine :

Russie, ma chère, pardonne-moi...

Avant d'accrocher sa loque mortelle au clou de sa chambrette, Essenine se troua les artères, trempa la plume dans sa chair ouverte pour griffonner en rouge quelques lignes illisibles. Cette macabre tragédie n'a fait que symboliser la dernière manière du poète dégrisé : depuis plusieurs mois déjà il avait remplacé l'encre par le sang; ses vers n'étaient qu'un râle d'agonie. Lorsqu'un « poète prolétarien » tend ses bras vers le fantôme d'une patrie assassinée, il ne lui reste plus qu'à mourir; il ne peut plus vivre dans une Russie qui s'appelle l'U. R. S. S. Il faut qu'il disparaisse pour enrichir la fosse commune où le bolchévisme, à grandes pelletées, ne cesse de jeter le cerveau de la nation.

Envisagée sous l'angle communiste pur, sous l'« angle de classe », la fin de Sobol est encore plus dramatique. Ce styliste délicat, poète à ses heures, s'est adonné corps et âme à la révolution; il l'a servie avec la tendresse d'un fils, la fidélité d'un page, le respect et le courage d'un paladin; il a tout accepté du communisme; il a trouvé du sublime dans la terreur et de la beauté dans la III[e] Internationale; à l'exemple de Bezymensky, il a glorifié les turpitudes de la *Tchéka*. Mais, peu à peu, au lieu d'une marche triomphale, c'est la rude montée du calvaire communiste; la révolution n'est plus un drapeau écarlate qui

rutile au soleil, mais une croix que l'on traîne sur des épaules ensanglantées. Déjà, en 1924, Sobol succombe sous le fardeau dont il ne peut s'affranchir ; il avale de l'arsenic, mais le communisme le sauve malgré lui; il le rend à la vie et au supplice; il le force d'assister à la parodie du marxisme, au cauchemar d'une révolution bafouée. Dix-huit mois de souffrances et d'incoercible dégoût, des espoirs, des illusions, et puis, plus effective que la potion d'arsenic, une balle bienfaisante en plein cœur, enfin la mort et la délivrance. « J'en ai assez, lisons-nous dans le journal intime de Sobol dont la *Krasnaïa Gazeta* a publié les extraits; je ne puis vivre davantage. J'ai envie de dormir, de dormir éternellement. J'ai arraché de ma poitrine par lambeaux cette révolution qui avait toute ma foi... C'est peut-être contraire aux principes du marxisme, mais je crois qu'il convient de faire son entrée dans l'autre monde, vêtu de linge propre... »

Devant les tombes toutes fraîches encore de ces victimes du bolchévisme, les paillasses révolutionnaires n'en continuent pas moins leurs blasphèmes et leurs entrechats.

Montez, montez vers les étoiles...
Vous n'y trouverez
Ni avances sur votre copie, Ni bistros...
Certes, si vous aviez de l'encre à portée de la main,
Vous n'auriez eu nul besoin
De vous couper les veines.
Pourquoi, alors, augmenter le nombre des suicides?
Il eût mieux valu intensifier la fabrication de l'encre.

Telle est la couronne déposée par Maïakovsky sur le cercueil d'Essenine. Dans le poème qu'il a consacré à l'épidémie de suicides qui sévit parmi les jeunes communistes, Bezymensky laisse éclater le même optimisme. C'est par un coup de clairon que se termine son oraison funèbre : le parti survit à ses morts, cela suffit...

Il survit sans doute, mais dans la désolation d'un cimetière, fossoyeur qui jongle avec les crânes des poètes, et enfonce toujours plus loin, sous terre, les dernières fleurs automnales de la poésie russe.

SERGE DE CHESSIN.

L'ALTANA

OU LA VIE VÉNITIENNE

1899-1924

IV (1)

SOUS LE CHINOIS

Venise, octobre 1909.

« A cinq heures sous le Chinois... » C'est un charmant personnage que le Chinois. Sur le mur où il est peint à fresque il se dresse aimable, souriant et fier. Il est vêtu d'une courte robe de soie bleue que ferment des boutons de corail et chaussé de souliers précieusement arrondis. Il a le visage de sa race et il a le teint agréablement jaune. Ses longues et fines moustaches de mandarin sont tombantes comme il sied et selon la mode de ses congénères des potiches. Les manches de son vêtement sont naturellement « pagodes ». De la toque qui le coiffe s'échappe une belle natte bien tressée. Ses yeux obliques et bridés vous regardent avec un air d'affabilité souriante qui n'est pas sans ironie. Il est fier et il a raison de l'être, car il n'est pas seulement un Chinois; il est le Chinois; il est même l'Asiatique, car il représente l'Asie en compagnie des autres figures costumées qui symbolisent sur les autres panneaux les Parties du Monde et qui forment la décoration d'une des salles du café Florian où nous venons souvent nous asseoir dans le coin

(1) Voyez la *Revue* des 15 juillet, 1er et 15 août.

qu'il occupe et qu'il semble nous réserver. Aussi est-il devenu une sorte de point de ralliement, et la phrase « A cinq heures, sous le Chinois » veut dire que l'on se retrouvera au Florian, à ce moment de la journée, sur la banquette de velours rouge, devant la table de marbre où l'on nous servira le punch à l'alkermès ou quelque petit verre de marasquin, puisque la *grappa* est proscrite des cafés « comme il faut » de Venise.

Il n'en manque pas, à Venise, de ces cafés qui jouent un rôle dans la vie citadine et où beaucoup de Vénitiens passent de longues heures et se font même adresser leur correspondance. C'est sur la place Saint-Marc que se trouvent les plus célèbres de ces établissements : le Florian, sous les Procuratie Nuove, le Quadri sous les Procuratie Vecchie, qui, tous deux, dans la belle saison, installent leurs tables et leurs chaises sur les dalles de la Piazza. A côté du Quadri, la pâtisserie Lavena accueille ses nombreux clients, tandis que sur la Piazzetta, sous les arcades de la Libreria Vecchia, le café Aurora s'ouvre aux consommateurs qui ne lui préfèrent pas le café Oriental, situé sur la Riva degli Schiavoni ou le bar de Giacomuzzi au coin de la calle Vallaresso et de la salizzada San Moïse, mais le Florian, malgré ces concurrences, demeure le café par excellence, celui où tout bon Vénitien s'asseoit plus ou moins souvent et où l'on retrouve encore aujourd'hui un peu de la Venise d'autrefois, non qu'il ressemble à cette charmante *Bottegha di Caffè* que peignit Pietro Longhi, où l'on voit une belle dame Vénitienne, en sa belle robe de taffetas, un élégant tricorne galamment penché sur l'oreille, déguster le divin breuvage, tandis que, de la porte, un personnage masqué en *tabaro e baũta* lui adresse un salut empressé; mais, tel qu'il est à présent, le Florian n'en conserve pas moins, avec ses petites salles basses décorées de fresques et de miroirs, un aspect gentiment démodé et agréablement rococo.

Le Florian se compose de plusieurs de ces petites salles. Toutes sont pourvues du même mobilier : banquettes et sièges recouverts de velours rouge, tables dont le plateau de marbre est mobile et tourne sur un pied trapu, guéridons en bois que l'on déplace à sa guise. L'une de ces salles, la plus longue, montre, encadrés dans la boiserie, des portraits de Vénitiens illustres; les autres sont toutes peintes, murs et plafonds, de fresques représentant des ornements et des personnages de

fantaisie, des fleurs en bouquets et en guirlandes, des attributs variés, le tout d'une couleur gaie et fraîche, d'un art facile, mêlé de miroirs et de dorures. Ces peintures, contre la fumée du tabac, sont protégées par des glaces. L'ensemble compose une aimable décoration, un peu dans le goût du temps de notre Louis-Philippe ou de notre second Empire et dans la manière de celles que l'on voit encore à Paris à la confiserie Boissier ou à la pâtisserie Chiboust. Telles qu'elles sont, ces petites salles sont avenantes par la bonne courbe des sièges, par un air d'intimité; on s'y sent vite à l'aise et presque chez soi, sous l'œil amical du Chinois.

Ajoutez à ces agréments que l'on sert au Florian d'excellent café et tous les sorbets désirables. Et puis on y coudoie des habitués, de vrais Vénitiens, surtout quand le grand flot du tourisme a passé. On a l'impression de ne plus faire trop partie de cette marée cosmopolite et, à soi aussi, le Florian devient une habitude. On passe là de calmes heures de causerie ou de rêverie, de ces heures de douce oisiveté vénitienne qui laissent de si doux souvenirs. Si d'ailleurs vous en avez assez d'être enfermé et que la saison ne soit pas trop avancée, vous pourrez prendre place dehors sur l'une de ces bizarres banquettes de cuir qui s'adossent aux piliers des arcades, ou, si vous le préférez, en plein air, sur les chaises qui s'alignent aux dalles de la Piazza. Nous en avons usé plus d'une fois, au début de ce beau mois d'octobre, car c'est encore en octobre que nous sommes, cette année, venus à Venise nous asseoir « sous le Chinois ». Admirable et gentil personnage, il nous accueille en son domaine, toujours hospitalier aux visiteurs, car le Florian ne ferme jamais et demeure ouvert jour et nuit. Si l'on n'a pas envie de dormir on peut s'y attarder jusqu'à l'aube, et si l'on a perdu sa clé on y peut attendre le matin. Certes il est fort beau de voir se lever l'aurore sur la place Saint-Marc, mais, à Venise, le sommeil est un de ses plaisirs. On dort si bien dans son silence nocturne, quand on a, tout le jour, respiré l'air doux de la Lagune et qu'on s'est laissé bercer pendant des heures au balancement de la gondole, mieux encore lorsque l'on a gravi les escaliers d'innombrables ponts et foulé, d'une semelle infatigable, les rudes dalles des calli.

Ces longs et beaux sommeils de Venise, en ces beaux jours

allégés d'octobre, ces sommeils à la fois profonds et attentifs où les impressions du jour repassent en images vaporeuses et subtiles, je les retrouve, non pas dans la haute chambre du Palais Dario ou dans le baroque appartement du Palais Venier. L'un et l'autre sont fermés, cette année, et nos amies ne sont pas à Venise. Aussi est-ce à la Casa Zuliani que nous habitons. Rien n'y a changé, depuis notre séjour de 1904. Les Sorelle sont toujours là. Elles ont dû augmenter leur curieuse collection de vieux flacons de parfumerie. La sonnette retentit toujours avec le même son dans le vestibule, et le petit chien invisible jappe toujours derrière la porte. La seule innovation est que la servante ne s'appelle plus Eufemia, mais répond au nom de Vittoria, à quoi le service n'a pas beaucoup gagné.

La Casa Zuliani est toujours la Casa Zuliani, mais, cette année, nous y avons complété notre installation par la location d'un *salotto*. C'est une petite pièce, aux murs de crépi rosâtre et au mobilier « zulianiste » auquel nous avons ajouté quelques objets achetés chez les antiquaires. Elle a vue sur le jardin du Palais Venier ainsi que la chambre où loge Paul Alfassa. C'est notre ami Jean-Louis Vaudoyer qui nous a fait connaître cet agréable voisin, très versé dans les questions d'art où il montre une remarquable érudition et une réelle compétence. Quant à Vaudoyer, il occupe une des chambres de la Casa qui donnent sur la fondamenta Venier et le rio della Torresella. Charmant esprit et charmant compagnon, poète de talent, écrivain délicat, il est juvénilement et ardemment curieux de toutes les belles choses écrites, peintes ou sculptées. Déjà, lors de notre séjour de 1907, au Palais Venier, nous l'avions retrouvé à Venise et nous avions fait avec lui un court voyage à Padoue, Vicence, Vérone et Mantoue. Comme Paul Alfassa, Jean-Louis Vaudoyer est passionné d'art, grand visiteur de musées, d'églises et de palais, grand fureteur d'antiquaires, et, spécialement, amateur de peinture. Je lui connais maints cahiers chargés de notes et sa valise déborde de photographies et de catalogues, ce qui ne l'empêche pas de goûter les spectacles de la vie avec vivacité et naturel et de les commenter avec gaîté et fantaisie. Il tirerait volontiers par sa natte le Chinois de Florian sous qui nous nous réunissons presque chaque jour, après quelque visite d'église ou quelque séance de musée.

Je l'accompagne souvent, ainsi que Paul Alfassa, en leurs

investigations artistiques. La vue d'un beau tableau, d'une belle statue, d'un bel objet, de toute curiosité, m'a toujours été agréable. Pourtant, je ne goûte pas les œuvres d'art avec le même soin et la même méthode que mes jeunes compagnons. J'avoue être assez ignorant en esthétique générale, peu versé dans l'histoire des écoles, les filiations et les particularités de technique et de facture. Dans un tableau, dans une sculpture, je cherche surtout une satisfaction visuelle, un agrément de sensibilité, un sujet de rêverie et d'émotion, un prétexte aux jeux de l'esprit. L'œuvre d'art m'intéresse, certes, en elle-même, mais peut-être surtout par le plaisir égoïste qu'elle me procure. Aussi, vais-je, d'instinct, à ce qui peut fructifier dans mon souvenir après m'avoir attiré par une certaine fleur de beauté ou par un certain parfum de singularité. Ainsi me suis-je fait un choix d'œuvres auxquelles je reviens pour le plaisir qu'elles me causent et sans grand souci de la hiérarchie de leur valeur. J'obéis à des préférences que je ne raisonne guère et l'art vénitien m'en a fourni quelques-unes. Mon indépendance s'inquiète peu de savoir si elles sont conformes aux admirations orthodoxes. Le Chinois du Florian m'entend exprimer parfois des opinions que je n'essaie de faire partager à personne, mais qui contentent ma sincérité si elles n'attestent pas l'excellence de mon jugement.

C'EST dans cet esprit de franchise que je pénètre dans les salles de l'Accademia. De l'antique Scuola Santa Maria della Carità, on a fait un fort beau musée, aménagé tant bien que mal, et qui, comme tous les musées, contient nombre de tableaux qui n'ont d'intérêt que pour les critiques d'art et d'autre valeur que de servir de documents pour l'histoire des peintres et de la peinture. Ce n'est pas à ceux-là que je m'arrête, quoique je ne dédaigne nullement les ouvrages d'artistes secondaires qui parfois fournissent plus à l'imagination que telles œuvres célèbres de maîtres réputés. Dans les salles consacrées aux Primitifs je ne trouve guère à retenir que certains visages expressifs de Vierges ou de Saints, quelques gestes, quelques draperies se détachant sur le vieux fond d'or gaufré d'un retable ou d'un triptyque. Mais cet art religieux, né du hiératisme des mosaïques byzantines, aboutit au XVe siècle à l'art admirable des Bellini et de Carpaccio. Les deux Bellini, Gentile

et Giovanni, fils du vieux Jacopo, furent des artistes de vrai talent. Giovanni, à ses séduisantes madones, qu'il encadre de belles architectures, donne de la beauté, de la grâce, de la tendresse. Il les vêt de molles étoffes, les pare de fines orfèvreries, les entoure de saints et d'anges d'une grave prestance et de mine jolie. Portraitiste, Giovanni sut rendre le visage humain en sa vivante réalité, comme l'atteste son *Portrait du Doge Mocenigo*. Il fut d'esprit curieux et non sans complication, ainsi que le prouvent les allégories où il mêle à des souvenirs de missels gothiques des influences de pierres gravées antiques, du symbole à de la mythologie, où l'on voit d'étranges figures : femme nue portant à la main un globe de cristal, homme sortant à demi de la volute d'un coquillage, petites compositions minutieuses et bizarres et d'intentions énigmatiques. Comme son frère Giovanni, Gentile est un portraitiste. On n'oublie plus son étonnant *Mahomet II* de la collection Layard. Il est aussi peintre de cérémonies et de fêtes publiques. Sa *Procession sur la place Saint-Marc*, son *Miracle de la Sainte Croix* font revivre la vieille Venise en son faste oriental et ses cortèges somptueux, de même que nous la retrouvons, en ses élégances et en ses raffinements, dans les compositions où Carpaccio nous les représente en images naïves et subtiles lorsqu'il nous conte par le pinceau la *Légende de Sainte Ursule*.

Cette suite de neuf panneaux occupe une des salles de l'Accademia. Là aussi, nous sommes dans l'ancienne Venise. Carpaccio nous en rend les architectures, les costumes, l'atmosphère. Son dessin précis, mais souple, se pare d'une couleur fraîche, solide et comme émaillée. Les perspectives aérées donnent une impression d'ordre et d'espace. Les banderoles flottent au vent. Une lumière nette éclaire les figures et les choses. Les moindres détails y sont visibles, aussi bien la broderie d'un costume que les veines d'un marbre. C'est d'un art méticuleux et sincère, peu émouvant, mais d'une merveilleuse finesse. On admire avec une indifférence charmée. Pourtant rien de guindé en cette perfection tranquille, et souvent, çà et là, une pointe de gentillesse familière et touchante, ne fût-ce que ces herbes et ces fleurettes qui poussent entre les dalles, les deux mignonnes pantoufles qui reposent auprès du lit où dort Sainte Ursule, cet oiseau qui se promène gravement

auprès du pavillon où les ambassadeurs anglais prennent congé du roi Maurus, tandis que s'y accroupit, frileux sous sa souquenille rouge, un petit singe grimaçant.

Ces animaux qui animent les scènes de légende de Carpaccio, nous les revoyons auprès des deux courtisanes que le peintre nous montre assises, et parées de tous leurs atours, dans son tableau du Museo Civico. Avec leurs coiffures compliquées et leurs toquets prétentieux, elles expriment une parfaite stupidité. L'une fait faire le beau à un petit chien et en agace un autre du bout d'une baguette. Sa compagne ne s'intéresse même pas aux pigeons posés sur la balustrade de marbre où s'appuie son bras. Mais ce n'est pas là, femmes comprises, tout le bestiaire du gentil Carpaccio; il s'y ajoute encore au moins un lion et un dragon, celui que Saint Georges transperce de sa lance. Lion et dragon, allons leur rendre visite. C'est à la Scuola di San Giorgio degli Schiavoni que nous les trouverons, sur le rio della Pieta, non loin de l'église de San Giovanni in Bragora. Remercions les Esclavons d'avoir confié la décoration de leur Scuola au peintre charmant de Sainte Ursule. Au-dessus d'une antique boiserie couleur d'écaille, s'encadrent les scènes de la vie de Saint Georges, de la vie de Saint Jérôme et aussi la légende de Saint Triphon. Le Dragon et le Lion y jouent leurs rôles. Pour le Dragon, le sien est de se faire tuer par un élégant chevalier; celui du Lion est de mettre en fuite des moinillons effarés. Le Lion et le Dragon se conforment à ce que l'on attend d'eux, dans cette belle couleur ambrée chère à Carpaccio. Toute cette pieuse imagerie est d'une naïveté charmante, mais la petite salle de la Scuola des Esclavons est bien obscure, au point que le gardien vous offre de larges miroirs d'étain pour éclairer d'un peu de lumière ces panneaux presque indistincts. Évidemment on les verrait mieux dans une salle de musée, mais ils sont là à la place qu'ils ont toujours occupée, pour laquelle le peintre les a peints et où il les a disposés lui-même, et cette parfaite adaptation du lieu à l'œuvre est un trop rare plaisir pour ne le pas goûter docilement.

C'est ce même plaisir que donne, à l'Accademia, l'admirable *Présentation de Marie au Temple* de Titien en sa sobre et simple beauté. Elle a retrouvé l'emplacement qui lui fut destiné, tandis que l'*Assomption de la Vierge* a quitté le maître autel des Frari pour le mur du Musée. L'admiration univer-

selle l'y a accompagnée, mais j'avoue que je ne partage guère le sentiment que suscite cette toile célèbre. La gloire de Titien se fonde mieux sur d'autres chefs-d'œuvre où éclate plus magnifiquement son génie, d'un si noble tragique et d'une si voluptueuse sérénité. Titien n'est-il pas, avec Véronèse, un des grands noms de la Renaissance vénitienne? Mais si Véronèse eut un sens incomparable de la grande décoration picturale, des belles ordonnances et des belles architectures, s'il fut un peintre de somptuosités et de triomphes, un peintre vraiment ducal, n'est-ce pas Tintoret qui fut, des trois grands renaissants de Venise, le génie le plus orageux et le plus génialement dramatique?

L'Accademia contient quelques-unes de ses œuvres significatives où se résume son double don de réaliste puissant et de fougueux imaginatif : son *Miracle de saint Marc* et son *Portrait du doge Alvise Mocenigo*, entre autres, mais c'est à la Scuola di San Rocco qu'il faut aller subir sa foudroyante domination. La Scuola lui appartient tout entière, et il en a rempli les vastes salles du prodigieux labeur de son pinceau. Il y eut, en cet homme extraordinaire, une inépuisable force picturale au service d'une infatigable faculté de dramatisation. Qu'il nous montre *le Massacre des Innocents* et *la Plaie des Serpents* ou *l'Annonciation* et *la Fuite en Égypte*, qu'il nous mène dans le tumulte des foules ou dans les solitudes du désert, il dramatise, et dramatise avec une émouvante hardiesse de gestes et d'attitudes, dans une lumière d'éclipse et de cataclysme. De ses toiles sortent de furieuses rumeurs, à moins que ne pèsent sur elles de terrifiants silences. Elles sont traversées de vols d'anges et de torsions de belluaires, de battements d'ailes et de détentes de muscles. Parfois le grand visionnaire devient un témoin implacable. Regardez son *Crucifiement de San Rocco*, cette toile immense où s'agite, autour du divin Supplicié, tant de barbare fureur, cette toile dont la couleur ambrée se décompose en une coloration bilieuse et sur laquelle il semble qu'ait passé l'éponge imbibée de fiel que le bourreau présente aux lèvres expirantes du Christ. Nul espace à couvrir de couleurs ne déconcerte cette main infatigable. Son *Paradis* du Palais Ducal est un des plus grands tableaux connus. Il regorge d'un peuple d'élus. Tintoret est égal à toutes les dimensions, au carré d'un panneau comme à l'ovale d'un plafond. Au

Palais Ducal, il peint des épisodes de l'histoire de Venise et l'on dirait qu'il se délasse de ce labeur officiel dans les quatre admirables scènes mythologiques où la vie respire en la grâce et la beauté de nobles corps païens. Partout, il fait preuve de la même despotique maîtrise. Il se renouvelle en se répétant. Son *Crucifiement* de San Rocco et son *Crucifiement* de l'Accademia cèdent-ils en tragique à celui de l'église de San Cassiano, où le tertre du Calvaire se hérisse en contre-bas d'une levée aiguë de lances? A chaque pas dans Venise on le rencontre. Il est à la Salute avec ses *Noces de Cana* à San Giorgio Maggiore avec sa *Sainte Cène* à la Madonna dell'Orto avec son *Adoration du veau d'or* et son Dernier jugement et aussi avec sa *Présentation de la Vierge* d'un si noble, d'un si pur, d'un si tendre pathétique où, au sommet de l'escalier du Temple, apparait sur le ciel, en sa grâce innocente, l'enfant prédestinée qui sera un jour la Mère des Douleurs.

A ces grands noms de la Renaissance vénitienne il faut joindre celui de Giorgione, mais Giorgione est assez mal représenté à Venise. Les fresques dont il décora la façade du Fondaco dei Tedeschi ont disparu. Il faut se contenter, pour l'admirer, de son *Apollon et Daphné* du Seminario Patriarcale, qui n'a rien de particulièrement admirable et de sa *Famille du peintre* au Palais Giovanelli. Allons-y en quittant la Madonna dell'Orto où est inhumé Tintoret, non loin de la maison qu'il habita et qui existe encore. Nous sommes dans un des quartiers les plus solitaires de Venise et les plus pauvres. Ses rii mirent des façades décrépites et misérables dont la vétusté s'achève en une tristesse qui n'est pas sans charme. Le peu de vie qu'on rencontre là est populaire. Gagnons le campo dei Mori. Traversons le rio della Sensa et, par la Calle Lunga, arrivons à la fondamenta della Misericordia et à son rio pour atteindre l'église San Marziale et, de là, le rio del Trapolin et le rio di Santa Fosca. Entrons au Palais Giovanelli. Il n'a gardé de son ancienne décoration que sa salle de bal qu'ornent de claires compositions architecturales de Canaletto. Sur un chevalet s'offre le célèbre *quadro* de Giorgione. Je ne puis le regarder sans déception. Ce paysage disparate que meublent des fabriques, un pont, des débris de colonne antique, des arbres, une rivière ; cette sorte de berger debout dans un coin, cette femme assise à demi dévêtue, allai-

tant un enfant! Cette pastorale de famille n'est guère émouvante, et j'aime mieux réserver mon admiration à l'admirable *Fête champêtre* du Louvre, dont la voluptueuse beauté exhale une si douce chaleur de beau jour d'été et où la lumière et la musique enveloppent de leur accord harmonieux d'opulentes formes féminines, oisives, sereines et faites pour l'amour.

C'est en échangeant nos impressions picturales, diverses en leur sincérité, que nous nous en revenons de ces excursions à travers le bel art vénitien. Quoi de plus agréable que de cheminer dans Venise par un souple jour d'octobre, d'air léger et de lumière adoucie, en conversant avec liberté et en toute indépendance d'opinion? Les heures ont passé à un beau spectacle dont maint souvenir sera durable. Maintenant, le crépuscule s'annonce et l'heure du « Chinois » approche. Nous voici à ses pieds. Sous son regard narquois, la causerie quitte son ton de sérieux et prend un tour plus familier. On y parle des uns et des autres et on plaint les absents de n'être pas là, sur cette hospitalière banquette du Florian. Comment peut-on être ailleurs qu'en ce lieu où il est si bon de se laisser vivre? On discute le menu du prochain dîner. On fait des projets de promenades. Un jour, on ira à Torcello, un autre jour à San Francesco nel Deserto. On parle d'un livre qu'on a lu, et où quelque écrivain aimé a rendu hommage à la Ville glorieuse et charmante. On fait allusion à quelque savant paragraphe de Taine, à quelque phrase musicalement morbide de Barrès, à quelque page impeccable de Théophile Gautier.

A ce nom, il semble que le Chinois sourie. N'eut-il pas son Chinois, le bon Théo, ce Tin-ton-lin, rencontré par hasard et qu'il attacha à sa personne; Tin-ton-lin à la longue natte, qui fit partie de la « ménagerie intime » du poète et qui enseigna à sa fille, la belle Judith, la lecture et l'écriture des caractères; Tin-ton-lin qui représenta pour Gautier ces Orients lointains dont il avait la nostalgie, et que, tout grand voyageur qu'il fût, il ne connut pas, mais dont il retrouva l'influence et l'illusion dans l'asiatique Russie, dans la sarrazine Espagne, dans la byzantine Italie, aussi bien au Kremlin de Moscou qu'à l'Alhambra de Grenade et qu'au Palais des Doges à Venise? Le séjour qu'y fit Gautier fut une des joies de sa dure vie d'écrivain. Il aime tout de Venise, son ciel, sa lumière, ses

eaux, ses couleurs, son décor, ses arts, ses mœurs et il note ses impressions dans un livre précis et tranquille dont l'impassibilité apparente est toute pénétrée d'amour discret, qu'il décrive avec une méticuleuse et savante précision les splendeurs de Saint-Marc ou la forme bizarre et sobre d'une gondole, le contour compliqué d'une verrerie ou le grain fondant et glacé d'un sorbet. De Venise il conserve un souvenir enchanté. Elle lui inspire les ingénieuses variations des *Émaux et Camées* et ce *Musée Secret* où s'évoquent, en leur voluptueuse beauté, les blondes nudités de Titien; et les Goncourt ne nous le montrent-ils pas, un soir au théâtre, entre deux actes de vaudeville, avouant l'incurable nostalgie qu'il garde des philtres que lui versa, dans sa coupe irisée, la magicienne de l'Adriatique?

Si le nom du bon Théophile Gautier revient souvent dans nos conversations « sous le Chinois », il est deux autres noms qui fréquemment s'y mêlent aussi et que lie l'un à l'autre un nœud indissolublement romanesque. L'amour a fait de George Sand et d'Alfred de Musset les Amants de Venise et il est difficile, quand on passe sur le quai des Esclavons, et qu'on lève les yeux vers les balcons tréflés, comme par présage, de l'hôtel Danieli, de ne pas songer à la tragi-comédie amoureuse qui s'y joua à trois, au profit de l'honnête docteur Pagello, entre la grande romancière et le grand poète.

Cette équipée de Venise a, d'ailleurs, aussi bien que les contemporains, passionné la postérité et elle demeure le plus célèbre exemple d'amour romantique. Il s'est même produit à son sujet un fait assez curieux. Au lieu de considérer avec une impartialité, tantôt amusée, tantôt émue, cette aventure de deux cœurs ardents de jeunesse et de génie, on est partisan ou adversaire de chacun des acteurs de ce conflit sentimental. On est Sandiste ou Mussettiste. En revanche je ne vois guère de Pagelliste, car le brave Pagello n'excite que modérément l'intérêt. Il n'a que celui d'être une « utilité » et d'avoir servi à déterminer des événements passionnés qui se préparaient déjà avant le voyage à Venise. Tout, en effet, dès son début, indiquait que la liaison de George et d'Alfred serait orageuse et les difficultés commencèrent sans tarder, causées par d'irrémédiables oppositions de caractères, de sensibilités et

de tempéraments. Le drame de Venise en fut donc une péripétie logique, même en ses extravagances et en ses folies. Rapprochant des êtres que n'appareillait aucun point d'âme commun, cette liaison était une gageure contre le bon sens et un paradoxe contre la raison.

L'amour est, comme l'on sait, un dieu perfide. Lorsque deux mortels, conformes d'âmes, de pensées, de cœurs, de goûts s'avisent de se ranger à ses lois, en plein accord de tout eux-mêmes, à peine se sont-ils donnés l'un à l'autre, le redoutable et divin Enfant ailé travaille à les séparer et à briser l'entente dont il leur avait sournoisement et malicieusement révélé la force mystérieuse et secrète. Eussent-ils été de ces amants prédestinés l'un à l'autre, George et Alfred n'eussent pas échappé au sort de tous les amants et d'autant moins qu'ils n'étaient pas faits pour opposer à ces poussées de disjonction sentimentale une de ces cohésions profondes qui en déjouent plus ou moins longtemps l'action occulte. Partout, George Sand et Alfred de Musset eussent été des amants tourmentés et malheureux; mais leur histoire en demeure plus belle d'avoir eu pour cadre cette Venise dont le romantisme rehausse le leur et où l'on ne se lasse pas d'évoquer le blond dandy des *Contes d'Espagne et d'Italie*, traversant en sa grâce nerveuse et svelte la place Saint-Marc pour aller perdre dans quelque tripot ou dans quelque cabaret sa raison au fond d'un verre ou son argent sur le tapis de jeu, tandis que sa maîtresse, vêtue d'un costume turc et fumant des cigarettes de tabac d'Orient, faisait de la copie pour Buloz, avant qu'apparût entre le couple désuni, en des circonstances bien connues, le robuste docteur vénitien qui devait ajouter à l'aventure le troisième personnage dont l'intervention en conduirait le romanesque à un haut point de romantisme, d'exaltation, de paradoxe et de comique. Et ne fut-ce pas lui, ce « stupide Pagello », après tout, le plus heureux des trois, car, jusque dans sa plus extrême vieillesse, il conserva bon souvenir, aussi bien des baisers de la Dame que des excellentes sauces qu'elle savait composer, lorsque, Musset parti pour Paris, il eut tout à lui dans son modeste petit appartement de San Fantin, la Française aux grands yeux noirs pour qui, tout stupide qu'il fût, il rima en dialecte la charmante *Serenata* où s'exprime son âme simple de bon épicurien de Lagune? Je l'imagine volontiers, quand il eut, pour

se fixer à Belluno, quitté Venise, y revenant parfois, assagi et engraissé, et s'asseyant, pour prendre une tasse de café aussi noir que les sombres yeux qui l'avaient ensorcelé à de singulières folies, sur la banquette de ce café Florian où l'on parle encore de lui « sous le Chinois ».

Nous y voici encore réunis, mais notre petite société s'est augmentée d'un nouveau compagnon à qui le Chinois adresse son plus sympathique sourire, car ce nouveau venu peut lui donner des nouvelles de ses célestes compatriotes. Il connaît la Chine, la vraie Chine, car il a beaucoup voyagé. Il s'appelle, en littérature, Claude Farrère. De sa vie de marin il a rapporté quelques beaux livres, *Fumée d'opium* et *les Civilisés*. En 1904, nous l'avons rencontré à Constantinople où Pierre Loti commandait le stationnaire français le *Vautour*. La Casa Zuliani n'ayant rien de disponible, nous lui avons trouvé un logement à la Casa Biondetti. C'est une petite pension de famille située entre le Palais Venier et le Palais Da Mulà. L'appartement qu'il y occupe est un véritable appartement de marin. Le parquet en est au-dessous du niveau du Grand Canal et l'appui des fenêtres est juste au ras de l'eau. On est là dans une humidité bien vénitienne dont s'accommode gaîment notre voyageur : il a l'habitude des installations de fortune.

Je ne crois pas, d'ailleurs, que Claude Farrère ait beaucoup senti et goûté la beauté de Venise où son séjour fut assez bref. Je n'en dirai pas autant d'Abel Bonnard qui s'y trouve en même temps que nous. Il vient parfois, de la Casa Petrarca où il habite près du Rialto, s'asseoir dans le *salotto* de la Casa Zuliani qui commence à s'emplir d'un sympathique bric-à-brac, preuve que déjà depuis plusieurs semaines nous visitons les antiquaires. La conversation d'Abel Bonnard est toujours un vif agrément. Sa parole est éloquente avec ingéniosité, pleine d'aperçus délicats, de vues neuves, de trouvailles de poète et de psychologue. Il connaît bien l'Italie et il en conte les choses et les gens avec verve et abondance, d'amples minuties et de larges raccourcis, et ce sont des heures plaisantes que ces heures de causerie dans la petite pièce aux murs roses dont la fenêtre encadre, au delà des verdures du jardin Venier, par delà le Grand Canal, la noble façade du Palais Corner della Cà Grande et un coin encore lumineux de l'automnal et doux ciel vénitien.

Nous ne serons pas partis sans être allés au moins une fois jusqu'à l'île de Torcello. C'est une longue course lorsqu'on la fait en gondole, mais c'est en gondole qu'il faut la faire. L'île lointaine et solitaire en paraît plus solitaire et plus lointaine quand on l'atteint ainsi à travers tout le silence et toute l'étendue mélancolique de la Lagune. Le bruyant vaporetto avec le battement de sa machine trouble l'impression que l'on ressent de ces eaux désertes où le chenal sinue entre les « pali » et le long des bancs d'algues, tandis que le glissement de la gondole, son balancement, le rythme régulier des rames sont en harmonieux accord avec le paysage marin que l'on traverse et qui est tout entier fait de couleur et d'espace. Choisissons donc une belle journée, une gondole aux coussins confortables, deux bons rameurs et qu'ils nous mènent vers l'île fameuse qui fut, dans la nuit des âges, l'aïeule de la grandeur vénitienne et qui s'enlise dans les boues, aux confins de la Lagune morte, dans les tristesses de la solitude et dans l'orgueil des souvenirs...

Il fait beau et toute la lumineuse douceur de l'automne est répandue entre le ciel et les eaux. Sous la noble courbe du Ponte dei Mendicanti, qui est comme une des portes marines de Venise, la Lagune apparaît. Au ras de l'eau se détache Murano, mais avant de l'atteindre nous longeons l'île rouge aux noirs cyprès de San Michele, sa blanche église de marbre, si orientale, devant laquelle se trouvent les seuls rochers de Venise, et qui ont l'air de rochers d'opéra, mais nulle voix, nulle musique ne trouble le vaste silence où l'on pénètre, une fois Murano dépassée. La Lagune s'étend, infinie et muette. L'air léger se divise au fer aigu de la proue et se referme derrière nous. Le bruit doux des rames semble marquer la fuite du temps. Pourquoi aller vers un but? En est-il un autre que d'errer ainsi indéfiniment? Cependant ce campanile qui penche ne nous fait-il pas signe d'approcher? C'est Burano, ses maisons délabrées, son quai dallé longeant un étroit canal. Une populace de petits mendiants déguenillés nous escorte jusqu'à la fabrique de dentelles. Les dentellières occupent une grande salle claire. Elles sont assises devant leurs métiers à tambour, l'aiguille et la bobine aux doigts, et le fil, entre leurs mains patientes, dessine sur le tulle de délicates arabesques.

Torcello n'est séparé de Burano que par la largeur d'un

canal navigable. La Lagune entoure de son silence une terre basse et spongieuse. Sur ce sol suintant et friable, l'herbe pousse en abondance. Torcello est une île verte et triste. Rien de tragique en cette désolation tranquille et comme champêtre, où l'air a de la mollesse en sa fadeur marécageuse. Nous abordons et suivons un petit canal où croissent des plantes dans un peu d'eau vaseuse et que traverse un pont à demi rompu dont la brique est rose d'un fard de malade et dont les débris de marbre semblent les ossements. Quelques pas encore et nous voici devant les églises, sur une étroite place déserte, auprès de deux pauvres maisons.

Entrons. Dès la porte, elle s'offre tout entière l'antique cathédrale de Torcello, avec ses trois nefs et son chœur à gradins que domine le siège épiscopal. On marche sur un magnifique pavé de mosaïque, bossué et montueux. L'humidité en avive les couleurs, une humidité dont on respire la fraîcheur mouillée. Aux murs, d'autres mosaïques aux figures naïves ou terribles en leur hiératisme byzantin. Dans la coupole de l'abside, une longue Vierge, en sa robe d'orfèvrerie, joint les mains et vous regarde de ses immenses yeux. Byzantine aussi et aussi romane et arabe, la singulière petite église voisine de Santa Fosca. Les pas résonnent sur le dallage et on a honte de leur bruit humain. Vierge de Torcello, vous êtes Notre Dame de l'Abandon!

Nous sommes sortis. Les deux églises sont là, dominées par leur haut campanile que l'on aperçoit de si loin. Il veille sur les deux oubliées. Silence, silence... Le gardien agite ses clés... Que garde-t-il, que gardent-elles? Qui viendrait troubler ces repos séculaires? A quoi servent ces volets massifs qui, faits d'une seule énorme pierre pareille à une pierre tombale et soutenus par des gonds de bronze, ferment les fenêtres de l'antique vaisseau échoué dans les boues, autour duquel l'immense Lagune somnolente s'irise et se dore au jaune et riche déclin du soleil? En cette lumière d'automne, Torcello meurt taciturne et résignée. En rejoignant la gondole et en traversant sur le petit canal envasé le pont de brique démantelé, nous nous sommes retournés. Sur le ciel clair et lumineux le haut campanile se dressait. Il semblait fait d'une matière si légère, si irréelle, si friable qu'on eût dit qu'il allait s'effriter et se résoudre en une poussière colorée...

Nous ne sommes pas allés, ce soir-là, « sous le Chinois ».

Nous partons après-demain. En ces journées d'avant départ, le lien qui vous attachait aux choses est déjà rompu à moitié et l'on vit déjà dans des souvenirs. Nos gondoliers de Torcello nous ont menés aujourd'hui à San Francesco nel Deserto. Nous sommes assis sous les cyprès près desquels on aborde. La marée est basse. L'île est entourée de prairies d'algues. Dans le jardin du couvent se dresse un grand pin.

LE PALAIS CARMINATI

Venise. Avril-mai 1911.

Mes amis Julien et Fernand Ochsé ont renoncé à leur plaisante et curieuse maison de Neuilly pour venir passer ces mois de printemps à Venise. Je les connais tous deux depuis longtemps déjà : Julien, poète délicat et raffiné, Fernand, excellent musicien, doué pour tous les arts, poète aussi à ses heures et peintre à ses moments perdus, collectionneur acharné de vieilleries, passionné du cocasse et du démodé et montrant un goût particulier pour les objets et les modes du second Empire, adorant Offenbach et Stevens, les mobiliers capitonnés, les burgau, les étoffes portées aux bals des Tuileries et aux soirées de Compiègne. De ce bric-à-brac d'hier, il a rempli l'étrange maison de Neuilly où ils vivent en famille, dans un décor de conte fantastique, parmi des daguerréotypes surannés, des mannequins costumés, des vitrines de jouets mécaniques ; la maison qu'animent, à certains soirs, d'étonnants tableaux vivants dont l'ingénieux Fernand a écrit la musique, peint les décors, imaginé les trucs, réglé les parades, avec une subtile fantaisie, et pour lesquelles la charmante Mme Julien Ochsé délaisse l'atelier où elle sculpte des bustes d'un art original ; la maison hospitalière et saugrenue où voisinent l'ébauchoir, la plume et le piano, où les domestiques jouent de l'accordéon et où, parfois, on peut voir, assise dans un coin du salon, une personne habillée comme Mme de Castiglione, qui s'abrite sous une ombrelle marquise et qui a été placée là pour « faire bien », pour un but purement décoratif.

Certes, à Venise, mes amis Ochsé n'ont pas pu apporter avec eux leurs bibelots préférés, mais, à peine arrivés et le pre-

mier éblouissement passé, ils y ont retrouvé leur goût dominant et, bien vite, ils sont devenus les familiers de tous les antiquaires. De ces flâneries, ils ne sont pas revenus les mains vides. On s'en aperçoit quand on entre dans les chambres qu'ils occupent à la Casa Zuliani. Il y règne le plus beau désordre. Les malles et les valises ouvertes laissent déborder le linge et les vêtements qui n'ont pas trouvé place aux champignons des portes-manteaux et aux dossiers des fauteuils. Est-on dans un logis de voyageurs ou dans le magasin d'un marchand de curiosités? Que viennent faire dans l'honnête Casa Zuliani ces étoffes anciennes, ces gilets brodés, ces colliers de verre en amas sur la table, ces vieux miroirs à cadres dédorés, ces statuettes en faïence de Bassano, ces grands plateaux de bois laqué peints de fleurs et de personnages, ces coffrets démantibulés où grimacent des Chinois de paravent et des Turcs de comédie, ces marionnettes parmi lesquelles se distingue un superbe Roi Mage, vêtu d'oripeaux et qui, le visage surmonté d'un majestueux turban de soie écarlate où scintille une aigrette cassée, considère avec gravité un gros globe terrestre posé sur son support auprès de lui, non loin d'un assortiment de serinettes et de boîtes à musique?

Tout cela est le résultat des acquisitions vénitiennes de Julien et de Fernand Ochsé. Ah! ils n'ont pas perdu leur temps, mais, des deux frères, c'est Fernand qui se montre le plus satisfait de ces trouvailles et qui le montre en récitant des vers ou en chantant à tue-tête pour accompagner les aigres et maigres ritournelles de ses chères boîtes à musique, tout en faisant faire un tour de valse à son Roi Mage dont la robe à paillons balaie le *pavimento* que Julien éclabousse de ses ablutions dans l'étrange cuve de zinc que la signora Z... appelle pompeusement *il bagno*, et dont elle compte quotidiennement l'*acqua calda* au prix de *quindici centesimi*.

A cette gaie, plaisante bohème ochséenne, pleine d'entrain et de jeunesse, se mêle, plus grave et souriant, le sage Edmond Jaloux, venu, lui aussi, faire connaissance avec le printemps vénitien et avec les innocentes folies qu'il comporte. Lui aussi est pris par le charme de cette vie charmante. Il se laisse aller aux reposantes paresses de ces vacances vénitiennes. Le voici, à son tour, amateur de plateaux peints, de colliers de verre et de meubles laqués, de ces coffrets à figures turques ou chinoises,

inutiles et séduisants, frères de ceux où la Portia du *Marchand de Venise* enfermait ses malicieux secrets. Certes, je ne peux l'en blâmer, ayant connu ces mêmes frénésies, ce même enchantement des vieilles choses dénichées au fond des humides boutiques où elles attendent de trouver en leur acquéreur un amoureux de leur gentille ou curieuse vétusté. Moi aussi, j'ai tenu ces conciliabules avec soi-même où l'on discute l'opportunité ou la déraison de tel achat ; et avec quel plaisir je prends part à ces colloques et à l'aimable agitation dont s'anime autour de moi la tranquille Casa Zuliani! car, cette année, je n'ai pu résister à l'appel de Venise, à l'attrait de ses ciels et de ses eaux, aux parfums de ses jardins où fleurit l'olea fragrans, à sa lumière et à son silence et, docilement, j'y suis venu oublier les soucis de la vie qui passe avec l'inexorable fuite du temps, y vivre quelques semaines de liberté et de fantaisie, m'asseoir de nouveau « sous le Chinois », y retrouver de doux et chers souvenirs, manger les *scampi* du *Vapore* et me tremper dans le *bagno* de la signora Z... Les occupants de la Casa ont amicalement accueilli leur aîné et leur doyen en vie vénitienne, de sorte que me voici encore une fois à Venise et promu au rang de « chef de bande ».

Ce n'est point un spectacle ordinaire que de voir « la bande » quitter la Casa Zuliani pour se diriger vers le restaurant, ou pour entreprendre quelque promenade. Le départ a lieu généralement en gondole, car, il faut le reconnaître, Fernand Ochsé est plutôt paresseux. Il est aussi extrêmement frileux, et, malgré la belle saison, la température de Venise n'est pas sans variations. On s'y refroidit aisément en passant du soleil à l'ombre, et l'humidité des canaux est perfide ; aussi la gondole permet-elle à notre « frileux » d'emporter avec lui les manteaux, plaids et foulards appropriés. Elle a pour lui un autre avantage, celui de pouvoir se faire accompagner de l'un ou l'autre de ses objets favoris. Le Roi Mage a fort bonne figure en gondole et le gros globe terrestre y fait fort bien, placé à la proue, mais les principales faveurs de notre fantaisiste vont à ses boîtes à musique. Il y en a de si drôlement peinturlurées, et puis comme c'est amusant de remonter à la clé leur mécanique, de tourner leur manivelle et de leur faire jouer un petit air, non seulement en gondole, mais sur la table du restaurant où leur voix aigrelette et inattendue fait

tourner la tête aux dîneurs et immobilise le *cameriere*, sa serviette sous le bras et sa friture de *scampi* à la main !

Il a reposé sur la table le long pistolet de verre et, d'un coffret carré au couvercle peint, il tire deux paires de gants, l'une de longs gants d'un vert encore vif, l'autre de gants courts qui sont d'un bleu passé.

On envoyait ces pistolets de verre en cadeau après les avoir remplis d'essences parfumées ou d'eaux de senteur. Ces gants aussi s'offraient en présent. On en remplissait une *guanteria* et il y en avait une dans le vestibule de tous les palais. Les visiteurs y choisissaient une paire à leur gré en échange de la paire portée au dehors que l'on jetait en arrivant.

Il parle le français avec une pointe d'accent italien. C'est un homme d'une quarantaine d'années, de taille moyenne, le corps mince, les gestes vifs, au visage fin et coloré, à l'œil malicieux. Il s'appelle M. D... B... Il descend d'une ancienne famille patricienne qui a donné un doge à la République. Une calle et une *ampiello* portent son nom. Aussi, sa carte le qualifie-t-elle de « noble homme » et il en a la mine et les façons. Son magasin d'antiquités, à San Samuele, sur le Grand Canal, est un des mieux fournis de Venise en raretés et curiosités vénitiennes. On y est exposé à bien des tentations, mais on y recueille maints détails sur les usages du vieux temps. M. D... B... est érudit et d'agréable compagnie. Le voici qui s'approche d'une vitrine et en sort deux *maschere*. Elles ne sont pas, celles-là, de grossières imitations modernes, mais faites de la plus fine toile enduite de cire, d'une souplesse et d'une légèreté merveilleuses. L'une est blanche, l'autre noire. La noire est une maschera de deuil. Nous les manions un instant, puis il les remet à leur place avec un petit haussement d'épaules. Regrette-t-il l'époque où on les portait avec la *baûta* et le *tabaro*? Il s'est tu, puis il a allumé un long virginia. La fumée monte légère au plafond de la longue galerie encombrée de meubles et de bibelots. On y resterait des heures à fureter, dangereusement, mais il est temps de partir, sans quoi Edmond Jaloux achètera ce charmant cadre doré aux incrustations de verre bleu, Julien Ochsé s'emparera du pistolet à parfums, et son frère ne s'en ira pas sans emporter la paire de longs gants verts, à moins qu'il n'y joigne toutes celles que contient la *guanteria*.

Comme nous prenons congé, M. D... B... nous dit :

— Allez donc voir, à San Boldo, le Palais Carminati qui est à moi... J'y ai réuni quelques petites choses qui vous amuseront...

Et, sur sa carte, il griffonne un mot d'introduction pour la gardienne du palais.

Il y a loin de San Samule à San Giacomo dall' Orio où se trouve, sur le rio di San Boldo, ce Palais Carminati. Il est tôt encore, mais si nous tardions trop le Roi Mage qui nous attend dans la gondole saurait bien nous y guider sur les feux de l'étoile conductrice. Mieux vaut se passer de ses services. Nous voilà en route. La gondole suit le Grand Canal qui reflète en ses eaux colorées les façades riveraines. Voici le Palais Malipiero et le Palais Grassi; en face, le Palais Rezzonico où habita Robert Browning, le Palais Giustiniani où logea Richard Wagner et le gothique Foscari. Nous passons devant le pompeux décor d'opéra du Palais Balbi. Sur la même rive nous longeons le Palais Persico, le Tiepolo avec ses obélisques, le somptueux Pisani, et sur la rive adverse, le grand Palais Moro-Lin et les trois Palais Mocenigo dont l'un abrita les fantaisies vénitiennes de Lord Byron, le charmant Corner-Spinelli qui appartint à Marie Taglioni. Nous arrivons ainsi au rio di San Polo que le rio di Sant'Agostin continue et d'où l'on tourne dans le rio di San Giacomo dall'Orio, et, de là, dans le petit rio di San Boldo. C'est là qu'est le Carminati.

Il se dresse, massif et gris, avec ses trois étages aux larges fenêtres, en sa carrure robuste et quelque peu renfrognée. Son escalier d'eau aboutit à sa haute porte. Au linteau, une tête de femme sculptée, regarde, de ses yeux baissés, les survenants. Il y a beaucoup de ces têtes aux portes des palais vénitiens. Elles ont tantôt des figures de déesses, tantôt de dieux, glabres ou barbus, des figures olympiennes ou neptuniennes ; il y en a de guerrières casquées, de marines coiffées d'algues et de coraux. Parfois, ce sont des Turcs et des Barbaresques qui vous considèrent sous le gonflement de leur gros turban. On ferait de ces figures liminaires un curieux recueil et je m'étonne qu'on n'y ait jamais pensé. Il y en a de très belles, d'arrogantes, de farouches, de soupçonneuses, de souriantes et de mélancoliques, de jeunes et de vieilles, d'humbles et d'orgueilleuses. Il y en a aussi de grotesques et de grimaçantes et de comiquement ter-

ribles. Celle qui veille au seuil du Palais Carminati est mélancolique et rien ne la distrait de sa tristesse, car le rio est peu fréquenté et le quartier solitaire. La porte qu'elle surveille est vermoulue et la peinture en est écaillée. Les marches de marbre qui y conduisent sont descellées et glissantes. Il est triste, ce vieux palais inhabité! La chaîne de la sonnette est rouillée et son branle se répercute dans le vide. Alentour tout est silence. A peine un léger clapotis d'eau.

Nous attendons. Enfin la porte s'entrebâille. Une vieille femme paraît, méfiante. Nous lui tendons la carte et nous entrons. Nous sommes dans un vaste vestibule au dallage humide, aux murs nus sous un haut plafond traversé de fortes poutres. A droite et à gauche, un baldaquin de marbre soutenu par des colonnes trapues abrite un puits. La margelle supporte un lourd couvercle de bronze verdâtre. De chaque côté s'alignent de grands bancs de bois peint, à dossiers armoriés, comme on en voit dans beaucoup de palais vénitiens, et qui servaient à asseoir la valetaille. Celle du Palais Carminati se compose d'un petit laquais, le tricorne au front, vêtu d'une souquenille rouge. Ce marmouset d'antichambre nous tend, de son bras de bois vermoulu, un plateau gondolé. Au-dessus de lui est appliqué au mur un râtelier d'armes. Les comtes Carminati étaient, nous dit la vieille gardienne, propriétaires d'un régiment de hallebardiers à Brescia. Les hallebardes ont disparu, mais le râtelier est resté. Est-ce de ces Carminati que proviennent ce traîneau et cette chaise à porteurs qui se font vis-à-vis dans ce vestibule désert? Peut-être rencontrerons-nous leurs ombres et vont-elles nous accueillir au haut de ce large escalier qui nous offre ses marches usées?

Elles nous mènent à un palier sur lequel s'ouvre une pièce vide qu'éclaire une fenêtre et à laquelle fait suite une série d'autres petites pièces au plafond bas. La dernière est une salle de bains. La baignoire y manque, mais elle a conservé d'élégantes consoles de marbre et sa décoration de guirlandes, de fleurs, d'attributs, dans un style qui rappelle celui de notre Directoire. On y respire une odeur d'humidité et de moisissure.

Nous revenons sur nos pas et nous achevons de gravir l'escalier. Il aboutit à une longue et large galerie qui s'étend dans toute la profondeur du Palais. Elle est vide et son pavimento luit doucement sous la lumière qui glisse sur lui à tra-

vers les hautes fenêtres. Elle n'a d'autres meubles que quelques banquettes anciennes adossées aux murs. Ils sont décorés de panneaux de stuc où s'enroulent et se déroulent en arabesques des rubans roses et verts, qui forment des encadrements à des toiles absentes dont quelques-unes y ont laissé des lambeaux. Malgré ces ravages, cette salle est belle par ses proportions, mais où est le riche mobilier qui devait l'orner jadis? Où sont les scènes mythologiques et les portraits d'apparat? Où est le sénateur peint par Longhi ou par Tiepolo en sa belle robe rouge et avec sa belle perruque poudrée? Où est la belle dame en costume de parade et de carnaval? Disparus les lustres aux mille bougies et les miroirs aux mille reflets! Ne subsiste-t-il donc rien d'autrefois dans ce Palais que sa petite salle de bain et ce petit laquais à tricorne et à souquenille rouge, seul survivant ironique de luxes évanouis? Et cependant le signor B... ne nous y a-t-il pas promis des choses « qui nous amuseraient »?

Qu'y a-t-il derrière cette porte tendue de cuir rouge et cloutée de cuivre? Nous la poussons et une exclamation de surprise nous échappe. La pièce où nous pénétrons est vide aussi, mais les murs ont conservé leur papier de tenture, un papier du XVIIIe siècle. Sur son fond argenté, des guirlandes langoureuses s'enroulent et se nouent autour de galants bouquets. Certes, il a souffert des atteintes du temps, ce papier; on y distingue des bouffissures et des déchirures, mais il donne à toute cette chambre une atmosphère de givre et de clair de lune. Elle a un air d'attente, comme si elle espérait la venue de quelqu'un qui lui rendrait la vie. Pour cela, il suffirait de lui restituer ses belles commodes et ses hautes armoires de laque vert ou jaune, peintes de fleurs, d'oiseaux et de Chinois, ses appliques de Murano et ses consoles de rocaille, et surtout ses miroirs, ses miroirs...

Maintenant, nous le connaissons tout entier ce vieux palais. Ses étages répètent la même disposition : une galerie centrale aux murs de stuc sur laquelle s'ouvrent de nombreuses pièces qui communiquent entre elles par des couloirs discrets et que relient des escaliers et des passages dérobés. Et puis ce sont des recoins bizarres, des réduits obscurs et d'immenses greniers. Oui, nous le connaissons maintenant tout entier l'étrange palais. Nous savons où le signor B... y a entassé

le trop plein de ses magasins et où il a établi sa « réserve »; nous savons où se trouve ce singulier cabinet dont les armoires contiennent un amas de papiers couverts d'écritures qui sont de vieux comptes, de vieux mémoires de fournisseurs. Nous savons où est réunie toute une flottille d'anciens modèles de navires et de barques aux formes surannées, aux voilures et aux agrès compliqués. Nous savons où est le théâtre !

Car le Palais Carminati possède un théâtre. C'est un charmant petit théâtre d'appartement avec sa rampe, ses chandelles, sa toile de fond qui ne représente rien moins que la place Saint-Marc. En ce décor pendent à leurs fils une douzaine de pantins délicieux. Ce sont les héros de Goldoni et de Gozzi, des Vénitiens et des Vénitiennes en habit de carnaval avec le tricorne, la baüta et le masque, auxquels se mêlent les personnages de la farce, Pantalon, Brighella, Arlequin et Lucinde, tandis qu'au milieu d'eux se dandine un magnifique Centaure, à la fois si héroïque et si godiche que l'on ne peut s'empêcher de sourire en le voyant lever son sabot de cheval et cambrer son torse d'homme sur lequel s'étale une belle barbe noire...

Il est à vendre, ce Palais Carminati, à vendre, de son *mezzanino* à son *piano nobile*, à vendre avec ses vastes salles sonores, ses spacieuses galeries, ses nombreuses chambres, ses escaliers, ses immenses greniers, à vendre avec son silence et sa solitude, avec les puits de son vestibule seigneurial et son bout de jardin où gisent et s'effritent dans l'herbe humide deux statues démembrées et moussues, à vendre, mais les acheteurs ne doivent pas s'empresser, et cependant posséder un palais à Venise, quel rêve ! Quelques heureux de ce monde ne l'ont-ils pas réalisé ? Robert Browning au Palais Rezzonico, maître Cléry au Palais Cléry ; la comtesse de la Baume n'est-elle pas propriétaire du Palais Dario et la princesse de P. n'a-t-elle pas acquis le magnifique Palais Manzoni Angarani ? Et voici que mes amis Ochsé se mettent en tête d'acheter le Palais Carminati. Les conditions qu'on leur fait sont raisonnables. Malgré son apparente décrépitude, il est solide et pourrait assez aisément être rendu habitable. Et le projet prend corps en leur imagination. Croient-ils vraiment sa réalisation possible ? Je ne sais ; le savent-ils eux-mêmes ? Mais comment résister au plaisir de cette illusion et ne pas s'aban-

donner à l'amusement de cette inoffensive chimère, à laquelle Edmond Jaloux et moi nous nous prêtons, à demi incrédules, à demi convaincus, sous l'œil sceptique du signor B... qui, tout en fumant son long virginia, se doute bien que ce n'est pas encore cette fois-ci qu'il aura à chercher un autre asile pour ses modèles de navires et son petit théâtre de marionnettes; mais, en bon Vénitien, il aime la comédie, fût-ce celle que l'on se joue à soi-même, surtout quand les acteurs y sont de bonne foi, ce qui est le cas dans celle de l' « affaire du Palais Carminati ».

Me voici maintenant seul à Venise. Edmond Jaloux est parti le premier, magnifiquement intoxiqué de ce que certains moralistes de journaux appellent « le poison vénitien » et qui est tout simplement le plaisir de vivre quelques semaines de repos et de rêverie dans la plus belle et la plus douce ville du monde, de s'y réjouir les yeux à la beauté des choses, d'y goûter les délices de la lumière et du silence. Il paraît que cela constitue un poison et ce poison vous met au cœur le tendre désir de l'absorber de nouveau. C'est dans cet état d'empoisonnement qu'Edmond Jaloux nous a quittés. Mes amis Ochsé n'ont pas tardé à le suivre. Ils sont allés convaincre leur famille d'acheter le Palais Carminati. Je ne sais s'ils y réussiront, mais je regrette leur départ. Je ne me promène plus en gondole en compagnie du globe terrestre et en société du Roi Mage; je ne dîne plus au restaurant avec accompagnement de boîte à musique. La Casa Zuliani est triste. Plus de réveils en gambades et en chansons. Disparus les colliers de verre et les plateaux peints.

J'ai repris possession de la chambre qui donne sur le jardin du Palais Venier. Son silence est favorable au travail et j'ai l'intention de travailler. Je veux écrire une nouvelle dont le sujet n'aura rien de vénitien. Je lui ai choisi pour cadre une petite ville de la province française et je garderai pour plus tard mes impressions d'ici. Je les utiliserai dans quelque roman comme je l'ai fait déjà dans *le Passé vivant* et dans *la Peur de l'amour*. Cette fois, je n'évoquerai que des images françaises, mais il n'est pas facile de travailler à Venise. Tout vous attire au dehors et on ne résiste guère à la tentation de laisser là l'encre et les plumes et d'aller voir les gondoliers, scribes des eaux, inscrire du bout de leurs longues rames, à la

surface des canaux et sur la page fluide de la Lagune, les lettres mouvantes d'un alphabet mystérieux. Aussi interrompé-je mon travail de fréquentes promenades. Venise est un lieu de flâneries infinies. Cependant, je ne suis pas retourné au Palais Carminati. Je n'ai pas revu au linteau de la porte la guerrière aux yeux baissés, la chambre au papier d'argent fleuri, ni, sur leur théâtre, les marionnettes maniérées, groupées autour du plus godiche des Centaures.

C'est à d'autres marionnettes que je suis allé rendre visite, à celles que possède le Museo Civico, et qui proviennent de la famille Grimani. Dans une vitrine en forme de cadre, elles se superposent en trois rangées et sont au nombre de trente et une. Elles sont suspendues à leurs fils, admirablement habillées. Leurs petites figures de bois sont habilement sculptées et fort expressives. Les unes représentent les masques de la Commedia : Brighella, Tartaglia, Pantalon, Arlequin; d'autres des personnages divers : des Turcs en robes asiatiques et superbement enturbanés, un Esclavon à mine patibulaire, un nègre et même deux nègres; des nobles et des bourgeois, un valet en souquenille, un Vénitien en maschera et baüta, des dames élégantes ou respectables, une sorte de paysanne naine et un étrange bonhomme cornu à oreilles faunesques qui pourrait bien être le diable et qui tient en laisse une espèce de chien fantastique. Mais si amusantes qu'elles soient, ces marionnettes, elles ne sont pas le seul attrait de ce musée du Fondaco dei Turchi.

On y a réuni, en effet, des objets de toute sorte et de toute époque, rappelant l'histoire de Venise et apportant un témoignage de son ancienne vie publique ou privée. Voici les trophées de guerre de la collection Morosini : modèles de vaisseaux et de canons, armes, drapeaux, étendards pris sur l'Infidèle, lanternes de galères, peintures commémoratives de combats livrés et de victoires remportées par le Doge Francesco Morosini le Péloponnésiaque dont le buste se dresse dans une des salles. Le conquérant de la Morée y fait figure rébarbative et presque chinoise ou mandchoue, avec ses moustaches en pinceaux tombants et sa toque de mandarin. Au bas du socle sont placés son épée de combat et son bâton de commandement en écaille, ainsi qu'un petit livre de prières qu'il portait à la messe et où est dissimulé un mignon pistolet.

Mais ce n'est pas seulement la Venise guerrière qui survit en ce musée civique. La voici représentée par ses sceaux et ses monnaies, par ses dentelles et ses étoffes précieuses, par ses verreries, par ses porcelaines, par les magnifiques reliures dont ses artistes protégeaient les manuscrits, par les meubles qu'ils savaient construire, soit que, comme Brustolone, ils y employassent le dur et sombre ébène, soit que, comme les charmants artisans du XVIIIe siècle, ils s'ingéniassent à imiter, à la vénitienne, les laques miroitants de la Chine.

C'est dans les salles qui renferment la collection Albrizzi que nous apparaît en sa grâce la vie intime du XVIIIe siècle. Mille objets usuels la rappellent : costumes d'hommes et de femmes, habits de couleur tendre, robes aux teintes claires, parures, éventails. Toute la charmante défroque du passé, nous la voyons portée par les personnages qu'a peints Longhi, et qui animent ses aimables scènes d'intérieur, racontant l'existence quotidienne dans le dernier siècle de la Sérénissime République. Grâce à Longhi, nous assistons à la toilette, à la leçon de musique, à la visite de l'abbé, à la conversation, au jeu, à la consultation du médecin, aux bons offices de l'apothicaire, aux diverses occupations de la journée. Le Museo Civico expose un bon nombre de ces gentils *quadri* d'une réalité si précise et si précieuse. La plupart sont rassemblés dans une pièce tendue d'une belle soie jaune, enrubannée de vert, sur laquelle se détache un étonnant mobilier rococo aux formes redondantes : commodes, consoles, fauteuils, chaises dont le laque vert se rehausse du relief de minuscules chinoiseries dorées.

C'est aussi à l'art du XVIIIe siècle finissant qu'appartiennent les ravissantes fresques détachées de la villa de Zianigo, sur la Brenta, qui n'ont pas encore trouvé place dans les salles du Musée et que l'on tient en réserve. Elles sont dues au pinceau de Domenico Tiepolo, le fils du grand Gian-Battista. Elles représentent des sujets de mythologie et de galanterie pastorale. Les nudités faunesques s'y mêlent aux costumes du temps. On y voit lutter des satyreaux et des nymphes et minauder de jolies dames qui se promènent abritées de parasols en des paysages lumineux, mais c'est dans les scènes pulcinellesques que l'ingénieux Domenico a le mieux donné libre cours à sa gaie fantaisie. Elle nous introduit dans le monde

comique des Pulcinelle. Les voici, vêtus de leurs amples blouses blanches et coiffés de leurs hauts bonnets, se livrant entre eux à mille facéties et à mille farces, se querellant ou se poursuivant, se jouant des tours pendables, entamant le pâté ou vidant la fiasque, abattant les quilles ou se balançant à l'escarpolette, blancs acteurs d'une comédie silencieuse dont ils nous offrent en leurs attitudes et en leurs gestes le texte narquois et les répliques funambulesques...

La pluie tombe régulièrement et doucement sur les feuillages du jardin Venier. L'air est frais. Le ciel est d'un gris lumineux. J'ai fermé la fenêtre sur le murmure pluvieux du dehors. Plus un bruit. Il me semble que j'ai fait prisonnier le silence...

L'autre soir, assis sous le porche de Saint-Marc, j'écoutais le piétinement des promeneurs sur la place et, parfois, le roucoulement doux d'un pigeon invisible, niché dans la volute d'un chapiteau...

Il boit silencieusement, farouchement, solitairement. Jamais on n'a tant bu dans cette petite salle peinte du Florian où les Vénitiens ne consomment guère que d'inoffensives boissons. Il boit et je le regarde boire. C'est un homme entre deux âges, assez élégamment vêtu. J'aperçois son visage rasé, au nez droit, à la bouche sensuelle et lasse, aux yeux fatigués. Je suis les gestes de ses mains qui sont belles. Un léger tressaillement les agite quand, de l'un ou de l'autre des flacons qui sont placés devant lui sur la table, il verse dans son verre les alcools différents. Il boit comme quelqu'un qui cherche en leur mélange à en finir le plus vite possible avec sa raison. Et c'est un curieux spectacle, en cette salle de café déserte à cette heure avancée, que cet homme se soûlant ainsi pour noyer dans une ivresse volontaire et calculée quelque souvenir cruel ou pour y retrouver quelque joie perdue.

Il est tard dans la nuit. Les habitués les plus acharnés sont partis depuis longtemps. Aucun pas ne retentit plus sous les galeries des Procuraties. A travers leurs arcades, j'aperçois la place Saint-Marc en sa beauté nocturne... Il faudrait rentrer, mais je ne puis me décider à m'en aller sans savoir ce qui

adviendra de mon buveur. Il continue de vider verre sur verre. Le tremblement de ses mains augmente. Son visage est devenu effrayant. L'alcool fait son œuvre. Il est évident que cet homme, quand il essayera de se lever, roulera sous la table, comme une masse. Il n'y a pas roulé. Je l'ai vu tout à coup faire signe au garçon, lui tendre un billet de banque dont il refusa la monnaie, et, par un incroyable effort de volonté, se mettre debout comme s'il était mû par une force automatique, et se diriger vers la porte, sans tituber. J'avoue que je fus sur le point d'applaudir cette sortie qui fut vraiment superbe et que l'inconnu effectua magistralement, mais j'étais curieux de l'effet que produirait sur lui le grand air et, pour m'en rendre compte, je m'approchai de la vitre. Le garçon m'avait imité. L'homme était maintenant sur la place. Tout d'abord, il marcha droit, puis, peu à peu, j'observai des zig-zags inquiétants. Bientôt ce fut l'allure d'un ivrogne qu'on ramasse sous les voitures. Mais il n'y en a pas à Venise. Il est vrai qu'il n'y manque pas de canaux qui tendent aux pas leur piège invisible. Peut-être verrai-je demain, dans un entrefilet de la *Gazetta di Venezia*, ce qui sera advenu de mon buveur du café Florian.

J'ai fait un rêve. J'étais dans ma chambre de la Casa Zuliani. Je fumais un virginia dont je regardais la fumée légère nouer et dénouer ses anneaux vaporeux, tout en feuilletant un livre acheté la veille chez le libraire Ongania et intitulé *I Camini* où le signor G. M. Urbani de Gheltof étudie les si curieuses et baroques cheminées qui se dressent au-dessus des maisons vénitiennes en forme de hotte, de cloche ou de dé et dont les variétés les plus fantaisistes sont reproduites aux planches de l'ouvrage. Comme je rallumais mon cigare que j'avais laissé s'éteindre, j'entendis derrière ma porte un bruit de voix. C'étaient des exclamations, des petits cris auxquels se mêlaient les jappements du chien des Sorelle. Agacé de ce tapage insolite, je sortis de ma chambre et voici ce que je vis.

Debout, au haut de l'escalier, se tenait mon ami le Roi Mage, non plus de la taille d'une poupée, mais de la stature d'un homme. Cette croissance ne l'avait pas changé. Il avait toujours sa belle robe de soie toute pailletée, son beau turban

surmonté d'une aigrette scintillante et sa dignité orientale. Devant lui, à genoux, les Sorelle répandaient sur ses pieds les parfums de leurs vieux flacons vides. A côté de lui, le petit laquais en livrée rouge qui veillait dans le vestibule du Palais Carminati, devenu, lui aussi, de grandeur naturelle, me tendait une lettre posée sur un plateau de laque. Elle m'était adressée par la Sérénissime République et m'annonçait qu'en récompense de mon amour pour Venise, le Palais Carminati m'appartenait désormais, et j'étais invité à en aller prendre possession. Ce don me causait une grande joie. Aussi fut-ce avec empressement que, précédé du Roi Mage et du laquais rouge, je descendis l'escalier et pris place dans la gondole qui nous attendait. Je remarquai qu'il faisait une lumière singulière. Ce n'était ni le jour ni la nuit. La gondole glissait sur une eau parfumée, toute mélodieuse et toute chantante.

Arrivés au Palais, nous descendîmes et le laquais rouge sonna. La porte s'ouvrit et nous pénétrâmes dans le vestibule. Il était brillamment éclairé. De chaque côté étaient rangés des hallebardiers. C'étaient ceux de ce régiment qui, à Brescia, appartenait aux comtes Carminati, et ce fut entre une haie de ces hallebardiers que je montai l'escalier pour arriver à la grande galerie. Elle n'avait plus le même aspect d'abandon. Les lézardes des stucs avaient été réparées; on avait replacé dans leurs cadres les toiles arrachées. De même la chambre au papier d'argent avait retrouvé ses beaux meubles de jadis : commodes, consoles en laque vert rehaussé de Chinois d'or, fauteuils, miroirs. Cependant le Roi Mage avait disparu, mais derrière la porte refermée, dans la galerie que je venais de quitter, j'entendais des piétinements et des chuchotements.

Tout à coup la porte se rouvrit. La galerie était pleine d'une foule de marionnettes. Il y en avait de toutes les tailles et de tous les costumes. Lentement elles défilaient devant moi en s'inclinant. C'étaient tous les personnages de la Commedia, tous ceux du théâtre de Goldoni et de Gozzi. Ils s'avançaient gravement, me saluaient d'un mouvement de leurs têtes de bois. Je reconnus les marionnettes du Museo Civico et celles du Palais Carminati conduites par le Centaure barbu. A mesure qu'elles avaient défilé, elles se rangeaient le long des murs. Ce fut alors que, se poussant, gambadant, se bousculant avec

des sauts et des lazzis, apparurent les Pulcinelle avec leurs gros nez, leurs blouses blanches, leurs hauts bonnets, les Pulcinelle des fresques de Domenico Tiepolo, les Pulcinelle dansant, se donnant des nasardes, exécutant mille cabrioles. L'un d'eux portait une singulière valise faite en peau de crocodile. Cette valise crocodilesque, je me souvenais de m'être arrêté maintes fois devant elle à la devanture d'une boutique de la Merceria dont elle faisait l'ornement. Quant au porteur de la valise, je le reconnaissais fort bien sous son bonnet et sous son déguisement. C'était Fernand Ochsé, de même que ce galant berger était son frère Julien et que ce Chinois à la longue natte et à la moustache mandarinesque n'était autre qu'Edmond Jaloux.

Il s'avançait vers moi avec des saluts cérémonieux et se penchait sur la valise en peau de crocodile d'où il tirait une maschera et une baüta en me faisant signe de la revêtir. J'obéis et, m'étant enveloppé de la baüta, je plaçai sur mon visage le blanc masque de Carnaval. Alors, de toutes les marionnettes, de tous les Pulcinelle, une acclamation s'éleva que les hallebardiers accompagnaient du heurt de leurs hallebardes et que rythmait, du fracas de son sabot, le Centaure barbu. Et ce bruit était si fort que je m'éveillai.

HENRI DE RÉGNIER.

(A suivre.)

VUES SUR LES ÉTATS-UNIS

II (1)

LES MŒURS

Tout Européen, n'aurait-il séjourné qu'une semaine aux États-Unis, y recueille assez d'anecdotes, de témoignages ou de documents sur les façons de vivre de l'Américain pour sentir, comme on dit, la « différence de milieu ». D'autre part, rien n'est plus banal que d'opposer certaines manières et attitudes délurées, dites « américaines », aux mœurs pleines de nuances des habitants du vieux continent. Mais, dès qu'on veut pénétrer au delà des apparences, l'observation et l'analyse deviennent fort difficiles. La première difficulté, pour l'étranger, est de comprendre la constitution sociale des États-Unis.

Ici les références habituelles font défaut. Nul *substratum* historique ou traditionnel d'importance générale et permanente. Nul cadre politique à « sécrétions » durables. Nul cadre même géographique : il serait risible d'appliquer la théorie du « milieu » à l'ensemble des faits sociaux, très homogènes, que l'on observe sur un territoire aussi varié que celui des États-Unis. Mais ce manque de références habituelles peut précisément nous avertir de la nouveauté du cas.

En Europe, la constitution sociale de chaque État est d'abord un produit de l'histoire. Il y a toujours une hiérarchie plus ou moins nette des « conditions », de droit ou de fait, correspondant à une suite de causes historiques. Ces causes proviennent de faits que l'on discerne aisément : modifications successives

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

du régime de la propriété, renversement des formes gouvernementales, renouvellement du cadre et du personnel administratifs, phases de l'évolution économique. Par exemple, en France, on distingue sans peine les « couches » qui datent de de l'Ancien Régime, celles de la période napoléonienne, celles qui se sont formées par le progrès des institutions dans les petites villes et dans les campagnes, celles qu'amenèrent la grande industrie, puis la diffusion du commerce de détail, celles qui représentent des activités et des spéculations plus récentes. Chaque couche renferme des traditions ou des préjugés, des habitudes d'esprit ou de sentiment... Ces couches constituent un tout extrêmement complexe, mais cohérent.

En outre, avant les secousses monétaires qui ont bouleversé le rapport des fortunes, la plupart des situations sociales, en Europe, reposaient sur des droits ou des biens hérités. Les fortunes remontant au moins à une ou deux générations y étaient beaucoup plus nombreuses et surtout plus puissantes que les fortunes nouvelles. Cette masse de fortunes héritées, soutenant des situations acquises, garantissait la hiérarchie sociale contre le courant égalitaire, fixait les convenances, réglait le rythme d'ascension des derniers venus, assurait un certain privilège aux mérites catalogués et traditionnels, marquait un fossé entre la richesse consacrée et les réussites encombrantes.

Du reste, jusqu'à la dernière guerre, l'Europe n'avait pas connu les révolutions économiques de rythme brutal et saccadé. L'essor de sa prospérité avait suivi une progression plus ou moins rapide, mais régulière, calculée, recouvrant peu à peu les anciennes classes de la société sans les étouffer à l'improviste...

Aux États-Unis rien de tel n'a existé ou, du moins, n'a influé profondément sur la constitution sociale. Dans l'énorme flot des fortunes privées, l'héritage, le bien définitivement acquis et consacré représentent peu de chose. Les coutumes mêmes du milieu social font obstacle à une stabilisation des fortunes privées. Jusqu'à ces dernières années, l'épargne était inconnue aux États-Unis; elle y a été introduite artificiellement par certains banquiers. Quiconque ne dépensait pas tout son gain, remployait le surplus en des entreprises. La vitesse de rotation et l'incessant déplacement des chances économiques y sont tels qu'aucune fortune ne peut résister longtemps, par son seul poids, aux attaques de la concurrence. Enfin, comme

l'Américain aime le jeu, il apporte souvent plus d'élan à courir les risques que de prudence à les éviter.

Les fortunes seraient-elles mieux stabilisées, l'étendue des États-Unis dépasserait leur puissance sociale de rayonnement. Quand nous étudions la constitution sociale d'un État européen, nous avons affaire à des données et à un cadre limités. En Amérique, aussi bien, on connaît les grosses fortunes de Chicago, de Saint-Louis ou de Kansas City. Mais si telle Compagnie ou Société étend ses ramifications sur l'ensemble du pays, des personnes isolées, si riches qu'on les imagine, ne peuvent répandre leur influence sur la même surface. Aussi, en Amérique, la richesse, même légendaire, reste-t-elle la richesse tout court, avec un prestige purement économique. D'où ce résultat : on ne sait jamais exactement qui donne le ton et si la mode que vous prenez pour le bon ton, n'est pas la création d'un habile commerçant.

Ne trouvant pas de repères solides dans le milieu social, chercherez-vous ces repères dans les titres, l'autorité particulière, l'origine des familles ou des individus. Certes, il y a des familles dont tout le monde connaît le nom, des hommes célèbres ou généralement respectés. Ces familles connues de tous les États-Unis sont-elles plus de vingt ou trente, ces hommes d'un renom national plus de quelques dizaines, pour cent vingt millions d'habitants et près de dix millions de kilomètres carrés? En vérité, un citoyen de New-York connaît beaucoup moins le « milieu » de Portland ou de Georgetown, et réciproquement, qu'un Londonien ou un Genevois ne connaît la société parisienne. Aux États-Unis, on ne peut se reporter aux traditions ni de la « province » ni de la « petite ville » qui sont souvent plus récentes que la grande agglomération. En fait, les fortunes et les « situations » y appartiennent à des immigrants parfois de fraîche date, qui n'ont, hors de leurs affaires, aucune attache sur place.

L'OBLIGATION DU *MAKE MONEY*

Au vrai, pour comprendre les choses américaines, il faut toujours se rappeler ceci : la société des États-Unis n'est essentiellement ni une nation historique, ni un corps politique : elle est une communauté d'origine économique. Le lien

social n'y existe que par le lien économique, autrement dit par la dépendance des collectivités ou des individus les uns à l'égard des autres dans le cycle du travail et du gain.

D'où l'obligation du *make money*, l'obligation de « faire de l'argent », qui règle, au fond, les mœurs américaines. Cette obligation qui est le but dominant de la vie sociale aux États-Unis, paraît souvent grossière à l'Européen. En fait, elle a une portée beaucoup plus complexe et plus large qu'on ne l'imaginerait d'abord. L'Européen convoite l'argent tout autant que l'Américain. L'Européen recherche le gain comme une chance individuelle. Cette chance lui procurera des jouissances et des satisfactions autres que l'argent, mais personnelles. L'avarice même, si fréquente chez le « bourgeois » européen, est un caractère de l'individualisme. L'Américain, au contraire, conçoit le gain d'argent comme le but et la raison d'être des rapports sociaux : il ne suppose pas que son gain soit indépendant de la société ni que la société puisse avoir un objet plus immédiat que de favoriser le gain des citoyens. D'où une conséquence notoire : aux États-Unis, la richesse est sympathique à la société et la société est sympathique à la richesse.

L'Amérique fut longtemps un pays où n'existaient ni plaisirs ni loisirs, et où un homme ne pouvait justifier sa présence vis-à-vis de lui-même et vis-à-vis des autres qu'en gagnant de l'argent. Encore aujourd'hui, l'Amérique refuse toute jouissance à l'oisiveté tant soit peu prolongée. Rien d'étonnant que les rapports sociaux s'y organisent à peu près exclusivement pour la recherche du gain.

Si vous contraignez des hommes réunis sur un territoire neuf à vivre pour gagner de l'argent et à ne vivre que pour cela, deux éventualités sont possibles. Premier cas, la police n'existe pas encore ou reste trop faible ; vous aurez une société d'aventures et de violences : l'ancienne Amérique de l'Ouest. Deuxième cas, la police prend le dessus et devient inflexible : vous aurez une société s'adaptant rigoureusement, dans l'ordre et, par conséquent, de façon calculée, à ses fins économiques : l'Amérique contemporaine, fille du colonialisme vigoureux de la Nouvelle-Angleterre. L'obligation du *make money*, sous le couvert d'une bonne police, parmi des hommes ignorant les partis pris et indifférents aux querelles d'idées, engendre fatalement le maximum « d'efficience » matérielle et de bien-être collectif.

La morale en souffre-t-elle ? On pourrait se contenter de répondre que le *make money* s'est développé précisément dans le peuple le plus moralisant de la terre.

A vrai dire, « faire de l'argent », ce n'est rien autre que « gagner sa vie » et s'efforcer d'en améliorer les conditions, en un pays où les besoins matériels sont à la fois impérieux et coûteux. Qui protesterait contre une tendance aussi saine ? Certes, tout homme soucieux des vertus de la civilisation estime que, dans une société, le poids de l'argent ne doit pas l'emporter sur le poids des mérites personnels. Certes, aussi bien, on se plaint avec raison que les détenteurs de l'argent en abusent souvent, tantôt pour l'exercice d'une puissance injustifiée, tantôt pour leur propre corruption ou la corruption d'autrui. Mais, en fait, l'insolence et les vices de l'argent sont moins apparents aux États-Unis qu'ailleurs : d'abord parce qu'il y a peu de fortunes venues exclusivement de l'héritage et n'impliquant aucun mérite personnel ; ensuite, parce que les fortunes, dans un milieu sympathique, se satisfont de leur propre développement et ne cherchent pas une consécration hors de leur cadre naturel ; enfin, parce que les fortunes n'étant ni dénoncées ni menacées, n'ont pas besoin de contracter une « assurance » plus ou moins occulte dans des pratiques de corruption.

L'obligation dominante, parfois même, reconnaissons-le, tyrannique, du *make money* crée, pour chaque individu, la nécessité du plus grand « rendement » à chaque place et en chaque chose. Pour le groupe, elle garantit l'adaptation des rapports sociaux aux exigences de la prospérité commune. Sous l'empire de cette obligation, l'Américain est un homme qui a pour principe de son activité de « faire de l'argent », qui dispose ses forces et ménage les forces d'autrui en vue de cette fin, qui approuve ou désapprouve les mesures d'ordre public selon qu'elles favorisent ou gênent ses affaires. Ainsi la société vit, se développe et se renouvelle constamment en vue d'une production et d'une consommation à rendre plus profitables pour chacun et pour tous.

La morale, nous venons de le dire, n'en est pas heurtée directement. Mais l'obligation du *make money* et de l'efficience matérielle, érigée en loi trop rigoureuse, agit sur les mœurs, lesquelles se transformant peu à peu, finissent par réagir sur la morale. Ici nous touchons le point sensible du colosse américain.

LA CONCEPTION DE LA VIE

Pour observer utilement les mœurs américaines, il faut voir comment l'obsession du *make money* influe sur les images et les conceptions individuelles de la vie, sur les relations des hommes entre eux, sur l'esprit et le statut de la famille.

L'influence sur les conceptions de la vie apparaît au premier regard.

Le principe de s'enrichir et de s'enrichir vite commande, pour l'Américain vulgaire, toute la hiérarchie des valeurs et même la signification des mots. Pour lui, la campagne n'est pas la « campagne », mais le lieu où l'on produit du blé, du maïs, du coton; la forêt n'est pas la « forêt », mais un chantier de bois; la rivière n'est pas la « rivière », mais une voie de transport ou une source d'énergie électrique; le voyage n'est pas le « voyage », mais un déplacement utile ; l'amitié n'est pas « l'amitié », mais un service mutuel... Un théâtre n'a pas pour objet le culte de l'art, mais de rapporter de l'argent à ses actionnaires. Peu importe la solidité d'une maison ou la convenance esthétique d'un gratte-ciel : l'important est que la maison ou le gratte-ciel représente une « opération » qui « paie » dans le plus court délai.

Cette façon de concevoir la vie et de classer les valeurs entraîne des inconvénients divers, même économiques, dont les États-Unis commencent à souffrir.

Sous l'aspect social, elle est la cause du manque de raffinement que l'on reproche d'ordinaire aux gens d'outre-Atlantique. L'Américain n'est pas grossier. Il est humain, nous l'avons dit. Personnellement, il possède parfois des dons exquis de finesse. Mais, comme type social, l'Américain est un homme qui « va vite », ne recherche jamais le fini, tombe assez souvent dans le gâchis, quitte à s'en tirer avec élan et bonne humeur. Son ambition incessante est d'arriver promptement au but, son moindre souci de faire œuvre durable ou profonde.

Par quoi l'Américain réalise pleinement ce que M. Paul Valéry appelait la civilisation de *quantité*. Mais nous aurons l'occasion de montrer qu'à un certain degré, la quantité ne peut plus se soutenir sans la qualité.

LES RELATIONS D'HOMME A HOMME

Il semble, d'ailleurs, évident que la société américaine n'aurait pas grandi jusqu'à tenir une place presque dominante parmi les autres peuples si un principe de *qualité* n'existait ou ne subsistait quelque part en elle. Où le trouverons-nous? Il faut le chercher, sans doute, dans l'éducation morale, qui préside aux rapports d'homme à homme.

Une fois de plus, les apparences, à cet égard, sont trompeuses et nuisent au bon renom de l'Amérique.

Le fond des sentiments humains ne varie guère sur la planète. Personne ne saurait prétendre que des différences de nature existent entre l'égoïsme d'un Européen et l'égoïsme d'un Américain, ni que, d'un côté ou de l'autre de l'Altantique, les rapports d'individu à individu soient moins empreints d'égoïsme. Mais il est évident que l'égoïsme de l'Européen a plus de détours et plus de souplesse, l'égoïsme de l'Américain plus de tranchant et de rigueur.

L'Europe retrouve là le privilège de sa diversité harmonieuse, l'Amérique l'inconvénient de son uniformité sans nuances.

Les « relations » de l'Européen naissent et s'étendent suivant les liens de famille, les sympathies d'esprit ou de tempérament, le hasard des rencontres, l'attache des souvenirs, le rayonnement professionnel, la direction des intérêts. Sorte d'album varié, qui représente moins un cercle défini de rapports sociaux que l'éducation, l'humeur et les goûts d'un individu, lui-même type d'une culture plus ou moins complexe. La personne cultivée rassemble autour d'elle des relations, et le fait que sa culture est plus ou moins nuancée rend ses relations plus ou moins diverses. L'élément professionnel n'y entre que pour une partie.

Aux États-Unis, c'est à peu près le contraire. Le cercle économique ou des intérêts détermine le cercle social, qui détermine, à son tour, les relations de l'individu. Le banquier « voit » ses clients, ses administrateurs, ses actionnaires, les industriels ou les spéculateurs avec lesquels sa banque « travaille ». Sa vie mondaine dépend de sa vie d'affaires, n'existe et ne peut se justifier que par elle. Dès qu'une circonstance l'oblige à se séparer de son cercle d'affaires, il n'est plus rien pour ses anciens amis et ses anciennes relations. Mais s'il pénètre

dans un autre cercle, il y jouira aussitôt, à charge rigoureuse de revanche, des avantages et des relations du cercle, quelle que soit, d'ailleurs, son origine ou sa religion.

Par là vous comprenez que l'amitié, au sens classique, est extrêmement rare en Amérique, que les relations sociales y apparaissent, d'abord, comme des relations d'affaires, et, enfin, que tout Américain fait partie ou aspire à faire partie d'un cercle, d'une ligue, d'une association, d'une « fraternité »...

Le souci du *make money* exerce sur cela une influence décisive. Mais il y a aussi l'influence de l'espace et l'influence de l'immigration. L'espace immense de libre circulation dans lequel se meuvent sans cesse les citoyens des États-Unis, — vous trouverez le même homme établi une année à Chicago, l'année suivante à Saint-Louis, un peu plus tard à Providence, — interdit à l'Américain de personnifier une valeur sociale autre que celle qui lui est reconnue par son cercle d'affaires. Il peut avoir des qualités mondaines, mais, comme on n'est sûr ni de son passé ni de son avenir, on se borne à évaluer son présent. Demain, s'il change de ville ou de métier, ses anciennes relations, n'ayant plus le moyen et le loisir de le contrôler, ne le connaîtront plus... Ce contrôle exclusif de la référence présente, qui caractérise l'aspect social et mondain des villes américaines, petites ou grandes, traduit le sens pratique dans une humanité constituée d'immigrants de toutes races. En Amérique, autant sinon plus qu'ailleurs, on rencontre des gens qui se disent de famille princière, aristocratique ou simplement distinguée. Mais comme personne ne saurait vérifier leurs parchemins, on vérifie leur crédit en banque, — ce qui est plus rapide et plus concluant. L'obligation du *make money* et le contrôle des relations par le crédit en banque nous rejettent fort loin des agréments sociaux ou des commodités mondaines de l'Europe. L'Américain, lui, y trouve la sécurité pour son travail et pour son gain. Une fois en sécurité, il donne libre cours à son moralisme social, on pourrait même dire : à son socialisme moral.

L'Amérique contient un potentiel moral et social, à quoi se mêlent des ridicules ou des abus, mais dont il serait sot de méconnaître la force surprenante. Pour l'avoir méconnue, les Européens ont subi maints déboires. Ce fut le cas de l'Allemagne pendant la guerre. Dans un tout autre domaine, ce fut le cas des gens qui ne comprirent pas, dès l'origine, le sérieux de la

prohibition. On pourrait raconter bien des choses sur la façon dont fut conduite la campagne prohibitionniste et sur les influences combinées qui la menèrent au succès. Mais l'important n'est pas dans les anecdotes ou dans les intrigues. L'important est qu'un peuple de 120 millions d'individus se plie, du jour au lendemain, à une loi pareille, loi qui prétend supprimer, en quelque sorte, un besoin normal de l'homme. Un tel fait, qui n'a pas de précédent de même ampleur dans l'histoire, atteste une prédisposition collective au « fanatisme » moral et social. Fanatisme tantôt passif, — qui se manifeste dans la soumission que nous venons d'indiquer, — et tantôt actif, — que traduisent des milliers de sectes, de ligues ou d'institutions moralisantes, dont les plus bizarres naissent au cœur même du territoire américain.

Cette prédisposition comporte un bienfait que l'on ne connaît plus guère en Europe : c'est l'aptitude et le goût de chaque citoyen pour améliorer pratiquement le sort de tous. Les États-Unis semblent être aujourd'hui le seul grand pays où les habitants déclarent sans cesse leur amour pour la société à laquelle ils appartiennent, collaborent de tout cœur à la perfectionner, et, dans un univers que les problèmes sociaux ont rendu, depuis cent ans, foncièrement pessimiste, se montrent socialement optimistes. Optimisme social que justifient, certes, les avantages d'un territoire « riche et neuf », mais qui ne s'affirme que moyennant une éducation morale.

L'éducation morale du citoyen américain n'aide-t-elle pas encore aux résultats si brillants de l'organisation du travail ? Système Taylor, machinisme intense, efficience générale, aménagement des bureaux et des usines : tout cela est très beau à lire et à entendre. A y regarder de près, nous n'avons pas vu, aux États-Unis, de merveilles mécaniques ou bureaucratiques, permettant à l'homme de travailler sans se fatiguer ni de produire sans rien faire. En revanche, nous avons constaté presque partout, et dans des métiers différents, un certain zèle de l'homme au travail, ce que les Américains eux-mêmes appellent le « goût du service ». Servir, être utile : simple formule de dressage, si l'on veut, mais qui implique nécessairement un concept moral.

Il est extraordinaire que cette société, vouée au *make money* et soumise à la loi du gain, n'ayant ni tradition patriarcale ni

tradition patronale, recevant de tous les pays de misère une main-d'œuvre humiliée, loin de favoriser l'exploitation du faible par le fort, ait élevé sans cesse la dignité de l'ouvrier et accru son salaire. Bien sûr, on l'explique par maints systèmes : système du protectionnisme, système du syndicalisme, système du consommateur riche qui rend le producteur plus riche... A vrai dire, aucun système ne fonctionne qu'avec l'adhésion et moyennant l'effort des hommes. Or, les hommes peu instruits donnent leur adhésion et leur effort, non par un *consensus* d'ordre intellectuel, dont ils sont incapables, mais par un élan d'inspiration morale. Quand nous voyons les organisations ouvrières des États-Unis s'entendre avec le patronat, et parfois le devancer, dans la poursuite d'un meilleur rendement du travail, nous jugeons que leur intérêt, devenu tangible par la hausse des salaires, suffit aujourd'hui à commander leur attitude. Mais au début? Au début il fallut autre chose qu'une conception étroite et immédiate de l'intérêt du salarié. Il fallut un enseignement extérieur à l'usine, pour agir à la fois sur le patron et sur l'ouvrier.

De fait, si, délaissant le fatras des statistiques et des « rapports », vous allez voir les ouvriers américains d'un certain âge, ceux dont l'action a déterminé les résultats que nous observons aujourd'hui, vous constaterez que ces ouvriers possédaient le sens de la dignité morale du travailleur avant d'obtenir, pour lui, des satisfactions de dignité matérielle.

LE *STANDARD* MORAL

Cela constaté, on devine mieux pourquoi l'Amérique a réussi, au moins en surface et présentement, à « déprolétariser » les masses, tandis que l'Europe n'y parvient pas. Sans doute une telle différence de résultat a des causes nombreuses. Mais la cause première, c'est que la démocratie américaine élève les masses par le moralisme, alors que les démocraties européennes abreuvent le peuple d'intellectualisme. Le culte de la conscience et les règles de vie pratique se sont révélés socialement plus efficaces que la connaissance abstraite et les partis pris d'idées. La définition sociale des États-Unis tient en peu de mots : liberté des idées, uniformité et dogmatisme dans les mœurs. La morale, aussi, est « standardisée »...

Le *standard* des mœurs n'entraine pas la perfection universelle. Il peut provoquer soit la dissimulation, l'hypocrisie ou la peur « d'y voir clair, » — vices d'autant plus dissolvants qu'ils procèdent par contagion secrète, — soit, au contraire, une réaction d'excentricités. La société américaine ne manque ni d'hypocrisies ni d'excentricités. Mais jusqu'à présent, le *standard* moral, au moins dans ses pratiques extérieures et dans le respect commun qu'on lui porte, n'a pas été ébranlé.

Sans doute le *standard* moral n'influe pas sur les Américains oisifs et errants, fils ou filles de « magnats », qui étonnent le monde par la difficulté qu'ils éprouvent à asseoir leur existence et à l'occuper. Il influe faiblement sur les immigrés récents, dans les grandes villes comme New-York et Chicago. Mais son empire reste à peu près absolu sur le fond même de la population américaine, celle dont les tendances déterminent réellement l'attitude collective, population des moyennes et petites villes, population agricole, population stable des centres proprement industriels. Or, les lois restreignant l'immigration, si elles peuvent être maintenues, auront pour effet de préserver ce vieux fond d'humanité, et de lui permettre d'absorber à loisir les nouveaux venus ; il ne cessera de contrôler l'élite dirigeante.

Le *standard* moral est si fort qu'il impose à toutes les religions et à toutes les sectes une sorte d'orientation commune.

Bien que, d'après les statistiques, cinquante millions d'Américains déclarent n'appartenir à aucune religion, les États-Unis sont le pays, aujourd'hui, où l'esprit religieux atteint sa plus grande floraison. Pour les religions comme pour les hommes, l'Amérique possède un pouvoir de rajeunissement. Si cinquante millions d'Américains se déclarent sans religion, les autres, — c'est-à-dire soixante ou soixante-dix millions, — sont effectivement attachés à une église ou à un groupe religieux. Le culte catholique, par exemple, qui réunit quinze ou vingt millions d'adeptes déclarés, compte là, sans doute, plus de fidèles pratiquants, convaincus et dociles que dans aucun État de l'Europe. On sait, aussi bien, que New-York est la capitale juive du monde et que ce fait a une tout autre portée qu'un simple fait de statistique.

Il peut sembler paradoxal que le peuple le plus soumis à la recherche des biens matériels et le plus sensible aux progrès des sciences appliquées, en somme le peuple le plus « mo-

derne », accepte si volontiers les influences de caractère religieux. La raison principale en est, pensons-nous, qu'aux États-Unis, les religions, contraintes par les préoccupations innées du milieu, s'occupent plutôt de morale que de disputes théologiques ou dogmatiques. La constitution même de ce milieu les écarte autant que possible des querelles politiques. Enfin, dans une société que domine le souci du rendement effectif, les armes de l'intellectualisme critique demeurent sans effet. L'Américain goûte l'humour, mais il déteste la moquerie, surtout quand elle vise des généralités. Il a horreur de l'ironie latine à base de parti pris : il la redoute et elle l'exaspère. C'est encore un point sur lequel les Européens commettent maintes bévues... Toutes les religions, aux États-Unis, sont donc orientées vers la morale pratique.

Personne ne conteste au puritanisme ou, plus généralement, au protestantisme le mérite d'avoir fondé la tradition morale des États-Unis. Sur ce territoire neuf et libre, le protestantisme put agir à l'état *pur*, dégagé des passions d'origine, des liens d'intérêts et des relations politiques qui avaient déformé sa tendance native, par exemple en Angleterre et en Allemagne. Agissant en toute indépendance, il projeta naturellement, avec une extrême vigueur, sur la société américaine, ses deux caractères essentiels : l'individualisme des idées et des croyances, le collectivisme moral. D'autre part, éloigné du théâtre historique des luttes confessionnelles, n'ayant rien à craindre d'un corps social et politique qu'il dominait en majorité, et soucieux des intérêts permanents d'un pays qui avait besoin de main-d'œuvre, donc d'immigrants, le protestantisme américain put pratiquer la plus large tolérance.

Cette tolérance a puissamment servi le développement et le perfectionnement de la civilisation de masse aux États-Unis. Elle y a permis ce dont une telle forme de civilisation ne saurait se passer : le concours, sans heurts mutuels, de toutes les forces idéalistes en vue du maintien pratique de l'ordre. Elle y a fait naître une variété de soutiens sociaux qui put paraître superflue au début, mais qui se révéla singulièrement utile au fur et à mesure que l'évolution du groupe rendait les problèmes plus vastes ou plus complexes. Ainsi, aujourd'hui, pour nous borner à un dessin sommaire, tandis que le puritanisme conserve les cadres anciens de la société américaine, le catholicisme

défend le statut de la famille en péril, le protestantisme avancé cherche des adaptations morales aux exigences du progrès matériel, le judaïsme maintient les règles de l' « efficience » économique...

A vrai dire, rien, mieux que le sort des religions en Amérique, n'y atteste l'épanouissement d'une civilisation de masse, d'essence économique. Les phénomènes de croissance religieuse ne viennent jamais des aristocraties ; ils viennent toujours de la masse. D'autre part, si les États-Unis avaient évolué dans le sens d'une société plus politique qu'économique, ils auraient fatalement exclu ou restreint la liberté religieuse, dans la mesure où elle aurait gêné l'autorité politique.

Loin de se combattre, le matérialisme économique des Américains et leur moralisme religieux se soutiennent constamment. Une bonne morale est la condition profonde d'un bon travail, comme la prépondérance des soucis pratiques est la plus sûre sauvegarde contre l'intolérance des idées.

Malheureusement, l'alliance du *make money* et du moralisme n'a pas tout prévu. Elle n'a pas prévu notamment que les exigences mêmes du rythme économique finiraient par ébranler la famille.

L'INSTABILITÉ DE LA FAMILLE

La famille américaine ne se prête pas aisément à une étude systématique. Non seulement, ici comme ailleurs, les mœurs familiales varient selon le milieu au sens étroit, mais ici les distances, les différences de climat, de tradition sociale et de tempérament, sont telles qu'on ne saurait concevoir des façons de vivre uniformes pour une famille créole de la Louisiane, pour une famille norvégienne de l'Idaho, pour une famille bessarabienne de New-York, sans parler des Mexicains du Sud et des Canadiens du Nord, sans parler, à plus forte raison, des familles « de couleur », noire, jaune ou rouge.

Les remarques précises que l'on fait à ce sujet, n'ont donc jamais qu'une portée assez superficielle. Toutefois le mouvement d'ensemble, qui entraîne la famille américaine, est assez net. Les matériaux, si l'on peut dire, de la famille américaine sont remarquablement sains, mais la construction familiale paraît de plus en plus fragile. Voilà encore un paradoxe des

États-Unis : c'est le pays, sans doute, où les mœurs privées, — sauf dans les très grandes agglomérations, — se prêtent le moins à la passion et à la fantaisie, et c'est celui où le principe de la famille semble le plus atteint !

Pour sortir du paradoxe, méfions-nous des anecdotes et des jugements « à l'européenne ».

D'abord, évitons un malentendu : l'Américain, en cela très proche de l'Anglais, aussi soucieux que l'Anglais de ses commodités corporelles et de son confort, mais naturellement formé à plus rude épreuve, ne connaît pas la pudeur plastique ; il ne connaît que la pudeur proprement sexuelle, à laquelle il attache une susceptibilité très vive. Les Latins, au contraire, associent la pudeur plastique à la pudeur sexuelle : tantôt ils les exagèrent et tantôt ils les quittent toutes les deux à la fois. D'où les erreurs fréquentes que commet l'interprétation latine devant les « audaces » américaines. Si l'interprétation latine était exacte, on devrait en conclure que les mœurs sont plus relâchées dans l'Amérique anglo-saxonne que dans l'Amérique espagnole ou indienne...

Tout le monde sait qu'aux États-Unis, la femme « commande ». On sait moins que ce « commandement », s'il lui procure la liberté et le confort matériels, ne lui assure plus, aujourd'hui, le bonheur sentimental.

La femme américaine, — dans ces anciennes « colonies » du Nord qui n'ont pas connu le métissage et où les hommes furent longtemps beaucoup plus nombreux que les femmes, — jouit non seulement d'une autorité traditionnelle, du respect et de la sauvegarde que lui garantissent les lois, mais elle est parfois plus avertie et presque toujours plus cultivée que l'homme. La jeune fille y apparaît comme un être charmant et fort, d'une franchise et d'un « naturel » qui trahissent, au plein sens du mot, la santé. Ni la femme ni la jeune fille n'ont la crainte de l'homme, et, si cette crainte avait existé, la coéducation des sexes l'aurait fait disparaître. Beauté, santé, liberté, supériorité de culture, autorité traditionnelle, protection des lois : la femme américaine a tous les atouts, sauf, peut-être, le génie du romanesque. Or, avec ces atouts, dans le mariage, il semble qu'elle ne soit plus assurée de gagner la partie ; que souvent elle la perde ; que, déjà parfois, elle commence à ne plus vouloir la jouer... Et ce sont, entre autres phénomènes,

ces divorces véritablement épidémiques, dont la plaie ne recouvre encore que les familles riches, mais qui se propagent peu à peu aux classes plus modestes.

De son côté, l'homme souffre ou s'inquiète. Car, avant la femme peut-être, il s'aperçoit du malentendu.

Ce « conflit des sexes », il ne faut en exagérer ni l'acuité ni les manifestations. Mais, aujourd'hui, on le découvre latent dans tous les réflexes moraux de la société américaine. De fait, les bases et l'avenir de cette société sont en cause.

Au regard de l'observateur étranger, le conflit apparaît déjà virtuel dans les situations respectives de l'homme et de la femme, vis-à-vis des charges et des avantages sociaux. Fondée sur le souci constant du gain, entraînée par un rythme impitoyable de concurrence et d' « efficience » sans cesse accrues, la civilisation des États-Unis est infiniment plus dure pour l'homme que pour la femme.

Le jeune homme américain est élevé dans l'obligation du *make money*, contraint pratiquement de s'y plier de bonne heure. Il n'a pas le loisir de rêver. Ses facultés sentimentales demeurent vagues et timides. Il ne trouve guère l'occasion de « s'amuser » au sens européen. On lui a enseigné le respect de la jeune fille. Il se marie très tôt, « enlevé » par un attrait subit.

Une fois le mariage accompli, la femme exigera le bonheur... Dans tous les pays d'affaires, la femme est en rivalité secrète avec le « bureau », l'« office » ou l'« usine » de son mari, avec les exigences professionnelles qui absorbent à la fois l'imagination et les efforts du mâle. Mais, aux États-Unis, la jeune femme, en même temps qu'elle essaie d'arracher moralement son mari à l'obsession du *make money*, l'y repousse matériellement. Elle l'y repousse, parce qu'elle-même subit, autant sinon plus que le mâle, l'ivresse de l'enrichissement, la contagion du luxe et des plaisirs, dont elle, précisément, a le temps de jouir. Toujours sensible aux vibrations extérieures du milieu, elle éprouve comme une sorte d'exaltation vers la liberté, le bien-être et la « dépense », dans cette civilisation qui, depuis vingt ou trente ans et surtout depuis la guerre, a été comblée par la chance, sans parler du rayonnement attractif qu'exercent sur le peuple féminin les légendes d'Hollywood et la publicité des « stars »... Il faut le reconnaître, une société trop exclusivement économique supporte mal la famille. La famille, c'est

toujours plus ou moins l'intimité, la continuité et l'épargne. Or, un rythme économique trop exigeant aboutit fatalement à ceci : les époux séparés, le mari surmené, la femme dépensière. Il force le mari à toujours « produire » davantage pour subvenir aux frais de la femme qui « consomme » toujours plus. Consommation, production, l'une entraînant et surexcitant l'autre : l'industrie y trouve son profit, la stabilité conjugale sa ruine.

Stabilité? L'existence américaine, sans racines profondes, soumise à la trépidation de villes monstrueuses, contrainte par le manque de domestiques à se réfugier dans les hôtels et les restaurants, suivant la rotation brutale des chances économiques, cette existence est frappée d'instabilité. Dans l'ordre sentimental comme en matière architecturale, elle exclut le goût de l'immuable, l'attachement au définitif.

Ainsi peu à peu le mari et la femme se séparent presque à leur insu, moralement et physiquement. Ils n'ont plus d'axe de rencontre. Pendant les heures mêmes de loisir, l'un va au club, l'autre au « dancing » ou à la piscine. Ils ne sortent ensemble que pour les dîners « d'affaires »..., jusqu'au jour où le lien trop ténu se rompt. La famille est le point sensible, le point le plus menacé de la société américaine.

L'homme peut inventer et promouvoir une civilisation, lui donner des rouages; il ne saurait garantir sa durée. C'est la femme qui assure la solidité d'un peuple. La femme américaine décidera de l'avenir social des États-Unis. Ou bien elle prendra goût de plus en plus aux avantages d'une vie tout extérieure, où elle fait, du reste, très agréable figure : dans ce cas, après vingt ou trente ans, il suffira de quelques « épreuves, » d'une crise, d'une défaite, — qui sait? — pour que le cadre moral de la société commence à fléchir irrémédiablement. Ou bien la femme américaine réagira contre l'obsession du *make money* par la culture intime, l'instruction, la finesse sentimentale, s'efforçant de donner à l'Américain ce qui lui manque aujourd'hui, le goût du raffinement, le sens de la durée et de la continuité : auquel cas les États-Unis n'auront rien à craindre pour un siècle. Toute fortune demande tôt ou tard à être défendue par des guerriers. Or, c'est la femme qui fait les guerriers, — non la femme « consommatrice » que flattent les économistes, mais la femme, elle aussi, « productrice » d'énergie, chère aux moralistes traditionnels.

LE PROBLÈME DE L'ENFANT AMÉRICAIN

Le « problème des sexes » n'a tant d'importance, on le comprend bien, que parce qu'il domine le « problème de l'enfant », lequel présente déjà, dans le milieu américain, des difficultés extraordinaires. Une évolution trop audacieuse des mœurs familiales engendrerait, aux États-Unis, un trouble beaucoup plus grave et plus rapide qu'ailleurs.

L'enfant américain se trouve aujourd'hui dans la position la plus agréable pour son bonheur immédiat et la plus dangereuse pour l'avenir de ses énergies morales. Il est le fils et l'héritier présomptif d'une formidable prospérité. Il grandit parmi des conditions de bien-être, de richesse, de progrès et de facilité inouïes. Il jouit d'une autonomie personnelle qu'à défaut d'autres causes, le relâchement des liens familiaux suffirait à expliquer. On lui enseigne tous les jours que son peuple est prédestiné à ne connaître que puissance et fortune. Un tel optimisme dans l'aisance, au départ de la vie, ne va pas sans risques pour la suite.

Cela ne va pas sans risques, surtout dans une société purement économique, où le lien historique est faible, le lien social inexistant, et où le lien national se rattache, pour toutes les dernières couches de citoyens immigrés, à un calcul de profit.

L'enfant américain se montre très heureux d'être américain, — aujourd'hui, quand on le mène en Europe, il s'y ennuie, — et très fier de sa « nationalité ». Ce faisant, il enregistre les avantages qu'il possède chez lui, il ne songe pas à une tradition et à un idéal consacrés par des épreuves. Il serait tout à fait sot de douter du patriotisme des Américains. On ne peut toutefois oublier que, dans un tiers peut-être de la population des États-Unis, — les derniers immigrés, — le sens d'une nouvelle patrie ne s'est développé qu'avec le sens d'un sort meilleur. Qu'arriverait-il si la prospérité disparaissait, si des revers venaient à faire naître des déceptions et des conflits d'intérêts ? Rien ne serait plus dangereux, pour l'avenir de l'unité américaine, qu'un patriotisme purement économique, un patriotisme fondé sur l'hypothèse de succès et de gains continus.

Nous l'avons déjà dit, l'idée nationaliste est un non-sens aux États-Unis. Nous venons de montrer qu'un patriotisme de

l'intérêt y serait dangereux. Reste l'idée d'une « civilisation supérieure ». Mais cette idée ne peut se séparer, pour l'enfant comme pour l'homme, en principe d'un concept moral, en pratique d'un certain raffinement des mœurs. Or, ni le concept moral, ni, à plus forte raison, le raffinement des mœurs ne survivraient à l'écroulement de la famille ou même à d'incessants divorces...

Ces remarques un peu pessimistes sur l'évolution de la famille américaine s'appliquent évidemment beaucoup moins aux villes moyennes ou petites et aux campagnes qu'aux grands centres urbains. Mais il ne faut pas oublier que six ou sept villes groupent déjà le quart de la population des États-Unis. Il ne faut pas oublier non plus que si l'afflux des immigrants étrangers est aujourd'hui canalisé, l'émigration des campagnes vers les villes, sous l'influence de la crise agricole et par l'attrait du bien-être, a pris une ampleur inquiétante. Les États-Unis sont à la tête du mouvement qui entraîne le monde entier vers un type de civilisation presque exclusivement urbain.

Ils sont à la tête... et ils paraissent les plus menacés par les conséquences morales d'un tel fait. Car, à l'encontre de ce que l'on pourrait croire, le vieil esprit de l'Amérique, dont sortit le moralisme qui sert encore d'armature à la société américaine, n'était à aucun degré un esprit citadin ou « bourgeois ». C'était l'esprit des « fermiers » et des « pionniers ». La croissance ininterrompue des grandes agglomérations au détriment des petits centres et des campagnes doit donc fatalement dénaturer puis dissoudre le moralisme ancien. Déjà on observe que New-York et Chicago, ressorts essentiels de la mécaniqne américaine, ne sont plus dans l'axe moral du reste des États-Unis.

L'excès de croissance urbaine produit des effets d'ordre social bien connus. Le premier, est, précisément, d'imposer aux individus des conditions de vie qui ne favorisent pas la stabilité familiale. Un deuxième effet est de multiplier les risques de toute nature que comportent les crises de chômage. On frémit à l'idée de ce qui adviendrait, par exemple, dans l'agglomération new-yorkaise, où vivent aujourd'hui près de huit millions d'âmes, si un événement quelconque privait New-York de ses chances de prospérité et de travail.

Pour écarter les dangers encore peu apparents, mais profonds, qui menacent la société américaine, et d'abord la

famille, les dirigeants des États-Unis doivent se convaincre qu'une grande partie de ces dangers vient du développement monstrueux des villes.

L'ARISTOCRATIE D'AFFAIRES

Mais qui dirige la vie sociale aux États-Unis ?

L'organisme politique y est réduit au minimum. L' « étatisme » n'y existe pas. N'ayant eu ni grands efforts à déployer pour asseoir sa constitution, ni luttes très prolongées à soutenir pour étendre son territoire ou le défendre, ayant, d'autre part, échappé aux dissensions durables qui provoquent, par réaction, le renforcement des pouvoirs administratifs, la société américaine ne contient aucune de ces « castes », aucune de ces « bureaucraties », aucun de ces « états-majors », dont l'esprit de corps, inspiré de traditions rigides, agit d'une manière à peine perceptible du dehors, mais continue, sur le destin des peuples. Elle est restée, soulignons-le encore, une société économique.

Là comme ailleurs, pourtant, le moteur social est une « aristocratie ». Il ne s'agit pas, bien entendu, des dix ou quinze familles que leur genre de vie et leurs alliances rattachent aux « mondanités » de la vieille Europe. L'aristocratie américaine est d'un caractère tout particulier : une aristocratie d'affaires, dont les types individuels se renouvellent très vite, mais dont l'esprit et les tendances ne varient guère.

On estime que le gros de la fortune et des affaires américaines est détenu ou contrôlé par un nombre de gens qui représenterait à peu près 15 pour 100 de la population des États-Unis. Sous l'aspect d'une démocratie à richesse et à bien-être diffus, nous découvrons un capitalisme fortement concentré. Ce fait prend toute sa valeur quand on le rapproche de la faiblesse de l'organisation politique. Pratiquement, la classe des aristocrates d'affaires dirige la société américaine et, s'il arrive que cette classe soit divisée par des compétitions d'intérêts, elle exerce une influence unique et à peu près irrésistible sur l'ensemble du corps social. Elle comprend les lanceurs d'entreprises, les banquiers, les principaux industriels, les chefs de compagnies, les maîtres du commerce de gros et ceux des grands magasins, tous assistés d'un cortège de « conseils », légistes, financiers, etc.

Monde d'origine très variée et de recrutement aussi peu systématique que possible. Couches superposées de « pionniers », d'entrepreneurs, de spéculateurs et même d'employés heureux. N'imaginez pas les « honoraires » et les fils de famille que l'on rencontre, en Europe, dans tout conseil d'administration qui se respecte. En Amérique, l'homme n'arrive et ne résiste qu'autant qu'il est « efficace ». L'âge moyen des dirigeants effectifs n'y dépasse guère quarante-cinq ans. Parmi eux, notamment dans les banques, un assez grand nombre d'immigrés d'Europe qui ont su tirer profit de l'énorme développement des villes américaines depuis vingt ans. Presque tous ces *businessmen* montrent une « façade » de camaraderie courtoise et obligeante qui les rend sympathiques ; au fond, ils sont réservés, instinctivement aux aguets.

Leur but constant est le même que celui de leurs prédécesseurs : exploiter toutes les chances de l'Amérique, mettre en valeur toutes les possibilités d'affaires, — non point pour se retirer une fois le coup fait, mais pour aller sans cesse plus avant. Ils sont humains, philanthropes, ne chicanent à personne le droit de réussir et distribuent volontiers à la masse le confort qu'elle réclame. Ils pratiquent entre eux une concurrence serrée, mais franchissent rarement certaines barrières de solidarité collective au delà desquelles l'individu risque d'être brisé par les représailles du groupe.

Cette aristocratie d'affaires semble vraiment capable, si les choses restent égales, de maintenir et d'accroître encore la fortune des États-Unis. Mais, faute de désintéressement, elle aurait beaucoup de peine à sauver les cadres de l'unité et de la civilisation américaines dans le cas où des accidents graves de caractère économique atteindraient le bien-être d'une masse qui, par ailleurs, aurait perdu le soutien moral et familial.

L'Amérique réussira-t-elle à se constituer une aristocratie dont la vigilance dépasserait celle des hommes d'affaires ?

En attendant, la société américaine n'est vraiment solide que dans la mesure où ses bases économiques sont assurées.

LUCIEN ROMIER.

(*A suivre.*)

MADAME DE POMPADOUR

ET LA POLITIQUE

II[1]

L'ÉGLISE

La Cour formait une société singulière, tout artificielle, absorbée par ses intrigues et le spectacle amusant de sa propre vie. On était à ce point isolé de la nation que certains événements les plus graves du royaume y retentissaient à peine. Les affaires arrivaient chez le Roi dans le portefeuille des secrétaires d'État et se discutaient dans son cabinet, sans émouvoir cette foule aux habits brodés qui se pressait à deux pas, aux heures d'usage, dans la Grande Galerie et le salon de l'Œil-de-Bœuf. Quelques vieux courtisans avertis s'en entretenaient avec les ministres, qui habitaient tous Versailles et y avaient leurs bureaux, mais seules comptaient pour la Cour et la passionnaient les questions de personnes, les promotions de cordons bleus, les désignations d'ambassade, surtout la répartition des régiments, à laquelle étaient intéressées toutes les nobles maisons. On prêtait une attention distraite aux conflits des Parlements avec la Couronne, sans s'apercevoir qu'il ne s'y débattait rien de moins que l'avenir de la royauté. En janvier 1753, en pleine lutte entre les magistrats et le Clergé, M. de Croÿ s'étonnait de cette indifférence : « On ne parlait point à la Cour des grandes affaires de l'Archevêque et du Parlement, qui faisaient alors tant de bruit partout ailleurs ». Le duc de Luynes note la même

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

légèreté, et c'est autour de lui qu'il observe combien les Français « sont faciles à distraire des choses les plus importantes pour les plus frivoles ». Le nouveau spectacle des bouffons italiens à l'Opéra ou la « présentation » d'une jolie femme à leurs Majestés tenaient plus de place dans les conversations du Château que l'arrivée des lourds carrosses du Parlement amenant les présidents et les conseillers, dont les robes rouges remplissaient les antichambres aux jours de remontrances solennelles. Ce n'était pour les hôtes de Versailles que des manifestations malséantes de sujets désobéissants, qu'il appartenait au souverain de mettre à la raison.

Quelqu'un pourtant gardait de ces rencontres un souvenir pénible et presque douloureux, le dissimulait à tous, y songeait dans ses insomnies et en méditait les conséquences. Louis XV savait fort bien que ses paroles royales, même dites sèchement et de haut, perdaient chaque fois de leur force sur ces magistrats orgueilleux, imbus, comme il le disait, d'un esprit « républicain ». On gagnait simplement du temps, sans rien résoudre des difficultés bientôt plus pressantes. Pour forcer son Parlement rebelle à enregistrer les édits ou lettres de jussion, au besoin les arrêts du Conseil, Louis XV avait à sa disposition l'appareil solennel et rigoureux du lit de justice. Qui ne voyait, à la violence des polémiques soulevées dans le public, que ces moyens s'usaient à trop servir? Habitué par sa réflexion solitaire à envisager ces choses sans illusion, le Roi sentait fléchir entre ses mains le pouvoir absolu, que toute son éducation et les expériences de son règne lui faisaient croire nécessaire à la France.

I

Louis XV avait plusieurs des qualités d'un bon Roi, l'intelligence lucide, le jugement droit, le désir de savoir la vérité et le sentiment des devoirs du prince envers son peuple. Il acceptait la responsabilité d'une puissance sans contrôle que lui avait léguée son prédécesseur; mais la difficulté de l'exercer, qui croissait avec le temps, décourageait de bonnes intentions, que soutenait mal un vouloir fléchissant. S'il hésitait si souvent dans l'action, n'était-ce point parce qu'il la croyait vaine? La discorde entre son Clergé et son Parlement, où tant d'intérêt et

d'orgueil de caste se dissimulaient sous l'invocation du bien public, achevait de confirmer en lui cet immense mépris des hommes que lui avait inspiré de prime abord la vue quotidienne de sa Cour. Après Fleury et Noailles, et la bonne comtesse de Toulouse, il ne mit plus sa confiance en personne ; et celle qu'il témoigna à Mme de Pompadour, dont il savait cependant l'affection sincère, n'alla jamais jusqu'à l'initier à son « secret ». Cette pensée royale, au milieu des magnificences et des hommages, vit et meurt dans la solitude. Louis, ne prêtant qu'une attention ennuyée aux plaisirs qu'on lui forge, ne se réveille qu'au remords, seul aiguillon de son indifférence. Sous le grand air distant, qui dissimule son âme véritable, ce Roi désabusé dévore plus d'une souffrance. La lassitude des sens suit les désordres de la chair ; la vision du désastre à venir châtie les défaillances de la volonté. Mais, de toutes les misères qui l'accablent, les plus cruelles sont la certitude d'être mal servi dans les affaires de l'État et cette conviction, peu à peu enracinée en lui, que les maux dont souffre le royaume sont inguérissables.

Au Conseil, le Roi a peu de bons serviteurs, et ne s'est pas soucié d'en augmenter le nombre. Son chancelier est un Lamoignon, c'est-à-dire un honnête homme, mais il a peu de lumières et soixante-six ans bien sonnés. Puisieux, Saint-Contest, Rouillé se succèdent aux Affaires étrangères, également médiocres, toujours débordés par les événements. Avant d'être gouverné par les bureaux de ce département, Rouillé le fut par ceux de la Marine, qui lui échut après la disgrâce de Maurepas; encore savait-il compter les vaisseaux du Roi, ayant été commissaire royal à la Compagnie des Indes. L'ancien théatin Boyer, évêque de Mirepoix, premier aumônier de la Dauphine, tient la « feuille » des bénéfices et s'occupe des affaires ecclésiastiques; Bernis qu'il a éconduit, l'accuse d'avoir, « à force de zèle et de dureté, su ranimer les cendres éteintes du jansénisme ». C'est une belle opération, en vérité, et dont on voit les résultats. Comme ministres d'État, Louis XV conserve le maréchal de Noailles, le dévouement et la conscience mêmes, malheureusement fort âgé, puisqu'il prit Girone en 1710. Il y a encore le comte de Saint-Florentin, qui a le département de la Maison du Roi, courtisan de naissance et sachant à merveille les choses de la Cour, et le comte de Saint-Séverin, négociateur sans gloire de la paix d'Aix-la-Chapelle, suffisant et borné, qu'on a cru

diplomate parce qu'il est né Italien. Parmi ces hommes réunis autour de la table du Conseil, deux ministres seulement se font écouter du Roi, M. de Machault et le comte d'Argenson, et naturellement ils se détestent.

Jean-Baptiste de Machault, seigneur d'Arnouville, a débuté au Parlement, obtenu une présidence au Grand Conseil, l'intendance de Hainaut, puis la charge de ministre d'État et la garde des sceaux; il administre le contrôle-général des Finances, dont le Roi le déchargera en 1754 pour lui donner la Marine. Cet homme considérable n'a point le secret de plaire, le portrait de la Tour marque son extérieur froid, sa contenance grave, mais la parole est exacte, claire, expose les affaires en peu de mots. Louis XV lui sait gré de procurer de l'argent, comme à M. d'Argenson de créer des armées. Il a montré, pour augmenter les ressources de l'État, que les mesures extrêmes ne l'arrêtent point, et qu'il veut attacher son nom aux grandes réformes. Sa pénétration comprend le danger que fait courir à la monarchie l'extension indéfinie des privilèges. Il en veut commencer la destruction par ceux du Clergé, et s'attaque hardiment aux biens de mainmorte. Son fameux impôt du « vingtième », que Voltaire appuie d'un excellent pamphlet, ne fait crier tant de gens que parce qu'il est universel; et la Cour dénonce, du ton méprisant qu'elle sait prendre, le despotisme « du Machault ». Mme de Pompadour, si loin de la Cour par ses origines, le ménage, le défend, utilise son obligeance pour ses affaires particulières et, pour les affaires publiques, s'instruit auprès de lui.

L'intimité de leur liaison est scellée par une haine commune. Le comte d'Argenson s'est déclaré leur ennemi, et tout ce qui leur est hostile met aux nues le ministre de la Guerre. Cet homme séduisant est plus encore un habile homme. Le marquis d'Argenson, son frère, qui aime sa personne et critique sa conduite, l'invective constamment pour ses complaisances envers « les prêtres ». Il s'inquiète de le voir aux mains de cette terrible comtesse d'Estrades, qui renforce son ambition d'une ambition plus âpre encore et compromet la dignité du ministre dans des rancunes de femme. D'allures sceptiques, de parole enjouée, au fond résolu et calculateur, Argenson n'a qu'un sentiment tout à fait désintéressé, son affection pour la Reine. La bonne Marie Leczinska, qui l'appelle gentiment « Cadet », ne

peut servir en rien, ni à personne. Toutes les autres amitiés du comte contribuent à sa sûreté ou à l'accroissement de son pouvoir. Il a fait détacher à son profit du secrétariat d'État de la Maison du Roi le Département de Paris, qui met entre ses mains la grande police. Ses fonctions de ministre, en un temps où la guerre est toujours déclarée ou prochaine, le rendent indispensable à toute la noblesse. Il a multiplié dans l'armée les grades supérieurs et les récompenses et chargé de vingt millions par an l'état des pensions militaires. C'est le point où il se heurte à la marquise, qui tient à se réserver le domaine des faveurs. Quand les puissances ennemies consentent à s'accorder, c'est le maréchal de Belle-Isle qui négocie les concessions communes. D'ordinaire, le solliciteur doit opter entre les deux patronages et, son choix fixé sur l'un, compter qu'il sera combattu par l'autre. L'hostilité de M. d'Argenson, s'ajoutant à celle du prince de Conti, ne laisse pas d'inquiéter la marquise. Il lui passe parfois en tête d'abandonner la partie et de se retirer volontairement, en plein triomphe, avant que le Roi se lasse de sa présence et lui retire ses bienfaits. Quitter la Cour alors qu'elle est encore puissante et sûre d'être regrettée, l'idée séduit l'imagination romanesque.

Les amis de cœur, Gontaut et Soubise, ne lui permettaient pas cette sottise. Elle voudrait leur adjoindre un conseiller plus subtil pour l'aider à démêler les nuances de sa situation. Précisément lui revient son plus ancien familier, l'homme avisé qui a guidé à la Cour ses premiers pas et à qui elle peut se fier en toutes choses. L'abbé, comte de Bernis, qu'elle a fait nommer à l'ambassade de Venise, est devenu un homme tout à fait sérieux. Il ne rime plus ces madrigaux délicats qui l'ont mené à l'Académie, et cherche à faire oublier, en sa diplomatique personne, le galant « petit collet » que Voltaire surnomma « Babet la bouquetière ». S'il ne songe nullement encore à prendre la prêtrise, il souhaite de n'être pas oublié dans la distribution des abbayes, puisque, étant cadet sans fortune, il s'est fastueusement endetté à servir le Roi. La marquise se doit d'y penser, car ce fidèle ami a profité de son séjour en Italie pour la réconcilier avec Madame Infante, qu'il a beaucoup vue à Parme et qui l'honore d'estime et d'amitié. Fille préférée du Roi, très aimée de ses sœurs qui la fêtent à ses voyages en France, la femme de Don Philippe pourrait devenir pour l'ancienne maîtresse un

excellent appui auprès de la famille royale. Le service rendu par Bernis est donc fort appréciable et, pendant le long congé qu'il vient prendre à Versailles, il est tout disposé à en rendre d'autres

Ses mémoires nous décrivent à cette date l'état d'esprit de sa bienfaitrice : « Je trouvai M[me] de Pompadour fort dégoûtée de la Cour. Elle me montra la copie des lettres qu'elle avait écrites au Roi pour lui demander la permission de se retirer; elle ne me fit pas non plus mystère de celles qu'elle lui écrivait sur les affaires. Les premières me persuadèrent seulement qu'elle avait de l'humeur et du dégoût, mais je n'y vis pas la ferme résolution de quitter le monde; les secondes, au contraire, me parurent admirables. Je lui conseillai de changer le style des premières lettres, qui, à la longue, pouvait fatiguer le Roi, et de demeurer à la Cour, dont elle n'était pas détachée et où elle pouvait être utile... A l'égard des lettres que M[me] de Pompadour écrivait pour le bien des affaires, je n'aurais jamais cru qu'elle eût dit la vérité au Roi avec tant d'énergie et même d'éloquence, je l'en aimai mieux et l'en estimai davantage. Je l'exhortai à ne pas affaiblir son style et à continuer à dire la vérité avec force et courage. Je lui fis sentir qu'elle s'était mal conduite dans la jalousie qu'elle avait montrée contre le prince de Conti; que plus elle insisterait à le faire éloigner, plus elle risquait de trouver de résistance de la part du Roi... Je l'engageai même à se raccommoder avec M. le comte d'Argenson, et à sacrifier au bien des affaires des ressentiments personnels. Elle se rendit avec un peu de peine à mes conseils; mais, enfin, elle me chargea de cette négociation, à laquelle M. d'Argenson se refusa constamment... »

Ce que M[me] de Pompadour redoute le plus en M. d'Argenson, c'est que ce brillant correspondant de Voltaire est aussi l'ami de l'archevêque de Paris. Or, Christophe de Beaumont n'a jamais cessé d'afficher son mépris pour elle. Ce prélat est une sorte de saint, sans accommodement avec le monde, qui ignore comment s'y prendre pour obtenir un chapeau de cardinal, mais sait les devoirs de sa charge qui l'obligent d'avertir les rois. Ne voulant rien connaître des changements de rapports qu'on dit survenus entre Louis XV et sa maîtresse, il persiste à prétendre qu'il y a scandale grave à les voir vivre l'un auprès de l'autre. C'est lui, dit-on, qui a inspiré les prédicateurs si

durs de l'année du Jubilé, où la favorite traversa de mortelles inquiétudes. Tant qu'un Beaumont n'est pas réduit au silence, tant qu'un Argenson garde l'oreille du Roi, elle sent que sa situation n'est point assurée. Toute la famille royale, qui veut convertir le grand pécheur, a des confesseurs jésuites ; si le Roi changeait de vie, il en prendrait assurément un lui-même, et M. d'Argenson, qui pourtant ne se confesse guère, deviendrait cette fois fort dangereux. Tel est le point de vue, médiocre et tout personnel, d'où Mme de Pompadour suit, pendant les premières années, la querelle qui s'envenime entre le Clergé et les Parlements. Ce n'est que peu à peu qu'elle s'habitue à la voir de plus haut, et presque avec les yeux de Louis XV, quand l'audace parlementaire élève le conflit jusqu'à la couronne.

II

L'état normal de la France paraît être la guerre civile. Avec des formes adoucies par les mœurs et sous des noms plus nouveaux que les passions qui les animent, les factions d'alors poursuivent cette longue lutte religieuse qui n'a presque jamais cessé dans notre pays. Enflammés aisément par l'idée abstraite, habiles à y rattacher des intérêts de parti, charmés par la matière d'éloquence et de chicane que comportent de telles batailles, les Français mêlent aisément la polémique à la philosophie et l'intolérance à la religion. Ainsi s'infligent-ils de nobles et stériles déchirements, sauf aux époques où l'attaque de l'étranger les oblige à se réunir pour le vaincre. Afin d'attiser leurs querelles, le XVIIIe siècle a hérité, de celui de Louis XIV, le brandon mal éteint du jansénisme.

Nos pères se sont combattus en s'attribuant des deux côtés une mission de vérité religieuse et politique. Constatons seulement que la bulle *Unigenitus*, qui devait apporter la paix à l'Église de France, n'a fait qu'envenimer ses divisions. Dans une société où tout le monde se mêle de théologie, l'ardeur des laïques dépasse parfois celle des gens d'église. Zèle indiscret, manie persécutrice, révolte inconsidérée, tout mène à la ruine de la foi chrétienne, et le philosophisme, qui a longtemps cheminé dans l'ombre, est assez mûr aujourd'hui pour bénéficier à la fois des maladresses jansénistes et molinistes.

Un scandale sans fin se multiplie au cours du siècle. Des

évêques obligent leur clergé à refuser les derniers sacrements aux malades suspects de ne point adhérer à la bulle ; il faut le billet de confession d'un prêtre approuvé pour obtenir le droit de bien mourir. Ces instructions, assurément régulières, prêtent en fait à tous les abus. Les familles adressent leurs plaintes au Parlement. Le Parlement, où le jansénisme a ses forteresses et que le vieil esprit légiste dresse aisément contre l'Église, ne peut manquer de saisir l'occasion d'empiéter sur elle. Il leur plaît de déclarer que des condamnations doctrinales du Pape n'engagent point en France la foi des fidèles. Dénonciations, enquêtes, poursuites, amendes et prises de corps accablent de pauvres prêtres obéissant à leur évêque ; ceux qui portent le viatique aux malades sont sommés par huissier d'avoir à l'administrer sans billet, même à des hérétiques notoires. L'aigreur augmente ; le peuple s'ameute ; les ecclésiastiques sont insultés. Tel est le tableau de Paris au milieu du siècle ; et l'agitation gagne les provinces, où des prélats nombreux élèvent contre les prétentions parlementaires les mêmes protestations que Christophe de Beaumont, vengeur incorruptible de la doctrine.

Le Roi est depuis longtemps préoccupé de ce conflit, dont les échos troublent son Conseil. Ils troublent aussi sa famille, qui tout entière a pris parti. Le Dauphin, la dauphine Marie-Josèphe, Mesdames de France, sont pour l'archevêque. La bonne Reine elle-même, si effacée d'ordinaire, ose parfois se montrer : elle reçoit dans son intimité, à Versailles, quand, par hasard, il consent à s'y rendre, le pieux évêque d'Amiens, M. de la Motte, grand ami de Beaumont et son émule dans l'intransigeance. Cette unanimité de la famille royale n'est pas sans influencer Louis XV, qui cherche cependant à se décider par soi-même. Jusqu'à présent, il n'a point trouvé bon de prendre parti ; mais, la paix du royaume étant compromise, il ne peut ajourner son devoir de décider, d'admonester et de punir. On se demande aujourd'hui quelle autorité conserve, pour ce rôle d'arbitre religieux, un souverain déjà décrié par ses mœurs. Elle est entière, car la fonction royale n'a point encore perdu son prestige. Il ne faudrait, chez le Roi, pour la remplir utilement, qu'une volonté plus décidée ; et c'est, malheureusement, par coups successifs et sans suite qu'il va frapper, ne satisfaisant même pas le camp qu'il épargne

Sa clairvoyance et les hésitations qui l'empêchent d'y obéir,

apparaissent dans une conversation du début de 1753. Pris en note le jour même, par une personne sans imagination, la femme de chambre de Mme de Pompadour, ces propos semblent rapportés avec exactitude : « Le maître entra tout échauffé, raconte-t-elle. Je me retirai, mais j'écoutai dans mon poste. — Qu'avez-vous? lui dit Madame. — Ces grandes robes et le clergé, répondit-il, sont toujours à couteaux tirés. Ils me désolent par leurs querelles. Mais je déteste bien plus les grandes robes. Mon clergé, au fond, m'est attaché et fidèle; les autres voudraient me mettre en tutelle! — La fermeté, lui dit Madame, peut seule les réduire... » M. de Gontaut entra et, voyant qu'on parlait sérieusement, ne dit rien. Le Roi se promenait agité, puis, tout à coup, il dit : « Le Régent a eu bien tort de leur rendre le droit de faire des remontrances; ils finiront par perdre l'État. — Ah! sire, dit M. de Gontaut, il est bien fort pour que de petits robins puissent l'ébranler. — Vous ne savez pas ce qu'ils font et ce qu'ils pensent! reprit le roi : c'est une assemblée de républicains. En voilà, du reste, assez : les choses comme elles sont dureront autant que moi. Causez-en un peu, madame, dimanche, avec M. Berryer. » Les « petits chats » de la marquise, Mmes d'Esparbès et d'Amblimont, entrèrent alors, gaies et pimpantes de jeunesse, et le Roi leur conta des histoires de chasse.

Il faut pourtant venir aux actes. Le 22 février 1753, l'animosité du Parlement étant évidente, le Roi ordonne que, désormais, toutes les affaires relatives aux sacrements seront évoquées devant son conseil. Le Parlement refuse, par deux fois, d'enregistrer ces lettres, rédige des remontrances, qui ne sont point reçues. Dans la nuit du 8 au 9 mai, les mousquetaires parcourent Paris pour porter aux hôtels de Messieurs des Enquêtes et Requêtes l'ordre d'exil qui les disperse dans le royaume. Deux jours après, les présidents et conseillers de la Grand chambre, conservés en place par le Roi pour le fonctionnement de la justice, protestent contre cette exécution et sont, par lettre de cachet, transférés à Pontoise. Les esprits se soulèvent; les placards injurieux pullulent. Les parlements provinciaux, qui affectent de ne former qu'un grand corps avec celui de Paris, se mettent, à leur tour, à décréter des curés et même des évêques. Louis XV est bien vite embarrassé; il est pressé par les nécessités de la justice, qui a cessé d'être rendue

dans le ressort de Paris et, d'autre part, les charges vénales des parlementaires représentent une somme considérable, qu'il ne peut rembourser. Influencé par le prince de Conti, qui se ménage un rôle, il se voit contraint de rappeler les exilés. Sa déclaration du 2 septembre intervient pour masquer cette reculade : « Nous avons, dit-elle, reconnu dans tous les temps que le silence est le moyen le plus efficace pour rétablir l'ordre et la tranquillité publique... » C'est donc le silence qu'impose le Roi aux deux partis « sur les matières qui ont fait l'objet des dernières divisions », enjoignant à sa cour de Parlement « de procéder contre les contrevenants conformément aux ordonnances ».

L'injonction imprudente laisse aux magistrats les moyens de rouvrir la lutte, la paix publique à leurs yeux n'étant troublée que par leurs adversaires. Comme le clergé de Saint-Étienne-du-Mont vient de refuser les sacrements à une vieille fille de la paroisse, ancienne convulsionnaire, le Parlement dénonce le fait au Roi. L'archevêque approuve ses prêtres. Le débat est porté à Versailles. Le prélat et le premier président, Maupeou, sont appelés dans le cabinet du Roi. On compte, à la porte, le temps qu'ils y passent l'un et l'autre : le premier est gardé quarante minutes; le second a deux audiences, l'une de dix-neuf minutes, l'autre d'une heure. C'est le légiste qui l'a emporté. Argenson lui-même s'est rallié à l'opinion de Conti. L'archevêque reçoit l'ordre de quitter Paris et de se rendre à sa maison de Conflans, tandis que les robins, toujours opposés aux lettres de cachet, applaudissent à celle qui frappe l'ennemi. La joie est au comble, quand M. de Maupeou fait circuler une lettre du Roi commençant ainsi : « J'ai marqué mon mécontentement à l'archevêque de Paris, en le punissant de manière à faire connaître la ferme résolution où je suis de maintenir la paix dans mon royaume... » Louis XV ajoute bien : « Je compte que mon Parlement n'ira pas plus loin contre lui... et en usera avec la plus grande circonspection relativement aux choses spirituelles »; mais ce qui émerveille, c'est le mot de « punition » appliqué au prélat : « On admire, écrit l'avocat Barbier, la fermeté du Roi et on l'élève autant qu'on l'avait rabaissé depuis deux ans. » La lettre au premier président a été, paraît-il, rédigée en comité chez Mme de Pompadour; deux ministres ayant insisté pour que l'expression dure fût adoucie, le Roi

a tranché le débat en disant : « *Quod scripsi, scripsi* »; et ce latin fut péremptoire.

Si l'on attribue en partie à la marquise la rigueur contre l'archevêque, celui-ci ne l'accuse de rien moins que de travailler à la ruine de la religion, suivant un plan arrêté avec les philosophes. Au début des amours royales, n'a-t-elle pas reçu les félicitations intéressées de Voltaire, interprète des espérances du parti? N'a-t-elle pas maintenant autour d'elle, comme pensionnaires ou comme amis, les plus dangereux adversaires de la foi? Elle se montre curieuse de la publication de l'Encyclopédie, l'encourage de sa souscription. Tout ce monde de gens de lettres a ses entrées à Versailles, assez près d'elle pour qu'elle semble un peu leur complice. Son bel appartement du parterre a des entresols étroits qu'éclaire mal une petite tour, mais qui suffit pour abriter l'existence d'un sage. Elle y loge François Quesnay, son médecin et le premier médecin ordinaire du Roi, qui poursuit du matin au soir les calculs d'économie rurale et politique d'où sortira toute une école. Ce modeste voisin de la marquise donne à dîner à la philosophie et réunit à la même table de gais convives, Diderot, d'Alembert, Duclos, Helvétius, Turgot, Buffon et Marmontel. Le témoignage de ce dernier compromit Mme de Pompadour en cette belle compagnie. « Ne pouvant pas, dit-il, engager cette troupe de philosophes à descendre dans son salon, elle venait elle-même les voir à table et causer avec eux. » L'entresol du docteur a été un peu défiguré et c'est fort dommage; on aimerait y évoquer une réunion sans pareille et les visites à l'échappée de la marquise.

Quesnay reste pendant longtemps le directeur de sa santé et de sa conscience. Elle n'a pas eu à lui concilier le Roi, qui aime beaucoup son médecin et le laisse librement développer devant lui les axiomes agricoles et financiers auxquels se réduit son système. Elle-même se plaît à son franc parler, aux allures ardentes ou plaisantes de sa conversation. Elle lui demande un jour s'il admire les grands poètes : « Comme de grands joueurs de bilboquet », répond le docteur ; mais ses attaques familières visent des adversaires plus redoutables. Le marquis de Mirabeau, « l'ami des hommes », qui passe à la Cour, a trouvé mauvais visage à Sa Majesté, elle vieillit : « Tant pis, mille fois tant pis! dit Quesnay. Ce serait la plus grande perte pour la France, s'il venait à mourir ». Et il soupire en levant les yeux au ciel.

« J'aime aussi le Roi, dit Mirabeau; mais je ne vous ai jamais vu si passionné. — Ah! dit le docteur, je songe à ce qui s'ensuivrait. — Eh bien! le Dauphin est vertueux. — Oui, et plein de bonnes intentions, et il a de l'esprit. Mais les cagots auront un empire absolu sur un prince qui les regarde comme des oracles. Les Jésuites gouverneront l'État comme sur la fin de Louis XIV; et vous verrez le fanatique évêque de Verdun, premier ministre, et La Vauguyon tout puissant sous quelque autre titre. Les Parlements alors n'auront qu'à bien se tenir. Ils ne seront pas mieux traités que mes amis les philosophes. — Mais ceux-ci vont trop loin, répond Mirabeau. Pourquoi attaquer ouvertement la religion? Duclos me disait, il y a quelques jours : « Ces philosophes en feront tant, qu'ils me forceront à aller à la messe et aux vêpres. » Le médecin avouait quelques excès de ses amis. Mais comment n'être pas indigné du fanatisme des autres, ne pas se ressouvenir de tout le sang qui a coulé pendant deux cents ans? « Soyez persuadé, monsieur, que les temps de Jean Huss, de Jérôme de Prague reviendront; mais j'espère que je serai mort. » Le bon Quesnay croyait fermement que Lefranc de Pompignan songeait à allumer les bûchers; Voltaire le disait sans y croire, mais de tels propos répétés devant la marquise ne contribuaient guère à la rassurer sur son avenir.

Pour le moment, le pouvoir s'en prend aux évêques; exil de la mitre à Orléans, à Troyes, à Aix, à Saint-Pons; saisie du temporel de Vannes; lettre pastorale d'Auch brûlée par le bourreau. Le Parlement triomphe et se risque sur la voie du schisme; un édit du 18 mars 1755 refuse à la bulle *Unigenitus* « le caractère ou les effets de règle de foi ». Le Roi Très Chrétien ne peut faire moins que de casser l'édit par arrêt du Conseil et d'y rappeler que la bulle est « loi de l'Église et de l'État ». C'est que, si Louis XV a besoin de son Parlement, il lui faut aussi, à la veille de la guerre avec l'Angleterre, les subsides de son clergé. L'Assemblée solennelle tenue à Paris au mois de mai vote un « don gratuit » de seize millions, et le Roi lui demande d'étudier les moyens de ramener la paix dans les esprits. Les évêques, tous d'accord pour condamner l'intervention des Parlements dans la discipline ecclésiastique, cessent de l'être quand il s'agit de définir le cas où les sacrements doivent être refusés. L'assemblée se partage par moitié sans pouvoir conclure. Le

cardinal de La Rochefoucauld est à la tête des prélats modérés, qui cherchent des tempéraments et dont plusieurs voient, dans l'intransigeance de leurs confrères, une des causes de l'affaiblissement de la foi. Les deux partis décident que la contestation sera soumise au jugement paternel du Pape, et cette décision permet à Louis XV d'espérer une solution prochaine.

III

Tous ces événements se reflètent dans une correspondance intime de Mme de Pompadour, adressée à M. de Stainville. L'ambassadeur du Roi à Rome est chargé de la délicate mission d'obtenir de Benoît XIV, malgré les mauvaises dispositions du nonce et les intrigues des partis, les mesures de pacification qu'attend son maître. Dès les premiers jours, l'ami de la marquise avait eu l'oreille du Pontife, et les moindres avantages qu'il obtenait à Rome étaient pour elle comme des succès personnels. Sa reconnaissance, son amitié, son amour-propre étaient intéressés à la réussite de cette ambassade, obtenue non sans peine pour son protégé. On devine ces sentiments dès les premiers documents.

Le 3 janvier 1755 : « Le Roi est content de votre lettre particulière et de la conduite que vous avez tenue au sujet de l'archevêque. Je voudrais qu'avec toute la prudence imaginable, et sans commettre l'ambassadeur, vous puissiez vous ménager des moyens de parler seul au Pape. Peut-être pourra-t-il se trouver quelque occasion où cela pourrait vous être utile.» Le 1er février : « Ne perdez pas courage; ne vous laissez pas abattre par l'ennui que l'on m'a dit être terrible à Rome. Occupez-vous sans cesse des grandes affaires dont vous êtes chargé et auxquelles je veux absolument que vous réussissiez. Donnez-moi des armes pour faire oublier ce qu'on m'a dit, lorsque vous avez été nommé ambassadeur, et soyez sûr que je les emploierai efficacement. » Les préventions de Louis XV commencent à céder, si l'on en croit l'anecdote ainsi contée : « Le Roi m'a dit ce matin : « Que dites-vous de ce coquin de Stainville, qui veut déjà me tirer les vers du nez pour ma nomination au « chapeau »? M. de Soubise, qui était présent, a été surpris et fort aise du ton sur lequel vous êtes avec le Roi. Il vous aime et en a parlé en conséquence. » Soubise

appuiera, on peut le penser, la demande de l'ordre du Saint-Esprit que la marquise fait entrevoir à Stainville comme sa prochaine récompense. Que d'allusions désormais « à cette petite aune de ruban bleu », à « ce petit courrier bleu », qu'elle aura tant de joie d'envoyer à Rome !

Stainville sait l'art d'entretenir cette amitié vigilante par les grandes protestations et les petits présents. On le remercie plus d'une fois d'un bijou romain choisi pour plaire à un goût difficile : « L'opale que vous m'avez envoyée, monsieur, est admirable; vous m'avez fait grand plaisir. » Une autre fois, le cadeau retournera à son auteur : « Je vous rends mille grâces, monsieur, du camée que vous m'avez envoyé; la pierre est très belle et ornera parfaitement la jolie petite main de Votre Excellence... » D'autres jours, c'est une offre d'achat qui est transmise : « Je n'ai pas besoin du diamant rose. S'il est d'un prix médiocre et joli, je le prendrai peut-être; s'il est considérable, je n'en ai que faire. » Pour les autres cadeaux que fait l'ambassadeur, et pour lesquels il a la main prodigue, il est naturel que la marquise soit sa commissionnaire à Paris, surtout s'il s'agit de commande à sa propre manufacture de porcelaine. Le plus important envoi est destiné à Sa Sainteté en personne, et l'annonce en est piquante, car ce n'est point Stainville qui l'a payé :

« Il partira dimanche par les voitures à votre adresse le bénitier de Vincennes que vous avez commandé. Je l'ai trouvé beau, quoique simple. Offrez-le-lui de votre part. Je ne veux jamais qu'il sache que c'est de la mienne. Demandez-lui en payement un petit morceau de la Vraie Croix. Envoyez-le-moi par le premier courrier extraordinaire et ne faites pas de tricherie, car vous seriez un jour au désespoir d'avoir trompé la personne pour qui il est... Je suis fort aise que ma petite bague ait aussi bien réussi à Mme la duchesse de Strozzi. »

L'intérêt que porte Louis XV aux arrangements avec Rome apparaît presque en chaque lettre de la marquise, mais aussi, ce qui est plus surprenant, le désaccord qui existe souvent sur les affaires religieuses entre la pensée de la confidente et celle du maître. On ne peut expliquer autrement des allusions assez nombreuses : « Le fanatisme est ici à l'excès. Je ne fais point de réflexion sur la conduite que l'on tient, je gémis et me tais. » — « Je suis fâchée pour toutes sortes de raisons, messieurs, de la

situation où vous vous trouvez à Rome. Ma dernière lettre vous aura appris combien la conduite que l'on tient m'afflige. « Il faut attendre du temps et du fond de religion dont on est rempli le remède aux maux présents. Vous pouvez cependant affirmer que le Roi aime et aimera toujours l'Église et qu'il la soutiendra envers et contre tous. » — « Redoublez de courage et d'attachement pour le Saint-Père; tâchez d'augmenter votre crédit; augmentez-le, s'il est possible, et soyez sûr que la Cour de Rome n'y perdra pas. »

On ne retrouverait guère, en de tels propos, l'élève de Voltaire et l'amie des philosophes. Un avenir prochain étonnera bien davantage. Il n'est ici question que de politique, et l'admiration pour le sage esprit de Benoît XIV paraît sincère : « L'expédient que vous proposez pour les lettres des évêques ne paraît pas praticable. Nous connaissons très bien Mgr l'archevêque d'Auch et les autres. Ce sont des fanatiques qui, à ce que j'espère, ne feront pas d'impression sur un esprit aussi sage que celui de Sa Sainteté. »

Voici que les évêques s'assemblent, au mois d'avril-mai 1755, et les soucis ne font qu'augmenter : « Quelque tourment que le Roi et ceux qui y sont attachés se donnent pour accommoder les affaires, les monstres viennent toujours à la traverse. Les honnêtes gens se désespèrent. Je voudrais bien que vous puissiez rendre quelque important service au Roi. Mon amitié pour lui ne m'a pas laissée dans l'inaction à son sujet. Je suis de votre avis sur le Parlement et le Clergé; le terme ne peut se fixer; il dépend des temps, et le bandeau tombera de dessus les yeux. » — « J'aime le Saint-Père à la folie ; je voudrais que mes prières fussent bonnes; j'en dirais tous les jours à son intention. Ce qu'il a écrit au sujet des billets de confession est digne d'un pasteur qui veut la paix. On sent très bien ici que c'est à l'amitié que le Saint-Père a pour vous que l'on doit la prompte expédition de ses brefs. Vos amis ne le laissent pas ignorer. On paraît satisfait de vos services. M. de Machault est très maigre et très changé; j'ai pris toutes les précautions possibles pour être instruite du bien de l'État. »

Lorsque les prélats assemblés se sont décidés à écrire à Benoît XIV, le Roi charge son ambassadeur de fournir à Rome les éclaircissements nécessaires. La marquise lui écrit en même temps, le 10 novembre 1755 : « Une lettre des évêques au

Pape vous donnera vraisemblablement de l'inquiétude et peut-être beaucoup de peine à réussir. Mais j'espère des lumières du Saint-Père et plus encore dans son amour pour la religion, pour la personne du Roi et pour l'État, qu'il sentira la nécessité de mettre la paix dans l'Église et de ne pas laisser de prétexte aux fous, qui veulent anéantir la religion et mettre le feu au royaume. Les mêmes motifs vous animeront, monsieur, et me donnent bonne espérance. » Le 1er décembre, la lettre est plus pressante encore : « Quelque difficulté que vous trouviez, je ne doute pas du succès. Vous mettrez en usage l'esprit de persuasion que vous avez acquis, l'amitié du Saint-Père, la finesse et le liant de votre caractère, et puis encore notre attachement pour le Roi, pour son repos et pour le bien de l'État... *Parmi d'aussi grands noms je n'ose me placer!* Il est cependant très vrai que vous contribuez beaucoup à ma tranquillité. Je ne puis y aspirer tant que le Roi sera tourmenté et son royaume en combustion. Jugez quelle sera l'obligation que je vous aurai. Je n'en sentirai pas le poids, monsieur; l'amitié que j'ai pour vous le rendra plus léger. A moins de choses impossibles à prévoir, j'espère vous envoyer un petit courrier bleu, le jour de l'an. Convenez que c'est une jolie couleur. » M. de Stainville fut fait chevalier de l'ordre, dans la promotion du 1er janvier 1756, et la marquise annonça toute joyeuse « la marque éclatante de sa satisfaction » que le Roi donnait au négociateur de la paix dans l'Église de France : « Achevez un ouvrage si bien commencé. C'est le pot-de-vin que je demande pour le petit bleu. Osez dire après cela que je ne fais pas d'affaire à la Cour; il est vrai que c'est à celle de Rome. Bonjour, Excellence. Je suis ravie. »

IV

C'est à ce moment que se place un épisode important et mal connu de la vie de Mme de Pompadour, sa « conversion ». Il intéresse assez l'étude de son caractère et les mœurs du temps pour qu'on essaie d'en pénétrer les détails. Elle-même s'en expliqua un jour brièvement, dans une lettre de 1759 adressée au successeur de Benoit XIV pour lui dénoncer les jésuites de la Cour et l'instruire des relations qu'elle avait eues avec eux. Il s'agissait alors d'appuyer, d'accord avec Choiseul, une négo-

ciation entamée en cour de Rome « pour vaincre l'opposition des confesseurs, qui refusent de laisser approcher Louis XV des sacrements, tant qu'il gardera près de lui Mme de Pompadour ». C'est Choiseul qui tient la plume ; mais c'est elle qui raconte comment elle a rompu avec le Roi les liens de la faiblesse, ne voulant conserver pour lui « que les sentiments de la reconnaissance et de l'attachement le plus pur ». Le Père Pérusseau, confesseur du Roi, exigea alors « une séparation totale »; Louis XV ne voulut pas accepter. « Il répondit, écrit la marquise au Pape, que j'étais nécessaire au bonheur de sa vie, au bien de ses affaires; que j'étais la seule qui osât lui dire la vérité si utile aux rois, etc. Le bon Père espéra dans ce moment qu'il se rendrait maître de l'esprit du Roi et répéta toujours la même chose. Les docteurs firent des réponses sur lesquelles il aurait été possible de s'arranger, si les Jésuites y avaient consenti. Je parlai dans ce temps à des personnes qui désiraient le bien du Roi et de la religion; je les assurai que, si le Père Pérusseau n'enchaînait pas le Roi par les sacrements, il se livrerait à une façon de vivre dont tout le monde serait fâché. Je ne persuadai pas et l'on vit, peu de temps après, que je ne m'étais pas trompée. »

Mme de Pompadour n'avait vu que des manœuvres intéressées dans l'opposition faite à son désir de pas s'éloigner du Roi. Le sentiment général était que les Pères se montraient envers le Roi intransigeants sur les principes, parce qu'ils comptaient en tirer avantage auprès du Dauphin. Bernis, qui n'a aucune affection pour eux, ne croit pas à tant de calculs : « Il est certain, dit-il, que, s'ils avaient été plus relâchés, ils pouvaient, avec adresse, conserver M. le Dauphin et se ménager la marquise. » Peut-être la morale de Bourdaloue suffirait-elle à expliquer une attitude que les politiques de cour ne comprenaient pas. Les Jésuites maintenaient avec vigueur, en effet, dans ce milieu si peu favorable, tout ce qu'ils pouvaient y sauver de vie chrétienne; ils y parvenaient à grand peine et se contentaient de guider parmi tant de dangers leur petit troupeau d'âmes fidèles.

Les avances d'une favorite devaient être suspectes à de tels hommes. Les voyant dédaignées, elle comprit qu'elle n'obtiendrait rien du Père Pérusseau, ni du Père Desmarets, son successeur, et se résolut à venir au but par d'autres voies. Elle ne

pouvait guère modifier son genre d'existence, qui la mêlait constamment aux plaisirs, aux fêtes, aux voyages, à toute la vie surmenée du Roi ; mais elle y ajoute ostensiblement des attitudes réservées, témoignant d'ambitions plus sérieuses. Tout en elle tendait à apaiser les préventions de la famille royale, à se montrer obligeante, empressée, dévouée aux intérêts de Sa Majesté. Peu à peu, elle cherchait à faire mieux encore : prévoyant un retour de l'ancien amant aux pratiques religieuses, elle se disposait à le suivre, à le précéder au besoin. C'était l'habileté suprême, qui n'échappait pas à quelques observateurs clairvoyants. Croÿ note en son journal : « Son système, que j'avais entrevu depuis plusieurs années, était de gagner l'esprit du Roi, et, suivant à la lettre Mme de Maintenon, de finir par être dévote avec lui. »

A Saint-Cyr même, où règne cette glorieuse mémoire, Mme de Pompadour est prise fort au sérieux. Des religieuses, au parloir, louent hautement son caractère et ses qualités, et Mme de Louvigny, qui conseille le jeune La Beaumelle pour son ouvrage sur Mme de Maintenon, l'engage à veiller sur sa plume, parce qu'un manque de retenue dans certains récits pourrait choquer cette « vestale ». Les religieuses voient souvent les choses du monde avec des yeux bien naïfs; il faut cependant qu'une transformation très apparente se révèle chez la marquise pour qu'on ose aujourd'hui la comparer à une prêtresse de Vesta. La Beaumelle, au reste, en fait l'épreuve à ses dépens. Quand son ouvrage paraît, la marquise se dit choquée du ton qu'a pris l'auteur en contant l'histoire de La Vallière; sa narration d'amours royales lui a déplu, et, l'année suivante, elle ne se soucie point de le défendre contre les dénonciations de Voltaire, qui mèneront l'indiscret à la Bastille.

Les esprits avaient beau être préparés à de nouveaux changements dans cette existence, celui qui survint eut l'imprévu d'un coup de théâtre. Quatre ans après avoir obtenu les honneurs de duchesse, Mme de Pompadour fut nommée à une de ces charges de Cour que les plus grandes dames sollicitaient : « L'événement inattendu, raconte M. de Croÿ, éclata, au grand étonnement de tout le monde, le dimanche 6 février (1756) : Mme la marquise de Pompadour fut déclarée dame du palais de la Reine. Mais ce n'est pas tout : elle se déclara en même temps dans la dévotion! La veille, elle fit, ce qu'elle ne faisait jamais,

maigre dans les Cabinets, et il devint public que depuis deux mois elle avait des conférences avec le Père de Sacy, jésuite, et qu'elle l'avait déclaré son confesseur. Elle retrancha sa toilette publique et, le mardi suivant, elle reçut les ambassadeurs à son métier de tapisserie; ainsi on passa de la toilette au métier... » Ce fut à Versailles une incroyable émotion : « On dit qu'elle allait quitter le rouge; mais, au contraire, elle fut extrêmement parée ce jour-là, et elle fit son service chez la Reine avec un air tranquille, comme si elle n'avait jamais fait autre chose. La Reine se distingua dans cet événement, comme dans tous les autres, par sa douceur et sa modération... Elle dit à ceux qui s'en étonnaient que cela lui paraissait tout simple, « le Roi en ayant déjà eu deux de son palais » : Croÿ ajoute : « Il est vrai que ce n'était pas la même chose », réflexion qui en dit long sur l'indulgence dont un grand seigneur entourait les faiblesses de Mmes de Mailly et de Châteauroux.

Versailles, qui n'avait jamais pardonné son élévation à une fille de bourgeoisie, ne tarissait point de méchancetés sur cette conversion prodigieuse, venue si à point pour adoucir les préventions de la Reine; et les imaginations s'échauffaient sur ce que pouvait attendre encore une favorite comblée, qui voudrait sûrement être un jour dame d'honneur. La nomination s'était passée, du reste, de la façon la plus correcte; le Roi ayant demandé par écrit à la Reine qu'elle le trouvât bon, celle-ci, quel que fût son sentiment véritable, avait répondu, par un billet du même ton, que le choix du Roi était le sien. Tout était arrangé d'avance par la duchesse de Luynes, qu'on avait vue plusieurs fois entrer chez la marquise. Comme toutes les places de dames du palais avaient leur titulaire, la nouvelle n'était nommée qu'à titre de surnuméraire et pour servir seulement de temps en temps. Elle fut l'après-dînée, après la présentation à la Reine, faire des visites à Mmes de Villars et de Luynes. Elle leur dit « qu'elle n'avait point demandé, ni désiré cette place; qu'on l'avait obligée à la prendre et qu'elle n'avait agi que par le conseil de son confesseur ». On peut accepter une affirmation qui s'accorde avec ce que l'on sait des idées du Roi; il désirait marquer définitivement aux yeux de tous, et par un acte éclatant, le caractère irréprochable de son amitié.

Le conversion étonna bien davantage. La marquise ne l'avait

laissé prévoir à personne de son entourage intime. Lorsqu'elle avait perdu sa fille deux ans auparavant, sa douleur maternelle ne l'avait inclinée à rien de semblable et il paraissait extraordinaire qu'elle prît des principes de dévotion, sans attendre l'âge où les femmes de son temps renonçaient du même coup au « rouge » et au péché. On le pouvait croire d'elle moins que de toute autre. Cette élève des philosophes, ayant vécu et se plaisant encore parmi eux, ne semblait point destinée à édifier le monde par une pratique soudaine de la religion. Aussi ses plus anciens familiers voyaient-ils seulement dans son cas l'acte d'une bonne politique, que Voltaire n'eût pas désavouée. C'est à celui-ci que le duc de la Vallière le narrait en ces termes : « Un rayon de la grâce a éclairé, mais sans ivresse. Quelques changements médiocres en sont le seul témoignage. On ne va plus au spectacle, on a fait maigre trois fois la semaine pendant le carême; mais à la condition qu'on n'en serait pas incommodée. Les moments qu'on peut donner à la lecture sont vraisemblablement employés à de bons livres. Au reste, la même vie, les mêmes amis, et je me flatte d'être du nombre ; aussi aimable qu'on a jamais été et plus de crédit que jamais. Voilà la position où l'on est et qui fait qu'on voudrait des psaumes de votre façon. On vous connaît, on vous admire, on veut vous lire encore, mais on veut vous prescrire l'objet de ses lectures. Je vous le répète, il faut que vous nous donniez une heure par jour et bientôt vous verrez que vous aurez servi à nos desseins et à votre réputation. Je vous le dis encore sans fadeur, de tout temps vous avez été destiné à faire cet ouvrage... »

Occupé à répandre *la Pucelle* sous le manteau, Voltaire n'était point en goût de traduire les psaumes de David pour « faire le plus grand plaisir à Madame ». Il préféra manquer cette occasion offerte de rester en grâce. Mais Boucher, peintre ordinaire de la marquise, sut orner son livre d'heures d'une *Turris Davidica*, qui rappelle les tours de son blason et de quelques aquarelles angéliques qu'on ne peut regarder sans sourire.

Le « confesseur », dont Mme de Pompadour faisait sonner un titre qui l'étonnait elle-même, ne lui avait point encore, à vrai dire, administré le sacrement de pénitence. Il se contentait d'obtenir ces actes extérieurs qui préparent à recevoir la grâce. On voyait la marquise lire des ouvrages de piété ; elle allait à la messe tous les jours à la suite de la Reine et accompagnée de

tous ses gens; la messe dite, elle restait longtemps agenouillée, mains jointes et coiffes baissées. Était-ce donc là pure comédie? Trompait-elle les gens par sa visite aux Capucines de Paris et ses longues prières dans la chapelle où reposait sa chère petite Alexandrine? De bons juges, exigeants sur ce chapitre, affirment sa sincérité : « Comme elle n'avait jamais paru fausse en rien, dit M. de Croÿ..., les apparences étaient qu'elle était de bonne foi. » — « Elle a une mauvaise santé et plusieurs incommodités, ajoute le duc de Luynes; ce sont des moyens dont Dieu se sert souvent pour opérer les conversions. Elle paraît de très bonne foi. » Le duc s'attend même à de plus grands événements. Si son repentir est total et si elle veut sérieusement s'occuper de son salut, il est de ceux qui croient qu'elle ne pourra guère rester à la Cour, « où sa conduite a été malheureusement trop affichée, même aux yeux de l'Europe ». Ces témoins sont en relations avec les Pères, et c'est leur avis qu'ils enregistrent.

Luynes ajoute des précisions édifiantes, qui semblent venir du cercle de la Reine : M[me] de Pompadour dit elle-même qu'elle n'a pas l'attrait et le goût pour la dévotion qu'elle désirerait avoir, et que c'est une grâce qu'elle espère obtenir par ses ferventes prières. En effet, elle agit en conséquence. Elle prie Dieu pendant assez longtemps dans la journée; elle voit souvent le P. de Sacy; elle a des conversations avec lui. Non seulement elle se conduit par ses conseils, mais elle a même fait consulter en Sorbonne ce qu'elle devait et pourrait faire dans les circonstances où elle se trouve. Tous ceux qui la connaissent sont bien persuadés qu'il ne se passe aucun mal entre le Roi et elle, depuis près de trois ans. Depuis la mort de sa fille, elle a fait de sérieuses réflexions; elle assiste aux offices de l'Église avec piété... Il ne reste plus qu'à désirer que ces heureux commencements de piété se continuent avec la même ferveur et qu'ils fassent réellement impression sur l'esprit du Roi. » Comme les temps sont changés! On en est venu à compter sur M[me] de Pompadour, pour obtenir la conversion du Roi par l'exemple de la personne qui connaît le mieux son caractère. Louis XV, il est vrai, n'y semble guère disposé, asservi à ce moment même par ses habitudes du Parc aux cerfs; mais un tel espoir plaît aux âmes indulgentes, et les partisans de la marquise en soutiennent mieux que le moment serait mal choisi pour sa retraite.

Les indifférents comme les adversaires, persistent à croire à une comédie; encore la jugent-ils manquée et prête à un dénouement fâcheux. Croÿ note leurs propos contradictoires : « On disait qu'après un pareil scandale il n'y avait que la séparation la plus absolue qui pût commencer une vraie conversion; de sorte que les personnes qui avaient de la religion trouvaient qu'il s'en fallait de beaucoup que ce fût assez, et les personnes qui n'en avaient pas trouvaient qu'elle courait risque de se faire culbuter et que c'était une faiblesse déplacée. Les deux partis étaient très étonnés et mécontents..., à commencer par les plus intimes. Tout le monde s'y perdait. »

Si l'on eût mieux connu la marquise et les dures épreuves morales qu'elle avait subies, on eût hésité à la traiter d'hypocrite. Quelques mots d'elle sur ce point ont l'accent de la vérité : « De longues réflexions sur les malheurs qui m'avaient poursuivie, même dans la plus grande fortune, la certitude de n'être jamais heureuse par les biens du monde, puisqu'aucun ne m'avait manqué et que je n'avais pu parvenir au bonheur, le détachement des choses qui m'amusaient le plus, tout me porta à croire que le seul bonheur était en Dieu. » Le dégoût des choses du monde, bien naturel dans une pareille vie, pouvait commencer une conversion. L'année suivante, faisant son testament, elle suppliera Dieu « de lui pardonner ses péchés, de lui accorder la grâce d'en faire pénitence et de mourir dans des dispositions dignes de sa miséricorde, espérant apaiser sa justice par les mérites du sang précieux de Jésus-Christ ». Pour adopter si strictement les formules pieuses, la femme, qui pense à la mort, a pu essayer de renoncer, au moins un moment, à l'attitude « philosophique » de sa vie.

Aux sentiments de Mme de Pompadour se mêlaient, par malheur, trop de politique et un intérêt personnel trop direct pour que sa bonne volonté pût aller jusqu'aux sacrifices nécessaires. Son guide en cette affaire avait été M. de Machault, qui comptait en même temps plaire à la Reine et à la famille royale en ramenant au bercail une brebis de qualité. C'est lui qui indiqua le P. de Sacy, dont il avait été l'élève et que connaissait aussi un nouvel ami de la marquise, le prince de Soubise. Le procureur des Missions des Jésuites était une des rares lumières que la compagnie comptât en France, où elle ne produisait plus, depuis quelques années, de grands sujets. Malgré leur goût pour les

conversions retentissantes, les confrères du P. de Sacy semblent avoir accueilli avec défiance l'appel de Mme de Pompadour. Lui-même, mandé à Versailles, non pour la confesser, mais pour l'éclairer, eut à formuler les conditions inséparables d'une réforme : « Je lui montrai mon âme toute nue, écrira la marquise; il m'éprouva en secret depuis le mois de septembre jusqu'à la fin de janvier 1756. » Dure bataille, où le Jésuite gagna d'abord quelque terrain.

Obligée de donner un premier gage, elle dut se rappeler qu'elle était femme mariée et accomplir un acte préliminaire qui lui coûta cruellement : elle écrivit à son mari une lettre de repentir, dont le prêtre fit le brouillon. Luynes a su l'intervention du P. de Sacy : « Par son conseil, lorsqu'il a été question de la place de dame du palais, elle a écrit à M. d'Étioles pour lui proposer de retourner avec lui, s'il le voulait bien, sinon qu'elle le priait instamment de revenir avec elle et que, dans tous les cas, elle lui demandait non seulement son agrément, mais sa volonté, avant que d'accepter une place de dame du palais qu'on lui offrait. La réponse de M. d'Étioles (qu'on appelle actuellement M. Le Normant) a été qu'il ne pouvait accepter les deux premières propositions, mais qu'il donnait volontiers son consentement pour qu'elle acceptât la place dont elle parlait. » A l'heure même où les familiers ébruitaient discrètement cette humiliation courageuse, on apprit que M. de Machault, dans la crainte que le mari ne fît une réponse trop vive ou différente de celle qu'on désirait, était allé lui parler à Paris. M. de Soubise l'y avait précédé, chargé de faire entendre qu'on avait assurément toute liberté d'agréer le retour de l'épouse, mais que le Roi en pourrait être désobligé. Cette démarche si prudente des amis de la dame n'était pas sans ôter quelque chose à l'admiration qu'eût méritée sa conduite.

La correspondance conjugale ne fut connue que par les on-dit de la Cour. Luynes lui-même en ignore la teneur véritable. On s'expliquera que la marquise ni ses amis ne l'aient pas exactement divulguée, car la réponse de M. Le Normant ne manque ni de hauteur ni d'ironie (1).

(1) « Je reçois, madame, la lettre par laquelle vous m'annoncez le retour que vous avez fait sur vous-même et le dessein que vous avez de vous donner à Dieu. Je ne puis qu'être édifié d'une pareille résolution. Je ne suis point étonné de la peine que vous vous feriez de vous présenter devant moi, et vous pouvez aisément juger

La lettre pouvait être dure, l'essentiel était de la tenir. On avait escompté le refus de reprendre la vie commune, le fermier-général s'étant fait une existence libre et somptueuse, où la présence d'une épouse repentie n'eût apporté aucune consolation. La négociation de Soubise et de Machault n'eut donc pas besoin d'être accompagnée d'un marché. Assurément Mme de Pompadour se fût prêtée à tout, tant elle attachait de prix, pour le moment et pour l'avenir, à ce que le lien conjugal fût desserré par son mari lui-même. Cet obstacle écarté de son chemin, elle se chargeait de venir à bout de tout le reste. Elle triomphera de pouvoir écrire, à propos d'un changement souhaitable dans la conduite du Roi : « Ce n'est pas de mon côté qu'il faut craindre de mettre des conditions désagréables; celle de retourner avec mon mari n'est plus proposable, puisqu'il a refusé pour jamais et que par conséquent ma conscience est fort tranquille à ce sujet; toutes les autres ne me feront aucune peine. »

Ce qu'elle veut qu'on sache d'elle, elle l'écrit à son cher Stainville, le 9 février, en lui racontant sa conversion, parmi d'autres événements de sa vie de cour : « J'ai bien fait parler de moi, monsieur, depuis huit jours : 1° mon raccommodement avec le duc d'Orléans et le comte de Clermont, que le Roi m'a amenés; 2° le parti de dévotion, que j'ai pris après de très mûres et longues réflexions. On m'accuse de finesse, d'habileté, de prévoyance et même de fausseté. Je ne suis pourtant qu'une pauvre femme qui cherche depuis vingt ans le bonheur et qui croit l'avoir trouvé. J'ai écrit à mon mari par ordre du P. Sacy. Il m'a répondu qu'il me souhaitait toutes sortes de bien, mais qu'il ne voulait jamais me voir. Le révérend a encore exigé que j'eusse une place à la Cour pour plus de décence. Le Roi a bien voulu écrire à la Reine, qui m'a faite surnuméraire de son palais. J'aurais été très affligée d'être en titre, mes battements de cœur ne me permettant pas de faire un service assidu, et je l'ai demandé. Votre amitié pour moi vous rendra ces ennuyeux détails intéressants. » La confidence est assez complète, toutes les vanités restant soigneusement sauvegardées.

de celle que je ressentirais moi-même. Je voudrais pouvoir oublier l'offense que vous m'avez faite. Votre présence ne pourra que m'en rappeler plus vivement le souvenir. Ainsi le seul parti que nous ayons à prendre l'un et l'autre est de vivre séparément. » (J'ai retrouvé cette pièce dans l'étude notariale de Paris qui eut pour client M. de Marigny.)

V

Après l'ami, elle endoctrine l'ambassadeur. Se croyant devenue bonne catholique, elle pense être en droit de faire savoir au Saint-Père son sentiment sur les divisions du clergé : « Vous ne serez pas surpris du désir que j'ai de voir finir notre grande affaire. Les fanatiques dont vous me parlez font beaucoup de tort à la religion. Ils sont connus et nous désolent depuis longtemps. J'en ai toujours été tourmentée; jugez à présent comme ils me déplaisent, et quel service vous rendrez à l'État, et à moi en particulier, si vous pouvez rétablir la paix dans l'Église. Il faut, je crois, que le Pape fonde les articles des deux partis et qu'il prenne ce qu'il y a de bon de chacun pour en faire un tout. Je ne vois pas d'autre parti; je puis cependant me tromper. » La marquise raisonne avec sagesse, et il est vrai que Benoît XIV travaille à la conciliation; mais, comme toujours, des vues toutes personnelles la guident, et parmi les « fanatiques » qu'elle dénonce, elle pense surtout à ses ennemis, l'archevêque de Paris et les Jésuites de la Cour. Ceux-ci, en effet, ne désarment point : c'est toujours son éloignement que réclament ces casuistes impertinents, entêtés à imposer « la réparation d'un scandale ». Le P. Desmarets vient encore de l'offenser : prié par elle de venir la voir, il a répondu qu'il la verrait volontiers à Paris, mais ne le peut dans « le lieu où elle habite ». Le ressentiment s'étale dans sa correspondance avec Stainville, et l'on voit qu'elle est fort loin d'approuver certains ménagements du Roi : « L'âge du Pape me fait trembler. Nous voilà dans une crise très forte. J'espère qu'enfin le Roi ouvrira les yeux, qu'il verra à quel point on a abusé de sa confiance et qu'il reprendra une autorité qu'il n'aurait jamais perdue s'il avait daigné croire les honnêtes gens qui lui sont attachés. » Un autre jour, la plainte sera plus dure encore : « Hélas! monsieur, si le Roi voulait chasser deux fripons et un imbécile, il serait aussi grand dans l'intérieur de son royaume qu'il l'est en Europe. » Le lot comprend assurément le comte d'Argenson et l'archevêque de Paris.

Tout ce qui touche les négociations à la cour de Rome, intéresse, on le voit, les passions de la marquise. Dans son entourage, Bernis, qu'elle a fait entrer au Conseil, la tient au courant

des affaires du Parlement, que le Roi l'a chargé de suivre. Elle y voit une occasion de lier entre eux deux hommes qu'occupent les mêmes questions : « L'abbé de Bernis, dit-elle à Stainville, a toutes les qualités essentielles et aimables. Je veux qu'il vous plaise. Il est dans mon avantage que tous mes amis s'entr'aident. » Certains renseignements survenus par le secret des postes permettent à la marquise de fournir quelques indications utiles à l'ambassadeur sur les choses et les gens, par exemple quand elle le met en garde contre le nonce Durini : « J'ai lu votre mémoire sur les cardinaux. Je n'ai rien à dire sur le détail que vous faites des Éminences que je ne connais pas; mais pour Mgr Durini, je vous apprends qu'avec tout votre esprit, vous n'êtes qu'une petite bête de vous être laissé attraper par son air de bonhomie. Il n'est rien moins que ce qu'il vous a paru. Tout le temps qu'il a été ici, il l'a employé à peindre les actions du Roi des couleurs les plus odieuses. Son joli neveu, sur lequel vous comptiez, l'a invité, quand il est resté seul après son départ. Vous pouvez être aussi sûr de ce que je vous mande que si vous l'aviez vu. Gardons-nous de ces hypocrites. »

Au cours de cette année 1756, Stainville mène à Rome sa négociation périlleuse, contrecarrée au Vatican par les efforts du parti violent et du nonce lui-même. Le Pape est, par bonheur, fort attaché à la personne du Roi et anxieux de rendre la paix à la France; il donnerait, dit-il, sa vie pour l'obtenir. Comme il veut que la conciliation soit définitive, tous les termes de la lettre encyclique qu'il prépare sont pesés avec l'ambassadeur, qui a dû prendre à cette occasion quelques leçons de théologie. C'est « la grande affaire » dont la marquise l'entretient dans toutes ses lettres et qui doit être le couronnement de sa mission romaine. Impatient de se montrer à Paris, il escompte un succès prochain et a demandé une gratification et un congé. Mme de Pompadour lui fait entendre que tout ne va pas à leur souhait et que les éternels combattants ménagent de fâcheuses surprises :

« Si j'avais été crue, monsieur, il y a plus de deux mois que l'affaire de Rome serait finie, et nous n'aurions pas à craindre dans ce moment les suites fâcheuses de la mort du cardinal Valenti. Mais dans ce pays on ne fait rien : les magistrats et prélats consultés ont mis une lanternerie insupportable. Dieu veuille qu'il ne nous arrive pas de mal ! »

Ces pressentiments se justifient. Au moment où l'on touche au but, grâce à la bonne volonté pontificale, alors que le projet d'encyclique vient d'être communiqué confidentiellement à Versailles, Christophe de Beaumont, pressé par les incidents douloureux de son diocèse, paraît vouloir devancer le Pape et rompre la trève. De sa maison de Conflans, le 19 septembre, sort le mandement « sur l'autorité de l'Église ». Le prélat y repousse avec passion toute idée d'accommodement : « La séduction des esprits, dit-il, les intérêts politiques, l'inconstance des opinions humaines, le spécieux prétexte de maintenir la tranquillité publique, ne feront jamais illusion à cette sainte Épouse de Jésus-Christ. Les humiliations, les bannissements, les supplices, la mort même de ses ministres n'ébranlent jamais son courage... » Ces pages ardentes accompagnent un dispositif d'excommunication auquel vont adhérer seize évêques. La Chambre des vacations n'hésite pas à intervenir, faisant défense à tout prêtre de publier le mandement, à tout imprimeur de le mettre en pages, sous les menaces corporelles les plus sévères.

Cette nouvelle prise d'armes des partis fait écrire à Mme de Pompadour, le 26 septembre : « Vous serez instruit de la dernière folie de l'archevêque. Le Parlement n'est pas plus raisonnable. Chacun veut être le maitre ; le Roi le trouve bon apparemment. Je ne crois pas que cela puisse durer, et en tout le Roi soutiendrait la lettre du Pape. Son caractère et le fond de religion qu'il a le détermineront, mais peut-être trop fort. A tout cela je tâche, chose difficile, de ne pas perdre mon sang-froid, de ne pas me tuer, de faire le bien, d'empêcher une partie du mal... » Dans la même lettre, une des plus nourries de la correspondance, la marquise achève de se rendre justice et se complaît dans le miroir de sa belle âme : « Le sermon de M. l'ambassadeur serait admirable, s'il n'était fondé sur un texte faux. Il est bien vrai que, si je ne suivais que mon goût pour la liberté et la tranquillité, je serais depuis longtemps loin d'un pays dont l'esclavage ne peut pas plaire, quand les passions ne retiennent plus ; mais je sens que je dois au Roi par reconnaissance le sacrifice de cette liberté si chère. Je reste donc, et malgré les conseils de la sagesse, qui ne vous plaisent pas à un certain point, et mes nerfs attaqués à un excès périssable (?), j'ai pris le parti de faire de mon mieux pour empê-

cher le progrès d'un mal qui me mettrait au tombeau incessamment. Je travaille de toutes mes forces à diminuer ma sensibilité et j'emploie tous les moyens honnêtes pour empêcher les maux qui troublent l'intérieur du royaume. »

Le comte de Stainville mettra tout son esprit, tout son art de flatterie à féliciter sa correspondante de sa vaillance; mais rien n'allégerait la mission difficile dont il est chargé, sans la confiance personnelle du Saint-Père qui, par bonheur, lui reste acquise. A Rome, la conduite de Christophe de Beaumont a été jugée « un emportement peu respectueux pour le Roi, et même pour le Pape. » Celui-ci en a écrit à Louis XV : « Nous prions Votre Majesté de continuer d'user de son héroïque modération à l'égard du pauvre archevêque de Paris... sur ce qu'il n'a pas fait, dans l'embarras où il se trouvait, toutes les réflexions qu'il aurait dû faire pour ne pas manquer de parole à son maître. » En même temps, Benoît XIV hâtait la rédaction dernière de son encyclique au Clergé de France, et l'ambassadeur, qui aspirait à revenir à Paris, se voyait obligé de rester à Rome jusqu'à la conclusion des événements.

Au milieu de ses préoccupations, il recevait de Mme de Pompadour cette lettre, envoyée le 17 octobre, où tous ces incidents sont mentionnés :

« J'ai la plus grande impatience, monsieur, de voir arriver la lettre du Saint-Père. J'espère qu'elle mettra la paix dans l'intérieur du royaume, et, en vérité, il était temps de terminer cette guerre intestine. L'archevêque a été poussé à la démarche imprudente qu'il a faite par les évêques violents, qui ont craint qu'il ne se soumît à la décision que le Pape va envoyer, et qui ont voulu tellement embrouiller les affaires qu'il ne fût plus possible de se servir de l'autorité de Sa Sainteté. Ces motifs ne sont rien moins que célestes, mais au contraire de pure intrigue et par des vues très humaines. Vous devez sentir qu'à l'arrivée de la lettre encyclique, tout ne sera pas fait, et qu'il faut voir après quelle sera la conduite des évêques à cet égard. Si elle est bonne, comme je l'espère, vous pourrez en avoir la nouvelle avant la fin de novembre.

« Voudriez-vous exposer la faible santé de votre femme à voyager pendant le mois de décembre ? Consultez bien votre prudence et non le désir de revenir en France. Voyez avant

tout si votre présence n'est pas nécessaire auprès du Saint-Père. Il ne faut pas qu'on puisse vous reprocher de n'avoir pas fini l'affaire du monde la plus importante, après tant de peines, de soins et de succès aussi heureux, pour trois mois d'ennuis de plus ou de moins. Je vous mets en colère dans ce moment, mais j'en appelle à votre esprit de sang-froid. Il dira que j'ai raison pour votre gloire personnelle, pour le bien de la chose et pour un million d'autres [raisons] trop longues à écrire. Tant mieux que le Pape ait prié le Roi, dans sa très excellente lettre, de ne pas punir l'archevêque. C'est une preuve de plus qu'il méritait de l'être. Le Roi me paraît dans la ferme intention de mettre ordre à tous les troubles; Dieu veuille l'affermir dans ces bonnes résolutions! Il faut qu'il soit le maître avec justice. Voilà ma sentence. »

Le 9 octobre, l'ambassadeur transmet deux lettres du Pape. L'une est relative à l'archevêque et va satisfaire le Roi ; l'autre, à laquelle Stainville paraît attacher peu d'importance, lui vaut ce billet, qui paraîtrait bien impertinent, si l'on n'y voyait le reflet d'une pensée royale : « Je suis bien fâchée que le Saint-Père ait écrit au Roi pour faire une Ligue catholique ; ce qu'il y a de pis, c'est qu'il en a apparemment fait autant à tous les autres princes. Qu'est devenue sa sagesse, et comment a-t-il oublié la guerre de Trente ans? Faites lui lire, s'il ne s'en souvient plus. Il sentira aisément que ce qu'il propose est le plus sûr moyen d'embraser toute l'Europe. »

La plupart du temps, les opinions exprimées par la marquise reflètent celles des conseillers du moment, Machault et l'abbé de Bernis. Ce qui vient d'elle-même est d'un ton plus féminin : « Sa Majesté ne vous soupçonne pas d'avoir envie de quitter le service. Finissez, je vous prie, vos petites lamentations à ce sujet, et songez que vous auriez servi dans ses armées très bien, mais avec plus d'un égal, et que vos services à Rome n'en auront pas. Vous ne serez donc point réduit, monsieur l'ambassadeur, à être soldat, encore moins à désirer une place dans mon hôpital de Crécy. » Elle sait combien Stainville est désiré à Paris, étant d'ailleurs de ceux qui ne sauraient se passer longtemps d'y paraître. Elle insiste pour le retour à son poste : « Je vous invite encore à lire très attentivement ma lettre de lundi, sans humeur et sans désir de retour. Vous me prendrez en aversion; les personnes qui, par-dessus tout,

désirent de vous voir, vous affermissent merveilleusement dans cette façon de penser. Mais à tout cela, je resterai dans mes principes; il faut servir ses amis, même malgré eux. »

L'encyclique pacificatrice était arrivée à Versailles le 27 octobre. Louis XV la faisait publier suivant les formes d'usage dans le royaume. Un exemplaire, imprimé à l'imprimerie royale, parvenait à chaque archevêque et évêque, avec une lettre du Roi l'exhortant à diriger sa conduite sur les règles si sagement établies par Sa Sainteté et à attendre, toutefois, pour faire usage public du document pontifical, qu'il fût revêtu des lettres patentes. Quelques prélats montrèrent des scrupules; tous s'inclinèrent devant l'autorité suprême. Puis, les difficultés surgirent d'un autre côté, car, devant l'ingérence de Rome, les magistrats entraient en insurrection. Tandis que le Châtelet faisait lacérer et brûler par la main du bourreau le mandement de l'archevêque, les Parlements de Rouen et de Paris « supprimaient » l'encyclique du Pape comme contraire aux libertés de l'Église gallicane, interdisaient aux évêques de la publier et même d'en faire mention. Tout allait être remis en question. Il fallait en finir.

Machault ne doutait pas qu'un acte de force n'en imposât aux rebelles. La marquise y poussait, croyant aveuglément aux plans de son ami. Elle recevait confidence, dans le plus grand secret, des édits et déclarations qu'il rédigeait pour être enregistrés en lit de justice. Le Roi vint le tenir au Palais, le 13 décembre, et avec des formes particulièrement solennelles imposa l'enregistrement. Cette longue séance, où parmi les magistrats silencieux courait déjà le mot d'ordre de cesser leur service, se termina par ces paroles de Louis XV : « Messieurs, vous venez d'entendre mes volontés. Je ferai respecter mon autorité par tous ceux de mes sujets qui voudront s'en écarter. » Le jour même, les démissions du Parlement arrivaient en masse sur le bureau du chancelier. La crise la plus grave s'annonçait. Cependant le Roi écrivait au Pape, en l'assurant de sa reconnaissance royale et de la « fermeté invariable » avec laquelle il veillerait désormais, d'accord avec lui, au maintien de la paix religieuse.

Cette paix tenait particulièrement à cœur à Louis XV, et la négociation, qui l'avait procurée du côté de Rome, allait être un des principaux titres du futur duc de Choiseul aux pro-

chaines faveurs du maître. Mais Mme de Pompadour n'était pas éloignée de croire qu'elle y avait travaillé autant que personne, tout au moins en soutenant auprès du Roi un ambassadeur aussi précieux. On sourit à l'entendre raconter à celui-ci la part magnifique qu'elle s'attribue dans les derniers événements. Elle le renseigne de la Muette, où la Cour est revenue après la cérémonie du 13 décembre : « Je ne puis vous dire à quel point je m'intéresse à la santé du Saint-Père. Vous en jugerez aisément par l'attachement que vous me connaissez pour l'État et pour la religion. » — « Le Roi a tenu son lit de justice aujourd'hui... Il y a porté les lois les plus sages et les plus fermes : le Pape en sera sûrement satisfait. Vous me connaissez assez pour être sûr que je contribuerai de tout mon pouvoir à l'exécution des volontés du Roi. Il faudra du courage : j'en ai plus qu'il ne faut. Reste à savoir si mon chétif corps y tiendra. » Sans doute attendait-elle que l'Église lui témoignât quelque gratitude. Certaines complaisances eussent appuyé utilement le grand effort qu'elle venait de faire sur elle-même pour se convertir. Elles manquèrent, et les dispositions de son âme ne tardèrent pas à s'en ressentir.

VI

Quelque justice qu'on veuille rendre aux qualités naturelles de la marquise, on ne saurait trouver en elle les dispositions qui rendent capable des sacrifices héroïques. Celui que l'Église exigeait d'elle pour assurer sa conversion définitive, était une retraite, au moins momentanée, de la Cour, et c'était le seul qu'elle fût bien décidée à ne pas faire. Elle connaissait trop le Roi et son facile oubli des absents pour commettre cette faute évidente de conduite, en vue d'une chose aussi vague à ses yeux que son salut éternel. Le P. de Sacy paraît s'en être rendu compte, au bout de peu de temps, et avoir quitté, sans y insister, cette partie difficile. On lui demandait de diriger une dame qui voulait bien assister à des messes, lire des prières et faire des aumônes aux couvents, mais qui entendait ne rien sacrifier de sa vie, ni rien réparer du scandale ancien ; un prêtre scrupuleux ne pouvait se charger d'une pareille direction. La marquise donne de sa retraite d'autres raisons : « Le Père, écrira-t-elle à Clément XIV, fit changer les escaliers

qui donnaient dans mon appartement, et le Roi n'y entre plus que par la pièce de compagnie. Il me prescrivit une règle de conduite que j'observai exactement. Ce changement fit grand bruit à la Cour et à la Ville. Les intrigants de toute espèce s'en mêlèrent; le P. de Sacy en fut entouré et me dit qu'il me refuserait les sacrements tant que je serais à la Cour. Je lui représentai tous les engagements qu'il m'avait fait prendre, la différence que l'intrigue avait mise dans sa façon de penser, etc. Il finit par me dire que l'on s'était trop moqué du confesseur du feu Roi, quand M. le comte de Toulouse était arrivé au monde, et qu'il ne voulait pas qu'il lui en arrivât autant. Je n'eus rien à répondre à un semblable motif et, après avoir épuisé tout ce que le désir que j'avais de remplir mes devoirs put me faire trouver de plus propre à le persuader de n'écouter que la religion et non l'intrigue, je ne le vis plus. » Mme de Pompadour, blessée, irritée de se voir soupçonner dans des sentiments qu'elle se figurait parfaitement purs, ne devait pas pardonner à ce jésuite, ni aux intentions qu'elle soupçonnait derrière ses exigences de casuiste.

Moins informé ou moins difficile, un séculier se trouva, qui mit à l'aise la conscience de la pénitente. Il faut écouter le récit qu'elle en fait, dans ce même écrit destiné à faire connaître au Pape les menées des Pères et le tort qu'ils font à l'âme du Roi : « Malgré la patience extrême dont j'avais fait usage pendant dix-huit mois avec le P. de Sacy, mon cœur n'en était pas moins déchiré de ma situation. J'en parlai à un honnête homme en qui j'avais confiance : il en fut touché, et il chercha les moyens de la faire cesser. Un abbé de ses amis, aussi savant qu'intelligent, exposa ma position à un homme fait ainsi que lui pour la juger ; ils pensèrent l'un et l'autre que ma conduite ne méritait pas la peine que l'on me faisait éprouver. En conséquence, mon confesseur, après un temps d'épreuves assez long, a fait cesser cette injustice en me permettant d'approcher des sacrements; et quoique je sente quelque peine du secret qu'il faut garder pour éviter des noirceurs à mon confesseur, c'est cependant une grande consolation pour mon âme... »

Le récit ne manque pas d'onction et le successeur de Benoît XIV a dû en être édifié. Un détail, passé sous silence, y ajoute pour nous quelque piquant. C'est que le confesseur de

la marquise lui fut procuré par le lieutenant de police. Ce personnage, un de ses confidents les plus intimes, portait le petit collet; renseigné par ses fonctions sur le clergé facile, il y découvrit l'homme conciliant : « M. Berryer, raconte Bernis, choisit un confesseur, qui la trouva en état de faire ses Pâques sans exiger de renoncer à la société du Roi et, par conséquent, sans la réparation du scandale. »

De tels accommodements avec le ciel n'étaient point du goût du futur cardinal, qui nous fait entendre, avec son expérience d'homme d'Église et l'autorité de ses souvenirs, ce qu'il faut penser exactement de la conversion éphémère de Mme de Pompadour : « Elle me fit part un jour de cette pieuse intrigue, en s'excusant de me l'avoir cachée. J'eus le courage de lui dire que cette comédie n'en imposait à personne; qu'elle passerait pour fausse et hypocrite ; que, n'étant pas touchée dans le cœur, la dévotion finirait bientôt par l'ennuyer; qu'elle se donnerait un ridicule en prenant l'état de dévote, et un plus grand encore en le quittant par ennui. Ma prédiction ne lui plut pas; mais elle s'exécuta à la lettre, peu de temps après le retour du duc de Choiseul. » L'indifférence de jadis reparut ; il n'y avait plus lieu de prolonger un effort religieux, que ne soutenait plus l'intérêt humain.

Ce dernier changement, qui fut moins sensible et moins remarqué que n'avait été la « conversion », coïncida avec le moment où échouèrent les négociations secrètes engagées en Cour de Rome, et qui avaient pour but d'obtenir le désaveu des confesseurs du Roi. Il ne demeura, de l'intervention du P. de Sacy, qu'une décence désormais irréprochable établie dans l'intérieur royal, et aussi une tenace rancune de la marquise contre sa compagnie. Obstiné dans les principes, il ne s'était pas prêté au compromis, offert par une puissance féminine : « La destruction de son ordre en France, avoue Bernis, vient en plus grande partie de ce refus. »

PIERRE DE NOLHAC.

(A suivre.)

LE PACHA DE TOMBOUCTOU

TROISIÈME PARTIE (1)

LES EMPIRES NOIRS

Le poids du malheur augmente parce qu'on le croit sans fin. Un des survivants, que soutenait à peine l'espoir, osa dire :

— C'est le châtiment !

Ce fut pour les renégats un coup sur la tête. Ils prirent frayeur de tout, du lever de la lune à l'heure où son masque sanglant surgit à l'horizon, des chevauchées blafardes entrevues dans la nuit, des montagnes qui bondissent pour disparaître aussitôt. Et la fuite en avant continua, dans un silence amer, sous une lumière écrasante et vaporeuse qui avait remplacé peu à peu la belle et limpide lumière de Méditerranée et qui dévorait jusqu'à l'ombre des bêtes.

Depuis longtemps il n'était plus question pour personne de retourner sur ses pas. Djouder, aussi bien que ses lieutenants, savait que les têtes qui avaient échappé aux dangers du désert, à la soif et à la folie, tomberaient sous le glaive courbe de l'exécuteur de Marrakech, si l'un des hommes rentrait dans la ville, même par la petite porte des Tanneurs.

— Plus que sept étapes ordinaires avant Tombouctou ! A la quatrième, nous trouverons l'eau et les arbres verts, répétaient les guides.

Cependant la méfiance circulait dans les rangs de l'armée. Il semblait à tous qu'ils n'avaient jamais marché ailleurs que

(1) Voyez la *Revue* des 15 août et 1er septembre.

dans le désert. Fatigué de souffler sur les espaces inutiles, le vent lui-même les abandonna. Tout devint immobile, hormis le soleil et la lune, et les renégats se crurent les derniers êtres visibles d'un monde anéanti. Esclaves, conquêtes, troupeaux, luxures et ripailles, tout cela se brouillait dans leur cerveau épuisé, jusqu'aux heures nocturnes pendant lesquelles les deux mille squelettes des disparus dansaient pour eux la sarabande du malheur...

Ce fut alors que la volonté de Djouder se cabra pour échapper au tourbillon des souffrances, à la maîtrise du soleil. Un homme en détresse s'étant écrié : « Pas un de nous n'arrivera ! » il le fit exécuter sur-le-champ. Cet acte qui ramenait les troupes au respect des chefs le souffleta lui-même, dégourdit son cerveau. A travers les sentiments qui se heurtaient en lui, ambition et servitude, abandon et liberté, richesses et misère, amour et désespérance, à travers la foule grouillante de ses idées obscures et de ses chimères, deux issues se présentaient : la réussite ou la mort. Son imagination n'hésita pas un instant; sa volonté devint si obsédante qu'elle était capable de fixer le destin. Réconforté par Ould Kirinfil qui ne le quittait plus, par le flegme de Si-Mana, — amaigri mais vivant, — par la ténacité des guides arabes qui lui assuraient que la fin du désert était proche, le Pacha reprit en main ces hommes qui ne demandaient plus qu'à se laisser sauver. L'eau fut sévèrement distribuée à intervalles réguliers, et les soldats furent engagés à surmonter le dégoût de la nourriture, dattes et viande séchée.

Comme le sol, depuis longtemps, ne produisait pas de brindilles, on ne pouvait allumer les petits feux qui, à l'entrée de la nuit, rappellent le foyer familial et, au matin, redonnent la vie à l'âme en perdition; mais pendant les haltes, Ferriro, sur l'ordre du Pacha, fit réparer les burnous, les djellabas et les culottes, délaissés depuis l'arrivée au désert. Les haillons ne donnent pas de courage.

Il fallait aussi changer le cours des idées et des conversations.

— Ould Kirinfil !

— Me voici, Pacha !

— M'as-tu trompé ?

— Pourrais-je tromper un pacha tel que toi, un Sultan comme El Mansour ? Qu'Allah vous envoie à tous deux ses faveurs !

— Alors, parle à l'armée! Dis-leur ce qui les attend!...

Dans le silence prostré des guerriers, la voix d'Ould Kirinfil s'élève :

— Le pays des Sonrhayes, que mes frères et les fils de mes oncles dominent aujourd'hui et que vous dominerez demain, n'a pas de limites. Mais il est en ce moment comme le désert : un chacal suffit à en être le maître. C'est Dieu qui l'a voulu. C'est lui aussi qui nous envoie pour ranimer ce pays. Gao en est la tête; des richesses que l'on n'a pu compter y ont été amassées. La mémoire des hommes qui ont fondé Gao a disparu. L'askia qui commande aujourd'hui est de la même mère que moi. Mais un chien fut son père, et non l'askia Daoud, — que Dieu le garde au sein de sa félicité! L'askia Daoud répandit ses bienfaits sur les agriculteurs et les étudiants. Il combla d'honneurs les savants. Le Sultan de Marrakech porta son deuil. C'est Daoud, — Dieu l'avait fait grand et fort, — qui lui avait accordé le sel de Taodenit... Ce temps n'est plus : il reviendra. Les guerriers de l'askia Mohammed, père de Daoud, atteignirent la côte de l'or qui borde la mer du sud. On connut son nom et ses envoyés au Maroc et en Libye. Il alla lui-même à la Mecque et y laissa cent mille dinars d'aumône. Il y fit bâtir une hôtellerie pour les pèlerins du Soudan. Toute cette terre que vous allez voir, celle qui est derrière et que vous ne verrez pas, lui appartenait. La lune éclairait son empire toute la nuit... Et maintenant, tout dort. Les méchants ont le pouvoir, ainsi que ceux dont la langue est rapide ou couverte de miel... »

L'homme noir s'arrêta, se prit la tête entre les mains. Des sanglots parurent l'agiter.

— Continue! Continue! criaient les renégats qui voyaient se lever de nouveau l'espoir des richesses.

— Les écoles que vous verrez à Gao, à Tombouctou, à Oualata, c'est lui qui les fonda. Le chérif de la Mecque le nomma son *Khalifa* pour tout le Soudan... Tout est tombé, ou presque. Il ne reste que peu de chose. Mais par ce qui a été, vous pouvez prévoir ce que le royaume des Sonrhayes peut devenir.

— Et les Mandingues? demanda quelqu'un.

— Oui, les gens de Mali? ajoutèrent plusieurs voix.

— Ils étaient dignes de crainte, répondit Kirinfil lente-

ment. Mes pères les ont vaincus, mais ils avaient eu un roi plus grand que tous les rois du Soudan. Il ne connaissait pas tous ses sujets. Aucun des hommes qui respirent aujourd'hui ne l'a vu, mais son nom est dans toutes les oreilles.

— Qui était-il ?

— Gongo Moussa ! Il a payé quarante mille *mitqals* (1) d'or à Es Sahéli pour avoir construit les mosquées de Gao et de Tombouctou sur le conseil d'El Mamer, le dernier des Almohades !

A ce chiffre d'or, les têtes qui somnolaient se redressèrent. Une flamme brilla dans les yeux.

— Quarante mille mitqals d'or à un seul homme ! murmura un des renégats. Tout cet or, d'où venait-il ?

— Il ne finit pas dans la terre des Malinkés, repartit Kirinfil qui s'enflammait. Le Biton en est plein. Le Bouré, le Boundou et le Bambouk en sont pleins. Ces hommes de Mali creusent des puits, ils y descendent et ramassent la terre et l'or. En haut les femmes tirent la corde, portent la terre à la rivière et en retirent l'or en quantité que l'on ne peut savoir. Ils vont presque nus et possèdent tout l'or de l'univers.

— Étonnant ! répétaient les renégats, qui avaient jusqu'ici discuté en eux-mêmes les dires du parleur.

Ould Kirinfil, voyant l'impression qu'il créait parmi ces hommes exténués, s'exaltait maintenant et se laissait prendre à son propre enthousiasme.

— Les Almoravides, après Youssef ben Tafchine, le marabout du Sénégal, perçurent l'or de Mali. A leur suite, cet or entra dans le pays des Andalous. Les Roumis l'ont vu, en ont paré leurs femmes. Ils en ont racheté leurs prisonniers...

Un murmure passa parmi les renégats qu'aucune monnaie n'avait arrachés à leur sort.

— Quels sont les autres empires ? clama Ferriro, qui avait vu les sourcils se froncer.

— Il y a les Mossis, dans la montagne. Leurs *nabas* sont des rois puissants, entourés de ministres et de généraux. Ils sont les maîtres chez eux. Ils y restent. Ils ne viennent guère dans la plaine ni sur le fleuve. Ils ne sont pas comme les Touaregs d'Akil qui prirent Tombouctou avant notre Sonni Ali, roi de Gao... Ali s'en empara et chassa ces chiens du désert. Sonni Ali ! c'était un homme !

(1) Mesure d'or, environ quatre grammes.

— Que faisait-il ?

— Quand la mort le prit, il creusait une rivière entre Tombouctou et Oualata pour les pirogues de son armée.

— Longue, cette rivière ? demanda quelqu'un.

— Un homme qui marche avec son pied devait aller six jours sur le chemin.

— Hum ! grogna Ferriro.

— Mais elle ne fut pas finie. La mort prit Ali entre deux batailles...

— Hum ! grogna encore Ferriro en regardant le Pacha.

Et en espagnol :

— Des hommes capables de telles entreprises ne sont pas de simples esclaves noirs de Marrakech ! Il faut faire attention !

— Nous réussirons, dit le Pacha, le regard perdu à l'horizon. Je te le répète, on peut tout faire avec des Espagnols quand ils ont un chef. D'ailleurs, notre destin est écrit.

— S'il plaît à Dieu ! Mais je pense aujourd'hui que ces Soudanais ne nous envoient probablement que le rebut de leurs esclaves. Beaucoup d'inconnu et de surprises nous attendent.

— Aurais-tu peur, Ferriro ?

— Par Dieu ! si je savais qu'un seul des poils de mon corps fût agité par la crainte, je l'arracherais à l'instant même !...

Ce jour-là, un calme subit se répandit sur la terre et sur les hommes. Quelques esprits y découvrirent des raisons d'anxiété, mais la plupart, directement frappés par les dires d'Ould Kirinfil, se sentirent repris par le désir de l'or. Le désir jaune les posséda et se mit à l'unisson de la nature : jaune brillant du soleil, jaune pâle de la lune, jaune étincelant des étoiles, jaune dilué du ciel, jaune terne du sol, des faces ravagées et des habits chargés de poussière.

Le lendemain, la fuite d'une gazelle, dont les formes s'allongèrent à la vue de l'avant-garde, fit un énorme changement parmi les renégats et les mit en joie : la terre vivait...

Un couple de *feneks*, ces renards gris pâle qui osent fréquenter les confins du désert, acheva de ramener le courage et l'espoir dans la troupe errante du Pacha.

Deux jours plus tard, une reconnaissance aperçut un groupe d'indigènes qui menaient des chameaux et des bœufs à travers les mimosées et les broussailles qui marquent les abords des fleuves.

On égorgea les bœufs. On interrogea les pasteurs. « Les gens de Gao connaissent votre venue, dirent ces derniers. Mais ils croient que vous passez par Tombouctou. Ils vous attendent, nombreux comme les mouches autour d'un troupeau. »

— Cela mérite un plan de bataille !... dit Djouder à son lieutenant général.

Et il fit rationner la viande que des soldats faisaient griller en quantités absurdes pendant que d'autres, en pleurant, se roulaient sur les touffes d'herbe comme des ânes ou jouaient comme des chèvres avec le feuillage des buissons.

— Pacha béni d'Allah, choisi par le Victorieux lui-même, écoute mes paroles.

— Parle, Ould Kirinfil. Tu sais que mon oreille t'est toujours attentive.

— Je vais parler pour dire ceci, avant que tu prennes l'avis de tes caïds : Tombouctou est une femme publique ! Elle peut détourner le cœur de tes soldats ; elle peut amollir les balles et empêcher la poudre à fusil de brûler !

— Que dis-tu, Ould Kirinfil ?

— Je dis la vérité seule, Pacha. Allons à Gao fendre les reins et la tête légère des hommes incapables qui y commandent... Tu disperseras le troupeau de chacals envoyés contre nous. Ils sont nombreux, mais un lion suffit pour les mettre en fuite, la queue traînant dans le sable...

Ils n'étaient plus que sept caïds. Un des plus âgés, Ahmed ben Youssef, était mort de fièvre lente ; un autre, Bou Gheïta, d'une chute de chameau sur les pierres ; le troisième, Ammar El Fita, le plus jeune des dix, avait été trouvé étendu à l'aube, la bouche ouverte, la gorge tuméfiée. Il avait tenu un soir des propos où son ambition le portait au commandement de l'armée, et ces propos étaient parvenus à Ferriro.

Ils n'étaient plus que sept caïds, le lieutenant général et le Pacha. Et ces neuf hommes, près d'atteindre leur but, sentirent sur eux passer l'angoisse. A l'abri d'une tente, à l'écart de la troupe, longtemps ils délibérèrent.

— On dit que les soldats de l'Askia sont innombrables, dit le premier caïd.

— Trente mille fantassins, douze mille cinq cents cavaliers.

— Pourquoi pas des sauterelles ? grogna Ferriro.

— Que dit-on, toi qui as vu et entendu des hommes du fleuve ? demanda le Pacha à Ould Kirinfil qu'il avait fait appeler.

— Ils disent moins de vingt mille hommes à pied et moins de dix mille chevaux...

— C'est beaucoup...

— C'est trop! ajouta un des caïds.

Le silence s'établit entre les dix hommes. Personne n'osait le rompre, préférant laisser à son voisin l'initiative d'un avis. Le Pacha, immobile, réfléchissait. Il était arrivé à une de ces heures décisives qui règlent le compte d'un homme. Mais la nature l'avait fait rusé. A aucun prix il ne voulait compromettre l'expédition. A l'audace il préféra tout d'abord une méthode plus lente mais plus sûre.

— Ne peut-on gagner à notre cause les populations de Tombouctou, Arabes et Touaregs, en désaccord avec les Sonrhayes? En leur promettant des villes, des esclaves, de l'or...

— Pacha, s'exclama Kirinfil, laisse-là ces pensées! Dieu seul sait à qui il accordera la victoire. Mais je t'ai déjà dit qu'un seul lion met en fuite une bande de chacals et d'antilopes. Dieu vous a donné des armes qu'aucun homme d'ici n'a vues ni entendues. L'Askia n'en pourra supporter le bruit. Les hommes n'auront pas la force de résister à la terreur...

Ainsi les paroles s'ajoutèrent aux paroles. Dehors, l'armée attendait. Un ordre la mit en marche dans la direction du fleuve, laissant Tombouctou sur la droite.

Comme le Pacha appréhendait de rencontrer à l'improviste les guerriers sonrhayes, il fit mettre aussitôt en action la tactique qu'il avait adoptée : frapper l'ennemi par un feu ininterrompu, les mousquetaires et arquebusiers alignés sur deux rangs, chacun assisté de deux servants marocains.

Les armes furent nettoyées à fond, car le désert s'était partout insinué; il se trouva que chaque fusilier en avait trois à décrasser. Djouder s'en aperçut quand il fit compter les renégats avant d'arriver au fleuve. Mille dix-huit : le reste avait fondu sur la route. Les chameliers, les sapeurs et les lanciers, partis trois mille cent, étaient encore au nombre de mille six cents environ. Obligés de servir le métier des armes, ils en tirèrent fatigue et fierté. Ils apprirent à charger les mousquets, à mesurer la poudre, à bourrer la balle : mais le pul-

vérin et la mèche, sans lesquels le mousquet n'est qu'un bâton encombrant, restaient entre les mains des renégats.

Pour donner de la cohésion à la troupe, Ferriro, à toute occasion, faisait répéter la manœuvre.

— Le tir alterné entre les nombres pairs et impairs sur chaque rang. Ainsi, le feu sera soutenu pendant l'avance implacable contre les masses noires...

C'est au cours d'un de ces exercices qu'un cri, parti de l'avant-garde, couvrit les commandements :

— *El! Ma!* El Oued el K'bir! hurlaient les chameliers arabes et les lanciers marocains. L'eau! La grande rivière!

— *El Rio! El Rio!* hurlaient les Espagnols.

Il ne fut plus question de manœuvre, de discipline. Une attraction formidable souleva la petite armée. Allez donc retenir des hommes qui ont à peine désaltéré leur bouche, après une marche de folie à travers des terres sans limites!

A la vue du Niger, les hommes auraient pu douter de leur vue et de leur raison. Mais les bêtes, qui n'avaient plus besoin d'être excitées, précipitaient la ruée. Les chameaux efflanqués tendaient le cou, raide comme un bois de lance : les pattes lancées à toute volée, ils allaient vers l'eau.

Et l'eau se divisait, se rassemblait en une étendue puissante, pour se diviser encore et former des îlots innombrables. Ce jeu des eaux et de la terre parut au Pacha et à son armée la plus grande merveille du monde : personne avant eux n'avait compris l'importance de l'eau! Alors, ces hommes, qui en avaient oublié le goût, s'y plongèrent avec délices. Ils s'y laissaient engloutir. Ils buvaient sous l'eau. L'eau pénétrait leurs cheveux, leurs oreilles, leur nez, les pores de leur peau.

Les crocodiles et Faragn lui-même, le génie du fleuve, s'étaient enfuis à l'approche de ces fous. Par bonheur, les Sonrhayes étaient loin de là, dans l'ignorance où ils se trouvaient du point d'arrivée des Espagnols. Une troupe audacieuse aurait pu s'emparer du campement et des armes, et massacrer la petite armée. Mais les Soudanais, — par la volonté de Celui qui créa le soleil et sa chaleur, — n'ont guère de sagesse qu'à l'heure où le repos ferme à demi leurs paupières, et oublient aisément dans l'action d'interroger leurs propres desseins et ceux de leurs adversaires.

— *El Ma! El Ma!* L'eau! L'eau!

Les hommes riaient en prononçant ce mot, et ils ne se lassaient pas de le répéter en riant.

La nuit mit fin aux ébats de l'armée, et le Pacha donna un grand repas pour célébrer l'heureuse arrivée au bord du fleuve.

Il y avait cent trente-cinq jours qu'ils avaient quitté Marrakech...

LA BATAILLE SUR LE FLEUVE

La petite armée des renégats, ayant repris contact avec les joies physiques oubliées, s'acheminait maintenant à marches reposantes, le long du fleuve. Elle puisait dans les greniers, sacrifiait les bœufs et les moutons qui n'avaient pu traverser l'eau, se faisait apporter le miel des ruches et le vin des palmiers.

Le Pacha avait fait savoir qu'aucun mal ne serait fait à tout habitant qui se soumettrait, et que des récompenses seraient données à ceux qui aideraient l'armée invincible. Il put ainsi connaitre les préparatifs des Sonrhayes. Chaque jour, Ould Kirinfil, qui sentait grandir son prestige, traduisait les témoignages :

— La tête des Sonrhayes de Gao contient plus d'orgueil que de sagesse. C'est Dieu lui-même qui a dispersé leurs idées... Ils ne croient pas à ton arrivée.

Ainsi parlait-il les premiers jours. Cependant, les rapports des fuyards et des piroguiers avaient sans doute fini par convaincre le souverain noir.

— L'Askia mon frère, déclara les jours suivants Ould Kirinfil, vient d'envoyer des cavaliers dans tout son royaume. Au son des trompettes de guerre, des hommes que l'on ne peut compter se sont répandus dans Gao. Ils n'avaient pas cru, et maintenant leur inquiétude déborde comme le fleuve pendant l'hivernage... L'Askia vient d'appeler les dignitaires de la cour et les vieillards de Gao... On a vu réunis le ministre des forêts, le chef des salaires, le chef du service des inondations, le chef des punitions, le maître des cérémonies, le chef des achats, l'intendant du palais, le chef des ouvriers et tous les fils de l'Askia, — que Dieu les ramène dans la Voie ! — pleins d'audace, d'orgueil et de cupidité. Ils savent tous maintenant qu'un danger inconnu les menace...

Cependant l'armée des renégats mangeait, buvait et marchait. Le lendemain Ould Kirinfil rapporta au pacha :

— L'Askia mon frère s'est moqué de toi et de tes soldats. Il a prétendu que vous péririez comme les deux précédentes expéditions. « Une hyène, a-t-il dit, n'est jamais qu'une hyène, je veux dire : méprisable. Mais on ne la laisse pas pour cela dévorer le troupeau. » Un savant de Tombouctou, qui nous a vu passer, s'est levé à ce moment et a dit de vous : « Ils sont blancs et méritent d'être considérés. Une flamme est dans leurs yeux. Des hommes de cette race arrivés jusqu'ici ne sont pas seulement des hommes... » Ils ont alors senti que la force de Dieu est avec nous, Pacha! Un des fils de l'Askia s'est levé et s'est écrié : « Mon avis personnel est que tu me donnes cent cavaliers et cent esclaves. Avec eux j'irai vers le pays du haut fleuve, je comblerai les puits, je brûlerai les villages et les récoltes, je tuerai les bœufs et enflammerai la brousse pour faire fuir le gibier. Dès mon retour, nous nous lèverons tous pour rencontrer l'armée venue du Maroc. Ainsi, ô Askia, tu trouveras devant toi des hommes affamés et altérés, sur le point de périr, et nous n'aurons qu'à tomber sur eux et leur fendre les reins. Ceci est ma pensée. J'ai parlé pour la dire. » Certains ont approuvé ce conseil. Mais l'Askia l'a rejeté, poussé dans ce chemin par son entourage... Crois-moi, puissant pacha, les courtisans sont les ennemis du pouvoir et de l'esprit. Par eux, Dieu retire aux rois ce qu'il leur a donné.

Le Pacha et l'armée apprirent ainsi par Ould Kirinfil que mille projets contradictoires, insensés pour la plupart et issus de la cervelle de marabouts en mal de tactique ou de négociants qui craignaient pour leur fortune, s'étaient heurtés au cours de palabres si démesurées que l'on avait dû allumer des feux dans la cour du palais pour éclairer les hommes assis. « Mais ce qui est écrit dans le ciel est connu de Dieu seul. Il accorde et retire la force. Il inspire les saines résolutions et abîme la raison à son gré.

Averti, Djouder ordonna de rendre plus fréquents les exercices, d'appuyer la droite de l'armée sur le fleuve et d'éclairer la marche par de nombreuses reconnaissances. Il prescrivit en outre de ne manger que des viandes abattues sur place et de faire goûter par les otages l'eau des puits.

Avec des pirogues abandonnées, quelques arquebusiers firent une descente sur des îles échouées dans le lit du fleuve. Les approvisionnements en mil et en beurre qu'ils y trouvèrent,

contribuèrent à ravitailler l'armée et à soutenir son courage.

Les jours suivants, le bruit se confirma que l'Askia s'en était remis à son inspiration et qu'il avait réuni une troupe immense de guerriers. « Vingt mille », assuraient les uns. « Huit mille », affirmaient les autres. « Quatre fois vingt mille ! » disaient, la gorge rétrécie de frayeur, des chameliers venus du Sud.

Le Pacha sentit son cœur se ralentir, ses entrailles s'affaisser. Il hésita et connut cette peur que les plus forts ne peuvent ignorer. Cette nuit-là, Djouder ne dormit pas. Il revit son existence : sa toute jeunesse, les monts neigeux qui dominent Grenade, le chien de sa maison qui partageait son repas de maïs et d'ail et qui le regarda partir pour l'aventure, son chemin de misère et de succès, les murailles chauffées à blanc le jour du reniement, les enchaînements et les abandons. Il ferma les yeux à la pensée de Zouleïkha, presque inconnue et plus que jamais désirable, la revit jeune fille, lui donnant l'eau sur la route ; du bout du monde, il se l'imagina dans les délices du palais et ne put retrouver qu'une image voilée...

Soudain, le pacha releva la tête : il ne pouvait pas se laisser submerger par ces Noirs. Reculer, c'était la mort plus sûre encore. Il devait vaincre. Au souvenir de ses premiers combats et du destin qui l'avait favorisé, il ne conçut pas véritablement un seul instant sa perte. Son corps seul avait tressailli.

Il sortit. Sur le seuil de la tente, il dut enjamber Si-Mana, qui dormait à la place où il avait rêvé tous ses rêves d'eunuque depuis le départ de Marrakech. En face du camp assoupi, le fleuve reflétait les étoiles, la Voie lactée, la Croix du Sud. Djouder se signa et promit en son cœur de relever cette croix sur ce pays mystérieux et peuplé d'infidèles où il allait créer un empire nouveau...

A l'aube du douzième jour après l'arrivée au fleuve, l'armée du pacha se mit en route, silencieuse et concentrée. Par extraordinaire, une pluie hors de saison descendit sur le pays, brève et serrée. Elle parut aux renégats un encouragement, un présage heureux. Du côté des Sonrhayes, on tint les mêmes propos.

Djouder, pour encourager ses hommes, leur promit le sac de Gao. Mieux encore, afin de leur prouver son espoir dans les richesses du Soudan, il leur fit distribuer, ce matin même

où il savait devoir rencontrer l'adversaire, les pièces et les anneaux de métal précieux qu'il venait de ramasser, le long du fleuve, pour son trésor de guerre.

A ce geste, le bruit courut dans la petite armée que le Pacha avait eu des assurances secrètes, — rêve, disaient les uns; révélation, affirmaient les autres, — d'une entière victoire. Comme il les exhortait, rappelant le succès de leurs précédentes expéditions, ainsi que les chefs d'armée ont coutume de le faire en pareille circonstance, le vieux bachoud de la compagnie d'El Haddad s'écria :

— Que ces fils de chiennes noires ne tracassent pas ton cerveau, pacha Djouder! J'ai vu plus fort que ça à la bataille d'El Ksar el K'bir!

— La bataille où trois rois périrent?

— Oui, trois rois! Et plus que trois rois! Croyez-moi, reprit le bachoud, aujourd'hui ce sera la bataille du Soudan et elle suffira à tout faire crouler.

Comme une rumeur se produisait dans les rangs :

— Quelqu'un pense-t-il à fuir? demanda le Pacha.

— Pas un cheveu de nos têtes n'y a pensé! s'écrièrent les caïds.

Vers l'heure de la deuxième prière, un fourmillement d'hommes et de chevaux qui remontait du Sud, sur la même rive, fut signalé. Un épais nuage environnait ce désordre.

Ould Kirinfil, effrayé par le nombre de ses compatriotes, et qui se savait perdu si les Marocains étaient battus, continuait cependant à soutenir l'ardeur de chacun. Il affecta de rire quand on aperçut au loin la tourmente de poussière que soulevaient les cavaliers et les fantassins de l'armée noire.

— Un troupeau d'éléphants ne craint pas les sauterelles! Un seul d'entre eux peut toutes les écraser! disait-il.

— Aujourd'hui, les hommes aux oreilles rouges sauront qui nous sommes! hurlaient les griots parmi la foule noire qui approchait.

Et le bruit assourdissant des tam-tams et des monstrueuses guitares de guerre accompagnait les cris de cette foule.

Les chameliers de Djouder avaient enfoui leurs chapelets au fond de leurs sacoches ou les avaient mis autour de leur cou. Leurs lèvres murmuraient des invocations. Les renégats, trop occupés à nettoyer une dernière fois leurs armes et à s'assurer de leur libre jeu, ne pensaient pas à Dieu. Au surplus, ils ne

savaient plus guère auquel s'adresser, à celui de leur enfance ou au dieu africain. Le métier les avait repris. Les gestes des anciens étaient calmes; ceux des jeunes, fébriles.

La cohue des Noirs se rapprochait, masse onduleuse sur la plaine. Elle avançait comme si elle eût été dans l'obligation de refouler un mur. De son sein, des cris impérieux s'élevaient à l'adresse du Dieu de Mahomet, à l'adresse aussi du Prophète, de tous les pieux marabouts qui lui ont succédé et dont chacun protège un des actes de la vie. Ces hommes surexcités portaient des lances et des javelots. Mais la plupart étaient armés de flèches et d'arcs, ou simplement d'énormes bâtons. Quelques archers, venus du Sud, avaient trempé la pointe des flèches dans des mixtures de sucs vénéneux.

Cependant, les renégats, au commandement du Pacha, se groupèrent en six corps, chacun sous la direction d'un caïd. Le septième caïd se mit en tête de ce qui restait de la cavalerie, reconstituée avec des chevaux pris aux riverains. Ferriro gardait les munitions, au centre arrière, et assistait le chef de l'armée prêt à se porter lui-même en quelque point de la ligne en danger. Le Pacha, d'accord avec lui, s'accota au fleuve de façon à ne pas être tourné. Il courait le risque d'y être jeté en cas de défaite; mais, à tout prendre, c'était préférable à une déroute en rase campagne où la troupe dispersée fût devenue la proie des hommes, de la faim ou des bêtes... A son aile gauche, il installa les pierriers pour inspirer la crainte du côté découvert. Le vent, qui soufflait de l'Est, devait rabattre la fumée sur le fleuve et favoriser le tir.

Ce n'est pas sans énervement que les renégats se préparaient, et la peur donnait à la peau de beaucoup d'entre eux le grain d'un cuir de chèvre tanné à Marrakech. Par un effet mécanique, la rangée en bataille, — deux rangs de fusiliers assistés chacun par deux servants, — mit de l'ordre dans les esprits. Puis l'inquiétude revint : malgré la présence des servants marocains, la double ligne des fusiliers était si mince qu'il semblait que la trombe noire dût la balayer dans sa marche.

Cependant, elle figurait les premiers rangs d'une armée impossible à dénombrer. Pour l'ennemi qui accourait, chaque homme de l'armée espagnole était multiplié en profondeur, bardé d'une puissance inconnue, cuirassé de mystère par sa

traversée des espaces, environné de charmes. Cette armée avait des ailes invincibles, prêtes à se replier sur la masse adverse, « ailes de fer et de feu », disait-on. Ce que les Sonrhayes en voyaient n'était assurément que le simulacre humain destiné à tromper les yeux et les cervelles...

Pour contrarier cet effroi, les sorciers, les noueurs de sorts et les fabricants d'amulettes, clamaient des imprécations, des menaces, lançaient des sortilèges.

— Allumez les mèches! commanda Djouder.

Tous les briquets battirent en même temps.

Droit en selle, le Pacha attendit l'inévitable. Cette bataille, il l'avait prévue, calculée : ce qu'il apercevait devant lui n'était pas à l'exacte mesure de ses prévisions. Il entendait les caïds et les bachouds répéter les commandements. Une sorte d'angoisse le fixait à sa selle. Il eût voulu parler : il était muet. Que dire? Rabâcher les ordres, c'eût été les affaiblir. Et puis, Ferriro était là... Tout son être intime, en lutte contre ses sens qui voyaient et entendaient l'orage s'avancer, lui conseillait le calme. Mais il se soulevait, tâtait son sabre, le faisait jouer, rangeait les plis de sa culotte qui le gênaient. Il haletait. « C'est la plus grande bataille de ma vie », se disait-il. « Il faut bien qu'il y en ait une plus grande que les autres », se répondait-il. Allait-il échouer au dernier moment?

Les renégats se tournèrent vers leur chef; le voyant immobile, ils eurent confiance.

— La mort plutôt que l'esclavage! hurla Ferriro.

— Regardez-les bien, criait Kirinfil, ce ne sont que des pasteurs et des pêcheurs du fleuve! Ne craignez rien!

Mais qu'est-ce qui soulevait une telle poussière, un rouleau sombre pareil à celui qui précède les tornades puissantes?

Le vacarme des griots, des sorciers et des guerriers noirs s'apaisa soudain, quand ils furent à trois cents pas des renégats. Et les renégats, silencieux, n'entendirent bientôt plus que les cris gutturaux de bergers qui poussaient devant eux, — spectacle inattendu et ahurissant, — un troupeau de bœufs... Cela couvrait tout le front des Sonrhayes et commençait à trotter dans leur direction. C'était une vague d'échines rousses, de dos bruns, de croupes tachetées; un grouillement gigantesque de cornes hautes, comme au souffle du vent d'Est les épis d'un champ de mil. Il y avait là des bœufs vendus par les habitants

du Gourma, râblés comme des buffles; des taureaux du Macina, dont les Peulhs avaient racheté leurs têtes; les bœufs venus du Zanaga, efflanqués et bossus; les bœufs au cuir avantageux descendus de chez les Mossis; les bœufs innombrables et lourds qui promènent leurs cornes longues de deux coudées sur les rives mandingues du Grand Fleuve et fournissent la pâture mensuelle aux crocodiles; les bœufs des Touaregs et des pasteurs Sonrhayes, qui servent de monnaie comme l'or et les coquillages. Excités en toutes les langues par les cris des bergers, piqués par les pointes de javelots, tous ces bœufs, panse contre panse, tête contre croupe, broyaient le sol et chargeaient lourdement, le mufle bas, les yeux exorbités et blancs.

Le Pacha regardait venir la masse incohérente de l'armée noire, précédée de cette haie de pattes, de mufles noirs, de cornes démesurées. Il pâlit légèrement, pensa, — il ne sut pourquoi, — qu'on était au dix-septième jour de la lune, que ces hommes, aussi fous que les bêtes qui les précédaient, n'avaient pas cru à sa venue, qu'il fallait profiter de leur surprise et de leur curiosité. Il regarda Ferriro, lui fit signe de la tête.

— C'est le moment! dit celui-ci.

Les bœufs mugissaient stupidement, affolés par ceux qui les poussaient vers les hommes à la peau claire.

— Après les trois premières décharges, marche lente en avant et feu tous les cinq pas! hurla le lieutenant général.

Les caïds répétèrent. Soudain calmes, les soldats, les chaouchs et les bachouds, étaient devenus aussi rigides que le canon des mousquets appuyés sur les fourches. Le premier rang, à genoux; le second rang, debout, à six pas en arrière. Les mèches grésillaient près des bassinets. La foule noire n'était plus maintenant qu'à soixante pas.

— Feu!

L'espace fut déchiré d'un coup. Une seconde décharge crépita. Une troisième roula, puis une quatrième, dont le bruit se confondit avec une clameur formidable. Alors, du haut de leur cheval, le Pacha et Ferriro purent contempler ceci : le rideau de bœufs qui cachait les Sonrhayes se souleva, ondula formidablement et se rompit. Affolées, les bêtes destinées à recevoir les balles jusqu'à la rencontre des deux armées, se retournèrent vers leurs maîtres, tête basse, cornes pointées. Les beuglements de douleur se mêlèrent aux jurons, aux imprécations des

hommes bousculés, aux hurlements des sorciers et des griots.

Encouragés, les renégats firent cinq pas en avant et tirèrent leurs armes de rechange, posément, à intervalles réguliers, pour ne point laisser de répit à la masse informe qui tourbillonnait devant eux. Le tumulte fut alors à son comble dans les rangs des Sonrhayes. Les bœufs, cornes en terre, ruaient; les bœufs montaient les uns sur les autres; les bœufs s'entassaient en pyramides grouillantes; les bœufs allaient en tous sens portant à bout de cornes leurs bergers têtus et éventrés. Les blessés qui couraient, la poitrine trouée par les balles, augmentaient le désordre. Les bœufs, dans leur hâte de fuir, enfonçaient le centre, cherchaient à s'écouler par les deux extrémités, semant la panique chez ceux que les balles avaient épargnés. Et les décharges de mousqueterie scandaient un long meuglement, un orage de cris.

Il y eut un flottement. La première ligne des Sonrhayes, compacte mais sans unité, oscilla. Il se produisit des poussées en avant, suivies de reculs effarants. Alors le Pacha se retourna vers Ferriro :

— Fais charger les cavaliers sur la gauche. Ces fils de chiennes vont tous s'entretuer et se piétiner. Fais charger !

La confiance, revenue pleinement dans les rangs de la petite armée de Djouder, se changea en impétuosité, tandis que la folie se mit chez les Sonrhayes. Les noueurs de sorts, déjà vaincus, se cachaient derrière les buissons. Quand les cavaliers marocains se précipitèrent sur ces hommes en désarroi, quoiqu'ils ne fussent pas plus importants que quelques abeilles autour d'un troupeau de chèvres, les Génies ennemis des Sonrhayes jetèrent à poignées les frissons et les terreurs dans les rangs de l'armée noire. Les bruits rapportés sur les Espagnols et sur leurs armes s'amplifièrent, submergèrent les volontés, les croyances et les superstitions, firent douter de la vertu des incantations et des amulettes. Des chefs noirs, au comble de la fureur, égorgeaient le sorcier qui les accompagnait. Ils devinrent à leur tour plus fous que leurs hommes, eux-mêmes aussi fous que les bœufs. Leurs sentiments et leurs idées s'embrouillèrent, tourbillonnèrent comme les cavaleries emmêlées, hachées par les décharges de la mousqueterie. Et la répétition de ces décharges devint une torture. Hors d'eux-mêmes, les Soudanais, mettant leurs mains devant les yeux pour ne pas voir le feu

des mousquets, oublièrent qu'ils avaient des arcs et des flèches, des sabres et des lances. Et chacune de leurs poussées incohérentes était clouée par ce roulement d'enfer qui sortait de la ligne des hommes blancs, et chaque roulement leur faisait courber la tête, soulevait des clameurs, déchaînait des convulsions. Le sang zébrait de rayures indescriptibles les vêtements flottants et clairs.

Des balles hautes, atteignant l'arrière des Sonrhayes, y semèrent l'affolement que le vacarme n'avait pas encore déclenché. Irrités, les archers de l'askia lançaient leurs flèches qui tombaient en grand nombre dans la mêlée de l'avant. Et les chocs de la mousqueterie continuaient à percer les crânes, à refouler le mur noir, à bouleverser la foule d'où s'élevait à chaque coup un concert de plaintes enragées.

Et les bœufs, toujours les bœufs, qui meuglaient, qui reniflaient du sang, qui poussaient devant eux ou emportaient à leur suite la moitié de l'armée noire sur la route de Gao !

L'ASKIA et sa cour se tenaient au centre arrière, entourés de leur garde. Chaque homme de cette garde, colosse à peu près nu, portait au poignet un bracelet d'or pur, insigne de la bravoure. Aucun n'avait jamais tourné le dos à l'ennemi. Ils ignoraient la peur. Pour donner du courage au reste de l'armée, ils avaient mis un genou en terre et avaient lié ensemble leur cuisse et leur jarret replié, comme il est d'usage de le faire pour garder au repos les chameaux turbulents. Ainsi ces braves, tirant leurs flèches dans cette position, se mettaient dans l'impossibilité de fuir. Les ravages de la mousqueterie furent incroyables parmi eux. Gardant leur sang-froid, ces vétérans des campagnes contre les Mandingues, les Peulhs, les Touaregs et les Gourmantchés, restaient muets et continuaient de se battre. Quand ils virent leur roi s'avancer vers le front des mousquets, ils se détachèrent et le précédèrent en vociférant.

Ce fut une trombe qui vint s'abattre devant les renégats. Les chairs pantelaient, les bouches écumaient, les poitrines haletaient. Les balles et les javelots entraient dans les corps avec le bruit visqueux d'un caillou qui tombe dans la vase. Des coureurs, essoufflés, allaient de l'Askia au front de bataille, portaient des ordres, en recevaient de contradictoires. Les griots, les

sorciers se démenaient, tapant sur leurs tamtams crevés. « Du courage! De la force! Prenez garde à droite! Faites attention à gauche! Durcissez vos cœurs! Devant vous! Devant vous! » Élans tumultuaires! Effervescence de clameurs dans le carnage! Les armes crissaient, les flèches sifflaient, les gorges se déchiraient. Et sur ce grondement, sur ce conflit des races, un nuage de fumée bleue se répandait et grisait les hommes noirs qui, le matin encore, ignoraient l'odeur de la poudre.

Un remous plus fort amena un groupe de Soudanais près d'un des étendards des renégats. On vit la bannière verte osciller, tomber, se relever et prendre la direction de l'armée des Sonrhayes. Mais Ferriro, dressé sur son cheval, aperçut le danger. Il entraîna d'un cri son entourage, bondit sur les ravisseurs et, à coups de sabre, les dispersa.

Djouder put le voir tout à coup lâcher son arme, se pencher, saisir l'étendard, retourner son cheval et revenir du côté du parc à munitions. Il s'arrêta entre les lignes et la réserve qui gardait la poudre et, là, ayant mis pied à terre, il s'assit sur le sable. A ses côtés, sur la soie verte étalée, le croissant d'or rutilait au soleil de la dixième heure.

Djouder ne l'avait pas suivi : il s'élançait vers le centre. Les compagnies d'arquebusiers, un moment déconcertées, furent soulevées par le coup d'éclat de Ferriro. Une heureuse décharge ayant fait tomber autour du roi des Sonrhayes ses plus fervents fidèles, un de ses ministres se précipita vers lui et le ramena derrière les archers qui faisaient, — morts et vivants, — un mur inébranlable.

— Crains Dieu, te dis-je! haletait-il.

Et pour le décider :

— Viens, nous recommencerons la bataille demain avec les hommes venus du Levant.

Comme l'Askia hésitait, soudain un cri retentit du côté de l'armée du Nord. C'était le pacha Djouder qui galopait en travers de ses troupes.

— Coupez les têtes! criait-il. Coupez les têtes!

— Coupez les têtes! répétaient ses lieutenants.

Cela devint le mot d'ordre. On dégaina les sabres. La fureur du sang saisit les hommes blancs, exténués, décidés à en finir.

— Coupez les têtes!

L'Askia vit le sang couler, jaillir comme des fontaines, autour de lui. Il suivit alors Boukar Lambar et le *balama* et les quelques *farma* que la mort n'avait pas encore frappés.

Ce fut la déroute. L'armée noire sentit que Dieu s'était éloigné d'elle avec son roi. Ce ne fut plus un combat, mais une trouée pour s'éloigner du feu par-dessus les cadavres des hommes et des bœufs, à travers les enragés qui persistaient à se défendre. Il y eut, à ce moment, peu de Sonrhayes qui ne pensèrent que la place qu'ils occupaient ne fût une place de mort. Ils la fuyaient et la même idée les poursuivait, les obligeant à fuir plus loin, pas du côté des armes à feu, pas du côté des hommes blancs, mais du côté qui les avait amenés. Et nul d'entre eux n'espérait retrouver le souffle de vie hors de ce chemin.

— Coupez les têtes!

Le sinistre cri se répétait. Il avait remplacé les ordres du Pacha, des caïds, des bachouds. Ce n'était plus un cri, mais une rumeur grondante comme le vent dans les branches, qui reliait entre eux les feux de salve et le bruit intermittent des pierriers.

— Coupez les têtes! Coupez les têtes!

Ferriro, toujours affaissé sur le sable, dépassé maintenant par l'armée qui s'était avancée à mesure que les Noirs reculaient, entendit le cri et releva les yeux. Il aperçut, droit sur son cheval, Djouder, son Djouder, son Pacha, son ami, presque son enfant. Il le vit tendre le bras, donner des ordres. Tout blanc dans son burnous de fine laine qui recouvrait une cotte de mailles, il s'agitait dans la bataille. Il voulut lui crier de prendre garde aux flèches égarées, aux flèches que décochent les fuyards, autant par vengeance que pour se débarrasser de leurs armes. Mais il était trop loin. Alors il sentit, au creux des entrailles, une douleur qui amena un rictus sur sa face couleur de cuir. Il baissa les yeux, dégagea son burnous et vit la flèche qui l'avait troué. D'un geste sec et rageur, il voulut l'arracher. Le bambou cassa. Alors, fébrile, il écarta ses vêtements, saisit à pleines mains le tronçon et tira de toutes ses forces. Il éprouva un soulagement, regarda un instant le fer ténu et noirâtre sous la couche de sang, et le rejeta derrière lui. Il voulut appeler, mais ne put qu'agiter la langue comme les blessés qui vont mourir.

— Coupez les têtes!

Le cri dominait tout maintenant; les mousquets s'étaient tus; Ferriro fut sur le point de s'étendre près de la bannière. Mais, d'un sursaut de vieux soldat, il se tint accroupi et contempla sa blessure. Le sang jaillissait en boule, délivrant l'accumulation intérieure. Ensuite ce fut un suintement saccadé, au rythme du cœur. Et la tête de l'ami du Pacha s'abaissait et se relevait. Hébété, il regardait couler, sourd au bruit de la bataille, les yeux fixes. Tout à coup, la terreur lui crispa le visage : le sang, son propre sang, descendait le long de la hanche, se répandait sur la bannière après avoir rougi sa culotte de laine blanche. Et voilà que les plis de l'étoffe amenaient le liquide écarlate à se former en deux lignes qui se coupaient. « *La Cruz! la Cruz!* » murmura faiblement Ferriro.

— Coupez les têtes! répondait l'armée qui s'éloignait de lui.

Son corps vacilla. Une mousse rosée fusa entre ses lèvres. Sa mâchoire se mit à s'agiter par détentes. Et comme des hommes, quittant la colère de la bataille, s'avançaient dans sa direction, il s'affala et se vida sur la bannière. Ferriro seul avait vu la croix sanglante, tandis que derrière lui s'écroulait l'empire des Sonrhayes.

Les hommes envoyés par le Pacha à sa recherche le trouvèrent mort, encore chaud et les yeux grands ouverts comme un poisson abandonné sur le sable.

Quand la plaine fut nivelée devant l'armée du Pacha réunie, on pouvait suivre à l'horizon, par-dessus les arbustes, la poussière que soulevaient les débris informes et tumultueux de l'armée des Sonrhayes.

Tandis que les renégats essuyaient leurs armes, attachaient leurs blessures, essoraient le sang et la sueur, quelqu'un s'écria :

— Voici l'heure de la prière de midi!

Des rires et des jurons accueillirent cette boutade, et les soldats marquèrent de l'étonnement. Il leur semblait, tant l'action avait été pénible, que quelque nouveau Josué avait arrêté le soleil. Tous s'assirent sur le sable, comme s'ils étaient repus de boissons fortes et de victuailles pesantes...

Quand les caïds cherchèrent le pacha pour obtenir les ordres de poursuivre l'ennemi, ils le virent de loin agenouillé près du cadavre de son ami Ferriro. Et ce jour-là, l'armée des Sonrhayes ne fut pourchassée que par la peur...

GAO

Le premier festin des vainqueurs du Soudan près du champ de bataille fut un repas triste, égayé seulement d'une remarque passée de bouche en bouche : « On mangeait la machine de guerre inventée par les Sonrhayes. »

Les morts furent ensevelis au bord du fleuve, sur la dune où l'armée s'était rassemblée avant le combat. Chose singulière, des bois croisés surmontèrent de nombreuses tombes au lieu de la pierre que plantaient en terre les musulmans... Si-Mana dressa sur la tombe de Ferriro la croix et la pierre, jugeant dans sa cervelle d'eunuque qu'il est préférable en tout point de dormir sous le signe de deux prophètes.

Puis une voix s'éleva pour rappeler une promesse solennelle du Pacha : le sac de Gao. A cette idée que l'énervement, la fatigue et la peine avaient fait oublier, chacun se mit en devoir de préparer ses armes, son équipement. On rassembla les chameaux, ainsi que les chevaux et les bœufs du ravitaillement (on comptait trouver tout dévasté devant soi), pendant que des corvées spéciales achevaient de dépouiller les cadavres et les blessés ennemis de leurs boucles, colliers et bracelets d'or pur, et de brûler les armes des vaincus.

La vue de cet or réveilla l'armée. En toute hâte, elle remonta le fleuve pour achever sa conquête et en profiter. Lorsque Djouder se retourna une dernière fois vers la tombe de Ferriro, il ne vit plus que le vol tournoyant des vautours du Soudan tout entier, qui marquait dans le ciel le lieu de sa victoire.

Deux étapes conduisirent les renégats en vue de Gao, la capitale des Sonrhayes. Quand ils aperçurent de loin, se profilant sur le ciel, le minaret cornu de la mosquée élevée par Es Sahéli, ils se crurent au terme de leur effort, au centre des richesses du monde. Répandues à perte de vue et aplaties sur le sol, uniformes, grises ou rougeâtres, les maisons de Gao ressemblaient à une armée immobile, arrêtée sur le bord du fleuve. De place en place, des mosquées au minaret pyramidal simulaient assez bien les chefs à cheval.

Il n'était plus étonnant qu'une telle foule de combattants eût pu se réunir et s'abriter sous ces toits en terrasse.

La population de la ville, ou plutôt ce qui en restait,

s'était avancée à la rencontre des Espagnols, leur portant des plats préparés, du lait frais ou caillé, des volailles et des quartiers de mouton. Il n'y avait là, à côté des misérables qui n'avaient pu, à l'instar de l'Askia et de la cour, passer sur la rive opposée, que des étudiants attirés en ce lieu par les médersas, des négociants et des ouvriers. Précédés d'un vieillard courbé sous les ans et la science des hommes, le chérif Mahmoud Dramé, ils venaient offrir aux renégats, porteurs du feu mystérieux, une partie de leur avoir, de leur savoir et de leur pouvoir, dans l'espérance que le reste leur serait conservé avec la paix que leur roi n'avait pas su garder.

Et le pacha Djouder, dont le cœur venait d'être ébranlé par la mort de son ami, ordonna qu'il ne leur fût fait aucun mal, « pas même, cria son chaouch, leur faire boire de l'eau par contrainte ». En revanche, il livra à ses soldats les maisons des fuyards.

Ce fut alors que les désillusions tombèrent sur les vainqueurs comme la pluie après le premier vent de la tornade. Elles s'abattirent sur eux avec les mouches que le peuple sonrhaye avait abandonnées et ne nourrissait plus. C'était de l'or que tous cherchaient : il n'y avait point d'or visible, ni en monnaie, ni en bijoux. Les maisons contenaient seulement du beurre, du mil, des métiers de tisserands, des outils de forge et des ustensiles de cuisine, des tapis de la montagne et quelque bétail, dont nul n'avait voulu encombrer les pirogues. Dans les rues, des coulées de grains, des objets oubliés, trahissaient une certaine abondance, mais pas ce qu'espéraient les renégats. Où étaient les monceaux d'or qu'ils avaient rêvés ? La ville, si célèbre à travers le désert et jusqu'à la mer marocaine, apparut tellement mesquine aux soldats, aux caïds et au Pacha lui-même, avec ses huttes en tiges de mil, ses maisons de terre pétrie, que la rage et le dégoût secouèrent ces hommes que la bataille n'avait pu ébranler.

— C'était pour ça seulement que tu nous as amenés ici ? criaient les soldats à leur chef.

Et les chefs réunis appelèrent Ould Kirinfil.

— C'est ça seulement que tu as à nous offrir? dirent-ils avec colère.

— Laissez-moi faire, dit l'homme qui sentit que la ruse seule pouvait le sauver. L'or et les richesses se sont enfuis à notre

approche. Il aurait fallu venir comme l'hyène, sans bruit. Et vous avez bondi comme des lions rugissants. Les antilopes, les chèvres même, sont parties...

— Alors!... Où se trouvent les biens innombrables dont tu nous avais parlé?

— Je vais vous en faire donner une partie dans cette ville : de l'or dont je connais le secret, des esclaves et des tributs qui vous combleront de satisfaction.

— Et ensuite?

— Vous irez à Tombouctou! Pendant que je régnerai ici pour vous, vous prendrez les richesses de la grande ville qui, elle, ne trompe pas!

Les caïds baissèrent la tête, pensifs.

— Va! dit le Pacha. Et fais vite!

— Qu'il nous envoie des esclaves! dit El Haddad, fils de forgeron.

Tristes et lassés, les vainqueurs faisaient figure d'étrangers dans cette ville de Gao presque déserte. Par habitude, ils installèrent leur garde pour passer la nuit en sécurité.

Ce soir-là, les ribabs et les gumbris des lanciers marocains, réveillés après la victoire, se turent de nouveau. On n'entendait que les aboiements des chiens qui, eux, n'avaient pas traversé le fleuve, et les gémissements des femmes qui subissaient les premières le poids de la défaite de leur roi.

Et les renégats, près des belles esclaves noires, n'ayant trouvé que des corps dociles et inconscients au lieu de l'or et de la flamme qu'ils espéraient, se prirent à regretter les ruelles de Marrakech et ses fondouks, la cabane de leur père, leurs jardinets d'Andalousie accrochés en marches d'escalier aux flancs des montagnes et où les grenadiers ombrageaient des fleurs communes... Ils regrettèrent même les plats d'oignons, de fèves et de couscouss, que leur dispensaient les femmes de Marrakech avant qu'ils ne connussent le rêve d'or du Soudan.

Le Pacha se retira dans l'appartement royal, chambre spacieuse d'un palais de boue séchée, où l'on avait apporté les tapis les plus précieux de la ville. Il demanda des roseaux, un pot d'encre, des parchemins venus de la mosquée.

Resté seul, et considérant le fruit de ses angoisses et de ses peines, il douta une fois de plus. Il venait de recueillir quelques

charges d'or, et il douta de l'or de ce pays qui, pensait-il, n'avait gagné du prestige que par son éloignement. Il douta de la valeur de ces contrées et de sa propre puissance. Il douta même de l'autonomie qu'il cherchait à se donner et du royaume qu'il voulait mettre aux pieds d'une petite chérifa. Les forces de son imagination qui, jusque-là, dépassaient ou devançaient la réalité, l'abandonnèrent un instant, au point de lui faire mésestimer sa conquête.

C'est que la mort de Ferriro venait de le laisser isolé. Ferriro était pour lui le miroir déformant qui lui reflétait un autre Domingo que le Domingo rêveur, un autre Djouder que l'amoureux aventurier, qui lui renvoyait une image qui n'était pas toujours la sienne mais à laquelle il se devait d'être fidèle.

Le point d'appui extérieur ayant disparu avec Ferriro, le pacha Djouder cherchait instinctivement autour de lui. Si-Mana? Un eunuque nègre; dévoué, mais sans volonté ni conscience. Les caïds? Jaloux, comme tous les subalternes.

Au moment que Djouder s'apprêtait à écrire, Ould Kirinfil demanda la permission d'entrer.

— Que Dieu améliore sans cesse ta situation, puissant Pacha! L'Askia des Sonrhayes vient d'envoyer des émissaires pour dire ceci : « Vous êtes venus, Dieu vous a donné le pouvoir, mais la fièvre vous le reprendra... Partez et voici ce que je vous propose : Je m'engage à reconnaître comme sultan le chérif Moulay Ahmed el Mansour, à lui verser cent mille pièces d'or, à lui livrer mille esclaves d'une valeur de cinquante à quatre-vingts mitqals d'or pur ...»

Ould Kirinfil s'arrêta :

— C'est tout? demanda le Pacha fort en colère. Dis à ces hommes que la tête de leur maître est plus déformée que la meule d'un barbier de Marrakech!

— Fais doucement, Pacha victorieux! Ce n'est pas tout. L'Askia paiera chaque année un tribut. Le sel de Taodenit et de Teghaza sera entre les mains d'El Mansour qui, seul, pourra le faire entrer au Soudan. Les *cauris* (1) qui nous venaient de la Mecque et du pays du Caire, seront fournis au Soudan, après ce jour, par le sultan du Maroc. L'Askia vous enverra des chevaux pour remplacer les vôtres, du cuir et des selles, des

(1) Coquillages qui servent de menue monnaie.

pirogues, des esclaves et toutes choses dont vous aurez besoin. Pacha puissant, pars de Gao! Tes guerriers y mourront sans profit. Je déterrerai pour toi un trésor de l'Askia et te le donnerai pour ton maître... Mais pars d'ici, va à Tombouctou qui est la ville du commerce, la ville puissante, qui commande le désert et le Soudan, l'or et le sel...

Ould Kirinfil sortit à pas feutrés sans attendre la réponse du Pacha.

Sous le poids du doute, Djouder craignit de compromettre inutilement son succès et il écrivit d'abord : la fin de la traversée du désert, le détour sur Gao... « La terre embrasée nous a fait bouillir la cervelle et fondre le corps... L'ardeur du soleil descendait sur nos têtes, si brûlante qu'il semblait qu'on pût la saisir avec la main... » Puis, la bataille, la victoire : « Les glaives se sont entremêlés et ont rempli les coupes de la mort jusqu'à les faire déborder... » Ensuite venait la déception : « Gao est un mirage, un de ces mensonges qui courent comme un chien sans maître. L'or est dans le pays, mais il faut aller le chercher. Le bétail est épars. Les esclaves sont à enlever. La ville, malgré ses sept mille six cent vingt-six maisons, est moins remarquable qu'un faubourg de Fez. Et je ne parlerai du palais royal que pour dire qu'il est moins somptueux que la maison du chef des âniers à Marrakech. A peine trouvons-nous de quoi nous nourrir et nos habits sont rapiécés comme l'outre d'un marchand d'eau à barbe blanche... »

Suivaient les propositions de l'Askia qui offrait de l'or, des esclaves, un traité de commerce entièrement favorable à l'empire du Moghreb.

« Sultan célèbre, si tu acceptes, tu seras le Doré sans conteste et tu ne nous imposeras pas des souffrances et des combats tels que nous serons promptement épuisés par nos propres victoires. La fièvre nous assaille et chaque jour disparaissent de braves guerriers, qui, tout le long de la route, ont chanté la gloire de ton nom. Les maladies vont nous obliger à quitter Gao sans retard et à nous diriger vers Tombouctou, qui seule d'ailleurs peut être le siège de ta puissance et de ton représentant. C'est le port du Sahara d'où nous contrôlerons les salines, les caravanes venant du Septentrion et du Midi, du Levant et du Couchant; d'où nous partirons à la conquête des vrais royaumes de l'or dont je n'envoie aujourd'hui à tes pieds

qu'une faible partie recueillie après la victoire. Que cette lettre trouve en paix le très digne sultan Moulay Ahmed el Mansour ed Déhébi, que Dieu le couvre de ses faveurs et lui inspire les ordres qu'il répondra à son serviteur, esclave de Dieu... »

Quand le Pacha eut écrit les derniers mots, il pensa longtemps et longtemps encore, si bien que l'aube le trouva étendu sur un tapis, la nuque sur une selle.

Les jours suivants, malgré les rafles de nourriture, les soins à la thériaque et à la licorne donnés aux blessés de la bataille, bien des hommes moururent dans cette amosphère chaude et encombrée de mouches. Le Pacha, épuisé lui-même, demanda des bêtes de somme, les obtint, réunit les caïds et, après avoir recueilli leurs avis,décida d'aller à Tombouctou.

Auparavant il fit partir pour Marrakech une caravane de deux cents esclaves noirs, escortés par une section de fusiliers, sous les ordres du bachoud Ali el Adjémi. L'escorte protégeait, dit-on dans le camp, un envoi de dix mille mitqals d'or pur destinés au sultan.

La dernière nuit avant le départ, il écrivit au caïd Jilali une lettre qui devait être lue à la harifa Aïcha bent Ismaïl, qui devait elle-même en transmettre les paroles à Zouleïkha, dont l'image grandie par la distance, emplissait à cette heure, le vide des palais sonrhayes.

« C'est avec les pieds d'un messager que le sable du désert brûlera, que je me rends vers vous, et c'est avec mon roseau que je vous adresse ce discours... Mon sabre a été comparable à Zoulfiqar, celui du Prophète... L'armée a été une meule qui a broyé le Soudan... Elle va me suivre à Tombouctou d'où je vous enverrai des charges d'or pur dignes de vous, et telles que le Doré n'en donna jamais à une femme... Tombouctou sera votre capitale. Quand vous quitterez le palais pour venir me retrouver, il n'y aura pour vous ni honte ni abaissement, pas plus qu'il n'y en a pour un maître à pénétrer dans la maison de son serviteur... Les regards de Dieu sont sur nous, car il nous a fait échapper jusqu'ici à des dangers sans nombre. Mieux que cela, il nous a ouvert les yeux sur les dangers à venir. Sur cette terre désolée où le caillou ressemble au caillou, le grain de sable au grain de sable, il nous a montré la voie. Il a fait le compte de nos heures et de nos jours, celui de mes peines aussi. Et je sais

maintenant que tout ira suivant sa volonté et le désir de celle qui est la maison de mes pensées. Que le salut de l'Unique soit sur elle qui m'a élevé! Qu'Allah répande ses grâces sur sa beauté, n'offre que des fleurs à ses regards, et que le miel soit sa nourriture... ».

Djouder savait bien qu'il promettait plus qu'il n'espérait encore ; mais cela lui adoucissait le cœur et le consolait de la mort de Ferriro et des brutalités de la victoire.

Cette lettre fut remise à Ould Kirinfil qui devait se rendre en hâte à Tombouctou et la confier ensuite à une caravane qui allait à Marrakech et dont le chef était un homme sûr.

Le dix-huitième jour après leur victoire, Djouder et son armée reprirent la route du Nord, laissant le fleuve à leur gauche. Les chiens de Gao, qui n'avaient pu fuir avec leurs maîtres, aboyèrent sur les talons des vainqueurs; d'autres les suivirent, car eux seuls crachaient des restes de nourriture et marquaient de cadavres la route de Tombouctou.

TOMBOUCTOU

A la fin du mois de Djômada, en l'an 999 de l'hégire, le pacha Djouder installa son armée sur un mamelon devant Tombouctou. Et les deux puissances se contemplèrent.

L'armée ne comptait plus que six cents fusiliers à pied, deux cents fusiliers à cheval et trois cents lanciers, mais elle venait de disperser le dernier empire du Soudan. En face d'elle, une ville chargée de soleil, de mystère et de célébrité, qui étalait sur le sol légèrement ondulé un troupeau innombrable de masses cubiques et jaunâtres. Faites de terre pétrie et séchée, enduites de limon, ces demeures tournaient toutes le dos à la brûlure du vent d'Est. Çà et là, des troncs de pyramides dépassaient hautement les dos plats et même les palmiers de Thébaïde maigres et fourchus : les mosquées. La plus haute, Sankoré, portait dans le ciel gris bleu la gloire de sa science ; toutes étaient hérissées de menus bois, sur quoi grimpent les maçons qui chaque année réparent l'injure des pluies d'hivernage. Des touffes éparses de gommiers entouraient la ville, descendaient avec les jardins vers le faubourg de Kabara qui servait de port sur le fleuve. Placée au carrefour des routes

et des vents, Tombouctou contrôlait ainsi le trafic des eaux et y étanchait sa soif.

Point de murailles inutiles. Depuis sa naissance, depuis que, cinq siècles auparavant, une tribu de Touaregs, lasse de suivre ses troupeaux, avait, sur le conseil d'une vieille femme, replié ses tentes et construit des huttes de terre battue propices au sommeil du jour, la ville avait été violée par des envahisseurs nombreux : elle avait toujours fini par les corrompre.

Les années s'étaient de la sorte écoulées, inégales en fortune pour cette femme de mauvaise vie, — toujours soumise. Elle avait attiré les négociants du Moghreb et son or avait pénétré l'Espagne, les savants de la Mecque ou du Caire et de pieux personnages vivaient encore près du fumier public. Chez elle, la folie du désert venait se mélanger sans cesse aux instincts barbares du Sud : échanges, innombrables et souriants, sanglants ou lascifs, instables et mêlés de frayeurs.

Pour se mieux garder d'une surprise, reposer les soldats et les empêcher de se répandre sans ordre et sans précautions parmi les délices de la ville, le Pacha les avait installés dans un camp retranché, entouré de buissons épineux, où il avait réuni ses munitions, ses armes, son trésor, ses esclaves, ses bêtes et les otages qu'il avait obtenus sans retard.

Par fierté, il refusa d'abord de visiter Tombouctou et se contenta d'accueillir les dignitaires et les savants, les chefs de quartier et les négociants notoires, qui venaient faire acte de soumission et mettre leurs biens sous la protection du vainqueur, ainsi qu'il est d'usage dans tous les pays du monde.

Mais la curiosité n'épargne pas les chefs. Un jour, fatigué d'entendre vanter les plaisirs de la reine du désert, également désireux de connaître par lui-même la physionomie intérieure de cette cité immense et compacte autant que les dispositions de ses habitants, il interrogea Si-Mana :

— Seigneur Pacha, dit l'eunuque, la crainte est déjà maîtresse de Tombouctou. Tu t'y promèneras comme un lion dans un pâturage d'antilopes...

Le pacha Djouder est arrivé sur la grande place de Sankoré, à l'heure d'*asr*, à cette heure paisible où les hommes de toute caste viennent goûter, sous les arcades, les bienfaits de la

rêverie. L'ardeur du jour en a chassé les marchands. Une telle paix y règne que le Pacha modère le pas de son escorte et s'en va parmi les groupes, seul avec Si-Mana et un otage qui lui sert d'interprète.

Triomphant, le soleil étale son manteau de feu sur la ville. A la mosquée, il a fait rentrer le *khatif* dans l'ombre de la nef, et descendre le *muezzin* au bas de la tour. Nul ne conteste le vainqueur. Le vent du désert, lui-même, a fait sa soumission. Les flèches ardentes, directes et sûres, tombent sans bruit sur les terrasses. Leur brûlure glisse le long des murs et des piliers, se répand sur le sable. L'ombre est précieuse. Les esprits aveulis recherchent la paix souveraine, la paix légère comme la fumée du kif, ce chanvre à grand peine venu des Indes et de l'Arabie heureuse et que les caravaniers échangent contre l'or et l'ivoire.

Sous les arcades ombreuses, des formes blanches sont allongées, impuissantes, sans mouvements. D'autres formes blanches les rejoignent et, lentement, s'écroulent invertébrées.

... Voici Mohammed Kiraï, le juge, qui tire de son manteau une pipe minuscule, à long tuyau de roseau. Il la garnit lentement d'une pincée de débris jaunâtres. Nonchalant, l'éphèbe qui l'accompagne enflamme une mèche avec deux pierres. La pipe grésille. Une fumée grise sort à regret de la bouche du fumeur.

... Fara Omar, chef de pasteurs, cherche un coin frais, y étale une natte. Il allume une pipe. O chaleur! Tout effort est une souffrance. Pourtant, le plaisir exige tout au moins la préparation du plaisir.

... Ouanado le marchand paraît à bout de souffle, comme s'il arrivait du lointain Macina. Un dernier mouvement n'est plus une peine quand il se réduit à une pipe bourrée, surmontée d'une braise, et que l'on aspire les yeux mi-clos.

...Voici Bamba le boucher, Kankabali l'ânier, Mohammed Kenati le professeur d'arabe, Omar Kouzagho l'écrivain public, Moussa Benko le tisserand, et d'autres que l'on ne peut compter. Les éphèbes passent dans les groupes et distribuent les braises qu'ils portent sur une tige de palmier, jusqu'au moment où ils s'affalent, eux aussi, sur les nattes.

Le silence est lumineux et lourd. Les insectes sont collés au tronc des arbres, du côté de l'ombre. Des ânes, sur la place, ont peine à retenir leur tête de choir dans le sable. Leurs babines

s'allongent démesurément, leurs cils se rejoignent : ils rêvent de frais pâturages, de charges légères et de maîtres claudicants.

Sous les arcades, les masses blanches rêvent aussi. L'air est léger. Le corps est léger comme la fumée du kif. Des femmes passent lentement, porteuses de calebasses, d'outres et d'amphores. Fantaisies. L'air est impalpable comme du beurre fondu. Un nuage : il n'apporte pas la pluie favorable, mais des fantasmagories. Daouda Kouro voit sa femme! Hier soir, elle était vieille et acariâtre : la voici jeune et belle, sa voix est douce comme un lait matinal... Le puits de Takouni est moins profond, le champ d'Abou Bekr est tout proche et fertile à souhait...

Les rêveries se déplacent, vont de l'un à l'autre, tombent, se relèvent et festonnent : lianes d'une forêt enchantée. Les vérités deviennent confuses, les mensonges éclatants. A chaque instant, un homme s'ajoute au groupe, s'y confond. Est-ce bien un homme? ou une volute de fumée qui se dissout dans les volutes de fumée?... Tout se mélange. La farandole reprend, sans heurts, incertaine et tremblante, pesante et légère à la fois.

...Les pipes se vident, sont remplies de kif et fumées à nouveau. L'air est subtil, la lumière embrasée. Le nuage s'élève, emmêle et dévide les fils du rêve... Les chiens roux ou jaune pâle, allongés sur le sol, près des piliers, s'agitent faiblement; ils ont, eux aussi, des visions d'eau et de ripailles... Les oiseaux ébouriffent leur plumage et, le syrinx desséché, l'œil voilé, se taisent. Les lézards familiers et les serpents sont cachés sous les pierres. Les scarabées replient leurs pattes crochues et dorment, sans éclat. Les chameaux, affalés contre les maisons, allongent leur cou mince comme l'ombre des murs. Les mouches oublient d'être agitées...

Le pacha Djouder contemple ce coin de ville endormie, la grande place de Sankoré. Rassuré par tant de quiétude, il va retourner au camp, lorsqu'un vieillard apparaît à un angle de la place, sorti d'une des ruelles pressées entre les murs jaunes, par où la multitude débouche aux jours d'affluence. Il s'appuie sur un grand bâton. Une barbe blanche encadre son visage noir. Vêtu de blanc.

— Ahmed Baba! murmure l'otage du Pacha.

— Qui est-ce?

— Aucune cervelle d'homme ne sait ce qu'il sait.

— Que fait-il ici ?

— Il est le savant, le jurisconsulte... Rien de la loi, dans le ciel et sur la terre, ne lui est ignoré.

Le vieillard s'avance. Le garçon dont la vie répond auprès du vainqueur de la bonne foi de ses compatriotes s'incline profondément. Et, dans le silence pesant comme une montagne, la voix du vieillard s'élève au pied des colonnes, sous les ornements étranges qui décorent le faîte des maisons.

— O ville qui fus puissante, tes lions se sont éloignés ; tu n'es plus habitée que par des bœufs à la cervelle gluante. O Tombouctou, ville en sommeil, tu es un arbre mort ! Les oiseaux viennent encore se percher sur tes branches, mais tu ne portes plus de fruits !...

Et l'ancien, le savant, le pèlerin de la Mecque, le jurisconsulte Ahmed Baba, qui accueille des disciples de tout âge venus des confins du monde, s'éloigne en traversant la place.

— Rentrons au camp, ordonne le Pacha, qui savait maintenant ce qu'il désirait savoir. La puissance de la reine du désert tient à sa renommée plutôt qu'à la vaillance de ses habitants.

Le lendemain, trente-cinq jours après son arrivée devant Tombouctou, l'armée des renégats fit son entrée dans la ville. Des salves furent tirées, à intervalles réguliers, pour inspirer à la population la défiance efficace d'une troupe si réduite. Mais la curiosité fut plus forte que la crainte de ces armes, — filles du tonnerre, disait-on, — qui avaient mis en fuite les Sonrhayes. Les habitants de Tombouctou, femmes sur les terrasses, hommes sous les arbres des lieux publics, par petits groupes ainsi qu'il avait été prescrit, observaient curieusement ces guerriers dont la renommée n'avait épargné personne. Les otages marchaient au centre de la colonne. La foule, les ayant crus morts, répétait leurs noms à voix basse.

Et voilà que cette ville, par tous exaltée et profanée à la fois, qui avait connu toutes les gloires et toutes les souillures, regardait, en ce matin de Chaaban-le-Brillant, entrer chez elle de petits hommes à la peau blanche, dont les oreilles rouges passaient sous le turban, et qu'une force prodigieuse et bruyante avait grandis jusqu'à atteindre les nuées.

Quand la troupe eut campé devant Sankoré, les chiens

aboyèrent faiblement, quelques fumeurs de kif se tournèrent de côté, le dos vers les soldats.

Sur l'ordre du Pacha, des patrouilles parcoururent la ville, afin de montrer la force nouvelle qui commandait au pays et de trouver le meilleur emplacement pour édifier une kasbah. Ce fut sur le quartier des riches marchands de Ghadamès, qui dominait Tombouctou, que le Pacha lui-même arrêta son choix.

Désireux d'épargner le sang de ses hommes, et déjà capté par cette atmosphère de nonchalance qui fait préférer les paroles aux actes, il s'était rendu auprès du jurisconsulte Omar ben Mahmoud. Omar occupait les fonctions de cadi; il livra au Pacha le quartier préféré, composé de solides bâtisses que des murs faciles à établir relieraient entre elles pour faire une citadelle. A cette fin, il fournit des esclaves et des hommes libres; il livra aussi les greniers de ses ennemis, sauvant de la sorte les siens et ceux de sa famille.

Enfin, à Djouder et aux renégats qui ne cachaient pas leur impatience, il promit d'expédier des hommes dans toutes les directions pour obliger, sous les pires menaces, les tribus et les peuples environnants à remettre aux vainqueurs l'or qu'ils détenaient, enfoui dans la terre ou suspendu aux bras et aux oreilles de leurs femmes.

Cependant, la réponse du Sultan, l'ordre de traiter ou de combattre, ne venait pas. En attendant, les heures de Tombouctou étaient remplies par l'organisation de la conquête : construction de la kasbah et d'un bastion en haut duquel le Pacha voulut une terrasse qui dominât la ville et le fleuve ; reconnaissances aux alentours, levées d'impôts en or et en nature, réquisitions de vivres et de pirogues. Mais rien n'arrivait à absorber la pensée de Djouder : il attendait une autre lettre que celle d'El Mansour. Chaque jour, il envoyait un détachement sur la route d'Araouâne pour voir si son courrier, Ali el Adjémi, revenait de Marrakech. Le délai de retour écoulé, le courrier ne revenait pas. Alors, il fut gagné par le mal de l'impatience. Cela débuta par des agacements. Ensuite vinrent les emportements, les colères. Succédant au marasme provoqué par la mort de Ferriro, cette agitation souleva l'émoi de ses lieutenants, pourtant fort occupés à pressurer la ville.

Ce fut alors que Djouder apprit par Si-Mana la mort d'Ould

Kirinfil : « celui-ci avait péri dans un tumulte, avant l'entrée de l'armée à Tombouctou, dénoncé par un réfugié de Gao qui avait révélé son imposture et sa trahison. »

Le Pacha fut frappé de stupeur. La lettre destinée à Zouleïkha ? Qu'était devenue cette lettre ? Soupçonneux, il n'osait se confier d'abord qu'à Si-Mana. Puis l'inquiétude le gagna, grandit de minute en minute. Ne pouvant charger ses semblables d'une enquête, il dut se servir des gens du pays, se rapprocha d'eux, fréquenta chez le cadi.

Cet homme sage lui représenta Ould Kirinfil comme un de ces intrigants qui, sous chaque domination, arrivent à se faire prendre au sérieux par les conquérants.

— Ne te plains pas, disait le juge de Tombouctou. Tu aurais pu tomber sur un griot qui, par ses paroles ailées et chantantes, aurait pu t'emmener au pays de l'Anka, l'oiseau merveilleux.

— Quel oiseau merveilleux ?

— Celui qui habite un pays d'où l'on ne revient jamais...

Tout cela ne rassurait pas le Pacha. Il dépêcha Si-Mana dans tous les quartiers, lui fit interroger toutes les corporations et sonder les maisons douteuses.

— Je saurai, lui dit le cadi, ce qu'est devenue ta lettre. Du levant au couchant, du Soudan au Maroc, un papier ne peut se perdre. Les paroles sont légères et libres : chacun peut les prendre au passage et les rendre au vent qui les apporta. Un écrit est chose sacrée : c'est Dieu lui-même qui nous a envoyé la khalima, le roseau !... Ton papier ne sera pas égaré, il voyage seulement...

Quelques jours après, le cadi sut par un cordonnier, qui avait fourni des sandales à un marchand d'outres, lequel en avait muni une caravane en partance pour le Nord et tenait la nouvelle d'un patron de fondouk installé dans le faubourg de Kabara, qu'un Noir de Gao, avant d'être massacré, avait confié un papier important à un des chameliers de la caravane nommé Diawara ; ce Diawara, disait-on, avait reçu une avance de cinq mitqals d'or, avec la promesse d'une forte récompense à la remise de la lettre à Marrakech.

Quand le Pacha, le soir même, apprit la chose, il jura, s'emporta contre le mort, contre tous les Noirs de l'Afrique, contre les pères et les mères qui les avaient engendrés.

— N'insulte pas les hommes noirs, notre Pacha! Ordonne plutôt qu'ils amènent leur or dans ta maison..., conseilla le Cadi pour calmer le maître de Tombouctou.

— Quel or? Ce Kirinfil nous en a promis des quantités si étonnantes! Où est-il ? Ce que j'ai ramassé ne compte pas... On le cache... Des histoires de Noirs!...

— Que la colère ne gonfle pas ton cou, Pacha à la peau blanche! Ce n'est pas ce chemin qu'ont pris les mensonges d'Ould Kirinfil. L'or est dans le pays : quand il viendra, tu seras étonné. Tous les gens de la brousse sont encore dans la crainte du feu de tes armes. J'ai envoyé partout des messagers... Si ton cœur est rafraîchi, tu me laisseras seulement ramasser l'or qui glissera de ta main et tombera par terre...

— C'est bien! Fais ce qui est utile...

— Dieu veuille que ta nuit soit agréable, notre Pacha!

Djouder s'enferma dans les appartements que lui avait cédés le cadi Omar. Là, il se vit, lui, le chef d'un pays illimité, à la merci d'un petit juge indigène, d'un esclave. Alors, il baissa la tête. Comme Si-Mana essayait de le rassurer, il fit appeler des joueurs de cora que les plaisirs de la ville entretiennent en nombre important.

Le musicien, les regards perdus dans le vague, taquinait les vingt et une cordes de son instrument et disait :

« Tu es comme le jardin parcouru d'eau claire et qui m'entoure de ses fleurs... Ton parfum caresse mon visage... Je le respire avec le souffle de vie... »

Les passions et le kif venu d'Orient par les mystérieuses voies transversales de l'Afrique avaient déjà endormi la ville, que le musicien chantait encore en un murmure assoupi...

André Demaison.

(*La dernière partie au prochain numéro.*)

L'EXODE DES HAUTS FONCTIONNAIRES

Sans bruit, sans éclat, la classe des grands fonctionnaires est en voie de disparaître. La crise est ouverte ; elle pose un des problèmes les plus graves qui puissent retenir l'attention du gouvernement.

Nul pays, plus que la France contemporaine, n'a souffert de la carence du pouvoir exécutif. Mais heureusement pour elle cette faiblesse même a fait surgir un pouvoir administratif homogène et solide qui a largement atténué les inconvénients du régime. A côté des ministres d'un jour qui, suivant le jeu de la bascule, n'ont souvent d'autre objectif que de défaire l'œuvre de leurs prédécesseurs, se sont constituées des administrations fortes, honnêtes et travailleuses, une justice, un peu lente certes, mais inattaquable dans son intégrité, un Conseil d'État corrigeant les erreurs ou les insuffisances de la législation et assurant aux citoyens un recours efficace contre l'arbitraire gouvernemental. Telle est la constitution de fait sous laquelle la France a vécu depuis plus de cinquante ans.

Aujourd'hui plus que jamais la nécessité s'impose de conserver cette élite de hauts fonctionnaires et de grands magistrats qui ont fait notre force...

Les conséquences de la guerre sont incalculables et l'œuvre est immense qui reste à accomplir : stabiliser la monnaie, achever la restauration des finances de l'État, régler les dettes interalliées; mettre en valeur notre magnifique domaine colonial et nos forces hydrauliques; terminer la reconstruction de nos régions dévastées; assurer le fonctionnement des pres-

tations en nature avec le souci de ménager la vie de nos industries nationales; transformer dans un esprit commercial l'antique gestion de nos monopoles; réaliser enfin hardiment la réforme administrative et judiciaire esquissée avec trop de timidité par le gouvernement actuel, quoi encore! Cette œuvre, c'est la reconstruction complète de la France d'après la guerre. Elle touche à toutes les pièces du mécanisme que comportait la France d'avant la guerre. Elle demande des compétences techniques accrues, une connaissance complète des principes de l'économie politique, des finances et du droit. Elle exige un labeur formidable, sur des bases en perpétuelle évolution.

Où sont les cerveaux lucides qui concevront les grandes lignes de l'édifice nouveau, où sont les esprits souples qui sauront démêler l'écheveau des législations foisonnantes ou contradictoires, où sont les caractères fermes qui sauront poursuivre et mener à bien, malgré les embûches et les obstacles des intérêts particuliers, les réformes nécessaires?

***

Les hommes de premier plan se font rares pour remplir les postes supérieurs, en même temps que s'abaisse progressivement le niveau des corps dans lesquels ils se recrutent. Récemment, M. Painlevé faisait devant la Chambre cette déclaration, dont il n'essayait pas de voiler la gravité : « Ce n'est pas seulement dans l'armée, c'est dans toutes les fonctions publiques que le recrutement se fait mal, que les postes sont désertés (1). »

Les exemples abondent.

S'il est une administration où la continuité de l'effort, où la suite dans les idées directrices s'imposent aujourd'hui plus qu'à aucun moment de notre histoire, c'est, assurément, le ministère des Finances. Or, dans la seule année 1925, ont quitté le ministère des Finances, sept directeurs généraux, directeurs ou sous-directeurs; dans les six premiers mois de 1926, six directeurs adjoints, sous-directeurs ou chefs de service. De 1919 à 1926, six directeurs se sont succédé à la direction de la Comptabilité publique. La direction du Mouvement général des fonds a changé quatre fois de titulaire depuis 1919.

(1) Discussion du budget de la guerre, 27 novembre 1926.

Quelle est la grande banque, quelle est la modeste maison de commerce qui résisterait à un pareil régime ?

Mais le ministère des Finances ne fait pas exception. Il n'y a pas bien longtemps qu'il fallut consulter douze ou quatorze fonctionnaires pour trouver un Directeur général au ministère des Travaux publics. En huit ans, la direction des forces hydrauliques et des distributions d'énergie électrique, chargée d'appliquer une législation entièrement nouvelle et de créer toute une jurisprudence, a compté cinq titulaires ; les chemins de fer de l'État ont connu trois directeurs depuis la guerre, ainsi d'ailleurs que les chemins de fer d'Alsace-Lorraine.

Non seulement il est malaisé de trouver des titulaires de valeur pour les hauts emplois, mais il est encore plus difficile de les y retenir plus de deux ou trois ans. S'ils ont une valeur réelle au point de vue administratif, financier ou technique, les grandes industries, les grandes affaires commerciales, les grandes banques les guettent. Il semble que l'accès aux postes suprêmes, au lieu d'être le couronnement rêvé d'une belle carrière, ne soit plus aujourd'hui qu'un stage obligatoire et de durée limitée pour obtenir dans des fonctions privées une situation définitive.

Cette instabilité dans les fonctions supérieures est peut-être le mal le plus grand dont nous souffrions à l'heure actuelle. Qui ne se souvient des grands directeurs d'avant la guerre, les Privat-Deschanel, les Chargueraud qui restaient de longues années à leur poste? L'expérience acquise dans leur longue carrière, la mémoire fidèle de tout un passé leur permettaient d'assurer, en dépit des changements de ministères, la réalisation des réformes et la continuité de l'action gouvernementale.

Il n'en est plus de même aujourd'hui, et le rapport des experts financiers de 1926 ne manquait pas de dénoncer comme un danger très grave l'exode de nos hauts fonctionnaires. Cet exode est d'autant plus redoutable qu'il est accompagné, souvent même précédé, par les nombreux départs de fonctionnaires encore jeunes, mais déjà formés, qui devaient normalement fournir les chefs de demain.

Si l'on se tourne du côté du Conseil d'État, on voit les démissions ou les départs pour des situations extérieures augmenter sans cesse et passer de quatre, pour l'ensemble des trois années 1921, 1922 et 1923, à dix-sept pour les trois années suivantes.

Cette fuite des capacités n'atteint pas seulement les emplois civils. Le corps du génie maritime, qui se compose de 180 ingénieurs, perdait 15 de ses membres en 1924, et 30 en 1925. Le corps des ingénieurs d'artillerie navale a vu 60 pour 100 de son effectif se renouveler de 1920 à 1925.

L'armée de terre n'est pas plus favorisée. Il est actuellement presque impossible de trouver dans les armes savantes des capitaines sortant de l'École polytechnique, ayant suffisamment d'ancienneté pour être mis au tableau d'avancement pour le grade de chef de bataillon.

Le recrutement même des grands corps de l'État se trouve compromis par la base, car la valeur des candidats aux différents concours diminue en même temps que leur nombre, et ce n'est pas là le moindre danger. Au dernier concours de la magistrature, il y avait plus de places que de candidats. En 1912, il y avait 28 candidats pour 4 places d'auditeurs au Conseil d'État; en 1926, 13 candidats pour 6 places, et le concours fut si médiocre que le jury ne put prononcer que 4 admissions.

Nombreux sont les élèves qui, à la sortie de l'École polytechnique, donnent leur démission pour se mettre à la recherche d'une situation privée; nombreux surtout sont les jeunes gens qui choisissent à leur sortie un emploi civil et militaire avec l'idée bien arrêtée de n'y faire qu'un court passage, en attendant mieux. Pour remédier à ce dernier inconvénient, on a essayé de faire signer à ceux qui acceptaient des emplois l'engagement de demeurer pendant huit ans au service de l'État. Les résultats ne se sont pas fait attendre et le nombre des démissions à la sortie de l'École atteignait 55 pour 100 en 1924. La suppression de cette clause maladroite a ramené à 20 pour 100 le chiffre des démissions en 1925. Ces chiffres suffisent à montrer combien est précaire le recrutement actuel de nos grands corps d'ingénieurs civils et militaires et de nos officiers des armes savantes.

Dans l'enseignement supérieur la situation n'est pas plus brillante et 70 pour 100 des agrégés des lettres reçus au dernier concours ont décliné les postes de professeurs qui leur étaient offerts. On me permettra de ne pas insister sur la gravité exceptionnelle que revêt un affaiblissement du niveau intellectuel du corps enseignant, puisque, plus gravement que tout autre, il compromet l'avenir.

* * *

Quelles sont donc les causes de cet exode des hauts fonctionnaires et, d'une façon générale, de cette désaffection des fonctions publiques?

Elles sont multiples.

Jadis les hauts fonctionnaires jouissaient d'un tribut d'honneurs qui constituait pour eux une sorte de privilège et d'avantage moral, auquel beaucoup étaient sensibles. Que vaut pour eux aujourd'hui l'octroi d'un grade dans la Légion d'honneur, alors qu'elle est prodiguée partout, sans mesure et sans discernement? Pour se rendre compte de cet avilissement des décorations, il est intéressant de comparer les promotions normales d'avant la guerre avec celles d'aujourd'hui, telles qu'elles sont fixées par la loi du 20 février 1925. Prenons pour exemples le ministère des Finances et le ministère des Travaux publics. En 1912, il a été décerné, au titre du ministère des Finances, 9 croix d'officier et 36 croix de chevalier; en 1925, 30 croix d'officier et 150 croix de chevalier. Pour les Travaux publics, la promotion de 1912 comptait 12 croix d'officier et 36 croix de chevalier, celle de 1925, 25 croix d'officier et 135 croix de chevalier.

Remarquons immédiatement que, dans ces promotions pléthoriques, le nombre des croix attribuées aux hauts fonctionnaires a *diminué au lieu d'augmenter* (1). Si, par ailleurs, on peut admettre que le contingent de 1912 était un peu réduit pour récompenser le personnel technique important que comportent les deux ministères que nous avons cités, que peut-on penser des contingents considérables attribués par la loi de 1925 à des ministères ou à des services nouveaux : Régions libérées, Marine marchande, Enseignement technique, Éducation physique, etc., qui n'ont pas à récompenser les longs services ou les capacités exceptionnelles de leur personnel, qui sont embarrassés pour épuiser leur contingent dans des conditions convenables.

(1) Si l'on compare, pour le ministère des Travaux publics, par exemple, la part faite aux fonctionnaires dans les promotions d'avant-guerre et dans les promotions actuelles, on constate qu'avant la guerre, 60 pour 100 des cravates de commandeur et 75 pour 100 environ des rosettes d'officier ou des croix de chevalier leur étaient réservées. Actuellement, ces proportions sont tombées respectivement à 40 et 25 pour 100. Ainsi, malgré l'augmentation considérable de l'importance des promotions, le nombre de rosettes d'officier attribuées à des hauts fonctionnaires a diminué d'un tiers environ en valeur absolue.

Ajoutons, enfin, qu'un certain nombre de promotions n'ont d'autre but que de rémunérer des services politiques.

Le résultat de ce gaspillage de décorations est que le nombre des chevaliers de la Légion d'honneur au titre civil, qui était, en 1914, de 15600 titulaires, dépasse aujourd'hui 31000.

Est-ce un encouragement bien marqué pour les hauts fonctionnaires des Affaires étrangères, des Colonies ou de l'Intérieur, de voir que les postes les plus intéressants, ambassades ou gouvernements généraux, qui ont été l'ambition légitime d'une carrière de travail et de dévouement, leur échappent, lorsqu'on ne les leur retire pas, pour être confiés à des hommes politiques amis du gouvernement, ou, plus souvent encore, à des adversaires politiques, qu'il faut neutraliser ou éloigner?

Est-ce un régime qui excite et suscite le travail que celui qui consiste à remplacer le plus souvent le choix par l'ancienneté pour l'avancement au Conseil d'État?

Comment supposer que le moral des officiers ne soit pas atteint par une propagande, abusivement tolérée, qui proclame l'inutilité de leurs fonctions dans le monde nouveau auquel on ne met pas en doute que la Société des nations n'assure une paix générale et définitive?

Et n'avons-nous pas, nous tous, une part de responsabilité dans le phénomène de désaffection des fonctions publiques qui s'annonçait déjà avant la guerre et qui depuis quelques années a pris des proportions inquiétantes? Nous sommes trop portés à tenir pour vraie l'image du rond-de-cuir tracée par le joyeux Courteline, du fonctionnaire qui s'est réfugié dans un emploi de demi-oisiveté, faute de pouvoir trouver mieux et nous avons trop de tendance à nous en prendre à lui chaque fois que quelque chose nous déplaît dans le jeu de la machine administrative (1). Légende dangereuse qui est de nature à décourager les grands chefs qui, depuis des années, donnent à l'État sans compter une énorme somme de travail et un dévouement de tous les instants.

Mais tournons les yeux du côté matériel.

Certes, jamais les hommes de grand cœur et de haute valeur

(1) C. Cahen-Salvador, *la Situation matérielle et morale des fonctionnaires*, Revue politique et parlementaire, 10 décembre 1926.

qui ont consacré leur intelligence à la direction des services publics n'ont songé à faire fortune au service de l'État. Ils se croyaient assez payés s'ils pouvaient, après une vie passée dans des conditions matérielles convenables, laisser à leurs enfants un nom respecté et honoré.

Encore le désintéressement a-t-il ses limites. Il semble bien que le Gouvernement vienne seulement de s'apercevoir qu'il n'avait pas fait pour les hauts fonctionnaires le strict nécessaire imposé par les conditions économiques d'après la guerre.

Le bilan est facile à dresser. A plusieurs reprises, et pour parer aux conséquences de la dépréciation du franc, les pouvoirs publics ont dû prendre des mesures générales pour mettre les traitements en harmonie avec le coût de la vie. Tel fut l'objet de la commission de Villeneuve, en 1919, et de la commission Trépont en 1925. Ces revisions générales, effectuées sous la pression des petits fonctionnaires qui sont le nombre, limitées par des considérations politiques mesquines, furent effectuées selon des formules dégressives qui sacrifiaient complètement les titulaires des hauts emplois. C'est ainsi qu'au mois d'août 1926 le traitement d'un inspecteur général des finances était encore de 36 000 francs, celui d'un général de division de 40 000 francs, dépassant à peine le double de leurs traitements d'avant la guerre. Au ministère de l'Intérieur, le préfet de la Seine n'avait reçu aucune augmentation et le préfet de police avait vu son traitement de 1914 porté de 45 à 50 000 francs !

On peut dire que si pendant cette période la valeur or du traitement des instituteurs, des facteurs ruraux et des douaniers est restée constante, celle du traitement des fonctionnaires supérieurs a diminué des 2/3 ou même des 3/4.

Aux réclamations timides de ceux qui faisaient valoir les lourdes charges de famille, les frais de représentation, la nécessité de faire figure, on répondait que la situation budgétaire ne permettait pas à l'État de donner à ses serviteurs plus qu'il n'était nécessaire à leur subsistance... Une autre objection a été formulée que j'aurais honte de reproduire si elle n'avait été émise officiellement devant l'une des commissions chargées de la revision des traitements. C'est que le plus haut traitement des fonctionnaires ne devrait pas dépasser l'indemnité parlementaire !...

Incalculables sont les conséquences de cette situation misé-

rable faite pendant près de six ans aux grands chefs de nos administrations. Si la crise que nous dénonçons n'avait duré que quelques mois ou un petit nombre d'années, elle n'aurait pas laissé de traces sérieuses. La France est assez riche en caractères et en hommes pour que ceux-ci aient pu faire à l'intérêt national le sacrifice d'une part de leur bien-être ; mais, lorsque la crise dure, lorsque ce n'est pas seulement le bien-être mais l'existence même qui est en jeu, il n'en est plus de même.

Pour pouvoir vivre, certains fonctionnaires avaient la ressource de trouver dans des occupations accessoires, le complément de leur rémunération insuffisante : les professeurs donnaient des leçons particulières, faisaient des conférences, écrivaient des livres. Le Conseil d'État fournissait au journalisme une collaboration importante. Mais ce ne sont là que suppléments accessoires et le plus grand nombre des hauts fonctionnaires n'avait ni le temps, ni le goût, ni la possibilité de chercher de ce côté le complément de son traitement.

Le résultat de cette politique à courte vue, ce fut le départ de ce qu'il y avait de meilleur dans nos grands corps, depuis les grands chefs attachés à leurs fonctions et obligés, pour subvenir à leurs charges de famille, d'abandonner ces fonctions pour accepter les offres tentantes des affaires privées.

A son arrivée au pouvoir, M. Poincaré s'est rendu compte du péril ; l'un de ses premiers actes fut de faire voter la loi du 3 août 1926 qui permettait à la fois de donner une augmentation générale de 12 pour 100 à tous les petits fonctionnaires et de porter au coefficient 3 la rémunération allouée avant la guerre aux hauts fonctionnaires.

Le geste n'était pas trop large. Chacun sait que les traitements supérieurs étaient déjà insuffisants en 1914. En leur appliquant le coefficient 3, leur valeur or se trouvait en fait réduite encore de moitié. La décision du Gouvernement était cependant courageuse et la fédération des syndicats de fonctionnaires ne manqua pas de dénoncer, par affiches placardées dans tout Paris, une mesure qui avait pour effet de donner une augmentation de « douze pour cent aux petits et cent pour cent aux gros ».

Les décrets d'application fixant, pour chaque corps, les nouveaux traitements, se sont échelonnés d'août 1926 à février 1927.

Ils donnèrent lieu de la part des intéressés à de nombreuses réclamations qui furent examinées par une Commission spéciale, connue sous le nom de Commission Martin, du nom de son très distingué président. Les réajustements réalisés par cette Commission viennent de faire l'objet d'une série de décrets publiés à l'officiel dans le courant du mois d'août : après comme avant, les traitements des hauts fonctionnaires restent à peu de chose près fixés au triple des traitements d'avant-guerre.

***

Il est donc permis de douter que les mesures prises jusqu'ici par le gouvernement suffisent à arrêter la crise des hauts fonctionnaires.

Des modifications profondes se sont produites dans la mentalité des jeunes gens qui ont fait la guerre ou qui l'ont vue, et qui en ont souffert matériellement ou moralement. « La vie est courte, disent-ils, profitons-en. Le travail ne nous effraie pas, quel qu'il soit, pourvu que le résultat soit proche et tangible. Nous ignorons les anciennes catégories sociales qui donnaient à la diplomatie, à l'armée, à la magistrature, la préséance sur le commerce et l'industrie ; nous ne sommes plus au temps de M. Poirier. Ce n'est pas déroger que de créer ou de diriger une entreprise, pourvu qu'elle réussisse, pourvu qu'elle épuise notre volonté de commander, notre besoin de récolter. Nous avons vu pendant la guerre des fortunes s'élever par miracle entre les mains de camarades restés à l'arrière et qui ne nous valaient pas. L'inflation et les impôts excessifs ont fait disparaître les vieilles notions de fortune acquise, de revenu et d'héritage. Nous savons que nous n'avons plus à compter que sur nous-mêmes. Au loin l'effort patient et prudent ! Au loin l'économie fallacieuse qui entasse des morceaux de papier dont la valeur est incertaine et risque de s'effondrer. Pour vivre bien, travaillons dur, mais courons notre chance avec l'espoir d'un heureux coup de dé. »

N'est-ce pas M. Painlevé encore qui disait récemment à la Chambre : « C'est à la face du monde que court la rouge et la noire. Il faut mettre au jeu ou se résigner à la vie étroite, mesquine, gênée, à la misère qui se cache. L'opposition est trop brutale, la tentation trop forte pour beaucoup. »

Et, de fait, ce ne sont pas seulement les fonctions publiques

qui sont aujourd'hui désertées. Ce sont les Facultés et en tête la Faculté de droit où le nombre des licenciés est passé de 1096 en 1912 à 801 en 1926, et celui des docteurs de 294 à 185 ; c'est l'école des Chartes, qui ne maintient ses effectifs que grâce aux élèves femmes et aux étrangers. Ce sont nos compagnies de chemins de fer qui sont obligées de faire de gros efforts pour assurer le recrutement de leur personnel.

Pendant ce temps les grandes affaires offrent aux hommes actifs les emplois qui répondent le mieux à leurs besoins et à leurs goûts. La France d'après la guerre a fait dans le domaine industriel, commercial, financier et colonial un formidable effort. Elle a remis à neuf des régions entières, créé de toutes pièces des entreprises nouvelles. Obéissant aux lois économiques modernes, les affaires anciennes se sont concentrées, elles sont devenues plus fortes et plus puissantes. Leur gestion demande des hommes capables d'être à la fois techniciens et commerçants, rompus aux questions financières, pratiquant les langues étrangères, ayant le goût des voyages, s'élevant au-dessus de l'horizon borné de la petite affaire d'il y a vingt ou trente ans, pour discuter des ententes, lier des intérêts avec des affaires concurrentes en France ou à l'Étranger. Peut-on s'étonner que, dans ces conditions, elles aient drainé vers elles un grand nombre des meilleurs chefs de nos services publics?

Certes, nous ne pensons pas qu'il faille désirer une séparation complète entre les fonctionnaires et les industriels, les commerçants et les financiers. Nous pensons, au contraire, que les échanges entre ces deux catégories d'emplois sont fructueux et même nécessaires. Il est utile que certains corps de fonctionnaires reçoivent dans leurs cadres, comme au Conseil d'État, une certaine proportion de personnalités ayant marqué dans d'autres emplois. Cela maintient entre l'Administration et la Nation un contact permanent et une adaptation continue à la situation du moment. Il n'est pas moins utile que certains fonctionnaires des Finances, des Travaux publics, du Conseil d'État ou des Colonies, viennent apporter dans la gestion des grandes affaires leur compréhension des questions générales et leur souci de l'intérêt public. Peut-on se plaindre, au point de vue national, de la part considérable qu'un certain nombre d'ingénieurs des Mines et des Ponts et chaussées, d'inspecteurs des Finances ou de membres du Conseil d'État, ont prise dans le

développement de nos industries métallurgiques et minières, dans la gestion de notre réseau ferré et dans la direction de nos grands établissements financiers? Non, sans doute. Mais quiconque a quelques rapports avec les administrations publiques pourrait citer des noms de fonctionnaires dont le départ, à l'heure actuelle, serait un désastre pour le pays. Pour n'en citer qu'un exemple, qui pourrait dire ce que perdraient les intérêts français si M. Serruys venait à abandonner la direction des accords commerciaux qu'il assure depuis la guerre avec une maîtrise exceptionnelle?

C'est ici uniquement une question de mesure. L'équilibre a été rompu parce que les grands fonctionnaires ont été sacrifiés à tous les points de vue, précisément pendant les cinq ou six années où les grandes affaires ayant besoin de leur concours leur adressaient le plus pressant appel.

L'équilibre peut-il se rétablir?

A dire vrai, certaines causes agissent déjà dans ce sens. On peut espérer que dans quelques mois le régime de l'instabilité de la monnaie française ou plutôt de l'absence de monnaie aura pris fin. A ce moment, l'agio et la spéculation perdront leur prestige; on pourra refaire, comme par le passé, quelques prévisions à longue échéance. De nouveau on calculera ce que vaut une pension de retraite; on comparera la sécurité d'une fonction publique aux risques d'un emploi privé. On supputera les pertes possibles, alors qu'on ne voit aujourd'hui que le gain. On sait que, malheureusement, la restauration du franc a entraîné avec elle une grave crise industrielle. Des usines se sont fermées, des affaires montées en vue des exportations que facilitait l'inflation ont disparu ou se sont restreintes. La demande d'hommes se ralentira d'autant plus qu'un grand nombre d'affaires qui se sont développées très vite ont à leur tête des hommes jeunes qui ne sont pas pressés de céder la place. Enfin, la rémunération des chefs d'industrie, fonction des bénéfices réalisés, diminuera, tandis que resteront constants les traitements des fonctionnaires.

Reste que l'État comprenne l'effort qui lui reste à faire dans un intérêt d'utilité nationale. Il a eu le tort de laisser partir des hommes compétents qui lui étaient entièrement dévoués, et qui n'avaient d'autre désir que de continuer à servir l'intérêt général. Il n'est que temps pour lui de comprendre qu'il lui

faut un certain nombre de hauts fonctionnaires choisis parmi l'élite, largement rémunérés et honorés, ce qui est exactement le contraire de la situation actuelle.

On ne manquera pas d'objecter que l'état de ses finances oblige l'État à restreindre toutes les dépenses et que, s'il est nécessaire de donner aux petits employés des salaires calculés sur la cherté de la vie, il est impossible de majorer dans la même proportion le traitement des hauts fonctionnaires qui, même avec leur situation réduite, ont encore de quoi manger.

L'objection tombe devant cette constatation de fait : la dépense qu'il faudrait faire pour mettre les traitements de certains hauts fonctionnaires au niveau qui convient, dépense d'ailleurs très faible en raison du petit nombre de ces fonctionnaires, serait compensée et au delà par la suppression des emplois inutiles à tous les degrés de la hiérarchie. N'a-t-on pas vu dans les affaires privées un directeur habile réduire de 20 ou 30 pour 100 le personnel inférieur par une meilleure organisation du travail? Pourquoi en serait-il autrement lorsqu'il s'agit d'un service d'État?

Je ne pense pas d'ailleurs qu'un grand nombre de traitements élevés soit nécessaire pour retenir les hauts fonctionnaires au service de l'État. Il suffit que, dans chaque administration, les éléments jeunes, actifs, travailleurs, puissent avoir l'espoir d'arriver un jour à une situation vers laquelle tendront toute leur ambition et tout leur labeur. Cette espérance soutiendra les jeunes gens pendant tout le début de leur carrière, à condition bien entendu que, contrairement à la tendance actuelle, on développe largement l'avancement au choix qui réalise les espoirs légitimes des hommes de valeur.

Il faut aussi que l'on renonce au nivellement des situations. La situation matérielle des fonctionnaires doit dépendre, non seulement de la hiérarchie qu'ils occupent dans un corps de l'État, mais de la difficulté qu'il y a, pour chaque administration, à recruter son haut personnel, lorsqu'il est nécessaire que celui-ci possède des connaissances techniques étendues. Elle doit dépendre également de la situation que ces fonctionnaire- pourraient trouver dans les affaires ou dans l'industrie. L'idée de péréquation entre les traitements de fonctionnaires d'administrations différentes et une erreur fondamentale.

Comment l'État peut-il avoir la prétention de diriger ses

monopoles et ses régies, s'il n'a pas la possibilité de faire aux directeurs de ces services industriels une situation identique à celle des hommes qui dirigent les industries libres analogues?

Comment assurer d'une façon convenable la direction difficile du réseau du chemin de fer de l'État et celle du réseau des chemins de fer d'Alsace-Lorraine, si les hommes placés à leur tête, plus mal rémunérés que leurs collègues, n'ont d'autre privilège que celui d'être trop souvent victimes d'une révocation brutale et injustifiée ?

Que l'on ne se méprenne pas sur ma pensée. Je ne crois pas que l'époque soit venue de faire une nouvelle revision générale des traitements. Tout au plus serais-je d'avis de reprendre la question des indemnités pour charges de famille que l'État n'a fait jusqu'ici qu'effleurer. Je ne prétends pas non plus que la situation matérielle des fonctionnaires, après les améliorations récentes réalisées par M. Poincaré, soit plus misérable que celle de certaines autres catégories sociales, aussi dignes d'intérêt. Mais si l'on croit avec moi qu'il est nécessaire d'enrayer l'exode des hauts fonctionnaires, afin que la chose publique ne périclite pas, il faut prendre sans tarder les mesures qui s'imposent.

Le gouvernement semble s'être rendu compte de cette nécessité pressante, car il vient lui-même, dans un document officiel, de signaler la gravité de la situation. Dans l'exposé des motifs du budget de 1928 on lit en effet : « ...A l'exception des catégories les plus modestes dont les traitements ont été valorisés, les fonctionnaires des échelons moyens et supérieurs de la hiérarchie ont vu progressivement réduire le montant des émoluments qui leur étaient alloués. Ces restrictions, chaque année plus rudes, risquent de porter atteinte au bon fonctionnement de nos services publics : l'État est menacé de voir partir ses meilleurs éléments vers des carrières plus lucratives. » Souhaitons qu'après avoir constaté le danger on se décide à y parer.

Les petits fonctionnaires qui sont le nombre ont su se rappeler à l'attention des pouvoirs publics et c'est justice. Que le gouvernement songe au problème des chefs, s'il ne veut pas que l'administration soit avant peu un corps sans tête.

LOUIS MARLIO.

PAGES DE GLOIRE AU MAROC

IV (1)

LA CAMPAGNE DU RIF

L'ATTAQUE DU RAKBABA

Nous avons jusqu'ici relaté quelques-unes des pages de gloire qui se sont déroulées dans les petits postes de l'Ouergha et la Tache de Taza. Reste à aborder la période intermédiaire marquée par la campagne du Rif.

L'on est au début de mai 1926. L'échec de la conférence d'Oudjda ne fait plus de doute. Les troupes de la 3e division de marche et d'une division espagnole (général Karasco) attendent l'ordre de se porter sur les lignes de l'oued Kert. Portes du Rif oriental, elles permettent à celui-ci de communiquer avec le reste du Maroc et l'Algérie. Depuis les temps les plus reculés, les caravanes y ont passé avec leurs convois d'esclaves, leur chargement d'or, d'ivoire, d'orge et de dattes.

Que les lignes du Kert tombent entre nos mains, Abd-el-Krim sera vaincu. Il le sait et, pour les renforcer, il a mis à profit les journées où toute intervention nous était interdite. Rien n'a été ménagé pour rendre la position imprenable. Répartis en ateliers bien encadrés, ses partisans ont, méthodiquement, aménagé le terrain. Partout des murettes, des tranchées. Dans le massif imposant du Rakbaba, l'une d'elles n'a pas moins de 600 mètres. A hauteur de la crête que nous avons baptisée : le « Promontoire », elle barre la vallée de l'oued bou Arkoub et est destinée à arrêter les chars d'assaut, les autos-

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai, 1er juillet, 15 septembre 1926 et 1er mars 1927.

mitrailleuses. Un abri en rondins et pourvu de créneaux la flanque solidement. Sur toutes les pentes et jusqu'au sommet du Rakbaba, d'autres abris sont garnis de branches épineuses entrelacées. Des communications téléphoniques ont été installées vers l'arrière. Les Rifains ont réalisé là l'organisation la plus forte qui ait jamais existé sur le front nord du Maroc.

***

Les pourparlers d'Oudjda ont échoué. L'attaque du Rakbaba est décidée. Minutieusement, les itinéraires qui permettront de parvenir au sommet ont été étudiés. Chacun des six bataillons qui vont être engagés sait exactement ce qu'il devra faire. On part en pleine nuit. La belle aventure ! « Rien n'est plus amusant qu'une marche sous les étoiles dans un pays inconnu ! » Qui dit cela ? Un des officiers combattants. Pourtant, il n'ignore pas les périls d'une telle expédition : les embuscades probables ; mais, héritier d'un long passé guerrier, il porte en lui cette merveilleuse qualité des Français qui leur fait affronter la mort avec une allègre impatience.

Pas une lumière, pas un cri, pas même un chuchotement. Il faut profiter des avantages que présente une attaque nocturne. Ces avantages sont multiples. D'une part, dans l'obscurité, la dangereuse précision du tir des Rifains n'est pas à craindre. D'autre part, l'ennemi, qui sent monter vers lui des colonnes convergentes et qui craint d'être tourné, s'inquiète et ne résiste pas avec sa ténacité habituelle. Enfin, si le secret de l'opération est bien gardé, si les précautions ont été prises pour dissimuler le départ des colonnes, celles-ci ne trouvent, sur l'objectif visé, que des sentinelles peu nombreuses : le gros de la harka cantonne pendant la nuit, dans les douars du voisinage, où il dort profondément.

Surprendra-t-on les Rifains ? L'oreille la plus fine ne pourrait soupçonner que six bataillons entiers, avec une centaine de mulets chacun, progressent dans les vallées. Reculées au fond du ciel, les étoiles luisent doucement. D'invisibles touffes de lavande croissent sur les pentes. La fraîcheur de la nuit est embaumée de leur parfum. Mais quel pays ! « Neuf cents mètres de niveau à franchir parmi des blocs entassés les uns sur les autres ! Qu'on ait pu faire avancer là des troupes, et dans l'obscurité, semble quelque chose de fou. »

Le bataillon du 62e Marocains approche du *Promontoire*. Arrêt brusque. Un ravin encaissé que l'observation lointaine n'a pas permis de reconnaître ouvre ses profondeurs qui semblent insondables. Les hommes s'échelonnent. Les voilà l'un derrière l'autre dans un sentier de chèvres. Des broussailles, des blocs rocheux. L'aube approche. Il faut se hâter. Les hommes redoublent d'efforts.

Quatre heures trente. Les compagnies de tête ont abordé le *Promontoire*. Sur la lividité du ciel se détachent nettement les premières silhouettes des tirailleurs. L'objectif semble atteint. Tout d'un coup, des cris furieux, une fusillade, des éclatements de grenade et le « tac-tac » des armes automatiques. Des balles giclent de partout, s'aplatissent sur les rochers, font ricochet. Les muletiers qui sont encore sur les pentes excitent à la voix leurs mulets, mais quelques-unes des bêtes glissent, perdent pied, roulent dans le fond du ravin. Plus de doute : l'ennemi alerté occupe ses ouvrages et vient d'ouvrir le feu à courte distance.

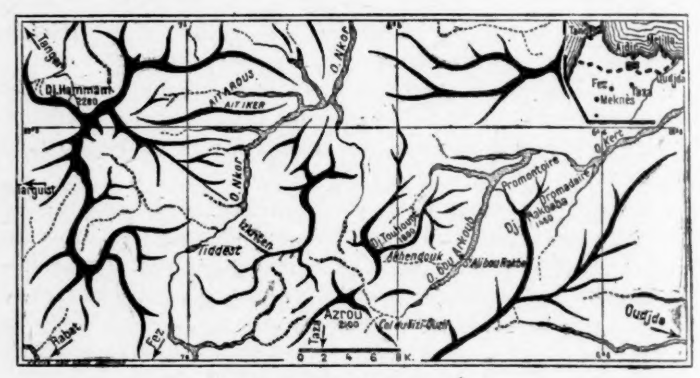
Plusieurs hommes de la compagnie de droite sont tués ou grièvement blessés. Les autres hésitent et s'arrêtent. Mais dès les premiers coups de fusil, le lieutenant-colonel Mathieu et le commandant Davet, revolver au poing, portent leur réserve en avant. Elle escalade les rochers au pas de course, double la colonne de mulets et se porte au secours de la compagnie de droite qui, remise en confiance, reprend son mouvement et, dans un élan héroïque, sans plus se soucier des pertes, se lance à la baïonnette, culbute les Rifains dans les ravins rocheux et occupe tous ses objectifs.

Le lieutenant de Bazelaire est à ce moment mortellement blessé en établissant ses mitrailleuses. Repoussé de ce côté, l'ennemi reporte ses efforts sur la compagnie de gauche. Du petit village de Rakbaba les femmes sont accourues. Massées derrière leurs maris et leurs frères, elles ne cessent de les exciter. Leurs cris d'enfer dominent le fracas du combat. Ces « you-you », il faut les avoir entendus. Ils ne roulent pas en trémolos comme ceux des fêtes. Stridents, atroces, ils vrillent le cœur et font frissonner les plus braves. Parmi les nôtres, il y a un moment de désordre. Les tirailleurs qui sont en tête refluent, des mitrailleuses sont jetées par terre, leurs trépieds sont renversés. Est-ce la panique? Le lieutenant Guglielmi

accourt. Il a vu craquer sa ligne. Il bondit revolver au poing, regroupe ses hommes et les lance à l'assaut du piton à la baïonnette. Une fois de plus, le lieutenant Guglielmi a prouvé, — et c'est en cela que réside l'honneur de commander, — combien la contenance d'une troupe devant le danger et sa valeur dépendent de celles de son chef.

Pour marquer notre succès, la crête s'illumine de fusées blanches. Une demi-heure plus tard, d'autres fusées jaillissent du sommet même du Rakbaba qui a été enlevé par le bataillon 2/22 du régiment des tirailleurs algériens.

Durant ce temps, les deux bataillons du 6ᵉ régiment de



MASSIFS MONTAGNEUX DU RIF

tirailleurs algériens dont l'objectif était un épaulement du massif, le *Dromadaire*, progressent plus lentement. Le terrain que ces bataillons doivent gravir est couvert d'une véritable forêt où des lentisques, ayant environ 2 m.50 de haut, s'enchevêtrent l'un dans l'autre. Le visage protégé par leurs bras, leur fusil, les hommes n'avancent qu'en brisant les arbustes avec les coudes, avec la poitrine et en ébranchant comme ils peuvent les arbres les plus forts.

Derrière eux, les mulets essayent de passer : « Le mulet, dira l'un de nos officiers, non sans humour, le mulet ! il a, dans cette campagne, mérité la croix de guerre autant que le combattant. » La brave bête et le brave homme, celui qui la conduit ! Coûte que coûte, le muletier le sait, il faut rejoindre la compagnie. Elle attend les munitions, les fils de fer, les

vivres, les tonnelets d'eau. Il faut rejoindre et, dans les fourrés épineux, les bêtes élargies par leur chargement sont prises comme dans une nasse qui ne les lâche pas et les blesse de partout.

A quelque cent mètres de la crête qu'occupe sa compagnie, l'un des muletiers a dû s'arrêter. Son mulet s'est tellement débattu dans les broussailles qu'il ne peut ni avancer, ni reculer. Les balles rifaines à tout moment abattent des branches. A bout de forces, ayant tout essayé pour dégager sa bête, sachant qu'il ne peut plus rien, l'homme cependant reste auprès d'elle. Quand, enfin, on vient le secourir, on le trouve assis à côté de son mulet. Les mains crispées sur son mousqueton, il pleure. Larmes silencieuses devant l'impuissance à remplir la tâche commandée. Larmes d'un être à l'âme simple.

Cependant, les deux bataillons de tirailleurs sont parvenus au sommet du *Dromadaire*. L'objectif a été atteint sans pertes. Curieusement, les tirailleurs regardent l'âpre terre aux roches calcinées qu'ils viennent de conquérir. Des failles profondes, l'ouverture béante de quelques grottes créent un monde sauvage. Les cimes sont arides; mais, dans les vallées, il y a des villages, quelques champs d'orge, des pâturages : « Une heure, deux heures passent, conte l'un des combattants, puis ces gens qui habitent les villages que nous dominons apprennent la nouvelle : « Les Roumis sont là-haut ! » — « Les Roumis sont là-haut ? Il faut les déloger, inch' Allah ! »

Encadrés par les Rifains, les douars de la région montent vers le *Dromadaire*. Au cours de cette lutte, le lieutenant Wender commandant la 6e compagnie est spécialement attaqué. Indomptable, il se défend, encourage ses hommes. Sous ses ordres, un jeune sergent, Sintès, un brave qui a déjà mérité plusieurs citations au Levant et au Maroc.

Pendant plus d'une heure, les Rifains criblent de balles les murettes que la section a élevées hâtivement. Nous avons des morts, des blessés. Enhardis par le succès, les ennemis visiblement se rapprochent, ils veulent aborder la position, attaquer ses défenseurs.

Retardés par l'épaisseur des fourrés, les mulets n'ont pas encore rejoint la compagnie. Pas de fils de fer en avant des murettes, pas de munitions de réserve. Il faut ménager celles que portent les tirailleurs. Leur feu se ralentit. Les Rifains

s'en aperçoivent. Ils ne cessent de progresser. Les voilà à une courte distance de la section Sintès. Le moment est chargé d'anxiété. Avant tout, le jeune sergent le comprend, il convient d'empêcher le corps à corps, l'attaque sauvage où les Rifains se précipiteront avec leur couteau. Il se lève. Ses hommes le regardent : « A la baïonnette », crie-t-il. Tous s'élancent. Les Rifains n'attendent pas le choc. On les voit fuir à travers les broussailles et descendre les pentes du Rakbaba pour s'y abriter.

Vers les quatre heures de l'après-midi, la compagnie Wender est rejointe par la 3e *bandera* (1) de la Légion espagnole. Pour porter appui aux nôtres, les Espagnols ont lutté tout le jour; ils ont passé entre les Rifains, au prix de mille combats. Les deux troupes, désormais, se battront côte à côte ; elles rivaliseront d'entrain et de courage. Sachons-le bien, au cours de cette campagne, une entente parfaite n'a cessé de régner entre nos tirailleurs et les soldats espagnols. Cette entente était faite d'estime réciproque : « De chaque côté, dira l'un des combattants, l'on voyait combien les autres étaient braves et peu ménagers de leurs peines. »

La journée du 9 mai passe. Le soleil se couche sans un rayon. Un brouillard épais s'étend sur la montagne. Les nuages s'amassent. Est-ce la revanche du Chleuh? L'obscurité est épaisse à ne pas voir sa propre main. Bientôt, la pluie tombe en paquets. Un éclair suit l'autre, les grondements du tonnerre font trembler la montagne. Les ténèbres, la tempête : autant de conditions favorables à une contre-attaque. Les Rifains vont venir. Pour reprendre le Rakbaba, ils tenteront, à leur profit, la manœuvre qui nous en a donné la possession.

Ils vont venir et nos camps ne sont entourés que par un réseau léger de fils de fer. Nerfs tendus, mâchoires serrées, les oreilles et toute l'âme attentives, les nôtres guettent. Le crépitement de la pluie, de la grêle sur le feuillage, empêche de distinguer aucun autre bruit. Le drame ne se joue pas seulement entre les hommes, il est dans la nature.

De quel côté surgira le danger ? Cette continuelle vigilance, ce qui-vive, cette impression d'être en suspens, de se trouver auprès d'un volcan qui va faire éruption épuisent les forces de l'être au delà de ce qu'on peut imaginer ; pourtant quelle

(1) Compagnie.

immense extension de la vie! quels souvenirs qui, plus tard, feront considérer ces moments-là comme les seuls valant vraiment d'être comptés!

Vingt heures. L'éclair d'un coup de feu jaillit. Après celui-là, d'autres et d'autres encore, par salves. Les assaillants se sont glissés sur la pente Est du Rakbaba. Ils viennent avec la certitude de nous surprendre. Tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, ils tournoient, semblent insaisissables. Bien menés d'ailleurs. Ils tirent au commandement par groupes de cinq à six. A tout prix, il faut les empêcher de pénétrer dans le camp, d'y provoquer le désordre. Officiers et tirailleurs se portent à leur poste de combat. La pluie tombe sans arrêt, drue, glaciale. A plusieurs reprises, les Rifains s'approchent tout près du bivouac. Dans la vive lueur des fusées éclairantes, on distingue, l'espace d'une seconde, de sombres masques où flambe une prunelle de fauve. Semblables à des larves, on voit des grouillements de blancs burnous qui rampent ou bondissent.

Aussitôt, sur eux, les nôtres lancent leurs grenades; les mitrailleuses déclenchent leur tir. Les Rifains s'arrêtent, paraissent se replier; mais, bientôt, n'ayant tous qu'un même esprit et une même résolution: « nous déloger de la montagne », ils attaquent sur un autre point.

Pendant sept heures entières, sans répit, les défenseurs du Rakbaba continuent de lutter dans les ténèbres. Depuis 48 heures, ils n'ont cessé de marcher ou de combattre. Ils n'ont ni bu, ni mangé; fourbus, ils sentent la fatigue jusque dans leurs os; leurs vêtements sont transpercés, ils grelottent. La mort les environne de toutes parts, mais ils tiennent. La mystique du soldat se résume en deux mots: savoir souffrir.

« Certes, dira l'un d'eux, nous en avions déjà vu de dures; mais le souvenir de la terrible nuit du 9 au 10 mai passée au Rakbaba restera pour toujours fichée dans nos mémoires. »

Qu'importe la peine quand le résultat est acquis! Le Rakbaba est à nous. Malgré l'âpreté de ses attaques, malgré ses ouvrages de défense, l'ennemi est battu. Nous lui avons enlevé un massif qu'il considérait comme imprenable. C'est le premier coup de cognée à la puissance d'Abd-el-Krim. Les Rifains l'ont compris. Le reste des opérations s'en ressentira.

L'ATTAQUE DE L'IZKRITEN

Au sud de la région occupée par la puissante tribu des Beni-Ouriaghels et au pied de la montagne de l'Izkriten, habitent les gens de la tribu des Gzennaïa. Ils avaient pour chef le caïd Medboh.

Retenons ce nom. Celui qui le porte a pris une part active à la campagne du Rif. Volontiers, les Français s'imaginent que tous les chefs marocains ont l'air de seigneurs. Le caïd Medboh ressemble à un honnête marchand de cacaouètes. Lourd et tassé, il laisse, sous sa djellaba, saillir le ventre rond d'un homme bien nourri. On le croirait incapable de se lever de son matelas et de ses coussins. Comment donc! Le jour où on le voudra, il fera 60 kilomètres à pied sans fatigue. Ardent au « baroud », loyal à la France, le caïd Medboh, disent ceux qui l'ont connu, est non seulement un homme très brave; mais, dans toute la force du terme, un brave homme.

Le caïd Medboh s'étant joint à nous pour combattre Abd-el-Krim, la tribu des Gzennaïa se trouve fractionnée. Une partie s'allie aux Beni-Ouriaghels, tandis que l'autre composée de gens de pied nombreux et d'un contingent important de cavaliers, demeure fidèle à son caïd et vient grossir nos forces.

Le général Ibos (division marocaine) fut laissé libre, par le haut commandemeut, de frapper au point qui lui semblerait le meilleur. Il choisit l'Izkriten : « Du haut de la montagne, disaient nos partisans, on domine le pays, on voit tout ce qui se passe chez les Beni-Ouriaghels. »

Le massif entier est occupé par les dissidents; mais, entre le pied des monts et nos postes, s'étend une zone qui peut mesurer 3 à 4 kilomètres de profondeur.

Ce n'est pas le *No man's land.* Il s'y trouve quelques villages habités par les Gzennaïa demeurés fidèles à leur caïd et qui sont soutenus par les forces du capitaine Schmidt. Dans cette zone circulent ceux de nos tirailleurs qui poussent des reconnaissances dans le pays. Parfois, d'une rive à l'autre, quelques coups de feu s'échangent. Ces escarmouches sont rares. Durant la période d'attente hivernale, les adversaires, dans les deux camps, s'épient, se surveillent mutuellement et, dira l'un des nôtres, « se regardent en chiens de faïence ».

Arrive la rupture des pourparlers d'Oudjda : « J'avais, explique le général Ibos, la bonne fortune de posséder, comme colonel de la 7e brigade, un homme d'une grande activité, le colonel Kiefer. Quand je l'avertis que nous allions tenter d'enlever l'Izkriten, il approuva. Puis, dans un excès de conscience : « Je vais profiter des derniers jours de l'armistice pour me promener dans la zone neutre et me rendre mieux compte des abords de la montagne. »

Cette reconnaissance a lieu le 9 mai. Le colonel Kiefer la fait avec les officiers, les sous-officiers et la plupart des hommes qui prendront part à l'action. Chacun connaît ainsi, pour les avoir vus, les cheminements qu'il lui faudra emprunter.

Les Beni-Ouriaghels, les Gzennaïa dissidents opposeront, on le prévoit, une vive résistance. Abd-el-Krim les a renforcés de quelques contingents de ses réguliers rifains : guerriers au cœur endurci et qu'on reconnaît tout de suite, dans le combat, non seulement à leur ardeur, mais à leur longue souquenille noire largement ceinturée de vert, — la couleur du Prophète, — avec, en sautoir, la profonde sacoche de cuir, la *djebira*, qui est le « fourre-tout » des indigènes. L'Izkriten sera un dur morceau à enlever; mais, après la longue inactivité de l'hiver, les nôtres aspirent au « baroud », à la vie active, dangereuse. Ils brûlent d'en finir avec le Roghi.

On part à minuit. Le silence est complet. Dans le ciel pur, brille la légion des étoiles. Région chaotique, formidable, celle où l'on avance. Les pentes abruptes ne sont qu'entassement de rochers, d'aiguilles déchiquetées, de crêtes avec des « à pic » de terres croulantes.

A deux kilomètres à vol d'oiseau de l'Izkriten, se trouve un piton gardé par quelques-uns de nos partisans. Pour que l'affaire réussisse, il faut atteindre ce piton avant le lever du soleil. Alors, on profitera des lueurs douteuses de l'aube où, déjà, l'on peut voir. Les gens de pied parmi nos partisans, et les goumiers monteront à l'assaut de l'Izkriten. Quand ils seront près du but, les cavaliers du caïd Medboh s'ébranleront à leur tour. Ramassant les retardataires, les entraînant, rejoignant les goumiers, ils fondront en avalanche sur les Gzennaïa dissidents et les Beni-Ouriaghels qu'on aura, peut-être, la bonne fortune de cueillir au nid : les Marocains sont gens qui se lèvent tard.

Tout se passe ainsi qu'il a été prévu. Sur un terrain encombré de pierrailles, piétons, cavaliers, goumiers, le capitaine Schmidt et le caïd Medboh en tête, s'élancent à l'assaut des pentes.

Dans le jour qui va naître, ce fut quelque chose de fou et d'une furie si magnifique, si française, qu'on ne peut l'entendre conter sans que le cœur vous saute dans la poitrine. Une telle charge de cavalerie, on n'en voit jamais en Europe ; on en voit rarement au Maroc.

Le vent enfle les grands manteaux bleus des goumiers et les burnous des cavaliers berbères lancés à fond de train. Sur leurs traces, sur leurs flancs, parfois les devançant, courent les partisans à pied. La mort est devant eux : elle ne les effraye pas. Ils vont dans l'enivrement de la course. Dans les ravins au fond desquels ils dégringolent, sur les pentes qu'ils escaladent, à travers la poussière, flanc contre flanc, coude contre coude, les veines gonflées, le sang aux joues, haletants, ils crient, hurlent, s'agitent, s'excitent mutuellement, forment une mêlée formidable, une trombe, une force surnaturelle, qui se jette sur le camp des ennemis, déferle sur eux en vagues sans cesse renouvelées, les charge, les ahurit de ses clameurs démoniaques, les extermine ou les contraint de fuir. La forte sensation du vainqueur, les nôtres la connaissent. De haute lutte, ils ont conquis l'Izkriten. Un brouillard épais enveloppe la montagne ; mais, vers les sept heures, les nuées blanchâtres se détachent des pentes, s'étirent, flottent horizontalement, puis s'évanouissent sous des souffles mystérieux.

Quelle vue alors ! Une des plus belles du Rif ! Les lointains reculés apparaissent avec une netteté absolue et d'un relief, d'une splendeur étranges, inaltérables. Au nord, on distingue la baie d'Alhucemas, on découvre, en Espagne, le massif de la Sierra-Nevada. Vers le couchant, se déroule le Maroc, la chaîne du Moyen-Atlas. On voit chacun des sentiers qui montent au Djebel-Hammam, point culminant du Rif; on compte chacun des villages des Beni-Ouriaghels : « On voit mieux qu'en avion parce qu'en avion, dans le fond des ravins qui demeurent obscurs, l'observateur distingue mal à cause de la vitesse. Ici, on a le temps de regarder à son aise et l'on comprend pourquoi Abd-el-Krim avait résolu de défendre ce point avec acharnement. »

Quelques heures plus tard, le gros de la Légion rejoint nos

forces victorieuses. Dans le terrain difficile et lourdement chargés du barda, les légionnaires ont été, par surcroît, gênés par le brouillard qui s'est formé à l'aube. Un groupe de nos partisans est allé donner dans une patrouille de dissidents. Subitement, les adversaires se sont trouvés nez à nez, bien étonnés, chacun de leur côté. Ils se sont canardés. Il y a eu des blessés.

Malgré ce retard, à onze heures trente, moins de douze heures après le mouvement initial, tout le sommet de l'Izkriten est entre nos mains et dans toute la terre, dans toutes les vallées, dans tous les ravins que nous dominons, aucun mouvement ne peut être fait que nous n'en soyons avertis.

Nos troupes ont bien mérité de se reposer! Il n'en est pas question. Le dur travail de la Légion commence. Les uns font la liaison avec l'arrière; les autres débroussaillent, construisent hâtivement les murettes, ripostent aux contre-attaques des Beni-Ouriaghels et des Gzennaïa. Ceux-ci se sont ressaisis. Dans la nuit du 11 au 12 mai, ils reviennent en force. Abondamment pourvus de grenades, ils essayent furieusement de nous déloger. Sans répit presque, pendant deux fois vingt-quatre heures, ce sont des combats où l'acharnement est tel qu'on en vient à la lutte féroce avec le couteau, avec les dents.

Notre conquête nous reste. L'ennemi étant repoussé, les goumiers et les partisans s'écoulent vers l'est pour rejoindre la division Dosse. Durant ce temps, le 3[e] bataillon du 2[e] Étranger (chef de bataillon : Lennuyeux) est chargé d'un coup très dur. A l'ouest du piton principal, le massif de l'Izkriten présente quatre sommets en dents de scie et couverts de fourrés : lacis, enchevêtrements de lentisques, de genévriers, de chênes-lièges et de thuyas. Isolés mais dangereux, à cause de leur épaisseur, ces fourrés forment des abris merveilleusement propres aux embuscades. Les ennemis qui ont été surpris par l'allure folle de notre attaque y ont trouvé refuge. Chacun d'eux est un nid de guêpes. Dans ce nettoyage, ce « coup de râteau », on se bat à la grenade autant qu'au fusil. D'actes spécialement brillants et individuels, il n'y en a pas ou, du moins, il ne s'en produit pas en dehors de ceux dont, maintes fois, déjà, nous avons lu le récit : soldat qui s'élance pour ramasser un blessé, soldat qui, de sa propre initiative, se porte sur un point menacé; mais l'enlèvement de l'Izkriten doit être connu. Il restera dans

nos annales, comme un fait particulièrement hardi, un bel exemple d'endurance collective et de bravoure.

L'AFFAIRE DU TOUHOUNT

Le puissant massif du Rakbaba tombé entre nos mains, nos forces se portent sur le Touhount qui constitue le môle ouest de la ligne du Kert.

Le 10 mai 1926, elles sont à pied d'œuvre. Dans la grisaille du soir, grise elle aussi, une puissante pyramide dresse sa pointe vers les nues : le Touhount, point culminant de la crête (1646 mètres).

De l'un à l'autre, il se répète que le terrain est coupé à l'extrême : arêtes vives, ravins abrupts. Connaissant l'importance stratégique du Touhount, l'ennemi l'a fortement organisé. Sous la direction de quelques déserteurs, des tranchées ont été creusées et garnies de *zeribas* dont les branches épineuses sont aussi redoutables que des barbelés; des rochers ont été aménagés en abris de tireurs à l'aide de murettes et de blockhaus. Les canons, qui ont tiré le 8 mai contre nos chars et nos troupes, au Rakbaba, sont en position; les Rifains sont résolus à s'opposer à notre avance.

L'attaque de gauche, la plus importante, sera dirigée par le colonel Callais et menée par deux colonnes : la première sous les ordres du capitaine Prioux, commandant le 2e bataillon du 63e régiment de tirailleurs marocains et les partisans Gzennaïa commandés par le lieutenant Gauthier; la seconde, sous les ordres du lieutenant-colonel Ducasse comprenant les deux autres bataillons du 63e régiment de tirailleurs marocains et le 1er bataillon du 22e régiment de tirailleurs algériens (chef de bataillon, Hanaut) débordera le Touhount par l'Est.

Dans la soirée qui précède l'attaque de Sidi-Ali-Bou-Rokbah, d'heure en heure, des rekkas qui rentrent des lignes adverses apportent au service des renseignements, des indications sur les mouvements de l'ennemi et ses intentions pour le lendemain : « Chaque fois que l'un deux arrivait, les officiers de troupe quittaient leurs guitounes où ils étaient occupés à écrire en France ou à « giberner » entre eux et accouraient aux nouvelles. Les bruits les plus contradictoires circulaient par instants : Abd-el-Krim faisait sa soumission; il venait d'en-

voyer de gros renforts en face... Chacun soutenait son opinion avec ardeur, des discussions s'engageaient... »

Brusquement, tous se taisent. L'agent de liaison apporte les ordres du général Dosse :

« Le djebel Touhount sera attaqué la nuit même. Le général Boichut, arrivé le matin à la division, assistera à l'opération. A trois heures du matin, une fusée envoyée par le lieutenant Gauthier annoncera le succès après occupation du sommet du Touhount. Cette importante position conquise, les troupes opéreront la liaison à droite et à gauche et exploiteront le succès en débordant par les ailes. Surpris par cette manœuvre inattendue, l'ennemi sera vraisemblablement dans l'impossibilité de résister. »

L'audace réfléchie du chef a tout prévu.

A vingt et une heures, le 2e bataillon du 63e régiment de tirailleurs marocains quitte ses emplacements. Selon la tactique qui a si bien réussi au Rakbaba, les nôtres vont profiter de l'obscurité.

Le lieutenant Gauthier se trouve à l'avant-garde avec un groupe de partisans Gzennaïa. Une douceur infinie est répandue dans l'air. C'est une de ces nuits de printemps africain où la nature semble enchantée.

Longue file silencieuse, les partisans sont à peine vêtus. Enveloppés dans leur djellaba rayée, le fusil balancé en travers des épaules, les pieds nus ou chaussés de grossières *bouaffas* en doum, ils s'accrochent aux rochers, se faufilent, rampent, bondissent, et grimpent. Au flanc de la montagne, ils côtoient des ravins à pic, bordent des précipices, se déchirent aux broussailles, tombent et se relèvent. Pas un mot, pas un bruit. Le ciel, la terre, sont figés dans un silence de mort.

Ils peinaient rudement depuis deux heures quand, pour les laisser souffler, leur lieutenant commande la pose. L'endroti est propice. On est parvenu à Akhendouk, petit village accroché aux pentes de la montagne et tapi dans la verdure. De partout des sources jaillissent. Pressées, abondantes, divinement pures, descendant en cascades, elles remplissent le ravin de leur fracas assourdissant.

Guerriers courageux, les Gzennaïa montrent, dans la détente, un caractère jovial. L'ennemi les domine à quelque sept cents mètres. Mais les eaux bondissantes étouffent tout

de leur bruit. Sûrs de ne pas être entendus, les Gzennaïa échangent des plaisanteries, des quolibets à l'adresse de ceux qui sont tombés en montant et ont failli se casser la tête. Leurs rires fusent drus, et leur lieutenant, bien que préoccupé, ne peut s'empêcher de rire lui-même quand lui arrivent certaines railleries particulièrement bien décochées.

Au bout de dix minutes, au moment où l'ordre de reprendre l'ascension est donné, un rekkas accourt. Il y a, au village, chez le *cheigh* (1), un informateur qui arrive des lignes ennemies. Le cheigh fait dire au lieutenant de venir. Celui-ci, aussitôt, arrête sa troupe. On le guide vers la maison du cheigh. Là, à voix basse, sous la clarté chétive d'une bougie posée à même le sol, dans une des quatre petites chambres étroites que contient toute maison indigène, au milieu d'un cercle silencieux de burnous qui, sous le capuchon, laissent voir des yeux étincelants, l'informateur donne ses renseignements.

D'une maigreur de sauterelle, les bras nus sous sa djellaba, ce dernier se livre à la mimique extraordinaire : grimaces, gestes et contorsions, que connaissent tous ceux qui ont causé avec les indigènes :

— Allah ! Allah ! il y aura un grand « baroud ». Le sommet du djebel est plein de guerriers. Il y a des réguliers d'Abd-el-Krim. Ils savent que tu vas les attaquer. Ils sont sur leurs gardes et ont amené deux mitrailleuses...

Enlever le morceau par surprise, il n'y faut pas songer. Connaissant les habitudes des Rifains, le lieutenant Gauthier se dit que le Touhount ne doit pas être tenu par ses arrières. Voici ce qu'il va faire. Tandis qu'un rideau de partisans fixera par le feu l'ennemi sur ses positions, le gros de la troupe contournera le Touhount et attaquera par derrière et sur les flancs.

Il faut agir vite. Le chef de la petite troupe rejoint ses hommes. En moins d'une heure et demie, les 700 mètres de différence de niveau qui séparent des approches du sommet sont escaladés.

A deux heures quinze, le premier coup de feu retentit. Formidable, il éveille les échos. Ses roulements se prolongent à travers la montagne. Aussitôt, de la part du « plastron », c'est une fusillade terrible. Les balles claquent dans tous les sens.

(1) Chef d'un petit village ; prononcer chirrhe.

Des clartés jaillissent, s'éteignent, se rallument, dessinent une ligne qui paraît fantastique, beaucoup plus grande qu'elle ne l'est en réalité. Les mitraillenses crépitent. Les anathèmes aussi. De chaque côté, en arabe, on se voue mutuellement à la malédiction éternelle : on s'injurie jusque dans ses père et mère et toute leur lignée.

Tandis que le « plastron » remplit son rôle, occuper l'ennemi, les groupes de droite et de gauche s'insinuent entre les rochers, progressent lentement, tournent la position. A deux heures 45, la clameur espérée s'élève soudain, accompagnée d'une mousqueterie furieuse. Les éclairs des coups de feu jaillissent fulgurants comme pour aveugler l'ennemi. Le lieutenant Gauthier qui n'attendait que ce moment se précipite à l'assaut en tête du « plastron ». Les groupes des partisans s'élancent de leur côté. Les Rifains qui se voient tournés abandonnent leur position. Dans les blancheurs indécises de l'aube qui monte, on les aperçoit qui détalent, escaladent les rochers, s'élancent en grands bonds, boulent parfois et, au fond d'une gorge, vont se casser les reins.

A 3 heures moins cinq, le lieutenant Gauthier est au sommet. Dans un élan de joie qu'accompagnent les clameurs de ses partisans : « Allah ! Allah ! » il fait partir la fusée blanche (1) qui annonce la victoire.

Conquis le sommet, il faut le garder. Nos bataillons de tirailleurs bientôt vont arriver. Ils ont quitté leurs cantonnements à minuit. Si clair au crépuscule, le ciel s'est chargé de gros nuages. L'ascension est rendue plus impressionnante de ce que l'obscurité est complète : « On n'y voyait goutte, dira l'un des nôtres ; on se guidait au nez. » Contournant les rochers ou les escaladant, grimpant dans le silence, nos troupes atteignent le sommet vers 3 heures. Oubliée la fatigue qui raidit leurs membres et alourdit leurs corps. Une volonté ardente les pousse : ne pas faiblir, vaincre. Ils bondissent sur l'ennemi, achèvent de le chasser de ses positions.

Le sommet du Touhount forme un plateau allongé sur lequel, rapidement, nos troupes s'organisent. Impossible de creuser des tranchées, mais les pierres, les blocs rocheux abondent.

(1) Fusée blanche : objectif atteint; fusée rouge : demande de tir d'artillerie; fusée verte : allongez le tir.

Bientôt, ainsi qu'il était à prévoir, les contingents adverses qui ont passé la nuit dans les douars voisins, se rassemblent. Les coups de feu les ont éveillés. Ils gravissent les pentes, nous attaquent avec furie. Le 63ᵉ régiment de tirailleurs marocains soutient le choc. Sur un point, cependant, l'ennemi paraît avancer. Le lieutenant Fray, commandant la 7ᵉ compagnie, s'élance dans le chaos des rochers qui semble inabordable, entraîne les hommes de sa compagnie, charge à la baïonnette, passe à travers les partisans qui s'étaient arrêtés devant les balles ennemies, culbute les Rifains sur le flanc nord de la montagne et ne s'arrête que lorsqu'il les a mis en déroute.

Tandis que, pour répondre au feu adverse, des tirailleurs s'avancent en extrême pointe et cherchent à prendre les dissidents en écharpe, la manœuvre des bataillons va pouvoir se poursuivre. Elle consiste à longer la crête dans sa plus grande longueur, de manière à attaquer de flanc la défense ennemie qui est établie face à la ligne de l'oued Arkoub.

L'objectif à atteindre, la « Table Rocheuse », se trouve à l'extrémité de la crête montagneuse : « Celle-ci, dira le commandant Hanaut, ne peut mieux se comparer qu'à l'énorme colonne vertébrale d'un animal qui serait bossu vers la queue. » La « Table Rocheuse », vertèbre terminale, forme ressaut sur les précédentes.

L'aube s'est colorée. Un nouveau jour se lève. Nos hommes s'échelonnent le long de la crête. Elle n'est point unie; elle offre des montées, des descentes continuelles et périlleuses. Il faut durement peiner sous le feu de l'ennemi. Le labeur du soldat, son idéal « est fait de sueurs, de petit et de grand courage ».

Un ravin s'ouvre, étroit, terrifiant. Ses parois littéralement sont verticales. Comment les descendre? Comment les remonter? S'aidant des pieds, des mains, on y arrive, pourtant, et sans un accident.

Les bataillons font un à-gauche pour encercler l'ennemi. Celui-ci, qui nous a vus, ouvre un feu violent, nous vise de haut en bas, mais rien ne peut ralentir notre poussée. Une ardeur enivre nos hommes. Ils approchent de la « Table Rocheuse ». Très fortement tenue, la position est bien organisée; abris de bombardement, niches de tireurs. Des réguliers rifains encadrent les dissidents. Leurs munitions sont abondantes.

De tous les abords de la « Table, » des coups de feu éclatent, aussitôt suivis d'autres. Tête basse, les tirailleurs se lancent d'un seul bond, atteignent le sommet sans souffler, se jettent sur les Rifains, sur les dissidents. Un moment les forces adverses sont confondues. On entend des halètements, des cris, des coups de feu, des cliquetis d'armes choquées, puis l'ennemi cède et détale.

Comment ne pas rappeler ici la mort émouvante du sous-lieutenant Sallenave ? Aucun de ceux qui l'ont connu n'oubliera son caractère enjoué, sa camaraderie sans détours et la simplicité de son courage. Son père, le colonel Sallenave (1), commandait l'artillerie de la 3e divison de marche. Peu de temps avant que la campagne du Rif commençât, lui-même écrivit à son fils qui était alors à l'armée du Rhin. Il l'engageait à venir se battre au Maroc. Le lendemain de son arrivée, le jeune Sallenave était engagé, avec son bataillon, au Rakbaba. Transporté ensuite au Touhount, sous les ordres du colonel Ducasse, il prenait part à l'opération de la « Table Rocheuse ».

Il était environ onze heures du matin. La compagnie du capitaine Laender venait de recevoir l'ordre de s'engager sur une croupe afin de faire tomber les résistances ennemies. La section de mitrailleuses du sous-lieutenant Sallenáve est mise à sa disposition. A ce moment, les nôtres sont pris de flanc par le feu des Rifains qui tiennent encore vers la « Table Rocheuse ». Le jeune Sallenave saisit une mitrailleuse pour la porter lui-même en avant, la mettre en action. Il est de ces êtres héroïques qui s'exposent sans compter. Son sergent tente de le retenir : « Mon lieutenant, ce n'est pas votre affaire. » Le jeune Sallenave ne l'écoute pas, franchit quelques mètres. Une balle le frappe. Il tombe sur la face, la poitrine trouée, les bras en croix.

Du haut d'un piton, le colonel Sallenave et le général Dosse ont suivi la scène. Sans soupçonner qui les entraîne, ils ont admiré l'élan des tirailleurs du 63e marocains dont la progression est soutenue par l'artillerie que dirige le colonel Sallenave. Un officier s'approche du général :

— Mon général, le jeune Sallenave vient d'être tué.

Quelle nouvelle à apprendre au père ! Par quelques phrases, on essaye de le préparer. Puis, il faut en venir aux mots atroces : « Votre fils est mort. » Que nous parle-t-on toujours

(1) Depuis général.

des anciens? Des exemples de mâle énergie, d'immolation totale de l'être pour la grandeur de la patrie, combien en est-il chez nous! Le visage du colonel Sallenave se crispe, mais, stoïquement, il reste à son observatoire et continue de diriger les tirs. Puis, quand les derniers coups de feu ont retenti, quand le calme est revenu, alors, mais alors seulement, il laisse couler ses larmes et dit :

— C'était mon seul fils. Il est mort pour la France. C'est bien.

LE COUP FINAL : L'ENLÈVEMENT DU DJEBEL HAMMAM

Solidement assis sur des arêtes très longues, séparées l'une de l'autre par des gorges étroites se terminant par des « à-pic », comme pour se rendre inaccessibles, le massif du djebel Hammam domine de sa masse imposante (2 000 mètres d'altitude) le pays le plus sauvage qui soit. Avant 1926, aucune troupe ne l'avait violé; aucun Roumi n'y avait pénétré.

Couvrant tout le pays entre les oueds Nkor et Ghis, le djebel Hammam constituait un point dont l'importance morale, politique et géographique n'avait pas échappé à notre haut commandement. Lors de la convention franco-espagnole, il avait été considéré comme l'objectif final à atteindre. Deux divisions françaises et les forces espagnoles venant d'Adjdir et des Beni-Touznie devaient y converger. En principe, il avait été résolu qu'on l'aborderait le 15 juillet. Telles ont été la rapidité de la marche de nos troupes et la continuité de nos succès que le 24 mai, avec deux mois d'avance, le 3e bataillon du 63e marocain se trouve arrivé sur les pentes du djebel Hammam.

Non loin du point qu'il occupe, le lieutenant Gauthier et le lieutenant de Plas sont campés auprès du village des Aït-Arous avec 400 partisans Gzennaïa; et un goum (1). Dans le village, les gens en âge de se battre sont allés joindre les forces d'Abd-el-Krim. Sont demeurés les femmes, les vieillards, une trentaine de guerriers. En paroles, ceux-ci se disent neutres. Secrètement, ils sont nos ennemis.

Ils joignent les officiers, se mettent à palabrer pour gagner du temps, afin d'évacuer les biens qu'ils n'ont pas encore mis à l'abri :

(1) 120 fantassins et 50 cavaliers.

— Qu'est-ce que tu viens faire ici? N'avance pas! La montagne est gardée. On va vous tuer.

Pour toute réponse, on leur demande :

— Où est le cheigh?

— Il n'est pas là.

— Allez le chercher.

Du temps passe encore. Les gens du village continuent de faire traîner les pourparlers. Enfin, le cheigh arrive. C'est un paysan avec une maigre figure aux grands traits cuits par le gel et l'ardeur des soleils. Vieux, déjà, il claudique un peu. Son infirmité lui a valu le sobriquet de Bou-Kabout : le « père boiteux ». Il est vêtu de la djellaba rifaine : longue houppelante brune aux raies noires. Sur la tête, un bout de chéchia crasseuse. Il ne s'excuse pas d'avoir fait attendre. Pour l'amener à paraître prendre parti aux yeux des siens, les officiers lui disent :

— Mène-nous chez toi; nous voulons manger sous ton toit.

A la suite de Bou-Kabout, les lieutenants Gauthier et de Plas escaladent les pentes en haut desquelles les maisons sont accrochées. Le capitaine Damidaux de la 3e division de marche qui était venu, ce jour-là, leur rendre visite, se joint à eux.

Qui a vu un village rifain, les connaît tous. Entourées de cactus épais, — défense merveilleuse, — les « mechtas » sont grossièrement bâties avec des mottes de terre que soutiennent des perchettes tordues. Un toit de schiste les couvre. Leur aspect est misérable.

L'une d'elles est celle du cheigh. Gauthier et ses camarades longent une galerie extérieure formée de rondins enchevêtrés. La maison comprend deux pièces longues, étroites, qui servent indistinctement aux gens et aux bestiaux. Bou-Kabout fait entrer dans l'une d'elles. Les murs sont blanchis à la chaux; une mèche trempe dans l'huile qui brûle devant un souvenir des ancêtres; quelques ustensiles de cuisine traînent sur le sol. Des hardes sont suspendues à une perche.

Les officiers s'asseyent sur un maigre matelas. Au bout d'un temps fort long, on leur présente un petit « tagine » de poulet aux raisins secs; on leur offre le thé.

Tout en mangeant, ils interrogent leur hôte :

— Combien de fusils dans le village? Combien d'habitants? Quelle est l'étendue des terres cultivées?

Puis brusquement :

— Est-ce que nous pouvons aller au djebel Hammam ?

Le vieux a un geste de la main :

— Non.

— Pourquoi?

— Si tu y vas, tu recevras des coups de fusil.

— Ça nous est égal. Nous irons.

Cette décision avait été prise un moment auparavant et de commun accord par les trois officiers. Ensemble, ils en avaient envisagé les risques, les dangers rendus plus redoutables de ce qu'ils n'avaient avec eux qu'un très petit nombre d'hommes et ne pouvaient espérer aucun secours. Il fallait faire seuls, profiter de l'occasion ou renoncer. Cela non.

Cette reconnaissance du sommet, ils en savent l'importance ; ils escomptent les conséquences heureuses de leur raid. Quand les tribus rifaines déjà démoralisées sauront que des Français sont parvenus au faîte du djebel Hammam, elles achèveront de perdre courage. Ce coup porté au Roghi hâtera sa chute. A peine la réponse au cheigh a-t-elle été faite que Bou-Kabout se lève, sort et s'empresse d'envoyer un rekkas aux partisans d'Abd-el-Krim pour « sonner » le détachement à son arrivée au sommet.

Les partisans rifains avaient à leur tête un chef dont le nom est demeuré célèbre dans la région du Rif : Amar Kichoua. Allié à la famille du Roghi, le Kichoua venait de recevoir de celui-là une somme de 200 douros espagnols pour tenter un dernier effort, faire « n'importe quoi ».

Le repas s'achève. Autour de la maison, dans la galerie, les guerriers du village se sont attroupés. Ils chuchotent par instants, se concertent. Involontairement, les trois officiers pensent au sort du capitaine Tailhade. Lui aussi, il y a quelques années, avait accepté de se rendre à une diffa. C'était dans le Moyen Atlas, chez les Zaïans. Quelques Mokhraznis et un interprète stagiaire seuls l'accompagnaient. Le repas terminé, tous sont massacrés. Le capitaine a la tête tranchée. Ayant cette tête en main, les meurtriers courent la porter au souk d'une zaouïa voisine et l'y suspendent comme trophée.

Peu s'en faut que nos officiers n'aient le même sort. Ce qui les sauve, c'est la présence toute proche de leur escorte. Un des habitants du village l'avouera plus tard : « Ils voulaient

vous « bouziller » ; je leur ai dit : « Ne faites pas ça ; ils ont leurs partisans et leur goum. Nous serons tous exterminés. »

Sans s'arrêter à l'impression sinistre des visages qui les entourent, les trois officiers se disent : « Maintenant, il faut foncer. Nous ne sommes pas venus si près du djebel Hammam pour reculer. » Ils désignent 60 cavaliers pour les accompagner. Le reste des forces gardera le village. On boute selle. Les chevaux hennissent, s'ébrouent.

Voilà la petite troupe partie. Admirons l'audace de ses chefs. Le pays qu'ils affrontent leur est inconnu ; l'ennemi l'occupe. Mesurons leur crânerie à ce fait : arrivés au sommet de la montagne, ils ne seront pas à moins de deux heures et demie de nos lignes ; mais, réussir ! Ce mot porte en lui une ivresse excitante.

Le soleil au zénith verse ses flammes, la chaleur est extrême. Des oliviers dressent un feuillage poussiéreux. Près du village, quelques maigres champs d'orge et de seigle jaunissent par places. Dans les touffes des lentisques paissent des troupeaux de chèvres au poil luisant et roux que gardent de sauvages petits bergers à demi nus. Des femmes reviennent de la fontaine. Enveloppées d'une sorte de « sarot » jaune clair, ceinturé de rouge vif, elles ont des traits durs, mais réguliers et leurs longs cheveux noirs pendent en tresses fines. Péniblement, elles cheminent, courbées par le poids écrasant de leur cruche.

Le nœud central du massif dessine une longue crête que les officiers atteignent avec leurs hommes. Le terrain est formé de plaques schisteuses qui, de loin, brillent au soleil, comme de la neige fondante. Des rodiers de grès et de porphyre émergent en dents déchiquetées et grises. Sur les flancs, le schiste plonge dans un terrain calcaire, friable, où les chevaux enfoncent en soulevant une fumée légère plutôt qu'une poussière de craie.

Les hommes sont nerveux. Un mystère de légendes enveloppe le djebel Hammam. L'énorme montagne passe pour recéler de prodigieuses richesses gardées par des djnouns : malheur à qui irritera ceux-ci ! A la hauteur du ressaut de *Tiddest*, l'extrémité d'une des crêtes s'est écroulée sous l'action des eaux ; elle barre la vallée de ses éboulis et dresse un profil fantastique et étincelant de sphinx haut de 400 mètres, dont le museau allongé semble menacer le ciel d'un bleu ardent.

Il était trois heures de l'après-midi et la petite troupe approchait du sommet, quand les flanqueurs de gauche aperçoivent au-dessous d'eux, dans un ravin, à environ 300 mètres, trois indigènes dissimulés dans un buisson de lentisques, avec leur fusil dans les mains. Ils gardent le col de Bou-Maaden, important passage qu'on prétend riche en mines de cuivre et de plomb argentifère.

La stupéfaction de ces Rifains en voyant des cavaliers se profiler hardiment sur les crêtes, au lieu d'avancer en se défilant, ne se peut dépeindre. Un colloque s'engage :

— Que venez-vous faire ici ? Qui êtes-vous ?

— Nous sommes le *maghzen* (1) français. Venez avec nous. Il ne vous sera pas fait de mal.

Le maghzen français, au cœur du Rif! au sommet du djebel Hammam qui passe pour imprenable et que, d'après la tradition, aucun Roumi ne peut aborder sans être foudroyé! Par deux fois, les Rifains se font répéter la nouvelle, puis, sûrs d'avoir compris, ils détalent en file et au grand trot. Certainement, ils vont prévenir les gens du Kichoua, donner l'alarme.

Sur un piton, à 15 mètres du sommet, s'arrondit la blanche coupole de la Koubba de Sidi-bou-Khiar (2) qui guérit les aveugles et préserve les bestiaux de toute maladie. Au sommet même, une autre Koubba, plus petite, est celle de l'épouse de Sidi-bou-Khiar, vénérée comme sainte. Devant les édicules s'étend une vaste esplanade où ont lieu les sacrifices. Quatre profondes citernes contiennent une abondante réserve d'eau destinée à abreuver les pèlerins quand, à l'automne, ils affluent de tous les points du Rif et, après une longue ascension exténuante, viennent respectueusement prier les marabouts d'étendre sur eux la *baraka*.

Il n'est pas loin de quatre heures lorsque les nôtres atteignent l'esplanade. Qui dira la joie dont leur cœur est gonflé! Toute action grande et généreuse s'accompagne de cette impression de l'unique qui hausse l'être, l'enivre, lui laisse la mâle fierté de se croire sans pareil.

Comme pour se rendre plus mystérieux, le sommet s'est enveloppé d'un brouillard épais. Crainte d'une surprise, le

(1) Gouvernement.
(2) Le père bienfaiteur.

capitaine Damidaux envoie un maréchal des logis avec quelques hommes en éclaireurs. A peine sont-ils partis que des coups de feu éclatent. Informés de notre présence au djebel Hammam, les gens du Kichoua accourent pour nous exterminer. Il ne servirait de rien d'attendre leur choc. Aussi bien, la reconnaissance que les nôtres s'étaient proposée a rempli son but. Les trois officiers commandent la retraite. Autour d'eux, la fusillade crépite; mais l'intensité du brouillard les sauve. Les Rifains tirent sans pouvoir viser. Aucun des nôtres n'est atteint.

De retour au village d'Aït-Arouz, le capitaine Damidaux quitte ses camarades pour aller rendre compte au général Dosse du raid qui vient d'être accompli et lui porter cette importante nouvelle : « Le djebel Hammam n'est pas défendu. » Il n'est pas défendu, car Abd-el-Krim n'a jamais pu croire que nous l'atteindrions. La nuit bientôt va monter vers les cimes. Nos partisans s'organisent hâtivement en vue d'une attaque qu'ils prévoient prochaine. Une petite crique dans les rochers leur paraît propre à la défense. Des murettes sont dressées. Bientôt, les balles crépitent : « Les ennemis sont nombreux. Ils tirent de tout près sans que nous puissions arriver à les voir. Presque toutes les balles font mouche. »

Au bout d'une demi-heure, et l'obscurité s'étant encore épaissie, les Rifains en profitent pour lancer des V. B. Les obus éclatent dans la masse de nos partisans. Tués ou blessés, des hommes tombent. La nuit est déchirée par des cris de douleur, des cris atroces. Puis, brusquement, c'est la panique. Impressionnés par l'idée que les djnouns les entourent et vengent la montagne sacrée, nos partisans se disent l'un à l'autre :

— C'est fait de nous ! Nous allons tous y passer.

Vainement, les lieutenants Gauthier et de Plas s'épuisent à vouloir les rallier : les partisans les bousculent, manquent de les renverser et disparaissent dans les profondeurs nocturnes.

Le calme à peu près rétabli, les officiers comptent ceux qui leur restent. Ils sont trente et les Chleuhs sont nombreux et tous bien armés. Chacun prend sa position de combat et essaie de tenir tête. Les Rifains ne cessent de tirer. Plusieurs de nos partisans sont blessés et ceux qui tentent de les relever sont frappés à leur tour.

La petite poignée des combattants fond rapidement. Les munitions s'épuisent. Quatre caisses de cartouches sont près de la crique. Quelques hommes s'élancent pour les aller chercher. Le lieutenant de Plas et son chaouch saisissent une des caisses. Une rafale de balles les assaille. Le chaouch est atteint au ventre ; des hommes sont blessés; le lieutenant Gauthier relève l'un d'eux, le charge sur un mulet; nouvelle décharge de mousqueterie. Une balle rase l'oreille de l'officier, achève le blessé, atteint le mulet qui s'abat.

Retirés dans la crique, les officiers constatent que, maintenant, ils sont seuls. S'ils demeurent, leur sort est certain ; ils vont être encerclés, égorgés. Les Rifains ne sont plus qu'à vingt mètres. Prenant la seule décision qui soit possible, ils s'élancent au pas de gymnastique à travers les broussailles et sont assez heureux, malgré la fusillade qui les poursuit d'abord, pour atteindre le camp du bataillon Stiégler qui se trouve à Aït-Ikor.

Ils n'y étaient pas depuis une demi-heure que, de tous côtés, éclatent des coups de feu. Conduits par le Kichoua, les Rifains viennent nous attaquer. Le lieutenant de la Chavignerie qui se hâte pour aller remplir une mission importante sur la ligne de feu est atteint en plein ventre. En ce pays où toute intervention chirurgicale et immédiate est impossible, la blessure est mortelle. Mais, déjà, notre artillerie entre en action, soutient nos partisans. D'autre part, les éléments du bataillon qui sont à leur poste de combat ouvrent le feu pour arrêter les assaillants.

Ceux-ci n'en continuent pas moins d'approcher. Avec cette adresse intelligente, cet esprit de ruse qui sont le propre des guerriers berbères, ils mettent très habilement à profit l'avantage inespéré que leur donnent le brouillard et l'aspect du terrain. Ils se dissimulent derrière de grosses têtes de rochers, ils se cachent dans les sillons profonds dont la montagne est ravinée.

Alors, dans l'obscurité, s'engage un combat rapproché et furieux qui se prolonge jusqu'à vingt-deux heures. Par instants, il paraît cesser. Trompeuse accalmie et brève. Hurlant, déchaînés, les Chleuhs semblent poussés par le vent d'une bourrasque. A chaque assaut, leur violence s'accroît. Ils se battent avec l'archarnement de ceux qui jouent leur dernière chance.

Ce ne sont plus des hommes, mais des possédés. Ils poussent si près qu'on sent leur rude odeur et que leurs grenades viennent éclater sur les parapets des tranchées.

Les nôtres tiendront-ils? Le commandant Stiégler ne peut s'empêcher d'être affreusement inquiet.

Avec une énergie, un courage calme qui ne se démentent pas, il se multiplie pour diriger le combat. Ses aides : un officier adjoint, un sous-officier commandant la section d'engins, un sergent chef de section tombent mortellement blessés.

Le commandant Stiégler est partout. Il stimule les uns, impose le calme aux autres, exige des éléments avancés la plus stricte discipline au feu, s'efforce de remettre de l'ordre dans la cohue des partisans réfugiés dans le camp et qui, la peur au ventre, guettent, dans les ténèbres, des prestiges maléfiques. Faisant préparer les pièces d'artillerie pour pouvoir, le cas échéant, tirer à mitraille, s'inquiétant de flanquer les faces des postes voisins également attaqués, cherchant à faire rétablir la liaison optique chaque fois que des éclaircies paraissent se produire dans le brouillard, il est l'âme de la résistance.

Les Rifains n'arrivent pas à forcer le camp et se retirent dans la vallée du Ghis. Dès le lendemain, le bled du Kichoua est occupé, les habitants d'El-Arouz qui s'étaient joints à nos ennemis sont désarmés ; le calme s'établit dans toute la région.

Quelques jours plus tard (25 mai 1926), la 3ᵉ division de marche occupe le sommet du djebel Hammam et s'y retranche solidement. Les habitants viennent de toutes parts apporter leurs armes. Le Kichoua envoie des émissaires pour demander l'aman. Sur l'ordre du général, il se présente lui-même. Tout jeune, de taille moyenne, svelte, mais de forte race, avec des yeux terribles qui vraiment semblent lancer du feu et un air de fierté, de commandement, tel il apparaît à ceux qui l'ont vaincu.

Le bataillon, le goum et les partisans qui ont soutenu ses attaques furieuses se sont alignés. Une grande paix s'étend sur la montagne. Face aux nôtres, le chef rifain s'avance. On amène le taureau. Le Kichoua tranche la gorge de l'animal qui s'affaisse vidé de sang. Alors, s'inclinant profondément par trois fois, le Kichoua prononce les paroles qui implorent le pardon.

Deux jours plus tard, Abd-el-Krim, pressé de toutes parts et sentant sa cause définitivement perdue, serendait à la division marocaine qui venait d'occuper Targuist, sa résidence. Le plan de grande envergure arrêté au cours de l'hiver précédent par le maréchal Pétain et le général Primo de Rivera a complètement réussi.

Dans les jours qui suivirent, à grand renfort de mulets, des charges de béton sont portées à mulet jusqu'au sommet du djebel Hammam. Au-dessus d'un entassement de rochers, les légionnaires du colonel Gendre maçonnent un bloc énorme de ciment et y gravent ces mots :

1926
Aux Morts
De la IIIe Division

Peu après, l'inauguration du monument a lieu. Un autel est dressé sur la plate-forme d'un rocher décoré de feuillage. L'aumônier dit la messe, donne la bénédiction.

Désormais, dans la limpide lumière du ciel africain, le monument du djebel Hammam commémore, en terre espagnole, l'effort français, le sacrifice silencieux et héroïque des nôtres.

HENRIETTE CELARIÉ.

LE LOUVRE DE LOUIS XIV

Si l'on jette les yeux sur un vieux plan de Paris, comme celui de Gomboust (1652), on voit que le Louvre, au milieu du XVIIe siècle, se composait d'une espèce de T irrégulier. La barre de ce T, formée par l'aile de Pierre Lescot, se prolonge au delà du Pavillon de l'Horloge, tandis que la tige parallèle à la Seine vient buter contre un massif de bâtisses du moyen-âge, reste du manoir de Charles V et de Philippe-Auguste. C'étaient les deux seuls côtés à peu près achevés du carré ; la cour demeurait encombrée, biscornue. On y entrait du côté de Saint-Germain l'Auxerrois par une espèce de poterne, boyau si sombre et si étroit qu'Henri IV y fut bousculé par un gentilhomme venant en sens inverse ; c'est devant cet orifice, sentant le coupe-gorge, que le maréchal d'Ancre avait été assassiné. En dehors de ce quadrilatère avait jailli du côté de la Seine une branche nouvelle, excroissance charmante, un peu à l'aventure, la Petite Galerie, regardant le parterre de l'Infante. Et cette galerie elle-même commençait à se relier le long de la Seine, par delà la tour du Foin et la porte de la Conférence, par un interminable couloir aux Tuileries et au Pavillon de Flore, qu'on appelait alors le Palais de Mademoiselle.

Cette immense étendue de monuments divers, jetés capricieusement, sans plan ni organisation d'ensemble, se trouvait coupée de rues, d'enclaves, de jardins : toute une ville avait poussé entre les pattes de la ville royale, comme des plantes folles dans un chantier à l'abandon. C'est là que se trouvait l'hôtel de Rambouillet. C'était bien l'image du temps : des fragments de tous les siècles, des restes du moyen-âge, des

morceaux de la Renaissance, des traits d'une grande idée, quelques jalons posés çà et là, une grande esquisse et de l'anarchie.

Une anecdote peindra ce désordre. Les matériaux laissés en tas, attendant d'être utilisés, furent cédés par la Régente Anne d'Autriche à une certaine dame de Beauvais, personne complaisante, plus connue sous le nom de Cathau la Borgnesse. La reine ne pouvait s'en passer. Personne ne donnait comme elle les soins intimes. Le magnifique hôtel de Beauvais, qui existe encore rue de Jouy, construit avec les pierres du Louvre, à la grande colère de Mazarin, qui volait, mais qui ne voulait pas que les autres volassent, demeure le monument des services rendus par Cathau à la monarchie.

C'est M. Louis Hautecœur qui nous conte ce trait, entre beaucoup d'autres. Ce jeune savant s'est donné pour tâche de porter la lumière dans l'histoire si mal connue de notre architecture classique. Depuis dix ans, il fouille les archives, les études de notaires, les cartons de plans et de dessins dispersés dans nos bibliothèques. On a le droit d'attendre de lui un répertoire, un grand atlas monumental qui reproduira, avec les ressources modernes de la critique, le glorieux recueil de l'*Architecture française* de Blondel. Attaché à la conservation du Louvre, il a entrepris, pour commencer, de débrouiller l'histoire extraordinairement confuse de cet énorme palais. Le livre qu'il publie, *Le Louvre de Louis XIV* (1), résout plus d'un problème, donne la clef de plus d'une énigme, reconstitue le décor de plus d'une scène fameuse. Ce beau travail, enrichi d'une foule de gravures et des charmants dessins d'Israël Sylvestre, forme une chronique illustrée de la jeunesse de Louis XIV : c'est le prologue indispensable des études de M. Pierre de Nolhac, consacrées à Versailles.

La période de quinze à vingt ans qu'embrasse ce volume (1652-1670) comprend les premières années et comme le prélude du règne. Les principaux événements sont le mariage du Roi, la mort de sa mère et celle de Mazarin. Lorsque la Cour, à la fin de la Fronde, revint s'installer à Paris, on se contenta d'abord de quelques aménagements des parties existantes. C'est dans l'angle de la cour formé par la rencontre des deux bras de

(1) Louis Hautecœur, *le Louvre de Louis XIV*, 1 vol. gr. in-4°, 48 pl. en héliogravure, Van Oest édit, 1927.

la galerie des Antiques, que tout le monde, la Reine, la famille royale, les filles d'honneur et les ministres, réussit à s'entasser. On est surpris du peu de place qu'occupait la machine de l'État. La Reine logeait au rez-de-chaussée, dans la suite de salles assez obscures qui s'étendent aujourd'hui de la salle de Médée à celle de la Vénus de Milo. Cette dernière, alors décorée de colonnes, servait de chambre de bains. Le vieux Lemercier, l'architecte du Pavillon de l'Horloge, avait accumulé dans cet appartement ce luxe d'ornements dont le décor de l'hôtel Lauzun et celui de l'hôtel Lambert sont aujourd'hui à peu près les seuls modèles subsistants. Le Sueur avait peint les plafonds. C'est le mérite de M. Hautecœur d'avoir retrouvé les éléments de cette décoration illustre et depuis longtemps perdue. Il n'a pas moins bien réussi à déterminer l'emplacement de l'appartement de la jeune reine, dont les plafonds ont été transportés par Percier dans les salles qui se trouvent derrière la façade. Toute cette partie du livre est probablement la plus neuve et la plus originale.

Les deux étages communiquaient intérieurement par cette vis si roide qui subsiste encore dans l'angle des deux ailes et conduit aux salles des dessins et aux bureaux de la conservation. Le ministre avec sa famille logeait dans l'aile de Lescot, à l'étage au-dessus de la salle des Gardes (aujourd'hui salle La Caze); de cet appartement, qui avait son issue par l'escalier Henri II, il ne reste aujourd'hui que le salon du conservateur des sculptures. C'est là que le jeune roi aperçut pour la première fois, au lit de mort de sa mère et belle de ses larmes, la trop aimable Mancini.

Nous ne nous représentons plus guère que le Louis XIV de Versailles, le Louis XIV des portraits de Rigaud et de Saint-Simon. C'est le charme du livre de M. Louis Bertrand d'avoir substitué une image beaucoup plus vraie à cette figure compassée. Cette impression de familiarité et presque de bonhomie, à mille lieues de la morgue et de la raideur, qu'a si bien rendue ce beau livre, ressort également de celui de M. Hautecœur. Il faut en convenir, Louis XIV, surtout dans sa jeunesse, fut un Prince Charmant; sa qualité supérieure, ce fut peut-être le naturel, un naturel dont se scandaliseraient nos mœurs démocratiques. Rien de plus agréable que ces petits soupers où le jeune prince s'assied avec les filles d'honneur et mange au

même plat, sans vouloir de cérémonies. Ses maîtresses n'étaient qu'une fugue, une évasion, une façon de fuir l'étiquette espagnole, de satisfaire son goût de la vie intime, ce besoin de son âme auquel il voua plus tard Trianon et Marly. M. Hautecœur nous donne un chapitre fort brillant sur les fêtes de la cour, les ballets de Benserade, les divertissements où commence à paraître Molière, les grands spectacles comme celui du 5 juin 1662, en l'honneur de la naissance du Dauphin, et qui laissa son nom à la cour du Carrousel. Mais ce dont on se souvient le plus volontiers, ce sont quelques scènes sans apprêt et prises sur le vif, comme celle où le Roi et la jeune La Vallière, en véritables enfants, se jouent aux Tuileries et où la gracieuse fille, délicieuse à cheval, sautant debout et retombant assise sur sa selle, faisait de la voltige.

Une nouvelle époque des travaux est marquée par l'entreprise de l'appartement d'été de la reine-mère, qui forme aujourd'hui les salles des Antonins et de Sévère. Cette partie du Louvre, avec les stucs de Michel Anguier et les peintures de Romanelli, qui forment une tenture bleue et blonde, est un parfait exemple de galerie à l'italienne, dans le genre du Palais Pitti et de la galerie des Carraches. Cependant, ces travaux à peine terminés, l'étage supérieur brûlait (6 février 1661), et l'on entreprenait aussitôt, sous la direction de Le Brun, le splendide décor de la galerie d'Apollon, première symphonie sur les thèmes qui allaient devenir la gloire de Versailles.

L'époque décisive commence avec le gouvernement de Colbert, surtout à partir du moment (1er janvier 1664) où ce ministre occupe la place de surintendant des bâtiments. C'est le génie de ce grand bourgeois qui imprime un essor puissant aux entreprises de cette époque et qui leur a laissé sa marque. C'est bien lui qui a conçu l'idée de donner dans ce palais, au milieu de la capitale, la figure de la monarchie, l'image d'une puissance magnifique et centralisée. Il voulait un logement digne de la grandeur des rois. Il fallait, dit-il, que l'aspect et la qualité de leur palais « servît à contenir les peuples dans l'obéissance qu'on leur doit ». Déjà depuis plusieurs années, sous son impulsion, on avait repris le « grand dessein », l' « ancien et magnifique dessein » des prédécesseurs de Louis XIV, qui était de compléter le Louvre et d'en unifier les diverses parties, en les réunissant aux Tuileries. L'architecte

Louis Le Vau établissait une nouvelle façade le long de la rivière, faisant face au futur palais des Quatre Nations, et qu'un pont majestueux devait relier à cette dernière. Les travaux de la cour s'avançaient.

Mais le morceau capital devait être la façade. M. Louis Hautecœur a, ce semble, éclairé définitivement l'histoire de ce morceau fameux. Un concours fut ouvert, dont il a reconnu et publié tous les plans ; quelques-uns étaient d'une grandeur saisissante. On ne considère pas sans admiration celui de Léonard Houdin, ensemble gigantesque qui embrassait une lieue de terrain, depuis le Châtelet jusqu'à la place de la Concorde, dans un système de monuments terminé à chaque bout par deux colonnades circulaires, un double Colisée. Ce projet, pour lequel il eût fallu abattre la moitié de Paris, était trop grandiose pour être réalisable. On n'est pourtant pas fâché de voir quelle idée les gens d'alors se faisaient de la grandeur française. Napoléon, s'il l'eût connu, se fût enflammé pour ce dessein vraiment impérial. Le bon sens du Roi l'écarta.

Je ne referai pas l'histoire de la colonnade, le récit du voyage du cavalier Bernin, appelé en désespoir de cause, et celui des intrigues qui parvinrent à lui faire repasser les monts. En fait, cet épisode, commencé en triomphe, marque la fin de l'influence italienne. Souveraine dans toute la première moitié du siècle, cette influence décline à partir de la majorité du Roi. Parmi les artisans de cet imbroglio, il est certain que les moins actifs ne furent pas ce couple singulier des deux frères Perrault. Charles, qui nous a conté l'affaire dans ses *Mémoires*, s'attribue, ainsi qu'à son frère, la gloire de cette façade célèbre. Boileau, qui détestait les Perrault, dit que l'ouvrage est de Le Vau. La question est demeurée controversée depuis deux siècles. M. André Hallays, dans son étude sur les Perrault, donne raison aux deux frères. La vérité est qu'ils se vantent un peu : l'ouvrage est le résultat d'une collaboration. Colbert avait nommé un conseil, une espèce de triumvirat, composé de Le Vau, de Le Brun et de Perrault, chargés de mettre en commun leurs études, de corriger mutuellement leurs dessins (l'un de ces dessins est conservé au musée de Stockholm) et de soumettre au Roi leurs idées à mesure qu'ils les trouveraient assez parfaites. Il est difficile de préciser la part qui revient à chacun dans cet admirable décor. Ce qui semble certain, c'est qu'il y a

dans cette immense loggia une proportion, une musique, des audaces d'exécution, un accent entièrement étranger aux ouvrages de Le Vau, et une sobriété dans la décoration, que je ne retrouve pas dans les compositions de Le Brun. Tout porte la marque des retouches d'un goût pur et indépendant, nullement esclave de Vitruve et des Italiens, ne s'embarrassant ni des règles, ni même de la solidité de la construction, et suppléant par des expédients aux faiblesses de l'appareil. Tout ce ravissant décor n'est qu'un échafaudage : il tomberait, s'il n'était soutenu par une armature de fer. Ces mérites et ces défauts semblent bien indiquer la main d'un impresario, dilettante de génie, sans être tout à fait du métier, et qui ne peut être que Claude Perrault.

Pendant ces énormes travaux, qui devaient durer trois ou quatre ans, le Roi, dont on avait prévu le logement provisoire aux Tuileries, avait pris l'habitude de vivre à Saint-Germain, à Fontainebleau, à Chambord; il aimait le grand air, l'exercice. Il se plaisait à Versailles. Là il était le maître, il vivait à sa guise. Louvois, pour faire pièce à Colbert, encourageait cette fantaisie. A partir de 1678, les travaux du Louvre se ralentissent. La cour ne fut même pas achevée. Le palais fut abandonné aux académies, devint jusqu'à David une sorte de colonie, un phalanstère d'artistes. Les guichets servaient à l'étalage des brocanteurs. L'Empire et la République devaient achever l'immense toile de Pénélope en train depuis sept siècles sur le métier de la monarchie.

PIERRE TROYON.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

LES CALCULS QUI SE FONT TOUT SEULS

Il est, de par le monde, des originaux qui éprouvent à calculer un véritable plaisir, qui se délectent à jongler, comme on dit, avec des chiffres. On a même pu citer, parmi eux, tel vieil officier du génie en retraite possédé de ce goût à un si haut degré qu'il offrait gratuitement ses services aux savants désireux de faire procéder à certains calculs requis par leurs travaux. Toutefois, pour la très grande généralité des hommes, et notamment, — en dépit d'un préjugé fort répandu, — pour la plupart des mathématiciens, ce genre d'opération est totalement dénué de charme. Confondre, soit dit en passant, le don du calculateur avec celui du mathématicien, c'est commettre la même erreur de jugement que celle qui consisterait à voir dans une exceptionnelle agilité de doigts sur le clavier d'un piano l'indice de dispositions particulières pour la composition musicale. Mais alors que les compositeurs les plus qualifiés se montrent presque toujours de bons, sinon d'excellents pianistes, les mathématiciens de haut rang ne font souvent que d'assez pauvres calculateurs. Le plus grand d'entre eux dans les temps modernes, l'illustre Henri Poincaré, qui laissera dans les sciences mathématiques une trace à jamais ineffaçable, était, dans le maniement des chiffres, d'une maladresse qui prêtait à sourire ; il n'hésitait d'ailleurs pas à avouer que tout calcul numérique lui était une pénible corvée dont il ne se tirait généralement pas sans accroc.

En revanche, les calculateurs prodiges qui, à toutes les époques, ont émerveillé les foules par leur extraordinaire dextérité à faire de tête, en quelques instants, les calculs arithmétiques en apparence les plus compliqués, n'ont, en fait, rien de commun avec les mathé-

maticiens. La seule faculté qui intervienne chez eux est une exceptionnelle mémoire des chiffres, mais ni le raisonnement, ni l'intuition, ni une certaine imagination créatrice que requiert la recherche mathématique ne jouent le moindre rôle dans leurs exercices. Au reste, la tentative, renouvelée à diverses reprises, de pousser quelques-uns d'entre eux, choisis parmi les plus habiles, du côté des études mathématiques, n'a jamais été couronnée de succès.

Il ne faudrait pas non plus conclure de là qu'il y eût nécessairement incompatibilité entre le don du calcul et celui des mathématiques; quelques grands mathématiciens se sont distingués par leur habileté à manier les chiffres, notamment Wallis, Euler, Gauss, et Ampère; mais ce sont là des exceptions.

D'une manière générale, aussi bien pour l'homme de science qui suppute les conséquences de l'application d'une loi mathématique que pour la ménagère soucieuse de la bonne tenue de ses comptes, le calcul est une opération pénible, fastidieuse, sujette à erreur, dont seul le résultat intéresse; tout le monde, ou à peu près, souhaite de s'en voir affranchi. Or, c'est là un souhait dont la réalisation n'a rien de chimérique; on connait, en effet, des moyens, et de plusieurs sortes, grâce auxquels les calculs se font, en quelque manière, tout seuls, ou, du moins, sans que l'on soit astreint à l'effort cérébral que comporte l'application des règles ordinaires du calcul numérique. Est-il possible de donner de ces moyens une idée suffisante sans avoir recours au sévère appareil du langage scientifique? C'est ce que nous allons tenter de faire ici.



Commençons par le plus simple : les quatre opérations fondamentales de l'arithmétique élémentaire, addition, soustraction, multiplication et division, auxquelles, en dernière analyse, se ramène, — grâce, le cas échéant, à l'intervention de certaines tables numériques, dont les plus répandues sont celles de logarithmes, — toute espèce de calcul numérique effectué suivant les règles ordinaires.

Remarquons en passant que ces opérations n'ont, au reste, d'autre objet que de suppléer à l'infirmité de notre mémoire.

La table d'addition ne résulte que du simple comptage unité par unité, — comme le pratiquent volontiers sur leurs doigts les calculateurs novices, — et celle de multiplication, d'une application répétée des résultats enregistrés dans la précédente. Si nous avions la possibilité de retenir les tables ainsi construites jusqu'à la limite des

nombres pratiquement utilisés dans nos ordinaires supputations, les quatre opérations fondamentales de l'arithmétique, « les quatre règles », comme on dit couramment, n'auraient aucune raison d'être; elles n'en ont, en fait, que pour nous permettre de nous tirer d'affaire en nous bornant à retenir par cœur la partie des deux tables susdites, qui ne s'étend qu'aux sommes et produits de nombres d'un seul chiffre pris deux à deux.

Pour éviter le travail mental requis par l'application de ces quatre règles, nous disposons de moyens mécaniques, les uns assez rudimentaires, les autres beaucoup plus perfectionnés qui, lorsqu'on les aborde pour la première fois, ne laissent pas assurément de donner une impression de merveilleux.

Ces machines à calculer, opérant avec une si prodigieuse rapidité sur des nombres aussi grands que l'on veut (dans les limites, bien entendu, de la pratique), apparaissent, de prime abord, comme des sortes d'instruments magiques. Essayez, pour mieux fixer vos idées à cet égard, d'effectuer, — et encore au risque de vous tromper, — une multiplication de huit chiffres par huit chiffres, puis allez voir une machine faire apparaître le résultat de cette multiplication par un fonctionnement d'environ cinq secondes (le temps de la transmission de l'heure par T. S. F. au moyen de six points musicaux) et vous ne manquerez pas d'en éprouver une sorte de vertige.

Le nombre et la variété des machines capables d'accomplir de ces tours de force de calcul, — dépassant même, l'expérience l'a prouvé, ceux que nous voyons exécuter par les calculateurs prodiges, — sont tels qu'il ne peut être ici question d'en aborder la simple énumération (1).

Toutefois, il n'est pas superflu de rappeler que la première en date de ces étonnantes machines, leur ancêtre à toutes, a été due à un Français dont le génie apparaît aussi grand dans le domaine des sciences mathématiques et physiques, et dans celui des lettres et de la philosophie. C'est pour affranchir son père, Étienne Pascal, alors intendant des finances de Normandie, des longues, pénibles et fastidieuses vérifications de comptes auxquelles l'astreignaient les

(1) On trouvera l'énumération de la plupart de ces machines rationnellement classées et sommairement décrites dans notre *Calcul simplifié par les procédés mécaniques et graphiques*, dont la troisième édition est sous presse à la librairie Gauthier-Villars, et qui contient aussi une vue d'ensemble des principes sur lesquels reposent les autres procédés de calcul visés dans la suite du présent article.

devoirs de sa charge, que Blaise Pascal, alors âgé seulement de dix-huit ans, imagina cette machine, que n'avait précédé rien d'analogue, dont la réalisation matérielle lui coûta de durs efforts, sans compter de grandes sommes d'argent, et dont il put, dans les premiers jours de juin 1642, offrir un premier exemplaire au chancelier Séguier qui l'avait vivement encouragé dans son entreprise.

La machine de Pascal, dont plusieurs exemplaires existent encore aujourd'hui, notamment au conservatoire des Arts et Métiers, fut, lors de son apparition, l'objet d'une sorte d'engouement dans les milieux éclairés capables d'en saisir l'économie. Tallemant des Réaux nous conte que, lors de son départ pour la Pologne, où elle allait partager le trône de Vladislas VII, Louise-Marie de Gonzague se nantit de deux exemplaires de cette machine au sujet de laquelle le chroniqueur, très exactement informé, ajoute les indications que voici : « Il se trouve qu'elle revenait à quatre cents livres au moins, et qu'elle était si difficile à faire qu'il n'y a qu'un ouvrier, qui est à Rouen, qui la sache faire ; encore faut-il que Pascal y soit présent. »

Auprès des admirables machines dont nous disposons aujourd'hui, actionnées au moyen d'un clavier de touches, ou d'une manivelle, voire d'un petit moteur électrique, et dont on peut dire que la célérité est étourdissante, la machine de Pascal nous paraît quelque peu désuète, tout de même que l'antique fardier à vapeur de Cugnot auprès de nos modernes automobiles ; mais, si nous nous reportons au temps où elle a été conçue, nous rendant compte du peu de ressources qu'offrait alors la mécanique de précision, nous ne pouvons qu'admirer son illustre auteur pour la façon dont il a su la concevoir et la réaliser.

Bien d'autres noms seraient à retenir dans l'histoire des machines à calculer. Bornons-nous à signaler, parmi les Français, le financier Thomas, de Colmar, qui, le premier, en 1820, sut établir un type vraiment pratique de machine à manivelle pour l'exécution des multiplications et divisions, par additions ou soustractions très rapidement répétées, et Léon Bollée, bien connu pour la part qu'il a prise à l'avènement de l'automobile, qui, comme Blaise Pascal, se signala, dès l'âge de dix-huit ans, par une invention sensationnelle, celle d'une machine qui, en vue d'une plus grande rapidité encore que les précédentes, fonctionnait en appliquant la table de multiplication, introduite, sous une forme matérielle appropriée, au sein même de son mécanisme.

Nous ne saurions non plus passer sous silence le nom du mathé-

maticien anglais Charles Babbage, qui, dans la première moitié du XIXe siècle, établit le projet d'une machine propre à effectuer une suite quelconque d'opérations portant sur n'importe quels nombres et à en fournir le résultat sous forme imprimée. Grâce aux généreux subsides qu'il reçut de la reine Victoria, l'inventeur put faire fabriquer toutes les pièces destinées à entrer dans la composition de sa machine. Il allait en commencer le montage lorsqu'il fut surpris par la mort, et les pièces qui devaient venir s'agencer dans cet engin sont, depuis lors, restées éparses dans une vitrine du South Kensington Museum de Londres. Avec les exceptionnelles qualités que le projet de l'auteur faisait prévoir en elle, la machine de Babbage s'est trouvée partager le sort de la jument de Roland !

Un souvenir curieux se lie, par ailleurs, à cette invention ; elle a provoqué, à l'époque de son apparition, de la part d'un mathématicien qui tint à garder l'anonyme, des notes d'un haut intérêt ; et ce n'est qu'en 1884 que le mystère de cet anonymat a été dissipé par le général Menabrea qui en possédait la clef depuis longtemps. L'auteur voilé n'était autre qu'Ada Byron, comtesse Lovelace, fille du poète, elle-même mathématicienne de grande distinction (1).

Le tour de force que Babbage s'était proposé d'exécuter, un autre est parvenu à le réaliser de nos jours : le savant ingénieur espagnol Torres Quevedo, doué d'un incontestable génie dans le domaine de ce qu'on appelle aujourd'hui l'*automatique*, c'est-à-dire la science des mécanismes propres, lorsqu'ils sont simplement mis en mouvement, à accomplir tous les actes dépendant de certaines circonstances, plus ou moins nombreuses, en obéissant à des règles qu'on peut leur imposer arbitrairement au moment de leur construction. Tel est le cas de l'*arithmomètre électromécanique* de Torres, qui, sur la commande qu'on lui transmet en inscrivant, au moyen d'une machine à écrire, l'opération à faire, effectue, de lui-même, cette opération pour en imprimer, à son tour, le résultat sur la machine à écrire, à la suite de l'opération posée.

Mais, dans l'ordre de l'automatique, la plus surprenante invention du savant mécanicien espagnol est sans doute cet extraordinaire automate joueur d'échecs que nous avons pu voir fonctionner à Paris, dans le laboratoire de mécanique de la Faculté des Sciences, au printemps de 1914, et qui a littéralement frappé de stupeur tous

(1) C'est une des six mathématiciennes à qui a été consacrée la notice que nous avons lue le 24 octobre 1925, à la séance publique annuelle des cinq Académies, à l'Institut.

ceux qui, généralement sceptiques de prime abord, se sont essayés à jouer contre lui (1).

* * *

Toutes les machines envisagées jusqu'ici, dont l'étude d'ensemble constitue le *calcul mécanique*, effectuent rigoureusement les quatre opérations fondamentales de l'arithmétique. Les procédés dont il va maintenant être question fournissent directement des résultats exacts, sans être rigoureux, de calculs d'ordre plus élevé, que les méthodes numériques ramèneraient, par des voies plus ou moins laborieuses, à des suites généralement assez longues d'opérations arithmétiques.

Il convient tout d'abord de bien saisir la distinction essentielle à observer entre résultats rigoureux et résultats exacts, mais seulement approchés. Un exemple, d'une extrême simplicité, y suffira sans doute : supposons que l'on demande le prix de 4^{m} 25 de ruban à 3 fr. 75 le mètre; le calcul rigoureux indique que ce prix est de 15 fr. 9375; mais on n'a que faire d'un tel résultat, vu que les paiements ne comportent pas de fractions descendant au-dessous de 0 fr. 05; et, dès lors, le résultat qui doit être tenu pour exact, quoique non rigoureux, mais simplement approché au degré voulu, est 15 fr. 95.

Les machines à calculer, interrogées à cet effet, auraient répondu 15 fr. 9375. Et voilà du coup éclaircie la distinction entre calculs rigoureux et calculs approchés exacts. Ce ne sont que des calculs de cette dernière sorte, — les plus utiles à envisager au point de vue de la pratique, — que permettent d'effectuer les procédés qui vont maintenant s'offrir à notre examen.

En premier lieu, c'est le *calcul graphique* qui, à l'encontre du calcul mécanique, n'a rien qui parle tout d'abord à l'imagination. De simples constructions géométriques, des *épures*, pour employer le terme consacré, effectuées, cela va sans dire, avec toute la précision que comporte l'emploi de la règle, de l'équerre et du compas, et où les nombres entrant dans le calcul sont figurés par les longueurs de certains segments de droite, cela n'a rien qui pique *a priori* la curiosité et ne peut que sembler bien pâle venant après les merveilles de mécanique sur lesquelles nous venons de jeter un regard. Mais, lorsqu'on est à même d'apprécier l'économie de ces

(1) Une description de cet automate a été donnée dans le numéro du 13 juin 1914 (p. 51) du journal *La Nature*.

procédés graphiques, on se sent pris d'admiration pour l'extrême simplicité qui en résulte, notamment en ce qui concerne les calculs qu'ont à effectuer les ingénieurs.

Quand on a sous les yeux l'enchevêtrement compliqué des pièces dont se compose une grande construction métallique, comme une ferme de large ouverture, un viaduc de chemin de fer, voire la Tour Eiffel, on a, même si l'on n'est pas du métier, la vague intuition des calculs écrasants que requièrent la détermination des efforts s'exerçant dans toutes ces pièces, et la fixation des dimensions à donner à chacune d'elles en vue d'assurer sa résistance. Telle serait même en certain cas, — celui de la Tour Eiffel, par exemple, — l'énormité de cette masse de calculs qu'il ne se trouverait peut-être pas de courage suffisant pour les mener jusqu'au bout, si l'emploi de la méthode graphique ne s'offrait pas ici pour réduire la besogne dans une mesure telle que, de quasiment impraticable, elle devient toute facile et toute simple.

Dans d'autres circonstances, la combinaison de certains tracés graphiques, avec l'emploi de mécanismes de genre spécial, permet d'obtenir comme en se jouant, peut-on dire, le résultat de certaines opérations analytiques, qui, traitées par la voie strictement numérique, comporteraient, elles aussi, des calculs d'une grande complication. Nous pénétrons alors dans le domaine du calcul *graphomécanique*, tout particulièrement propre à l'exécution de ce que les mathématiciens appellent des *intégrations*, dont il suffit ici de savoir que leur réduction au calcul ordinaire ne peut se faire que grâce à l'emploi de formules plus ou moins compliquées, entraînant, en général, un assez pénible labeur.

Or, l'usage des mécanismes en question, *intégromètres* ou *intégraphes*, réduit la besogne exigée à une manipulation insignifiante consistant à suivre tout bonnement, avec un traçoir lié à l'appareil, certaines lignes dessinées d'avance.

Pour ne citer que l'exemple le plus simple de ce genre de calcul, disons qu'il suffit de faire parcourir à un traçoir d'un appareil approprié, dit *planimètre*, un contour quelconque dessiné sur un plan, pour n'avoir plus qu'à lire finalement sur le petit compteur fixé à l'appareil, fonctionnant un peu à la manière d'un taximètre, la surface de la portion de plan contenue à l'intérieur de ce contour.

La prédiction des marées offre un autre exemple frappant de la puissance du calcul graphomécanique : si, en un point du littoral, on a relevé pendant un certain temps la courbe représentative des

marées, des intégromètres spéciaux, dits *analyseurs harmoniques*, permettent de déduire de cette courbe certains coefficients numériques qu'il suffit ensuite de transporter dans la machine que lord Kelvin a imaginée sous le nom de *Tide predictor*. Cette machine est, dès lors, en état de tracer pour l'avenir la courbe des marées en ce même point du littoral. Le nombre d'heures qu'il lui faut pour fixer ainsi la prédiction des marées correspondant à un certain intervalle de temps, se transformerait au moins en un nombre égal de semaines si l'on voulait obtenir le même résultat par une voie purement numérique.

***

Il ne nous reste plus à parler que de deux derniers procédés de calcul simplifié, ceux-ci reposant sur la figuration graphique ou mécanique des lois (en grec, νόμος) mathématiques d'ailleurs quelconques, suivant lesquelles les inconnues dépendent des données ; d'où les noms de *calcul nomographique* et de *calcul nomomécanique*.

Dans son discours de réception à l'Académie française, M. Paul Valéry a été amené, sur certain point de détail, à faire accessoirement la remarque qu' « une image remplace quelquefois un certain calcul qui serait laborieux ». Voilà qui pourrait servir d'excellente épigraphe au fronton du calcul nomographique. Ici, en effet, c'est la construction précise d'images (pourvues, bien entendu de cotes, et dites *abaques* ou *nomogrammes*) qui supplée au calcul numérique, et souvent dans des cas où ce calcul, portant sur un assez grand nombre de données, serait d'une désespérante complication. La géométrie, congrument interrogée, fournit, en général, pour la construction de ces images, des méthodes d'une parfaite simplicité. Le regard, guidé sur ces images par des lignes tracées une fois pour toutes, permet, en partant de points cotés au moyen des valeurs des données, d'atteindre immédiatement un autre point, à côté duquel se lit la valeur du résultat cherché. On ne peut rien concevoir de plus simple ni de plus rapide.

L'emploi du calcul nomographique s'est, en ces trente dernières années, considérablement répandu dans les techniques les plus diverses, celles d'abord des diverses branches de l'art de l'ingénieur constructeur, celles aussi de l'électricien, du financier, du géodésien, du navigateur, de l'artilleur, etc... Sans nous appesantir ici sur ce sujet, nous signalerons que, pendant la dernière guerre, ce genre de calcul a été constamment utilisé pour les besoins les plus divers,

ceux notamment de l'artillerie et de l'aviation. Nous nous bornerons, pour faire ressortir ses avantages, à ce seul exemple : le calcul des corrections dites atmosphériques (dues aux variations de la température, de la pression barométrique, de la vitesse du vent) qui doivent être apportées aux éléments initiaux du tir du canon, donnés par les tables, exigeait, par la voie ordinaire, plus d'un quart d'heure, et avec de grandes chances d'erreurs, surtout lorsqu'il était pratiqué sous le feu de l'ennemi. Par le procédé nomographique, on en avait le résultat en deux ou trois minutes tout au plus, et sans avoir à craindre de se tromper, puisque tout se bornait à de simples lectures sur un graphique coté.

Quant au *calcul nomomécanique*, qui repose sur l'emploi d'échelles graduées soumises à certaines liaisons mécaniques, on peut tout d'abord y rattacher ces règles, cercles, grilles, tambours, hélices à calcul dérivant du principe des logarithmes, dont l'invention suivit de peu la découverte, au début du XVII[e] siècle, de cet admirable principe, due au génie de Napier, baron de Merchiston, dont le nom latinisé en Neperus est devenu Néper en français. Les règles à calcul surtout, dont on a vu depuis lors se succéder un si grand nombre de variétés, sont devenues, de nos jours, d'un usage tout à fait général et courant. Les services qu'elles rendent à une foule de praticiens, pour la prompte exécution des multiplications et divisions, élévations aux puissances et extractions de racines, sont inappréciables. Mais, au point de vue mécanique, elles se réduisent à un dispositif de la plus extrême simplicité : deux règles coulissant l'une dans l'autre.

Ce modeste instrument n'était certes pas de nature à faire seulement soupçonner d'avance ce qui peut, *a posteriori*, en apparaître comme une formidable généralisation : les prodigieuses machines algébriques de M. Torres Quevedo, d'une essence tout autre que les machines arithmétiques rencontrées précédemment. A l'encontre de celles-ci, elles ne fournissent d'ailleurs que des résultats approchés, et cela grâce à de savantes liaisons mécaniques d'un type nouveau, établies entre certaines échelles graduées, et permettant la représentation de n'importe quelle relation mathématique, ou même de n'importe quel ensemble de telles relations. La démonstration de cette possibilité entièrement générale, due à M. Torres Quevedo, peut être tenue pour une découverte de premier ordre. Afin d'illustrer sa théorie par quelques exemples bien caractéristiques, il en a réalisé lui-même l'application dans certains cas particuliers, notamment en construisant (effectivement pour les huit premiers

degrés) cette étonnante machine à résoudre les équations algébriques, que l'on a pu voir, elle aussi, fonctionner à Paris, en 1914, à côté de l'automate joueur d'échecs, et qui, comme lui d'ailleurs, semble le produit de quelque imagination à la Jules Verne!

Tous ces moyens si divers, inventés pour amener les calculs, en masses énormes, que réclament les besoins permanents de la vie civilisée, à se faire, en quelque sorte, tout seuls, ont, quand on en examine l'ensemble, quelque chose qui confond l'imagination. L'avenir réserve-t-il encore à l'homme de nouvelles surprises en ce genre? Quelle que soit notre incapacité à rien deviner du futur, nous ne devons pourtant pas douter qu'il en soit bien ainsi. Le progrès, dans l'ordre de nos connaissances et des conséquences que nous en tirons, ne s'arrête jamais.

Pascal nous l'a dit : « Les inventions de l'homme vont en avançant de siècle en siècle. » Il l'a dit, d'ailleurs, pour ajouter tout aussitôt : « La bonté et la malice du monde en général reste la même. » Et Bossuet s'est écrié à son tour : « L'esprit humain n'est pas épuisé; il cherche et il trouve encore, afin qu'il connaisse qu'il peut trouver jusqu'à l'infini, et que la seule paresse peut mettre des bornes à ses connaissances et à ses inventions. »

MAURICE D'OCAGNE.

REVUE MUSICALE

IOPAS A LA LONGUE CHEVELURE

Vous rappelez-vous la fin du premier livre de *l'Énéide*? La reine de Carthage donne une grande soirée en l'honneur du héros troyen et de ses compagnons nouvellement arrivés. Après le dîner, Didon invite Iopas, un rapsode, à faire un peu de musique. Alors, nous dit Virgile,

Citharâ crinitus Iopas
Personat auratâ, docuit quem maximus Atlas, etc.

« Iopas à la longue chevelure fait sonner sa lyre d'or. Instruit par le grand Atlas, il chante la lune errante et les éclipses du soleil, l'origine de la race des hommes et des animaux ; d'où viennent les pluies et les chaleurs ; l'Arcturus et les Hyades humides, et les deux Ourses; pourquoi les soleils d'hiver ont si grande hâte de se plonger dans l'Océan, et quelle cause retarde la venue des nuits d'été. » — Excusez du peu... Voilà déjà de la musique à programme, et l'on peut considérer Iopas comme un des créateurs du genre.

C'est sous son nom et comme sous ses auspices, qu'un de nos confrères d'outre-mer vient de réunir en un volume remarquable, et de tirage restreint, vingt-cinq années de critique musicale (1). Dans le chapitre premier, M. Stevenson trace un portrait de l'aède virgilien à la manière de Virgile, mais, par endroits, de Virgile un peu « travesti ». La fantaisie, l'*humour*, et même, l'auteur en convient, la « blague », s'y mêlent à la poésie, l'ironie à l'imagination, et ce mélange ne manque pas de saveur.

(1) *Long Haired Iopas*. — Old chapters from twenty-five years of music criticism, by Edward Prime-Stevenson. — 1 vol.; privately printed for the author by the press of « The Italian Mail ». Florence, 1927.

Iopas paraît bien avoir été le « *gentleman* musicien le plus distingué » de l'épopée latine. Avant lui, parmi les Grecs, Homère en avait nommé trois : Phémius, qui chante en l'absence d'Ulysse pour le plaisir des prétendants ; Démodocus, le chanteur aveugle, au service d'Alcinoüs, roi des Phéaciens, et dont la voix touchante émeut Ulysse jusqu'aux larmes ; enfin le musicien anonyme auquel Agamemnon, partant pour la guerre de Troie, eut l'imprudence de commettre la garde de Clytemnestre. Et de cette garde les suites fâcheuses sont assez connues. Mais de ses confrères anciens Iopas est le plus sympathique et le plus digne de mémoire, quelque chose comme le Farinelli, le Rubini, le Mario Carthaginois.

Iopas mystérieux et lointain ! Brillante étoile dans un ciel musical pour nous obscur, mais que nous aimons à nous représenter lumineux ! Moins éloigné de nous que les harpistes égyptiens dont le profil mélancolique est gravé sur les tombeaux des Pharaons, vous chantiez avant que la musique se fît entendre en un *triclinium* romain, et plus longtemps encore avant que débarquât à Tunis la première compagnie d'opéra français. Élégant, soigné de votre personne, d'aspect féminin plutôt que viril, avec vos cheveux bouclés, vous avez dû faire les délices, non seulement de la cour, mais des salons de Carthage, à l'heure où les belles dames demandent un peu de musique après le dîner.

Ainsi le critique artiste et poète continue d'évoquer, d'invoquer la figure mélodieuse et disparue. « Sûrement, lui dit-il à peu près, vous fûtes aussi de la race des « virtuoses ». Vous avez dû faire des concessions à la mode du jour, au goût du public, de ce public qui, de votre temps comme du nôtre, préférait sans doute les tours de force ou d'adresse technique à l'art sobre, sérieux et profond. Car il y avait aussi des Philistins à Carthage, et le goût de votre reine elle-même n'était peut-être pas toujours très sûr. Et puis, alors comme aujourd'hui, il fallait bien vivre, et quelque sacrifice esthétique vous était payé par un beau chèque sur la première Banque nationale ou sur le fond de réserve de la Société Philharmonique des dames de Carthage. »

Mais à la fin, laissant de côté l'ironie, c'est avec émotion, avec ferveur, avec regret aussi, que le peintre salue une dernière fois son modèle imaginaire. Longue, éloquente apostrophe, dont on ne peut que résumer et l'esprit et la lettre. « En tant que musicien, Iopas, vous avez dû être un homme à l'âme tragique, aux émotions profondes, un mortel plus sensible que toute autre créature humaine

à la joie, à la douleur, à la crainte, à la haine, à l'amour. Et qui sait! Auriez-vous pas aimé votre reine elle-même? »

S'il l'aima, peut-être aura-t-il chanté son amour. Et cet amour a pu survivre au trépas de « la noble, inoubliable princesse ». « *Io non sono che un critico* », dit le Iago de Verdi. Mais puisqu'aujourd'hui un critique, et de musique, s'il vous plaît, se trouve être un poète, un rêveur, suivons, achevons avec lui son rêve. Après avoir terminé sa carrière et sa vie, le beau chanteur descendra parmi les ombres. Il y rencontrera Didon. Mais dans le morne et silencieux Érèbe, sa voix, sa lyre seront muettes, et la reine à jamais ignorera qu'il eut pitié de son infortune et qu'il l'aimait.

« Adieu donc, Iopas à la longue chevelure. Vous n'êtes plus que poussière et cendre et depuis des siècles votre cithare d'or est brisée. Mais votre cendre et votre poussière ont plus de beauté que celle de bien d'autres mortels. Vous continuez de vivre dans une page de poésie divine et profondément humaine... Le monde est devenu plus exigeant en matière d'esthétique... Des instruments innombrables ont remplacé l'antique et juste accord de la lyre et de la voix. Nous avons des professeurs en tout genre et le nom du célèbre Atlas, — excusez le jeu de mots, — n'est plus connu que des Élisée Reclus ou autres géographes... Quant à la musique vocale, elle a franchi les bornes de la noble, de l'émouvante beauté... Et cependant vous êtes encore au milieu de nous, Iopas; vous êtes parmi les immortels... Chaque nuit, dans nos salles de musique, dans nos salons, nous assistons à vos incarnations nouvelles, et nous écoutons au moins avec un air de déférence vos successeurs qui tâchent de nous enseigner quelque chose par le chant. »

Bien des siècles après, au temps de la Renaissance italienne, un autre Iopas eut la même renommée, et pour une au moins des mêmes raisons, que le Tyrien à la belle chevelure. C'est Jacopo Peri, fameux compositeur et chanteur attaché à l'académie ou à la « camerata » du comte de Vernio. Son *Euridice* demeure, avec celle de Caccini son émule, un des premiers exemplaires de l'opéra florentin. Quelques-uns de ses contemporains lui reprochent ses mœurs dissolues, ses prétentions et son orgueil. Ils se moquent aussi de sa personne physique. « Il était de taille moyenne et très maigre. Dans sa vieillesse il avait les jambes non seulement décharnées (*senza polpe*), mais beaucoup plus grosses en bas qu'en haut, et de plus terminées par de certains pieds si larges, et dont les pointes étaient si fort écartées l'une de l'autre, qu'en cheminant par les ruelles il n'était pas loin de les

prendre dans la porte des boutiques (1). » Mais il possédait d'autres avantages. *Crinitus* lui aussi, il conserva jusque dans sa vieillesse une splendide chevelure d'un blond fauve qui l'avait fait surnommer le *Zazzerino*. Elle flamboyait, pareille à celle d'Apollon, et quand le *Zazzerino* chantait, ses auditeurs, que hantaient les souvenirs antiques, pouvaient le comparer non seulement à l'aède virgilien, mais à Smerdiés, autre chanteur « à l'abondante chevelure bouclée, que la Grèce autrefois avait été chercher jusque chez les Thraces (2) ».

Nous-même, voilà quelque trente ans, il nous arriva de voir et d'entendre, pour la première fois et sous son propre nom, Iopas en personne. C'était le jour où, pour les débuts éclatants d'une toute jeune fille, qui s'appelait Marie Delna, l'Opéra-Comique représenta l'œuvre virgilienne et classique du plus romantique de nos musiciens, les *Troyens à Carthage*. Le second acte (les jardins de Didon) est à lui seul un chef-d'œuvre. La chant d'Iopas est digne d'un antique rapsode. Beaucoup plus simple que dans Virgile, il ne traite ni d'anthropologie et de zoologie, ni d'astronomie et de météorologie, mais seulement d'agriculture. Sur un mode grave et doux il célèbre Cérès et les travaux des champs. C'est comme une géorgique auguste et charmante, belle de calme, de sérénité, et qui respire le pur esprit apollinien.



Après avoir sacrifié d'abord à l'imagination, le critique musical entre dans l'ordre de la connaissance, des jugements et du goût. Il y fait preuve en toute matière d'un esprit aussi étendu que libre et souvent original. Traité par lui, plus d'un sujet, qu'on pouvait croire épuisé, prend un aspect et comme une vie nouvelle. Rien de scolastique, encore moins de pédantesque dans la pensée et le style; pas de théorie ou de « principes ». Des impressions légères ou profondes. mais toujours justes; d'heureuses rencontres et des trouvailles imprévues, voilà ce qui remplit les quatre cents grandes pages d'un de ces livres qu'on appelait autrefois des « livres de lecture », parce qu'on les lit pour son agrément.

« *Après avoir entendu Don Giovanni* ». L'étude intitulée ainsi porte pour épigraphe les paroles souvent citées de Haydn à Léopold Mozart : « Je vous le déclare devant Dieu, en homme d'honneur,

(1) Voir dans les *Essais de diphtérographie* d'A. de la Fage, un sonnet de Francesco Ruspoli, avec commentaire de Stefano Rosselli.
(2) Taine.

votre fils est le plus grand compositeur que je connaisse, personnellement ou de réputation; il a *le goût*, et de plus la connaissance la plus achevée de l'art de la composition. » Et l'auteur se plaît à nous montrer que le mot de goût, pris au sens le plus élevé, définirait assez bien l'un des caractères éminents, peut-être la perfection même du génie de Mozart. D'illustres hommages rendus au maître de *Don Juan* sont ici rappelés. Comme on demandait à Rossini lequel de ses propres ouvrages il préférait : « Lequel ? Oh ! certainement *Don Giovanni.* » Meyerbeer se déclarait lui-même le très humblement obligé de « l'incomparable *Don Juan* ». Lorsque Donizetti devenu fou demeurait de longues heures assis à l'écart dans le préau de l'hospice d'Ivry, c'était des mélodies de *Don Giovanni* qui revenaient errer dans les ruines de sa mémoire et sur ses lèvres tremblantes. On sait la dévotion de Gounod pour le chef-d'œuvre auquel il a consacré un volume. Enfin le « glorieux chant du cygne » de Verdi, *Falstaff*, est littéralement « *infused with mozartism* ».

On pourrait, sans paradoxe, écrire de Frédéric Chopin : « *Infused with italianism* ». L'influence de l'opéra italien de son temps se mêle en sa musique au génie de la race et de l'âme polonaises. Dessins mélodiques, *tempo rubato*, « contrastes dynamiques », ornements ou fioritures, tout cela rappelle parfois le style de Bellini, de Donizetti, de Rossini même. Chopin est un Polonais italianisé beaucoup plus que germanisé ou francisé. Il était l'intime ami de Bellini et grand admirateur de Donizetti. Telle ballade ou nocturne de lui fait songer à maint passage de *Lucie* ou de *Norma* et l'on rapporte que la Malibran chantait ou vocalisait volontiers du Chopin pour s'exercer au *bel canto*.

Ils gardent, ces « vieux chapitres » de critique musicale, — c'est ainsi que l'auteur les appelle, — ils gardent un air de jeunesse, et même d'audace. Il faut, nous le savons, un certain courage pour défendre encore Meyerbeer contre les mépris qu'il inspire aujourd'hui. Prodigieusement inégal, tantôt supérieur, tantôt frivole et vide, comptant sur un ballet, une procession, un tableau, pour tenir lieu d'idées musicales dignes de développement, ce fut pourtant et c'est encore un maître que « le grand Giacomo ». (L'épithète n'est pas de nous.) Son avocat plaide bien sa juste cause. Sans l'élever, comme on fit jadis, au septième ciel, ou l'y maintenir, il le tire des limbes, de l'Enfer plutôt, où depuis un demi-siècle au moins, après Schumann, Wagner, Henri Heine, la critique l'a précipité. Il reconnaît sa force dramatique, son imagination puissante, l'ampleur de ses

architectures, et le sentiment de l'atmosphère, de la couleur romantique qui fait de lui comme un Walter Scott de l'opéra. Un autre critique américain a traité Meyerbeer de « grand musicien rococo ». Et quand bien même il le serait? Le genre a ses chefs-d'œuvre. Mais il n'est rien de pareil, ou d'analogue seulement. « Mélodiste vulgaire ou pauvre, charlatan d'opéra, jeteur infatigable de poudre aux yeux, ou aux oreilles », un autre, plus d'un autre, l'a traité ainsi. Malgré tout, réplique obstinément son défenseur, musicien de génie, et qui fera toujours honneur à la scène lyrique française.

« *Unde hominum genus et pecudes.* » De nombreux musiciens depuis Iopas ont chanté les animaux. A propos de Fafner, le dragon wagnérien, notre confrère aurait pu, s'il eût voulu, faire étalage d'érudition, remonter jusqu'au nome pythique, ce récit poétique et musical du combat d'Apollon et du serpent. Tout y était imité, paraît-il, y compris les dernières convulsions et rugissements du monstre à l'agonie. La musique et les bêtes, beau sujet de « musicographie », toujours divers et, dans un certain sens au moins, toujours actuel. Mais autant qu'un savant, sinon davantage, notre critique, nous l'avons dit, est un humoriste et se plaît à l'être. Il regrette que la musique ait négligé, dans la foule de nos frères inférieurs, certaines espèces, familles ou individus. La Bible offrait en ce genre une riche matière : l'Arche de Noé, sujet très général; cas particuliers : l'âne de Balaam ou la baleine de Jonas. A nous de rappeler que dans le *Déluge* Saint-Saëns n'a pas oublié la colombe, ni l'aigle et de nouveau la colombe dans *la Lyre et la Harpe*. Sans parler, — et M. Stevenson en eût parlé spirituellement, — de l'éléphant, du lion, des poissons, du cygne, tout le personnel enfin, gros ou petit, du *Carnaval des animaux*.

Des animaux, autres que les animaux à deux pieds, chanteurs ou figurants, parurent sur la scène lyrique longtemps avant le dragon Fafner, de la *Tétralogie*. Au XVIIIe siècle, le spectacle des opéras grecs, ou romains, ou orientaux fort à la mode alors, comportait quelques échantillons de la faune exotique : des chameaux pour le triomphe d'Aurélien; pour le cortège du Bacchus indien, des léopards. Pour l'enlèvement d'Europe, il ne fallait qu'un taureau blanc, des moutons et des chèvres pour les pastorales. On a vu depuis un serpent poursuivre Pamino (la *Flûte enchantée*) et, dans le *Freischütz*, des oiseaux nocturnes ajouter à l'horreur de la Gorge aux loups. Mais il appartenait à Wagner de former la plus riche ménagerie musicale. Tous les genres y sont représentés, même un genre mixte (les trois

jeunes filles poissons du *Rheingold*. « *Il catalogo è questo* » : à la fin du premier acte de *Tannhaüser*, des chevaux, des chiens et des faucons; le cygne de *Lohengrin* et de *Parsifal*; dans le *Rheingold* encore, un crapaud; Grane, le coursier de Brunnhilde et les deux béliers attelés à la voiture de Fricka. Voici l'aimable ourson capturé par cet autre et non moins aimable jeune ours de Siegfried, et les corbeaux de Wotan, et l'oiseau qui mêle son chant aux murmures de la forêt. Mais la plus grosse pièce, l'animal en chef et le seul parlant de la troupe, c'est le dragon. Il y aurait lieu de le considérer, — et l'exégèse wagnérienne ne s'en est pas fait faute, — par rapport à d'autres monstres de son espèce : le dragon de saint Georges, celui de l'Apocalypse, les dragons chinois ou japonais, ou encore ceux que le peintre suisse Boecklin aimait à représenter. On a raisonné, philosophé même abondamment au sujet de cette créature ou de cette mécanique, tragique et puérile à la fois. Le mieux est peut-être de ne pas prendre Fafner trop au sérieux et de le ranger tout bonnement, comme fait notre confrère, parmi les personnages les plus ennuyeux de Wagner : Wotan, Erda et le roi Mark. Mais ces trois-là du moins ont de bons moments.

***

Riche et diverse est la matière de ce livre d'« essais ». Ailleurs qu'au chapitre du dragon il y est excellemment parlé de Wagner. Mais deux grands musiciens y sont entre tous honorés : Verdi et Gounod. Je vous disais que ce critique a du courage. Il admire, et ne s'en cache pas, le Verdi même du *Trovatore*. Il va jusqu'à prétendre nous expliquer, — et ma foi! les pièces ou la pièce en main, il n'est pas loin d'y réussir, — un *libretto* qui passa jusqu'ici pour le parfait modèle de l'inintelligibilité absolue. « *The unfamiliar Trovatore.* » J'aime l'euphémisme de ce titre. Il ne s'applique certes pas à la musique. Elle est assez connue. Méconnue également, et tout entière, ce qui n'est pas juste, et pour beaucoup de raisons, qui ne sont pas toutes bonnes. Oui, malgré le mépris déclaré des pontifes de la critique et des *policemen* de notre art, en dépit de ses défauts, ou de ses excès, trivialité, grossièreté parfois des rythmes ou des mélodies, la musique du *Trovatore* en plus d'une page mérite de vivre. Et elle vit. Au centre du drame, Azucena la bohémienne est une grande figure, égale peut-être pour l'amour maternel à la Fidès du *Prophète*, avec — en plus — quelque chose d'étrange et de farouche. Une flamme éclaire, brûle ses récits de bûcher et de supplice. Autant que de vio-

lence et de frénésie, il y a dans le rôle de Manrique des accents de poésie et de tendresse. La scène du *Miserere* demeure un des sommets du drame lyrique italien. Toute la partition déborde de mélodie. Verdi, quand il l'écrivait, en avait « plein les manches ». Et maintenant, le *Trovatore* est-il un bon ou un mauvais opéra? Tout à fait bon ou tout à fait mauvais? Plutôt « un grand vieil opéra ». Ne souhaitons pas qu'il tombe dans le silence. Tel qu'il est, n'allons pas le sacrifier tout entier aux dernières œuvres, — chefs-d'œuvre celles-là, — du grand musicien.

Lui-même il en garda longtemps le souvenir. Le touchant adieu de Manrique (« *Ah! chi desia morir* ») est revenu un jour ou plutôt une nuit, une nuit étoilée, au bord du Nil, errer sur les lèvres d'Aïda regrettant sa patrie (« *O mia patria, mai piu ti rivedrò* ! ») C'est justement *Aïda* qui fait ici l'objet d'une longue et belle étude, écrite, comme le fut d'abord la *Symphonie Héroïque*, « *per festeggiare il sovvenire di un grand'uomo* ».

L'article sur *Aïda* nous offre un parfait modèle de la meilleure critique. Très large et très fine à la fois, un esprit de sympathie et de généreuse, fervente admiration l'inspire et ne l'égare pas. Attentive, soigneuse et nuancée, elle suit l'opéra d'acte en acte, de scène en scène, quelquefois de mesure en mesure. Avec cela, jamais de sécheresse, mais de l'émotion, de l'éloquence et nulle rhétorique. On trouve réunis là deux éléments définis par nos confrères anglo-saxons, que c'est bien le cas de citer. « *Practical and poetical basis.* » Raisons pratiques, ou de métier, raisons poétiques ou de sentiment, une telle étude s'appuie sur l'une et l'autre base. Après l'avoir lue, il n'est plus rien de la partition, et dans aucun ordre, qui nous soit étranger, indifférent moins encore. Nous en avons découvert l'ensemble et surpris le moindre détail, mélodique, rythmique, instrumental. L'histoire même, la genèse de l'œuvre nous est contée. Pas un « motif », un thème, qui ne nous soit désormais familier. Peut-être n'avait-on pas encore observé dans *Aïda* combien de mélodies, et non des moins éloquentes, sont formées de notes qui se touchent. Très général aussi l'usage de la mesure à deux, à quatre temps, tandis que le rythme ternaire domine dans les ouvrages de l'époque moyenne du maître, le *Trovatore*, la *Traviata*, *Rigoletto*. La carrure au contraire est la loi d'*Aïda*, aussi bien, — soit dit en passant, — que de *Lohengrin*, qu'on a défini plaisamment « une apothéose de la mesure à quatre temps ». Mais en fait d'apothéose, et celle-là non pas seulement rythmique, M. Stevenson a raison de glorifier dans *Aïda*

l'énorme finale du second acte, « tout le bataclan » disait en riant Verdi, qui nous donne, malgré sa complexité, le sentiment de l'ordre, de la plénitude et de la perfection.

Le vieux maître nous écrivait un jour : « Tous les critiques peuvent parler de l'artiste comme ils veulent, mais je vous remercie d'avoir eu des paroles pour l'homme. Oui, je le sais... » Et par modestie, il n'en disait pas davantage. De l'homme autant que de l'artiste que fut Verdi, le livre que nous venons de lire parle dignement. Il exalte chez le musicien le don de force et la volonté de puissance à son comble, une concision latine, une éloquence grave et passionnée ; en un mot, au sens latin encore, la *virtus*, ou, comme ont dit depuis les Italiens de la Renaissance, la *virtù*. On n'aborde pas Verdi sans avoir aussitôt conscience de se trouver devant un génie du tout premier rang. Il a porté si haut le drame lyrique italien, qu'à l'entendre on risquerait presque d'oublier qu'il existe en musique des genres supérieurs à l'opéra. Quand mourut, en 1901, le compositeur d'*Otello* et de *Falstaff*, l'Italie prit son deuil, comme autrefois celui de Michel-Ange, et dans l'univers musical il se fit un grand vide.

Cet homme en vérité fut plus d'un homme. Il répétait volontiers : « *Non sono che un paesano.* » Soit, un paysan. Mais au sens le plus élevé, le plus divers aussi. De son pays, de celui-là seul, il en était avant tout par le génie. Pur de toute influence étrangère, Italien avec une fierté jalouse, Verdi n'emprunte jamais rien à personne, à ses voisins, à ses rivaux de France ou d'Allemagne. Il est fils de ses œuvres, ou plutôt ses œuvres n'ont d'autre père que lui, d'autres ancêtres que les siens. Au dernier jour, le plus beau de ses longues années, debout sur le faîte, il put regarder en arrière et se rendre témoignage. L'idéal qu'il avait porté si haut était celui de sa race. Quelqu'un l'a dit autrefois : c'était bien une Alpe italienne que le vieil et glorieux pèlerin avait gravie.

Son pays ! Autant que son art on sait comme il l'aima, comme il en souhaita, hâta la délivrance, et que dans ses premiers accents, ne fût-ce que dans les cinq lettres de son nom, V. E. R. D. I. partout écrites sur les murailles, l'Italie reconnut l'appel et le symbole de la liberté.

Paysan, il l'était encore par son amour du sol natal. Comme les grands Romains d'autrefois, après chacune de ses victoires il retournait à la terre, à la charrue, à ses travaux des champs. *Hominum genus et pecudes.* Las d'avoir chanté les passions des hommes, il se reposait parmi ses troupeaux, en son vaste domaine. Il oubliait la musique

pour l'agriculture. A Sant'Agata, sous les saules même, à peine s'il se souvenait de Desdemona. La campagne, les pensées qu'elle inspire, les soins qu'elle réclame, l'occupaient tout entier. Sa demeure, son hospitalité simple et magnifique, ses propos familiers, tout en lui, autour de lui, respirait une atmosphère de géorgique et non d'opéra. Fermiers, serviteurs, les humbles et petites gens de Roncole et de Busseto, ne savaient sans doute pas grand chose de l'œuvre du maître et de son art, mais de son âme généreuse, bienfaisante, tout, par expérience, leur était connu.

Sérieuse et haute, cette âme fut-elle d'un croyant? D'un catholique assurément non, et d'un « clérical » encore moins. Contre l'institution de l'Église et son autorité, contre son enseignement théologique, sa hiérarchie et ses représentants, Verdi conserva toujours des préjugés et des partis pris indignes d'un esprit tel que le sien. Sa femme tendrement aimée, la bonne Giuseppina Stresponi, souffrait de le voir étranger à toute foi définie. Elle déplorait cette dissonance, la seule, dans l'harmonieuse amitié d'un Verdi et d'un Manzoni. Mais elle se consolait en reconnaissant « la perfection morale de son cher *brigand* ». Aussi bien la beauté sacrée ou sainte n'était pas sans pouvoir sur un grand cœur naturellement religieux. Boïto nous a conté qu'un jour, après un office à la Sixtine, Verdi, qu'il accompagnait, rencontrant le pape Pie IX, avait failli s'évanouir. Sa mort fut d'un chrétien. Son testament demandait pour ses funérailles « un prêtre, un cierge, une croix ». Le prélat qui avait assisté Manzoni mourant, Mgr Catena, vint le voir près d'expirer lui aussi. Il ne parlait plus, mais en serrant la main à lui tendue il sourit, et si pur, si doux était ce sourire, que le prêtre y vit un signe suffisant de foi, d'espérance et d'amour.

« *Immenso Fta! Immenso Fta!* » Dans *Aïda*, c'est le chant des prêtres invoquant leur idole. Qui sait! Avec eux et comme eux ici Verdi peut-être a prié, mais le Dieu véritable, car en Lui du moins il croyait. « *Immenso Fta!* » Peut-être dans l'étrange et pieuse mélopée a-t-il enfermé le dernier secret de ses pensées et de ses croyances. « *Immenso Fta!* » S'est-il demandé s'il y a quelque rapport entre l'immensité divine et la mesure de notre chétive, misérable humanité, entre ce qui vit éternellement et ce qui meurt sans cesse? A-t-il cherché, douté, désiré? « *Immenso Fta!* » *Aïda* s'achève sur ces mots, sur ces notes mystérieuses et mystiques. Notre confrère y a trouvé le sujet non seulement d'une belle page de critique musicale, mais d'une philosophique et religieuse méditation.

***

« La musique française offre un admirable exemple du nationalisme dans l'art. Il existe un rapport étroit entre la littérature, voire la langue française, et la musique des musiciens vraiment français. On a toujours le plaisir d'y trouver les mêmes caractères : clarté, précision, intensité de l'expression, horreur de ce qui est diffus, répété, inutile. Nous avons ici l'élégance et la force, une grâce souple unie à la vigueur... » Toute la page est à lire, avec gratitude. En vérité, ne fût-ce que par modestie, un Français ne dirait pas mieux que cet étranger.

Et peu de Français connaissent aussi bien, si populaire soit-il, un des chefs-d'œuvre de leur musique, le *Faust* de Gounod. L'analyse n'en est pas moins complète ici que celle d'*Aïda*. Partout même soin, même intelligence, même sympathie. Ajoutez-y la recherche attentive et l'heureuse découverte d'éléments ou d'aspects ignorés. Si le fameux, trop fameux appel de Faust : « *A moi les plaisirs!* » vous paraît comme à nous « un article extraordinairement bon marché », M. Stevenson y attache plus de prix. Il en signale çà et là des rappels nombreux, inaperçus jusqu'à présent, qui feraient presque du thème un véritable *leitmotiv*, et dont Gounod le premier n'eut peut-être jamais l'idée. Passe encore pour les couplets de Siebel (*Faites-lui mes aveux*), assez plaisamment définis « *a truly boy's soliloquy*, un vrai monologue de gamin ». J'ai plus de peine à prendre telle ou telle réplique un peu brusque de dame Marthe, serrée de près par Méphistophélès, pour un éclat d'« abrupt érotisme ».

Mais l'impression d'ensemble est parfaitement juste et l'admiration, générale aussi, ne l'est pas moins. Toutes les raisons, y compris celles du cœur, en sont déduites. J'accorde volontiers que la vive et fine « Kermesse », traitée beaucoup moins à l'allemande, à la flamande surtout, qu'à la française, puisse évoquer l'image de quelque fête représentée sur une ancienne tapisserie d'Aubusson. Parmi les premières rencontres d'amour il en est peu de plus célèbres, et de plus charmantes, que celle de Faust et de Marguerite. « *Ne permettrez-vous pas?... Non, Monsieur...* » Une seule phrase enveloppe la galante requête et le modeste refus. Rien de plus simple, de plus naturel, mais aussi rien de plus nouveau. Prenez-y garde : jamais par un musicien français avant Gounod, une courbe de cette élégance n'avait été tracée.

C'est plaisir de refaire, avec un pareil guide, la connaissance d'une

œuvre si connue. Je gage qu'elle réserverait encore aux habitués de l'Opéra, s'ils savaient l'écouter, plus d'une surprise. Combien d'entre eux ignorent tout ce qu'il y a de poésie rêveuse, d'inquiétude et de tristes pressentiments dans l'introduction de l'acte du jardin! Mais lui, notre critique, il le sait, il le sent et peut le leur apprendre. Impossible de commenter, ou mieux d'interpréter avec plus d'intelligence et de sensibilité les scènes qui suivent : le quatuor, le duo, le monologue de Marguerite à sa fenêtre, autant de pages sans rivales dans notre musique nationale, dans notre musique d'amour. Le quatuor entre autres, par le sentiment et le style, évoque infailliblement l'esprit et l'âme de Mozart. Gounod me disait un jour : « Si j'entre jamais, comme je l'espère, au Paradis, je saluerai d'abord le Bon Dieu. Mais tout de suite après je Lui demanderai : « Mozart ? Où est Mozart ? » — Et Mozart l'aura bien accueilli.

« *Quoniam dilexit multum.* » Cela est vrai de la Marguerite de Gounod et de Gounod lui-même. Dans l'ordre de « l'éternel féminin », notre confrère ne serait pas très loin d'accorder l'avantage à l'innocente Marguerite (*gar unschuldiges Ding*, l'appelle Gœthe), même sur la fière Brunnhilde et la frénétique Isolde. Au dénouement de l'opéra, quand le mot : « *Sauvée !* » descend d'en haut sur Marguerite expirée, le musicien religieux n'a pas craint de rappeler la pathétique, ardente phrase d'orchestre, — « motif de la fenêtre », disait-on en langage wagnérien, — entendue naguère en cette nuit qui fit de la pauvre fille une pécheresse. Pécheresse aujourd'hui non seulement pardonnée, mais presque redevenue innocente. Musique d'un amour coupable, mais purifiée elle aussi par la grâce du divin amour. Et notre confrère de conclure, une fois encore en latin : « Admirons l'art admirable du compositeur et gardons le souvenir de l'ancienne et rassurante promesse : « *Superexaltabit autem misericordia judicium.* »

Fermons ici le livre où mainte page encore serait à signaler. Que seulement il nous soit permis de finir par un remerciement personnel à l'auteur. Il a parlé selon notre sentiment et nos vœux d'un Gounod, d'un Verdi, les deux grands maîtres que nous avons le mieux connus et le plus aimés.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

A la veille de chacune des sessions du Conseil et de l'Assemblée de la Société des nations, l'Allemagne cherche à apitoyer l'opinion mondiale sur ses misères et les injustices dont elle se prétend victime. Ce ne sont guère, en ce moment, que plaintes, récriminations et parfois menaces qui nous viennent de la presse germanique. Les Allemands attaquent, puis, à la première riposte, se posent en victimes : c'est leur tactique. Une entente serait intervenue entre les deux nations, en suite des accords de Locarno, si « l'esprit belliciste » de la France n'avait arrêté l'évolution commencée, si M. Poincaré ne l'avait emporté sur M. Briand. « Les Français, ces dernières semaines, ont organisé une véritable battue contre l'Allemagne, même en dehors de leurs frontières, et ce n'est pas seulement la presse qui mène cette battue, même des hommes d'État responsables y ont pris part » (*Dernières nouvelles de Munich*). Le député Treviranus déclare qu'il n'a eu « que trop raison de douter que la France fût mûre pour la politique de Locarno ». Il s'en prend même à l'Angleterre et lui reproche d'avoir « remorqué l'Allemagne à ses côtés dans la Ligue des nations, afin de se servir d'elle au besoin. » C'est, de tous les partis, de toute la presse, un débordement d'amertume, un déluge de critiques fielleuses.

Les Allemands sont aujourd'hui victimes de leurs propres manœuvres, dupes de leurs méthodes d'exagération et de tromperie. Les succès qu'ils ont obtenus depuis Locarno auraient de quoi les satisfaire, si, talonnés par les exigences des nationalistes, M. Stresemann et ses journaux n'avaient promis à leurs concitoyens la réalisation de leurs espérances, c'est-à-dire le commencement de la destruction du traité de Versailles. On est obligé de toujours répéter que la conception allemande de Locarno n'est nullement conforme à celle des Alliés pour qui les accords de Locarno n'entament ni n'ébranlent l'Europe

issue des traités de 1919. M. Stresemann a savamment entretenu l'équivoque dans l'espoir d'en tirer parti et d'obtenir, le moment venu, d'importantes concessions, par exemple l'évacuation anticipée de la rive gauche du Rhin. Or il n'a jamais été fait de promesses de ce genre à Locarno; M. Briand, comme sir Austen Chamberlain, a laissé entrevoir à son partenaire allemand que, si l'évolution de la politique intérieure du Reich et sa manière d'exécuter les traités inspiraient pleine confiance aux Alliés, tant pour leur sécurité et le maintien de la paix que pour le paiement des annuités Dawes, des concessions et des amendements pourraient être accordés comme une sorte de prime à la bonne volonté. Si les Allemands, lorsqu'il s'agit d'eux-mêmes, n'étaient radicalement incapables d'objectivité, ils s'apercevraient que le cas ne s'est pas produit et que, loin de nous en réjouir, nous le déplorons.

A la conférence interparlementaire qui a tenu sa session annuelle à Paris dans les derniers jours du mois d'août, sont apparues à la fois les dispositions conciliantes de certains Allemands et leur impuissance. Le président social-démocrate du Reichstag, M. Lœbe, a cité, entre autres exemples d'initiatives capables de ranimer la confiance et l'espérance, l'hypothèse où il ne resterait plus au 1er janvier 1928 un seul soldat français en Rhénanie, et celle où l'Allemagne donnerait sa parole de ne plus armer en secret et de ne plus élever les générations nouvelles dans un esprit belliqueux. M. Lœbe et son collègue M. Schücking, qui parla dans le même esprit, oublient plusieurs choses : c'est d'abord que, dans leur pays, ils font partie, non pas du gouvernement, mais de l'opposition, et que c'est vers le nationalisme que paraissent incliner les masses électorales ; c'est ensuite que la seconde hypothèse n'est pas de même valeur que la première, car, une fois la Rhénanie évacuée, c'est un fait accompli, tandis qu'une parole du gouvernement allemand n'a plus sur le marché qu'un cours de monnaie frelatée depuis certaines histoires de chiffons de papier. Un pénible souvenir nuit aux affirmations pacifiques des députés socialistes allemands, c'est celui des assurances qu'ils donnaient, peu de jours avant la guerre, à Jaurès et à ses amis ; elles ne les ont pas empêchés de se laisser emporter par le courant d'enthousiasme guerrier qui souleva l'Allemagne en août 1914.

Un député du Centre, M. Ulitzka, a donné l'assurance que « le peuple allemand veut la paix. Nous nous efforçons d'éduquer les nouvelles générations pour la paix. » Tant mieux ! Mais M. Ulitzka

ne prend-il pas ses désirs pour des réalités, ou quelques cas particuliers pour la règle générale? Deux sénateurs belges, MM. Magnette et Digneffe, offrirent aux Allemands une occasion de donner la mesure de leur sincérité en proposant une motion fortement motivée pour réprouver la violation de la neutralité belge en 1914. Le crime ne se prescrit pas, et il était naturel et juste que les Belges, reprenant, pour la première fois depuis 1914, leur place à la conférence interparlementaire, obtinssent cette satisfaction. « La conférence... considérant que la Belgique, dont le préjudice matériel n'a pu être et ne sera vraisemblablement jamais réparé, a droit tout au moins à une satisfaction morale qui servira grandement la cause de la paix, déclare unanimement que la violation de la neutralité belge, en août 1914, fut un acte hautement regrettable et répréhensible, formule l'espoir que le respect des traités sera désormais la règle de conduite stricte et invariable des peuples, et passe à l'ordre du jour. » Il y avait là, pour les Allemands, l'occasion d'un beau geste, de large portée morale : ils ne manquèrent pas de s'y dérober; la motion, renvoyée à une commission, fut escamotée, et la Belgique dut se contenter d'abondantes fleurs de rhétorique jetées à sa misère et à son héroïsme.

Les paroles de M. H. de Jouvenel à la conférence interparlementaire ont été le commentaire de sa récente démission de délégué au Conseil de la Société des nations; elles marquent le point où surgit, entre l'opinion française et l'opinion allemande, le différend : « Aux yeux de la délégation allemande, Locarno suffit; à nos yeux, à nous, Locarno ne suffit pas. » M. de Jouvenel suggère qu'en échange de concessions sur la durée de l'occupation, les Allemands souscrivent « un Locarno oriental », c'est-à-dire reconnaissent comme définitives les frontières de la Pologne telles que les traités les ont tracées. Telle est bien, en effet, le point faible des accords de Locarno; ils garantissent, sans doute, que l'Allemagne n'emploiera pas la force pour reviser ses frontières orientales; mais il reste vrai, comme nous l'avons dit ici à l'époque, qu'en établissant une distinction entre les frontières allemandes de l'Ouest et celles de l'Est, elle ébranle la solidité des secondes; en confirmant les unes, elle infirme les autres. De fait, le danger pour la paix est là; on peut admettre que l'Allemagne n'est pas en état d'attaquer la France directement, mais si une éclipse de la vigilance française lui permettait d'attaquer la Pologne, elle ne manquerait pas de tenter l'aventure, surtout si elle pouvait compter sur l'appui des Russes bolchévistes.

C'est surtout à ces critiques de M. de Jouvenel que, sans le nommer, M. Briand, piqué au vif, a répondu. Au dîner qui a clôturé la conférence interparlementaire, il a prononcé, — ou plutôt, contrairement à son habitude, il a lu, —un discours où il s'est tenu dans les hautes généralités ; il a fait surtout l'apologie de sa méthode qui consiste à « substituer des solutions juridiques aux anciens règlements de force » ; après un regret donné au protocole de 1924, que le cabinet britannique fit échouer, il a réclamé, pour l'œuvre de la paix, le bénéfice du temps. « Une conception de la paix fondée sur la recherche des solutions juridiques, tire sa force de la bonne foi et du respect des traités... Il faut qu'ils s'attachent de toute leur âme à cette loi : une frontière de papier, c'est-à-dire établie conventionnellement, est sacrée, intangible et on la doit respecter sans arrière-pensée, sans essayer, pour l'ébranler, de recourir à des sophismes si ingénieux qu'ils puissent être. »

La presse allemande a surtout retenu, de cet appel à la sainteté des traités, cette conclusion que Locarno suffit, pourvu que Locarno soit loyalement compris et pratiqué, et qu'il n'est pas besoin du « Locarno oriental » que demande M. de Jouvenel, pas plus que du pacte additionnel que demandent, à Genève, la Hollande et la Pologne. Mais M. Briand ne présume-t-il pas trop de la valeur des solutions juridiques ? Les litiges entre nations ne prennent jamais, lorsqu'ils sont dangereux, la forme juridique. Quand les passions soufflent en rafales, que deviennent les « frontières de papier »? Les solutions juridiques sont nécessaires, mais insuffisantes si elles ne sont pas appuyées sur des solutions diplomatiques, c'est-à-dire sur des combinaisons d'alliances. C'est la parole fameuse de Pascal : « Ne pouvant faire qu'il soit force d'obéir à la justice, on a fait qu'il soit juste d'obéir à la force ; ne pouvant fortifier la justice, on a justifié la force, afin que le juste et le fort fussent ensemble, et que la paix fût, qui est le souverain bien. »

En réalité, la politique de Locarno continue et M. Briand est fondé à l'affirmer. Sir Austen Chamberlain, passant par Paris le 31 août, s'est mis définitivement d'accord avec le gouvernement français sur une réduction des effectifs de l'armée d'occupation interalliée. Le chiffre total s'élevait à 70 000 hommes, dont 56 000 Français, 7 500 Anglais et 6 500 Belges ; il sera réduit à 60 000 hommes, dont 48 000 Français. Si la presse allemande était mieux inspirée, elle pourrait enregistrer ce succès et le mettre en corrélation avec le fonctionnement normal du plan Dawes, dont le troisième exercice vient de

s'achever par le paiement intégral de l'annuité prévue, malgré les prodigalités d'une politique budgétaire hasardeuse. N'oublions pas que l'exécution du traité, particulièrement des clauses de réparations, est la raison originelle et dominante de l'occupation militaire interalliée en Rhénanie. L'agence Wolff, espérant redresser l'opinion désemparée, a publié le 29 août un communiqué fort maladroit qui prépare, pour l'avenir, de nouvelles déceptions aux Allemands. « A Berlin, on est d'avis qu'il ne faut pas s'attendre à une décision sur la question de l'évacuation de la Rhénanie avant l'année prochaine, ne serait-ce que parce que, avant les élections françaises, personne ne prendra la responsabilité de régler ce grave problème. Mais le temps ne travaille que pour la thèse allemande. Les partisans d'une longue durée d'occupation sont dès maintenant si isolés que nulle part dans le monde ils ne trouvent d'appui. L'Angleterre aussi bien que la Belgique n'attache aucune valeur à la continuation de l'occupation... » Comme si elle n'avait pas de souci plus urgent que de fournir des arguments pour la continuation de l'occupation, la presse allemande gouvernementale vient d'entamer une nouvelle campagne pour la revision du plan Dawes. Les Alliés sont par là fixés sur ce qui se passerait le jour où l'évacuation complète serait décidée.

On se demande comment un journal aussi sérieux que la *Germania* a pu, à propos de la réduction des effectifs, se laisser entraîner à un article aussi injuste et faux que celui du 28 août. « Même les nationalistes allemands, assure le grand organe catholique, ont abandonné l'idée d'une guerre de revanche. Le monde paraît avoir perdu dans les choses politiques le sens de l'humour ; sinon, comment l'histoire de l'Allemagne qui menace la sécurité française pourrait-elle être encore racontée et écoutée sérieusement ? » Il est fâcheux pour la *Germania* que, le lendemain, à Wesel, à l'assemblée de l'association Haeseler, le général von Mudra, ancien commandant du corps d'armée de Metz et commandant d'armée pendant la guerre, ait dit : « Avant de croiser à nouveau le fer avec les Français et les Belges, nous devons faire un examen de conscience, nous devons retrouver l'esprit qui nous animait en 1914. Si nous n'apprenons pas à haïr nos ennemis, nous n'aurons pas la puissance. » Mais c'est aux généraux français que s'en prend la *Germania* ! « Que le maréchal Foch et d'autres militaires français s'opposent à la réduction des troupes d'occupation, cela peut-il étonner quiconque sait que le militaire-type est constitutionnellement incapable d'avoir une pensée politique et psychologique ? Cette influence décisive du militaire français dans une question émi-

nemment politique, n'est qu'une nouvelle preuve que le niveau de la politique, dans la France victorieuse, est effroyablement bas. » Les militaires de ce type sont un produit exclusivement allemand et si le rédacteur de la *Germania* était moins aveuglé par ses préjugés et plus capable de regarder son propre pays, il s'apercevrait que le maréchal Foch n'est pas président de la République française, mais que le militaire-type Hindenburg a été élu président du Reich au suffrage universel. Ce n'est pas non plus en France que le ministère de la Guerre et son ministre inamovible forment un État dans l'État et plus puissant que l'État.

Après le maréchal Foch et les militaires, c'est à M. Poincaré que s'en prend la *Germania*; elle s'obstine à l'opposer à M. Briand et s'imagine l'insulter en comparant son cerveau à celui d'un général. L'Allemagne attendra donc des temps meilleurs; elle attendra, par exemple, que les élections de 1928 aient amené une majorité d'extrême-gauche, souhait qui peut paraître assez étrange de la part de l'organe du parti catholique. Si tel est l'état d'esprit du journal du Centre, on peut juger de l'opinion des journaux nationalistes. La France n'a pas peur de l'Allemagne comme le croit la *Germania*, mais, instruite par l'expérience, elle craint, pour la paix, la persistance, en Allemagne, de l'esprit des Bernhardi, des Mudra et des méthodes politiques de Bismarck. Elle serait plus tranquille sur l'avenir si le Centre n'avait pas vendu son âme au nationalisme et si, fidèle aux traditions sociales et démocratiques des Ketteler et des Windthorst, il n'avait pas contracté, avec le militarisme et le nationalisme prussiens, une alliance dont les catholiques seront tôt ou tard les victimes. La *Germania* met son espoir dans les élections françaises : nous attendons, pour savoir où va l'Allemagne, les élections qui, chez elle aussi, se feront en 1928. M. Erich Koch, président du parti démocrate allemand, dit avec bon sens : « Toutes les questions qui se posent entre la France et l'Allemagne sont en première ligne des questions de confiance. Essayer d'aller de l'avant uniquement par des accords écrits, c'est courir à un échec. » Tout ce que nous pouvons voir et savoir de l'évolution intérieure de l'Allemagne est-il de nature à nous inspirer confiance? L'optimiste le plus résolu ne peut pas, en présence des faits, répondre : oui.

Il n'y a pas deux Frances, il y a certainement deux Allemagnes dont les origines remontent très loin dans l'histoire. M. F. W. Fœrster nous le rappelle avec opportunité dans la lettre très intéressante que *le Temps* du 4 septembre a publiée. Cet honnête homme, que sa

sincérité oblige à vivre loin de son pays, est en ce moment vilipendé par la presse à cause des révélations qu'il a faites dans la *Menschheit*. Nous en avons parlé dans la précédente chronique. Il en confirme aujourd'hui l'authenticité et l'appuie de ce jugement de la revue démocratique *die Hilfe*, organe du député Erkelenz : « Le démenti, d'après notre expérience du ministère de la Reichswehr, est, en général, l'indice que les faits démentis sont rigoureusement exacts. » M. Fœrster ne veut pas « que les nations, à la confiance desquelles l'Allemagne fait constamment appel, soient honteusement trompées et dupées » et il dénonce avec force la conspiration militariste « se préparant à reprendre cyniquement tout ce que l'Allemagne a dû céder ». La majorité démocratique se fait des illusions sur sa puissance ; elle ne gouverne pas vraiment ; elle s'efface de plus en plus devant « une minorité guerrière, armée, pourvue de ressources économiques inépuisables ». La campagne des nationalistes vise d'abord à désarmer la France et ne trouve que trop d'échos chez certains Anglais : « Exiger le désarmement du voisin au moment même où l'on prépare la création d'une armée d'élite capable d'écraser une nation que l'on a démembrée une fois déjà, c'est là un machiavélisme peut-être unique dans l'histoire. » Donc, « il ne faut pas vouloir partir du désarmement pour avoir la paix ; cela n'aboutirait qu'à l'hégémonie de la caste guerrière la plus dénuée de scrupules. La sécurité bien organisée sera suivie automatiquement de la détente des esprits, de la dissipation des craintes et du désarmement progressif, comme la disparition du cheval suit le triomphe de l'automobile. » La conclusion est qu'il faut revenir au protocole de 1924 et en développer les garanties. Pour « un monomane à la cervelle dérangée », — c'est la *Germania* qui le dit, — M. Fœrster voit loin et parle clair. La leçon d'histoire qu'il nous apporte est bonne à méditer et utile à retenir ; elle peut servir de conclusion à tout ce que nous venons de dire.

Entre M. Franklin-Bouillon, dont le patriotisme est clairvoyant jusqu'à l'indiscipline envers son parti, et M. Maurice Sarraut, président du Comité exécutif du parti radical et radical-socialiste, une controverse s'est élevée dont l'intérêt dépasse les frontières électorales et parlementaires et qui met en jeu l'avenir même du gouvernement républicain en France. La plupart des hommes politiques notoires et des publicistes en renom se sont prononcés. L'accord, naturellement, ne s'est pas fait, mais chaque groupe a déterminé ses

positions et fixé sa doctrine. Que dit donc M. Franklin-Bouillon, dont l'initiative indiscrète a levé ce lièvre que les chefs du parti radical-socialiste auraient préféré ne point voir courir? L'équivoque, en effet, en temps d'élections, est un oreiller commode pour une tête parlementaire.

Le Cabinet d'union nationale présidé par M. Poincaré a sauvé les finances, le crédit et la monnaie de la France que les ministères cartellistes avaient, en juillet 1926, menés au bord de l'abîme. C'est là un fait éminemment gênant pour les fervents du cartel. Les plus hardis cherchent à le nier ou à l'amoindrir, mais, comme disent les philosophes, l'évidence est le critérium de la certitude. La plupart des radicaux prennent leur parti de reconnaître les services rendus par l'Entente nationale et M. Poincaré, mais, puisque les finances sont sauvées, il leur semble que l'heure soit venue de retourner à ces bonnes querelles qui étaient le pain quotidien des radicaux aux temps heureux où l'on s'imaginait ne pouvoir rien faire de plus nécessaire que de pourchasser quelques moines. M. Franklin-Bouillon part du fait du sauvetage des finances par M. Poincaré et l'union nationale et il en conclut qu'il faut maintenir cette union au moins pour cinq ans, le temps d'achever l'œuvre de salut. « Financièrement, rien n'est fait tant qu'il reste quelque chose à faire : reprise de nos luttes intérieures, débâcle nouvelle demain. Politiquement, la menace suspendue sur la France grandit chaque jour (rapport Guillaumat, révélations Fœrster, rattachement de l'Autriche, échec du désarmement, etc.). Hors de cela, je le déclare, rien n'existe pour moi, rien ne doit exister pour notre génération... Nous ne songeons pas à bâtir pour l'éternité, mais nous croyons bien moins encore aux constructions d'une minute, comme le fameux cartel d'hier. Si nous avons évité la catastrophe, rien n'est encore acquis définitivement et rien ne peut s'achever sans l'union. » La stabilisation de la monnaie postule la stabilisation politique, une majorité homogène, un gouvernement qui dure.

Pour laisser à son raisonnement toute sa valeur pratique et actuelle, pour se maintenir sur le terrain de l'opportunité nationale et éviter d'effrayer ses adversaires, M. Franklin-Bouillon ne va pas plus loin. Mais son raisonnement porte en lui-même sa conclusion. L'expérience d'union nationale tentée et réussie par M. Poincaré a toute la portée d'une innovation, toute la valeur d'un rajeunissement des méthodes de gouvernement. Les vices d'un système parlementaire dénaturé et détourné de son objet sont apparus en un relief

plus saisissant depuis que M. Poincaré et, — il est significatif de l'ajouter, — M. Bouisson, président socialiste de la Chambre, ont introduit des procédés de travail et de discussion nouveaux que la nécessité a fait accepter par la majorité. Et personne ne soutiendra que M. Poincaré et M. Bouisson sont des contempteurs, des ennemis du régime parlementaire. Il saute aux yeux que, sous l'aiguillon des difficultés issues de la guerre, le double problème de la célérité législative et de l'autorité exécutive se pose dans tous les pays. M. Poincaré et son ministère, soutenus par la majorité des deux Chambres, ont pratiqué une solution empirique et provisoire, en évitant de se placer sur le terrain des principes et des doctrines. Cette expérience heureuse doit-elle continuer, s'implanter, imposer peu à peu de nouvelles méthodes et de nouvelles conceptions? Telle est la portée de la question soulevée par M. Franklin-Bouillon. En d'autres termes, le régime républicain doit-il évoluer avec les circonstances, s'adapter aux besoins du pays et mettre au-dessus de tout le salut et la prospérité de la nation?

On conçoit que la question ait paru intempestive et gênante à M. Maurice Sarraut. Son frère est ministre de l'Intérieur dans le cabinet Poincaré, et, parmi les députés inscrits au parti dont il est le Président, deux tiers environ ont soutenu de leurs votes le cabinet, tandis que l'autre tiers s'est acharné, de concert avec les socialistes, à mener contre lui une opposition intransigeante. Ses réponses ramènent le débat au niveau des préoccupations électorales et aux soucis d'un chef obligé de suivre ses troupes qui manquent de cohésion. Il s'agit, pour le parti radical-socialiste, de refaire son unité et de préparer ses alliances pour les élections. « L'union nationale ne peut être éternelle », déclare M. Maurice Sarraut. Il suffit de retourner la proposition pour montrer tout ce qu'elle implique de désastreux : la désunion nationale doit être éternelle. Est-ce donc là, pour un peuple, un idéal de gouvernement? Notre histoire n'est-elle pas là pour nous montrer tout ce que la France unie a fait de grand et tous les périls qu'elle a courus par ses dissensions? Qu'on n'objecte pas qu'en Angleterre la vie politique est fondée sur l'existence de deux partis adverses, car l'Angleterre est le seul pays du monde où le système parlementaire ait fonctionné dans sa vérité; l'un et l'autre de ses deux partis historiques considèrent comme nécessaire et bienfaisante l'alternance au gouvernement des deux tendances; ni l'un ni l'autre ne prétend organiser l'exploitation du pouvoir à son exclusif profit; ni l'un ni l'autre, même quand un

ministère travailliste succède à un cabinet conservateur, ne songe à désavouer et à liquider en quelques heures la politique extérieure du précédent cabinet comme l'a fait le cartel lors de son avènement. La France n'a ni le même génie, ni les mêmes traditions ; elle a toujours aimé et poursuivi un idéal d'union et d'unité. M. Maurice Sarraut la voue aux discordes perpétuelles. Et il s'imagine que ses amis et lui en seront toujours les bénéficiaires !

Tout se ramène, en somme, à une question d'alliances électorales. A l'argument décisif de M. Franklin-Bouillon, M. Maurice Sarraut répond que le cartel de 1928 saura mener à bien l'œuvre de reconstruction financière. A quoi les tenants de M. Franklin-Bouillon ripostent que si le cartel de demain reprend la politique de M. Poincaré, il n'aura pour la conduire ni la même autorité, ni la confiance du pays, et ce sera la réédition de la débâcle de 1925 et 1926. Que s'il adopte une politique contraire, celle de ses alliés socialistes par exemple, le résultat sera encore plus certain, plus rapide, plus complet. Alors M. Sarraut se confine dans les généralités du vieil arsenal radical : laïcisme, démocratie, lutte contre la réaction. Les radicaux sont le parti le plus nombreux, le parti dirigeant ; ils ne veulent pas être dupes.

Mais ne seront-ils pas dupes des socialistes ? Il se produit depuis longtemps un déplacement continu des partis de gauche à droite, tandis que les électeurs restent à peu près immobiles autour des mêmes programmes très vagues et des mêmes intérêts très précis. Les socialistes sont rongés à leur gauche par les communistes, mais eux-mêmes rongent par la gauche les radicaux-socialistes. En beaucoup de circonscriptions, il semble, autant qu'on puisse le prévoir, que les candidats socialistes seront plus favorisés que les radicaux ; alors, s'il y a alliance, elle se fera aux dépens des radicaux. Or, il y a, malgré tout, entre radicaux et socialistes, plus qu'une nuance ; tant que les socialistes restent eux-mêmes, c'est-à-dire qu'ils sont fidèles à l'orthodoxie marxiste, dont M. Léon Blum s'est constitué le gardien, ils sont les adversaires de la propriété individuelle, de l'expansion coloniale, de tout ce qui fait la prospérité, la force et le rayonnement de la France. Certes, nombreux sont ceux qui jetteraient avec joie par-dessus bord ces doctrines de mort et de ruine ; mais ils n'oseront pas s'affranchir de la discipline et confondront leurs votes avec ceux des communistes qui les méprisent et qu'ils haïssent. Avant de conclure avec les socialistes une alliance électorale, un cartel renouvelé de celui de 1924, ne verra-t-on même pas les radicaux exiger

les engagements sur la participation au pouvoir et la répudiation du communisme. « La nation contre l'Internationale et ses alliés : voilà la bataille de 1928. » En offrant ce mot d'ordre à son parti, M. Franklin-Bouillon fait écho au cri de guerre jeté dernièrement par le ministre de l'Intérieur, M. Albert Sarraut, lui-même : « Le communisme, c'est l'ennemi. » Les radicaux entendent-ils pactiser, ne fût-ce qu'en acceptant leurs voix, avec les hommes qui, à l'appel du député Vaillant-Couturier, ont tenté de faire, les 23 et 24 août, une répétition générale du « grand soir », ont pillé, assommé, dévasté, profané la tombe sacrée de l'Arc de triomphe, sous le fallacieux prétexte que les autorités régulières de l'État indépendant et souverain du Massachusetts auraient commis une erreur judiciaire ? Le pays a horreur de ces abominables violences. Est-ce que demain M. Maurice Sarraut fera voter ses amis pour ces brigands et leurs complices, comme il l'a fait l'année dernière lors de l'élection partielle de Paris ? Il faut que, là-dessus, les radicaux s'expliquent nettement. L'heure est passée des compromissions électorales ; il est des intérêts plus sacrés et plus urgents que le sauvetage des prébendes radicales.

La plupart des journaux radicaux ont copieusement honni M. Franklin-Bouillon. Mais il a posé la banderille au bon endroit et, parmi les hommes qui réfléchissent, plus nombreux chaque jour sont ceux qui l'approuvent. C'est en vain que M. Maurice Sarraut et les plus notoires publicistes du parti se débattent pour échapper à l'évidence financière qui les accable : il reste certain, pour tout homme de bon sens, que le succès, en 1928, d'un cartel radical-socialiste et socialiste remettrait en question toute l'œuvre de salut réalisée par M. Poincaré, tandis que le maintien de l'union nationale en assurerait à coup sûr la continuation et le succès définitif.

M. Tardieu, avec la vigueur et la concision qui sont la marque de son talent, est intervenu dans le débat. Il ne parle pas de trêve ; il se contente de prouver, avec la force d'un syllogisme, qu'il est impossible de ne pas continuer l'œuvre du ministère d'union nationale. Personne, hormis les révolutionnaires, ne veut revoir « les jours de détresse financière et de débandade parlementaire : donc il faut achever l'œuvre commencée il y a treize mois. Si les esprits distingués qui prêchent, avant la fin du redressement financier, la fin des collaborations qui l'ont rendu possible, ont raison, alors ceux qui ont collaboré avec le ministère Poincaré ont eu tort. Il n'y a pas à sortir de là. Est-ce là ce que les députés sortants iront dire aux électeurs ? Est-ce par ce *meâ culpâ* qu'ils conquer-

ront leur élection?... Qu'ils essayent : je leur promets du plaisir! Si, au contraire, ils restent tout bonnement fidèles à la politique dont les fruits sont sous les yeux du public, leur position sera digne et forte. S'ils balbutient : « Je me suis trompé, et je change mon fusil d'épaule, » ils seront battus. S'ils déclarent : « J'ai eu raison, je continue et j'achèverai, » ils seront réélus, car l'évidence parlera pour eux... Achever, voilà tout le programme des élections prochaines. »

Ces polémiques nous offrent un avant-goût de ce que sera la période électorale déjà virtuellement ouverte ; la vie économique du pays, son action extérieure, son rétablissement financier vont être comme suspendus durant dix mois. Sommes-nous en situation de gaspiller ce temps précieux? L'opinion commence à s'imposer que des élections brusquées, comme c'est l'usage en Angleterre, par une dissolution de la Chambre, épargneraient au pays des luttes stériles et un déplorable déperdition de forces. Le grelot a été attaché, dans un article retentissant de *la Renaissance*, par M. Pomaret, ancien chef de cabinet de M. Albert Sarraut; l'idée fait son chemin, discutée par la presse, approuvée par les hommes, comme M. Charles Reibel, qui estiment que moins longues et moins âpres seront les luttes de partis, mieux s'en trouvera le pays. M. Doumergue et M. Poincaré se laisseront-ils convaincre? Ils n'auraient recours, croyons-nous, à cette solution malheureusement inusitée que dans le cas où la Chambre, à la rentrée, compromettrait par de ruineuses surenchères l'œuvre de redressement financier.

Ces batailles pré-électorales, dont nous avons voulu donner quelques échantillons, mériteraient à peine de nous arrêter, si l'on ne voyait peu à peu se dégager, surtout parmi les jeunes gens, le sentiment de plus en plus net que ces luttes de partis ne sont pas le pain quotidien d'une grande nation et que, si elles peuvent devenir, à certaines époques de l'histoire, un mal nécessaire, c'est un autre idéal, plus élevé, plus généreux, plus désintéressé, qu'il convient de proposer aux générations à venir.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.